



## Les relations avec le Maghreb et la visite de M. Mitterrand à Tunis

### Partenaires

LES immigrés sont-ils « des boucs émissaires utilisés par les politiciens français à des fins électoralistes », comme le prétendent beaucoup de journaux maghrébins, que l'affaire des charters a mis en émoi ? En visite à Tunis, jeudi 11 juillet, M. Mitterrand devait convaincre ses interlocuteurs du contraire. Car le sort de quelque un million et demi de travailleurs, avec ou sans papiers, est un sujet brûlant sur les deux rives de la Méditerranée.

Simple question de dignité d'abord, aux yeux des responsables maghrébins, irrités que ce dossier soit ainsi traité par le mauvais bout de la lunette. Mais, au-delà de ces contingences, ils essaient de convaincre leurs voisins européens, et singulièrement la France, de la nécessité de mettre sur pied, pour le bénéfice de tous, une ambitieuse politique de développement économique, dont l'immigration, alors délestée de sa charge émotionnelle, ne serait qu'un volet parmi d'autres.

PRÉSENT d'un bout à l'autre de l'échiquier politique, de M. Charles Pasqua à M. Jean-Pierre Chevènement, on défend, en France, l'idée de mettre les pays du Maghreb en condition d'offrir, à leurs jeunes, des emplois sur place. La « fuite des bras » est en effet d'autant plus inquiétante qu'elle s'accompagne d'une « fuite des cerveaux ». Le ministre tunisien de l'éducation ne révélait-il pas récemment que moins de la moitié des étudiants partis compléter leur cursus à l'étranger - notamment aux États-Unis - regagnent, après coup, leur pays ?

Moins de chômeurs, c'est aussi moins de mécontents, et, partant, moins d'islamistes puissants. C'est aujourd'hui, de l'autre côté de la Méditerranée, la manière dont tous les laïcs-pour-compte expriment, faute de mieux, leur ras-le-bol. Les responsables maghrébins appellent donc à la rescousse leurs interlocuteurs européens pour les aider à contrer, moyennant finances, le « péril vert ».

QUE les intégristes soient, finalement réduits au silence par des mesures répressives, comme on le voit en Algérie et en Tunisie, ne résoud rien au fond. Des millions de désœuvrés continueront de tourner dans leur pays comme lions en cage, enragés de voir se former peu à peu devant eux les frontières d'une Europe familière, et prêts à jouer les mercenaires pour n'importe quelle cause.

Cette ambition pour le Maghreb, la France, malgré ses responsabilités historiques, n'est pas, à elle seule, en mesure de la satisfaire. Et ce d'autant moins que ses partenaires, la guerre du Golfe sidant, se montrent de moins en moins enclins à entretenir, avec leur ancienne métropole, un pesant tête-à-tête, souvent fait d'acrimonie et de sentimentalisme.

Changement de vocabulaire : le mot « coopération » sonne désormais un peu démodé. On lui préfère maintenant ceux de « partenariat » et de « codéveloppement ». Faire en sorte que le Maghreb ne soit plus invivable pour ses habitants n'est pas du seul ressort de l'ancien colonisateur. Son avenir s'inscrit dans un cadre géographique plus large, celui de la Méditerranée occidentale. Même si, en dépit de tout, la France demeure, de Tunis à Rabat, l'amie des jours difficiles.

M0147 - 0712 0 - 6.00 F



## Un entretien avec le président tunisien

« L'intégrisme ne passera pas... Il n'y a point d'avenir en dehors de la démocratie », nous déclare M. Ben Ali

M. François Mitterrand était attendu, jeudi après-midi 11 juillet, à Tunis pour une visite de travail de quelques heures, à l'invitation du président de la République tunisienne, M. Ben Ali. Il s'agit du premier voyage du chef de l'Etat dans un pays arabe depuis la crise du Golfe. Trois ministres français, MM. Roland Dumas (affaires étrangères), Pierre Bérégovoy

(économie) et Jean-Louis Bianco (affaires sociales et intégration), qui sont aussi du voyage, devaient s'entretenir avec leurs homologues tunisiens. A l'occasion de la visite de M. Mitterrand, M. Ben Ali fait le point, dans un entretien accordé au « Monde », sur les relations entre les deux pays et sur le problème des islamistes.

### TUNIS

de nos envoyés spéciaux

« Qu'attendez-vous de la visite de M. Mitterrand ? »

« La Tunisie apprécie à sa juste valeur le fait que le président Mitterrand l'ait choisie pour sa première visite dans un pays arabe après la guerre du Golfe. L'accorde un grand intérêt à un échange de vues avec un homme à la fois témoin et surtout acteur des grands événements de ce monde. Cette visite ne comporte pas d'ordre du jour. Nous parlerons un peu de tout.

Trois ministres français, MM. Roland Dumas, Pierre Bérégovoy et Jean-Louis Bianco, rencontreront leurs homologues tunisiens.

« Nous demanderons au président de consentir un petit effort en faveur du développement de la Tunisie dans le cadre de notre partenariat. Nous avons par exemple demandé aux autorités françaises de pouvoir user avec plus de souplesse de l'aide économique et financière qu'elles nous allouent. Ce qui est important, c'est de créer des emplois en Tunisie. Près de trois cent

millie Tunisiens vivent en France. Si la France nous aide à créer chez nous des emplois, nous pourrions plus facilement les récupérer. Plus il y aura d'emplois, plus les Tunisiens resteront chez eux.

« Comment souhaitez-vous voir évoluer la coopération franco-tunisienne ? »

« La France est notre premier partenaire. Un quart de nos échanges commerciaux se font avec elle.

Propos recueillis par MICHEL DEURÉ et JEAN-PIERRE LANGELLIER Lire la suite page 4

## Affrontements en Polynésie

Une dizaine de personnes ont été blessées à la suite de heurts, mercredi soir 10 juillet, au centre de Papeete, entre gendarmes et grévistes. Deux organisations syndicales avaient appelé à la grève générale après l'échec de discussions sur la fiscalité avec le gouvernement de M. Gaston Flosse. Les ports de Papeete et des sites militaires de Muroto et de Hao étaient bloqués.

Lire page 20 le récit de notre correspondant à Papeete, MICHEL YIENGKOW

## Catastrophe aérienne à Djeddah

Un DC-8 nigérien s'est écrasé le 11 juillet peu après avoir décollé de Djeddah, en Arabie saoudite. Il n'y aurait aucun survivant parmi les 263 personnes qui se trouvaient à bord.

Lire page 20

## Paul Touvier remis en liberté

Paul Touvier, soixante-seize ans, l'ancien chef des renseignements de la milice lyonnaise, a été remis en liberté sous contrôle judiciaire, jeudi 11 juillet, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Il avait été inculpé de crimes contre l'humanité et placé sous mandat de dépôt le 24 mai 1989 par M. Jean-Pierre Gatti, juge d'instruction au tribunal de Paris.

## M. Calvet et les Japonais

M. Jacques Calvet, le président de Peugeot SA, s'enquête, dans un article que nous publions aujourd'hui, de la désunion des Européens face aux constructeurs automobiles japonais. Il faut « reprendre sur des bases entièrement nouvelles les négociations », écrit M. Calvet.

Lire page 14

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 20

## Le gouvernement face au dossier de l'immigration et aux suites de l'expulsion de l'opposant marocain

### Bonjour tristesse !

par Jean-Marie Colombani

M. Mitterrand s'est livré en conseil des ministres à un exercice attendu et obligé, qu'il devrait être amené à renouveler à la télévision le 14 juillet : il lui fallait, en effet, parer au plus pressé, réaffirmer sa fidélité aux grands principes et la continuité d'une politique dont M. Cresson avait peut-être oublié qu'il l'inspire lui-même depuis maintenant dix ans.

Après quelques jours de fracas cressonien, il fallait bien tenter de « calmer les esprits », comme l'a dit M. Kouchner. Au fond,

on pouvait presque croire à un épisode classique de la vie politique : à M. Cresson, le soin de déclencher le débat « fracas-sant » ; à ses ministres techniciens, celui de raccommorder l'ensemble du dispositif pour le dénouer de son côté provocateur et n'en retenir que le volet efficace ; au président, enfin, la charge d'arbitrer, en prenant de la hauteur et en gardant le cap.

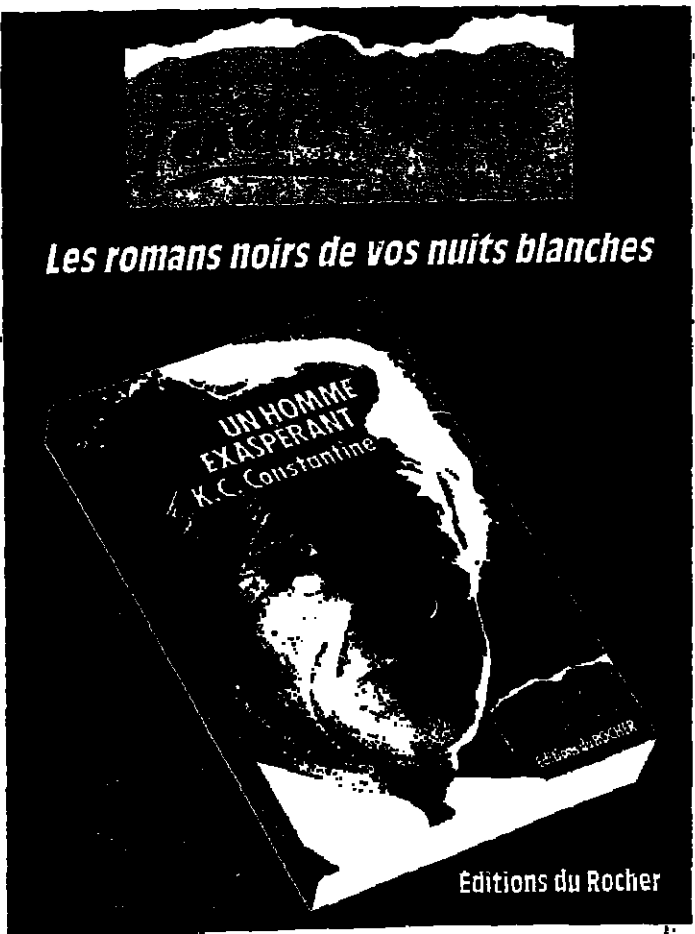
A ce prix, tout le monde peut y trouver son compte : ceux qui, les plus nombreux, aspirent à voir partir les étrangers.

Lire la suite page 7

### Lire également

■ Un entretien avec M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration  
par PHILIPPE BERNARD et ROBERT SOLÉ  
■ Des moyens de lutte limités contre le travail clandestin  
par ALAIN LEBAUDE

■ De M. Pasqua à M. Joxe  
■ Les réactions après l'annonce des mesures du gouvernement  
■ « La démocratie en soldes d'été »  
par PIERRE GEORGES  
Lire pages 6, 7 et 19



## Aix reste dans Aix

Le Festival d'art lyrique, qui s'est ouvert mercredi 10 juillet respire d'un nouveau souffle grâce à une ambitieuse politique culturelle

### AIX-EN-PROVENCE

de notre envoyée spéciale

Mozart règne plus que jamais sur la cité des fontaines. Une nouvelle production des Noces de Figaro a ouvert mercredi la quarante-quatrième édition du Festival d'opéra d'Aix-en-Provence. Jusqu'au 2 août, trois autres spectacles dont une création française (le Devoir du premier commandement, un inédit pour la scène du jeune Mozart) et deux autres nouvelles productions (Castor et Pollux, de Rameau, le Songe d'une nuit d'été, de Britten) se succéderont en alternance au Théâtre de l'Archevêché. On n'avait jamais vu tant de nouveautés en un été sur les hauteurs du cours Mirabeau.

Né après l'Occupation du caprice d'une riche mécène américaine, longtemps en possession du casino municipal avant d'accéder, grâce au statut d'association, à une tardive indépendance en 1973, le plus célèbre festival de France vivait avec éclat ces dernières

années. Son budget (35 millions de francs en 1990), certes important dans le paysage de l'art lyrique en France (duant la même année, l'ensemble des opéras de province n'a touché par exemple que 78 millions de francs de l'Etat), restait insuffisant pour répondre aux ambitions d'un « Salzbourg français » et lui fournir l'indispensable ballon d'oxygène financier (un

déficit de 4,2 millions de francs a finalement été résorbé, déficit dû à des recettes non réalisées en 1989 et à une mise à jour du commissariat aux comptes sur les bénéfices incertains de certains contrats de coproduction). Le Festival change donc de vitesse cette année.

ANNE REY

Lire la suite page 12

### LIVRES ♦ IDÉES

#### Bataille, le taureau affronté

Hommages à l'auteur de La Littérature et la mal avec les rééditions du Bleu du ciel et d'un numéro spécial de la revue Critique publié en 1983.

■ Écrivains et photographes : à la recherche de l'Afrique fantôme ■ Edition : échos d'une saison littéraire ■ Histoire littéraire : L'ogre Cendrars ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : « L'opium de la digression »

pages 21 à 28

## ÉTRANGER

La crise yougoslave et les initiatives diplomatiques

## La tension croît en Slavonie

Les « Techniks »  
ou la haine du Croate

BELGRADE

de nos envoyés spéciaux

M. Vojislav Seselj ne recule devant rien pour entretenir son rôle de vedette médiatique. Lors de l'une de ses dernières interventions télévisées, il a fièrement exhibé le pistolet qu'il porte en permanence à la ceinture. Le geste n'avait rien de naïf : le chef de l'extrême droite nationaliste serbe sait qu'il existe un public qui apprécie ses méthodes.

En Serbie, il jouit d'une audience grandissante. En Croatie, il est la bête noire. Il se définit lui-même comme le chef des « Techniks », ceux que les Croates appellent les « terroristes ». Si la Krajina et la Slavonie, les deux régions « mitées » de la Croatie, sont le théâtre de troubles permanents depuis quelques mois, c'est, selon les Croates, la faute des « Techniks » qui s'infiltrèrent armés dans les villages.

Des barbus  
monarchistes

Mercredi 10 juillet, Milan, vingt-six ans, a quitté Novi-Beograd en direction de l'une de ces deux régions parce qu'il « déteste les Croates ». Son but : « Défendre le peuple serbe menacé par le terrorisme fasciste ». Les extrémistes serbes disent agir par solidarité car la population de la Croatie est composée à 11 % de Serbes. Donc pas question de les abandonner. « On est là pour les encourager à la révolte », avoue placidement Alexandre Stefanovic, qui s'est préalablement présenté comme le chef d'état-major des « Techniks » avant de demander à ses interlocuteurs s'ils étaient juifs.

Cependant, les revendications des « Techniks » vont bien au-delà de celles des nationalistes serbes avant tout solidaires des Serbes de Croatie. « Nous voulons une grande Serbie, une petite Slavonie et une Croatie encore plus petite », explique M. Stefanovic, sous un drapeau noir orné d'une tête de mort et de la devise « La liberté ou la mort ». Dans un coin du bureau

repose un énorme tas de sacs de farine. Les locaux ressemblent fort au QG d'une organisation paramilitaire. Et pourtant, ce sont ceux du Parti radical serbe (SRS) présidé par M. Seselj, élu député du SRS il y a une dizaine de jours. Le Parti n'a pas pu se faire enregistrer sous l'appellation « Techniks ».

Le mouvement n'est pourtant pas interdit et la rue la plus commerçante de Belgrade est parsemée de vendeurs de gadgets à la gloire de M. Seselj et de ses idées. Mais toute sympathie affichée demeure compromettante. La dernière manifestation de « Techniks » n'a rassemblé qu'un millier de personnes. Et si M. Stefanovic revendique plus de 5 000 combattants sur le terrain, en Croatie, le chiffre ne dépasserait pas, en fait, quelques centaines.

Reste que les médias lui accordent une place importante. M. Seselj fait chaque jour un peu plus d'émules, attirés plus par le personnage que par son organisation. Ancien professeur de sociologie à Sarajevo, M. Seselj, trente-six ans, est un ex-dissident politique. Condamné à huit ans de prison en 1984, il a passé vingt mois en détention. Il avait déjà, à l'époque, la réputation d'un provocateur intelligent et ambitieux. Aujourd'hui, il sait que les Serbes sont prêts à reconsidérer toute l'histoire de la Yougoslavie. En ce sens, la récupération du terme « Techniks » n'est pas fortuite.

Célébres pour s'être battus contre les partisans pendant la deuxième guerre mondiale, les « Techniks » (qui en fait forment l'armée royale dirigée par le général Draza Mihajlovic) étaient impopulaires du temps du communisme. Cette seule caractéristique leur vaut aujourd'hui une certaine audience. Aussi, M. Seselj n'a-t-il rien oublié. Les « Techniks » des années 90 sont monarchistes, comme ceux de l'armée royale qui portent la barbe, et leur devise est la même : « Avec la foi [orthodoxe] en Dieu, pour le roi et pour la patrie ».

FLORENCE HARTMANN  
et MARIE-PIERRE SUBTIL

Même si la Yougoslavie traverse depuis quelques jours une période de trêve, la situation est loin de s'être stabilisée. L'accalmie reste précaire. Les Yougoslaves sont en proie au doute et à la méfiance. En Slovénie, un sondage publié mercredi 10 juillet dans le quotidien de Maribor, *Vecer*, révèle que 75 % des personnes interrogées estiment que « après la guerre, il n'y a plus aucune possibilité de vie commune en Yougoslavie ». 45 % d'entre elles sont même convaincues que l'armée fédérale va tenter d'intervenir à nouveau en Slovénie.

BELGRADE

de notre correspondant

Le Parlement slovène a approuvé, mercredi 10 juillet, à une large majorité (189 pour, 11 contre et 7 abstentions) le texte de la déclaration de Brioni. De ce fait, Ljubljana accepte le moratoire de trois mois sur sa proclamation d'indépendance, le rétablissement aux frontières de la situation qui prévalait avant le 25 juin et la reprise des négociations sur l'avenir de la Yougoslavie. « La Slovénie ne renonce en aucun cas à son indépendance », a précisé le prési-

dent du Parlement, M. France Bucar, soulignant que, « à l'issue des quatre-vingt-dix jours de moratoire, la Slovénie poursuivrait le processus ».

En Croatie, « la situation est explosive », a annoncé, mercredi, le ministre de l'Information, Dr. Mirko Hrtak. Les affrontements entre Serbes et Croates sont de plus en plus fréquents en Slavonie. Un policier croate, blessé, a été tué à l'issue d'une fusillade. L'armée fédérale, qui tente de s'interposer, paraît impuissante à contrôler la situation. Les Croates quittent les villages à majorité serbe, et les femmes et les enfants serbes fuient vers la Voïvodine, la province septentrionale de la Serbie.

Alors que les médias de Belgrade parlent d'exode et évaluent à près de dix mille le nombre de réfugiés serbes, la Croatie accuse les Serbes de préparer le terrain pour une plus grande offensive armée. M. Hrtak a affirmé mercredi que « l'armée fédérale, désormais composée exclusivement de Serbes, prépare une attaque contre la Croatie ». Nous devons nous attendre, dans cinq ou dix jours, à une agression encore plus violente que celle contre la Slovénie », a-t-il précisé.

Accusant l'armée yougoslave de violer l'accord conclu avec la « troïka » européenne, le ministre de l'Information a certifié qu'un commando de trois cent cinquante

soldats fédéraux avait, en début de semaine, été transporté par hélicoptère dans la zone militaire de l'aéroport de Zagreb et que 65 % des effectifs de l'armée de l'air et de terre avaient été mobilisés.

Un programme  
économique de choc

A Belgrade, le gouvernement fédéral de M. Markovic, estimant que la situation économique était alarmante, a adopté, mercredi, un programme économique de trois mois, c'est-à-dire correspondant à la période de moratoire sur les proclamations d'indépendance de la Croatie et de la Slovénie.

Cette trêve est mise à profit pour mettre en œuvre « une thérapie de choc » afin d'éviter le chaos économique. Ces mesures ne seront pas discutées devant le Parlement fédéral, mais le gouvernement a demandé à la présidence collégiale de réunir au plus vite les présidents des six Républiques de la Fédération, leurs premiers ministres et les présidents de leurs Parlements respectifs, ainsi que le président du Parlement fédéral, pour approuver les décisions prises.

Selon le ministre du développement, M. Bozo Marešević, ce « mini-programme de choc » ne prétend pas sortir le pays de la crise mais seulement retarder le chaos économique inévitable d'un mois ou deux si aucune mesure

n'était prise. Compte tenu de la chute de la production, d'une forte baisse des exportations (25 % pendant le mois de juin) et du niveau de vie, et de la reprise de l'inflation, M. Marešević a estimé que le problème majeur était actuellement le déséquilibre de la balance des paiements.

Par conséquent, le gouvernement fédéral s'engage à réduire radicalement le budget de la Fédération, qui sera ramené à 100 milliards de dinars. Cette somme ne servira désormais qu'à financer l'armée et l'administration fédérales. La Fédération suspend toute intervention dans le système bancaire, et elle gèlera tous les crédits collectifs destinés à remédier au manque de liquidités chroniques des banques yougoslaves.

Pour préserver les réserves en devises, le gouvernement ne les utilisera que pour rembourser la dette extérieure. De plus, les épargnes en devises des citoyens seront exclusivement réservées à l'achat de logements et à l'investissement dans le secteur privé. M. Marešević estime que, pendant cette période, la Yougoslavie doit se procurer auprès des créanciers internationaux 3 milliards de dollars si elle veut envisager, dans un deuxième temps, de poursuivre sa réforme économique.

F. H.

La réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE à La Haye

Pour les Douze, les accords de Brioni  
ne sont qu'une première étape

Après avoir avalisé les accords conclus le week-end dernier à Brioni par la « troïka » communautaire avec les représentants de la Croatie, de la Slovénie et du gouvernement fédéral, les ministres des affaires étrangères des Douze, qui se retrouvaient, mercredi 10 juillet, à La Haye, ont arrêté le mandat de la mission de surveillance du cessez-le-feu qui partira le week-end prochain pour la Yougoslavie.

LA HAYE

(Communautés européennes)

de notre envoyé spécial

Dans une déclaration, les Douze ont souligné que la poursuite de leurs efforts de médiation restait subordonnée au plein respect des accords de Brioni (voir encadré). Ceci-ci devait permettre de passer à l'étape suivante, c'est-à-dire à l'ouverture de négociations sur l'avenir de la Yougoslavie. Comment seront-elles organisées ? A ce stade, on l'attendait à La Haye, nul ne le sait. Mais la Communauté a fait clairement savoir que, sans interférer sur leur cours, elle était prête à les « accompagner ». Plusieurs initiatives sont d'ores et déjà envisagées pour en faciliter le développement.

La première étape consiste à consolider les accords de Brioni. Après que la présidence collégiale se sera prononcée, ils devraient pouvoir être officiellement signés dans les prochains jours, la Communauté, partie prenante, étant alors représentée par l'ambassadeur des Pays-Bas à Belgrade. Conformément à la demande pressante exprimée jeudi par M. Vasil Tupurkovski, le membre macédonien de la présidence collégiale qui s'était rendu à La Haye pour rencontrer M. Hans Van den Broek, le ministre néerlandais qui préside les travaux des Douze, la mission de surveillance du cessez-le-feu partira donc très vite pour la Yougoslavie.

Une véritable  
« task force »

Elle sera composée de trente à cinquante personnes. Ce sera une mission civile - en aucun cas une force de maintien de la paix, - même si certains de ses membres, compte tenu du travail à accomplir, auront une expérience militaire. Au départ, seuls y participeront des représentants de la CEE. C'est ce que voulaient les Yougoslaves.

M. Hans-Dietrich Genscher, ministre allemand des affaires étrangères, qui se souvient que les Douze agissent sur mandat de la CSCE, aurait souhaité qu'elle soit élargie à d'autres pays membres de cette

organisation. Il a été entendu que ce serait envisagé dans une seconde étape, à la condition expresse que les Yougoslaves soient d'accord. Les Polonais se sont déjà portés candidats. Le mandat de la mission sera de trois mois à compter du jour de la signature des accords de Brioni, mais pourra être renouvelé. Les observateurs de la Communauté seront déployés en Slovénie et en Croatie, aux frontières, aux portes des casernes, etc. Puisque certaines des dispositions ont trait au retour des troupes de l'armée fédérale, pourquoi ne pas étendre le territoire d'application de la mission de surveillance à d'autres Républiques, notamment à la Serbie, ont

demandé certains Etats membres ? L'hypothèse n'a pas été rejetée et pourra donc être envisagée avec les autorités yougoslaves.

Les Douze entendent apparemment interpréter largement leur tâche de médiation, de manière que l'ensemble des acteurs, y compris l'armée fédérale, se sentent liés par les accords de Brioni. Parfois de la future négociation sur l'avenir du pays, ils veulent encourager son lancement puis aider son déroulement par tous les moyens disponibles.

Is ont ainsi décidé de créer un groupe permanent, une « task force » rassemblant juristes, économistes, experts des questions de sécurité, qui serait mise à la disposition des

Yougoslaves. M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, a également indiqué son intention de créer sous sa responsabilité une cellule spécialement chargée d'assister le gouvernement yougoslave dans cette phase de la négociation.

Les ministres des Douze ont également débattu de la politique à pratiquer à l'égard de l'Union soviétique, dans la perspective de la rencontre que M. Gorbatchev aura, la semaine prochaine à Londres, avec les chefs d'Etat et de gouvernement des sept principaux pays industrialisés. M. Delors, qui a rencontré il y a quelques semaines le président soviétique, les a incités à la prudence. Est-il possible pour les Douze, a-t-il fait valoir en substance, de se prononcer, alors qu'on ignore encore quelle ligne va adopter M. Gorbatchev ?

Le soutien que viennent de lui confirmer les neuf Républiques est assurément un élément positif, mais pour en apprécier la vraie portée, n'est-il pas, à l'évidence, nécessaire d'avoir des idées plus claires sur le contenu du futur traité d'union ? M. Gorbatchev, confronté à une forte dégradation de la situation conjoncturelle, est-il décidé à entreprendre une politique d'assainissement classique comme cela est nécessaire - dit M. Delors, qui, apparemment, a convaincu son interlocuteur - avant d'engager des réformes de structure ?

Autant de questions auxquelles le président soviétique devra répondre afin que la Communauté puisse réfléchir efficacement à ce qu'elle pourrait entreprendre.

PHILIPPE LEMAITRE

## A TRAVERS LE MONDE

LIBAN

L'armée continue  
la collecte des armes  
palestiniennes

Les Palestiniens ont commencé à évacuer, jeudi 11 juillet, des sept camps de réfugiés de la région de Tyr leurs armes lourdes, qui doivent être placées sous la garde de l'armée libanaise.

Dans le camp de Rachidiya (17 000 habitants), le plus important, des camions ont chargé des mortiers, des canons sans recul, des mitrailleuses lourdes et des roquettes antichars, sous la supervision d'un officier de l'armée ainsi que du responsable militaire de l'OLP dans la région de Tyr. Les armes avaient été déposées pendant la nuit dans la cour de l'école du camp. Des camions ont également pénétré dans les six autres camps pour évacuer les armes. Plus de 40 000 Palestiniens vivent dans la région de Tyr.

L'OLP avait accepté, mercredi soir, d'évacuer pacifiquement ses armes des camps de Tyr - les derniers du sud du Liban où elle disposait encore d'un arsenal - et de les stocker sous la garde de l'armée. - (AFP.)

EL SALVADOR

Enlèvement  
d'un dirigeant  
de gauche

Alors que les négociations se poursuivaient, mercredi 10 juillet, à Mexico, entre le gouvernement salvadorien et le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), un attentat à la bombe a tué un soldat et en a blessé deux autres à l'Académie militaire de sécurité publique, à San-Salvador,

selon un bilan officiel. Les auteurs de l'attentat, un commando du FMLN, ont réussi à prendre la fuite.

Le même jour, à San-Vicente (60 km à l'est de la capitale), un dirigeant de la coalition salvadorienne Convergence démocratique (CD-opposition de gauche), M. Umana de Paz, a été enlevé par des inconnus, selon des porte-parole de l'opposition, qui craignent que les auteurs de cet enlèvement n'appartiennent aux « escadrons de la mort ». - (AFP.)

TURQUIE

Situation tendue  
au Kurdistan

Trois personnes au moins ont été tuées, une soixantaine d'autres blessées et plus de 250 arrêtées à Diyarbakir, mercredi 10 juillet, lorsque les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur une foule de plus de 20 000 personnes qui participait aux funérailles de Vedat Aydin. Agé de trente-six ans, ce dirigeant kurde, local du Parti travailliste du peuple (HEP) et de l'Association des droits de l'homme, dont le corps, criblé de balles après avoir été apparemment torturé, avait été retrouvé, lundi 8 juillet, dans la province d'Ezdig, avait été arrêté chez lui, vendredi dernier, par quatre hommes armés se prétendant policiers.

Les forces de l'ordre ont ouvert le feu lorsque les manifestants ont commencé à scander des slogans séparatistes. Plusieurs personnes, dont quatre députés kurdes du Parlement, ont été blessées dans la panique et les combats qui s'ensuivirent. Huit combattants kurdes du PKK ont également été abattus par l'armée turque, mercredi 10 juillet, dans la province de Sirt. - (Corresp.)

« Les Républiques ont le droit  
de déterminer leur avenir »  
estime le Parlement européen

Le Parlement européen a voté, mercredi 10 juillet, à une très large majorité, une résolution condamnant le recours à la force de l'armée yougoslave en Slovénie. Ce texte, présenté par l'ensemble des groupes politiques à l'exception des Droites européennes conduites par M. Jean-Marie Le Pen, indique que « les Républiques constitutives et les provinces autonomes de Yougoslavie ont le droit de déterminer leur avenir (...) mais chacune a le devoir absolu de n'user que

des moyens pacifiques et démocratiques pour parvenir à des changements constitutionnels ».

L'Assemblée demande ensuite « aux autorités de la Serbie de prendre acte de la nouvelle situation politique et, de ce fait, de renoncer à la voie centralisatrice » et aux gouvernements de Slovénie et de Croatie de confirmer « la suspension pour trois mois de la mise en œuvre de leur déclaration d'indépendance ». - (Corresp.)

HONGRIE

Adoption de la loi sur la restitution  
des biens des Eglises

Le Parlement hongrois a adopté, mercredi 10 juillet, le projet de loi prévoyant la restitution des biens des communautés religieuses nationalisées par les communistes à partir de 1948. Ce texte, proposé par les chrétiens-démocrates membres de la coalition conservatrice au pouvoir, a été adopté par 194 voix, 95 députés ayant voté contre et 23 s'étant abstenus. Le projet de loi, contesté par les partis libéraux et les socialistes (ex-communistes), prévoit la restitution sur une période de dix ans des biens immobiliers utilisés à des fins culturelles, éducatives ou sociales - établissements religieux, écoles, hôpitaux - par les Etats au moment de la nationalisation et qui sont actuellement propriété de l'Etat ou des collectivités locales. Les partis d'opposition estiment que ce programme de restitution va pénaliser

les citoyens qui ont occupé les anciens locaux des communautés religieuses depuis quarante ans, notamment des écoles et des étudiants. - (AFP.)

ROUMANIE : mise en liberté provisoire de trois accusés du procès de Timisoara. - Trois des vingt-quatre accusés du procès concernant la répression de Timisoara, dont l'ex-vice-premier ministre M. Corneliu Păcurar, ont été mis en liberté provisoire, mercredi 10 juillet, par la Cour suprême. Cette décision, prise pour des raisons médicales, porte sur une période de trois mois assortie d'une interdiction de quitter Bucarest. Deux ex-colonels de la Securitate, jugés lors du même procès, avaient déjà été libérés fin juin. - (AFP, AP.)

## La déclaration finale

« La Communauté européenne et ses Etats membres considèrent que toute violence supplémentaire et tout bain de sang en Yougoslavie peuvent être évités uniquement avec l'application complète, et par toutes les parties concernées, de toutes les dispositions contenues dans l'accord de Brioni. »

« La Communauté et ses Etats membres lancent un appel urgent à toutes ces parties pour qu'elles coopèrent à la lettre et dans l'esprit de cet accord. Une application complète est essentielle pour que la CEE poursuive ses efforts actuels d'assistance en vue de surmonter la crise yougoslave. Elle étend un début rapide du processus de négociations sur l'avenir de la Yougoslavie. »



## EUROPE

URSS : lors de la cérémonie d'investiture

### Le président Eltsine a prêté serment en présence de M. Gorbatchev et du patriarche de toutes les Russies

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Une question circulait ces derniers jours à Moscou. Sur quoi M. Boris Eltsine, investi mercredi 10 juillet dans ses fonctions de président de Russie, devait-il prêter serment ? La Constitution de la Fédération de Russie n'existe pas encore ? L'évangile, suggérant de mauvaises langues, rappelant que l'ancien membre du bureau politique du Parti communiste de l'Union soviétique avait assisté, cette année, à la messe pascalle, à la place d'honneur, dans la cathédrale de Moscou. Mais les aspirations de M. Eltsine et de beaucoup de Russes en général à renouer avec les traditions pré-révolutionnaires ne pouvaient aller jusque-là. De plus, on reproche déjà au président de Russie de faire peu de cas de ses millions de sujets musulmans, juifs ou bouddhistes. Exit donc l'évangile.

La Constitution soviétique était, elle aussi, à exclure : seul M. Gorbatchev se réfère encore à un texte que tout le monde a renoncé non seulement à respecter, mais même à modifier au fur et à mesure de l'adoption de nouvelles lois, et qui doit être bouleversé par un nouveau traité d'union, préluce espéré à l'adoption d'une nouvelle Constitution.

La réponse était visible, mercredi, dans la plus grande salle du Kremlin, à l'ouverture du cinquième Congrès des députés de Russie. Deux textes étaient disposés côte à côte sur un chevalet, sous la coupole de cuir rouge à lettres d'or : l'ancienne Constitution de la République socialiste soviétique fédérative de Russie (RSSR) et la nouvelle déclaration de souveraineté de la Russie. Deux textes contradictoires à souhait, représentant l'un le

passé communiste, l'autre la future « indépendance » vis-à-vis du pouvoir central soviétique, mais qui permettaient de respecter les formes et d'assurer la continuité. Raide et solennel derrière son cheval, M. Boris Eltsine ne pouvait atteindre ces deux recueils exposés face au public. Il a donc mis la main droite sur son cœur et prononcé d'une voix forte son serment : « Je jure de respecter la Constitution et les lois de la RSSR, de défendre sa souveraineté et de défendre les droits et libertés de ses citoyens et de ses peuples. »

Deux poignées de main

La cérémonie a duré une heure, et le spectacle était très précisément calculé avec une pompe quelque peu maladroite. Pourtant, l'émotion était forte et réelle dans la salle comble contenant cinq mille personnes, parfois chez ceux-là même qui ne ménageaient pas ensuite leurs sarcasmes devant une telle prestation. Elle contrastait en effet avec la simplicité de la cérémonie d'investiture de M. Gorbatchev l'an dernier à la présidence de l'URSS.

Mais M. Eltsine est l'homme du peuple, celui qui porte encore les espoirs de démocratisation de la Russie post-communiste. Et les deux poignées de main qu'il échangea mercredi sur le podium du Congrès avec le patriarche de Moscou et de toutes les Russies, Alexis II, puis avec M. Gorbatchev, étaient lourdes de symbole.

La première, parce que le patriarche l'a accompagné d'une bénédiction, faisant le signe de la croix devant le visage du nouveau président russe, le tout sous un drapeau encore flanqué d'une faucille et d'un marteau. La seconde, parce que la présence de M. Gorbatchev



The Independent du 11 juillet

au triomphe de son rival paraissent encore récemment tout à fait impossibles, même si la réconciliation des deux hommes était ardemment souhaitée par la majorité des réformateurs soviétiques. Ils espèrent maintenant que ce « mariage forcé » se transformera en vrai « mariage de raison », mais il y a toujours des antécédents.

Ainsi, contrairement à ce qui fut annoncé par le service du protocole de Russie, M. Gorbatchev n'était pas présent dans la salle au moment même de la prestation de serment et de tout ce qui l'a accompagnée : sonnerie de trompettes pour accueillir l'élite du peuple, discours du patriarche, orchestre militaire au grand complet pour jouer l'hymne de la Russie tiré de l'opéra de Glinka la Vie pour le tsar, où lever du drapeau de la RSSR, retransmis sur écran dans la salle, au-dessus de bureaux libérés par M. Gorbatchev, qui sont devenus la

nouvelle « résidence » du président russe au sein de ce haut lieu du pouvoir.

Le discours de ce dernier était relégué à la fin de la cérémonie, bien après celui du patriarche. M. Gorbatchev fit alors une entrée par les coulisses du podium, montrant bien qu'il n'était pas à son poste à ce moment précis. Ses paroles de soutien au nouveau président russe, ses vœux de « succès dans le travail pratique » tendaient à briser l'émotion des autres discours portant sur la régénération russe ou la nécessité du pardon. « Tous les continents se demandent maintenant avec perplexité ce que nous sommes en train de fabriquer entre nous », dit-il plus tard avec prosaïsme, provoquant dans la salle des rires prolongés.

Peu importe, l'épreuve de M. Gorbatchev devant des députés de Russie, qu'il n'avait pas osé affronter durant leurs deux congrès précédents en avril et en mai, s'est finalement plutôt bien passée. Il a été applaudi à son arrivée, et la salle s'est peu à peu levée tout entière pour le faire. Mais il n'aura pas manqué de remarquer que les applaudissements étaient beaucoup plus nourris lors de sa descente du podium effectuée aux côtés du nouveau président de Russie.

SOPHIE SHIHAB

Attentat à la bombe en Estonie. Une explosion s'est produite mardi 9 juillet dans la soirée, à Tallin, au siège de la garde estonienne, à proximité du bâtiment du Soviet suprême, faisant un blessé léger, a annoncé le ministère estonien des affaires étrangères. « Il s'agit d'une des nombreuses provocations programmées avant le sommet du G7 de Londres », a affirmé le porte-parole de ce même ministère. (AFP, AP)

## PROCHE-ORIENT

IRAK

### La Turquie a décidé de rouvrir son ambassade à Bagdad

Le gouvernement turc du nouveau premier ministre, M. Mesut Yilmaz, a fait ses premiers pas en politique internationale en annonçant mercredi 10 juillet, la réouverture, dès la fin de cette semaine, de son ambassade à Bagdad et de son consulat à Mossoul.

ANKARA

de notre correspondante

La réouverture de plusieurs postes diplomatiques, dont l'ambassade de Turquie à Bagdad annoncée mercredi 10 juillet, devrait permettre à Ankara, selon le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Murat Samur, d'une part, de mieux suivre la situation en Irak et, d'autre part, de s'occuper des intérêts de la minorité turcomane d'Irak.

Cette décision, qui va à l'encontre de l'attitude des autres pays de la coalition, est peut-être une première indication que le nouveau premier ministre a l'intention — contrairement à son prédécesseur — de prendre quelque distance avec le président Ozal et d'imposer sa propre politique.

La force

de réaction rapide

Lors de la visite du vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, le mois dernier, M. Ozal s'était pour sa part montré inflexible : il avait refusé tout à la fois de remettre en service l'oléoduc irakien traversant son pays et de rouvrir l'ambassade de Turquie en Irak. Signe de compromis, cependant, c'est un chargé d'affaires et non un ambassadeur qui sera envoyé à Bagdad.

Le gouvernement turc doit également se prononcer sur la « force de réaction rapide » que les alliés voudraient maintenir en Turquie afin de dissuader le gouvernement irakien d'attaquer les Kurdes après leur départ. Selon des sources diplomatiques au sein de la coalition, les 3 400 soldats alliés encore présents en Irak pourraient quitter.

à la fin de cette semaine, la zone de sécurité qu'ils avaient créée le 20 avril dernier pour inciter les centaines de milliers de réfugiés kurdes qui avaient fui vers la Turquie à rentrer en Irak.

Cette « force de réaction rapide » devrait compter environ 2 000 hommes, placés sous commandement américain. Les porte-avions américains croisant en Méditerranée pourraient également être appelés en renfort si nécessaire.

Le président Ozal, tout comme les dirigeants américains, français et britanniques, avait indiqué qu'il était en faveur de la création d'une telle force, basée en Turquie, qui pourrait éviter une répétition de la tragédie du mois d'avril.

Visite

du président américain

Mais, selon des sources diplomatiques à Ankara, M. Yilmaz ne semble pas pressé d'annoncer sa décision. L'accord des Turcs est quasi certain, mais il est possible que, une semaine avant la visite que le président Bush doit effectuer en Turquie — alors que la question de Chypre est à nouveau d'actualité — M. Yilmaz cherche à faire monter les enchères.

En l'absence d'une décision officielle de la Turquie, qui a cependant indiqué qu'elle souhaitait participer à la force internationale, les gouvernements concernés n'ont pas encore annoncé de plans définitifs.

Pour les dirigeants kurdes irakiens, la présence des troupes alliées à la frontière irakoturque revêt une importance toute particulière. Non seulement elle permettrait d'assurer la protection de la population, mais elle constituerait également une manifestation de soutien de la part de la communauté internationale.

Un appui non négligeable alors que les Kurdes sont engagés dans des négociations avec le régime de M. Saddam Hussein sur le futur statut du Kurdistan.

NICOLE POPE

Selon le FMI

### Neuf des dix plus gros acheteurs d'armes se trouvent au Proche-Orient

Neuf pays du Proche-Orient se classent parmi les pays qui consacrent le plus important budget aux dépenses militaires, Israël occupant la première place, révèle une étude récente du Fonds monétaire international (FMI). Celui-ci a établi son classement d'après le pourcentage du revenu national consacré à l'achat d'équipement militaire entre 1972 et 1988.

Israël consacre ainsi 25 % de toutes ses recettes à la défense. Son revenu national est estimé par la Banque mondiale à 46 milliards

de dollars pour 1989. Le deuxième plus gros acheteur d'armes du monde, selon ce même calcul, pour cette période, est l'Angola, suivi par l'Arabie saoudite, Oman, le Sud-Yémen, la Jordanie, l'Irak, la Syrie, l'Égypte, la Libye et le Nord-Yémen.

Les deux Yémens se sont unifiés en 1990. « Les dix principaux acheteurs ont consacré au moins 15 % de leur produit national brut au budget de la défense », précise l'étude du FMI. (AFP)

## DIPLOMATIE

Lors d'une conférence à l'île Maurice

### Les pays francophones ont préparé leur quatrième sommet prévu à Paris

Les délégations d'une quarantaine de pays utilisant la langue française se sont rencontrées, du lundi 8 au mercredi 10 juillet, à l'île Maurice pour l'unique conférence ministérielle préparatoire du quatrième sommet de la francophonie. Celui-ci est prévu au palais de Chaillot, à Paris, du 19 au 21 novembre.

Après Versailles, Québec et Dakar, quarante-quatre États ou entités territoriales ayant le français comme langue officielle ou privilégiée se réuniront, cet automne, pour la quatrième fois depuis 1986, au niveau des chefs d'État ou de gouvernement. Les assises de Maurice ont permis de mettre sur pied l'ordre du jour du prochain sommet, lequel avait primitivement été fixé au Zaïre, décision sur laquelle les chefs d'État sont revenus il y a quelques mois, à la demande notamment du Canada et de la Belgique, en raison de la situation des droits de l'homme au pays du maréchal Mobutu. Il s'en était suivi un certain « flottement » diplomatique, sans compter, du côté français, le départ inattendu du gouvernement de l'académicien Alain Decaux, récemment remplacé à la francophonie par

M<sup>me</sup> Catherine Tasca. Cette dernière, qui vient à peine de former son cabinet, était présente à la réunion de Maurice, de même que le représentant personnel de M. Mitterrand, M. François-Régis Bastide, responsable du Comité international préparatoire du quatrième sommet.

D'autre part, en marge des rencontres de chefs d'État, l'opinion avait fait son chemin : la francophonie, pour compenser peut-être l'absence de réalisations majeures (à l'exception de l'Université Léopold-Senghor d'Alexandrie en Égypte) ou par une simple dérive bureaucratique « naturelle », devenait une machine à plus en plus lourde à gérer.

Au programme des ministres réunis dans l'île de l'océan Indien figuraient, en conséquence, la préparation, à soumettre au « sommet de Chaillot », d'un plan d'allègement des structures de la francophonie qui comprennent notamment, à présent, un comité préparatoire, un comité de suivi, une instance interuniversitaire et l'Agence de coopération culturelle et technique, tous organes permanents dont les actions se recoupent parfois.

L'autre grand thème étudié à Maurice, à la demande des États du Sud qui composent la majorité de la francophonie, fut l'accroissement et

la dynamisation de l'aide en matière éducative. Les États du Nord avaient pu être un peu perdus de vue que la dégradation de l'enseignement des français depuis une dizaine d'années, dans le tiers-monde africain et arabe en particulier, constitue une menace sérieuse pour la francophonie. Après les envolées lyriques des premiers sommets, on assistera peut-être, au palais de Chaillot, à un retour à des missions plus « prosaïques ».

J.-P. P.-H.

Le roi Fahd a reçu le premier ministre chinois. Le roi Fahd d'Arabie saoudite a reçu mercredi 10 juillet à Djeddah, sur la mer Rouge, le premier ministre chinois, M. Li Peng, en visite depuis vingt-quatre heures en Arabie saoudite dans le cadre d'une tournée dans plusieurs pays du Proche-Orient. L'entretien a porté notamment sur les moyens de promouvoir la coopération économique entre Ryad et Pékin ainsi que sur la situation dans le Golfe depuis la libération du Koweït. M. Li Peng effectuait sa première visite dans le royaume saoudien depuis l'établissement des relations diplomatiques avec Ryad, en juillet 1990. Il s'était rendu auparavant en Égypte, en Jordanie et en Iran. (AFP)

La Chambre des représentants pose des conditions pour le maintien au profit de la Chine de la clause de la nation la plus favorisée. La Chambre des représentants a averti la Chine, mercredi 10 juillet, qu'elle devrait améliorer sa politique des droits de l'homme et lutter contre la prolifération des armes si elle voulait conserver en 1992 le statut de la nation la plus favorisée (MFN). Par 312 voix pour et 112 contre, la Chambre a adopté une loi qui garantit la prorogation de ce statut à la Chine pour 1991, tout en posant ces conditions à son maintien pour l'année suivante. Le projet doit à présent passer devant le Sénat. Le statut de la nation la plus favorisée a été accordé à la Chine en 1980. Il lui permet de bénéficier des tarifs douaniers les plus bas pour exporter ses biens aux États-Unis. (AFP)

Discussions américano-soviétiques sur le traité START

M. Bessmertnykh reçu par le président Bush

Le président Bush devait recevoir, jeudi 11 juillet, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, venu négocier les derniers obstacles à la conclusion du traité START sur la réduction de 30 % sur sept ans des arsenaux stratégiques. M. Bessmertnykh, arrivé mercredi 10 juillet à Washington, « voulait simplement parler au président ; nous ne savons pas pourquoi, probablement pour lui assurer qu'il s'agit d'un accord START », a déclaré, mercredi soir, le porte-parole présidentiel, M. Martin Fitzwater. Washington et Moscou ont fait de la conclusion de cet accord la condition de la tenue du prochain sommet américano-soviétique, que le président américain espère toujours tenir avant la fin du mois de juillet.

M. Bessmertnykh est accompagné, notamment, du chef d'état-major, M. Moïseïev. Tous deux ont été dépêchés par le président Gorbatchev après que M. Bush lui ait demandé, samedi 6 juillet, d'accélérer les négociations START. (AFP)

Nomination d'ambassadeur

M. Philippe Cuvillier en Italie

M. Philippe Cuvillier a été nommé ambassadeur de France à Rome, en remplacement de M. Gilbert Perol.

Né le 17 octobre 1930, M. Philippe Cuvillier est diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'ENA. Il a été en poste à Bangkok (1958-60), à Tunis (1960-61) et à Bruxelles, à la représentation auprès de la CEE (1961-67). Après un passage au cabinet du ministre de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales (1967-68) et du ministre chargé des affaires sociales (1968-69), il a été nommé directeur adjoint du cabinet du ministre des affaires étrangères (1971-73). Il était en poste à Londres (1973-75) avant de retourner à l'administration centrale (1976 - 1981). Il a ensuite été ambassadeur au Caire (1981-83), à Rabat (1983-87), à Brasilia (1987-89), depuis juin 1989 il était ambassadeur à Berne.

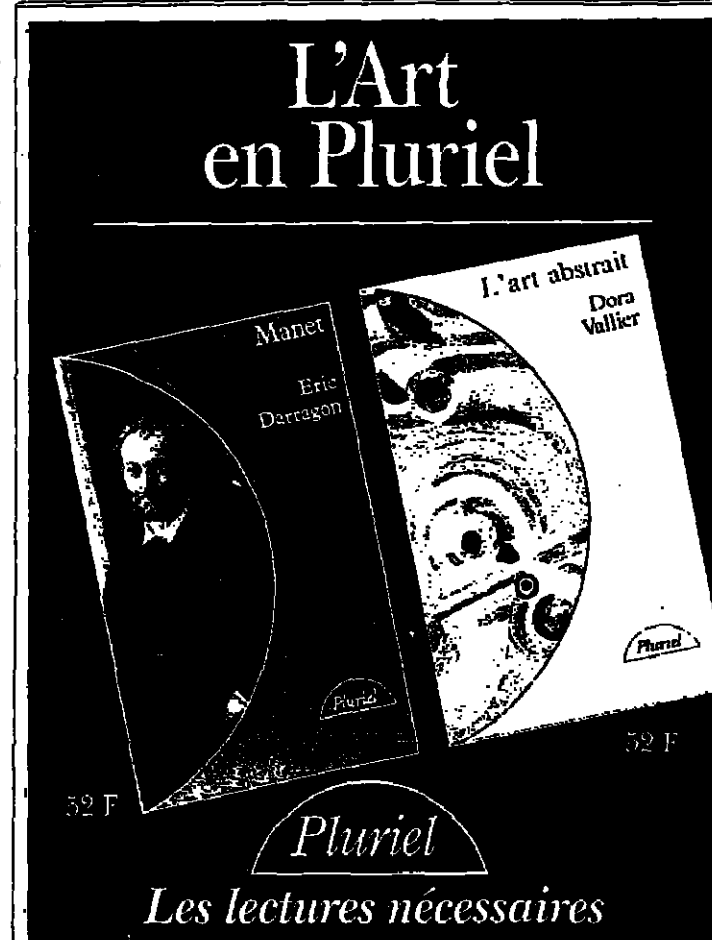
Le contentieux franco-iranien

### Paris et Téhéran paraissent soucieux de parvenir rapidement à un accord

Le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Scherer, a quitté Téhéran, mercredi soir 10 juillet, à l'issue d'une brève visite consacrée aux négociations sur le contentieux financier opposant la France et l'Iran (le Monde du 11 juillet). Dans un entretien à l'AFP, il a imputé la responsabilité des retards à la conclusion d'un accord à « des difficultés de caractère technique et de rédaction juridique », et non à « des conditions politiques nouvelles ou une surenchère sur le nucléaire ».

M. Scherer a exprimé l'espoir que « ce dossier serait bouclé dans une quinzaine de jours » et a assuré qu'il y avait « volonté des deux chefs d'État et des deux ministres des affaires étrangères de mettre un point final à cette affaire vieille de douze ans dans les plus brefs délais ».

« Le contentieux sera nécessairement réglé avant le voyage du président François Mitterrand », prévu pour l'automne, a-t-il encore dit. (AFP)



## AFRIQUE

## Un entretien avec le président tunisien

Suite de la première page

» Nous partageons avec le président Mitterrand la même volonté de renforcer davantage nos relations dans tous les domaines. Ainsi, l'investissement français se développe rapidement. Actuellement, trois cents entreprises à capitaux totalement français ou en association avec des Tunisiens opèrent dans notre pays dans des activités prioritaires essentiellement orientées vers l'exportation. La ligne de crédit affectée au partenariat a favorisé l'éclosion de nouveaux projets communs. Nous désirons voir renforcer cette approche, davantage fondée sur le développement et le recyclage de la dette. Nous souhaitons aussi la création pour le Maghreb d'une banque du type de la BERD créée au profit de l'Europe de l'Est.

» Les premières rencontres des pays du bassin méditerranéen de la Méditerranée ont eu lieu à l'initiative de la France. Ce forum tend à s'institutionnaliser depuis la rencontre des 5 + 4 (1) à Rome, au niveau ministériel, en octobre 1990. Il consolide le dialogue euro-maghrébin. Il nous faut, maintenant, préparer le sommet 5 + 4. La Tunisie serait heureuse de l'accueillir. Des contacts ont eu lieu à cet effet et des réponses positives ont été enregistrées. En principe, ce sommet devrait se tenir avant la fin de décembre.

## « Notre armée est un corps sain »

» Un complot islamiste a été découvert en Tunisie en mai dernier. Quelle fut l'ampleur exacte de l'infiltration dans l'armée, la garde nationale et la police ?

» N'étant pas un mouvement démocratique, le mouvement islamiste dit Ennahdha tente de prendre le pouvoir par tous les moyens. C'est pourquoi les tentatives d'infiltration des institutions de l'Etat relèvent, pour lui, de la méthode, la trahison et au mieux des intérêts de la société. Dans mon accession au pouvoir, il y a eu sept condamnations à mort pour des crimes crapuleux. Une seule a été appliquée. Il s'agissait d'un cas extrême, celui d'un fou sanguinaire qui avait violé et tué une quinzaine de tout jeunes enfants. J'ai gracié les autres condamnés.

» Il s'agit de l'émir Sadok Choucri, qui avait succédé à l'émir Rachid Ghannouchi au printemps de 1989, lorsque ce dernier choisit l'exil volontaire. Cet émir enseignait à temps partiel à l'académie militaire de Fondouk-Jedid. Ces jeunes officiers y étaient arrivés déjà endoctrinés. Sur la centaine de militaires interrogés à la suite de ce complot, trente-quatre jeunes officiers restent impliqués.

» Certains ont vu dans ce complot un « montage » pour justifier la répression contre les terroristes.

» Il y a bel et bien un complot. Il n'y a ni montage ni amalgame. Elle dira son mot en toute sérénité et en toute indépendance. De ce complot, nous avons encore la preuve tous les jours. Ces dernières semaines, nous avons découvert de nouveaux entrepôts de cocktails Molotov, de bouteilles de virioli, et pas plus tard que lundi dernier, une station émettrice de 200 watts dans les environs de Tunis. Elle venait d'être installée et n'avait pas encore d'antenne. Ses utilisateurs se proposaient sans doute de brouiller les émissions de la radio-TV en français et en arabe, mais aussi de diffuser leurs propres messages.

» Quand aura lieu le procès de ces comploteurs et devant quelle juridiction ?

» Des militaires étant impliqués dans cette affaire, le procès se tiendra au terme de la procédure d'usage devant le tribunal militaire, conformément à la législation en vigueur dans notre pays. Il sera public et la défense bénéficiera de toutes les garanties légales.

» Il y a trois ans, vous nous aviez déclaré : « Je suis opposé à la peine de mort ». Maintenez-vous ces propos alors qu'un diplomate a été condamné en décembre à la peine capitale pour haute trahison et que cinq islamistes se sont vu infliger tout récemment la même peine ?

» Il y a trois ans, il s'agissait de préciser les contours de la démarche politique en matière de libertés publiques et de droits de l'homme. Je reste hostile à la peine de mort qui réprime les activités politiques ou les délits d'opinion. Je n'ai pas changé d'avis sur ce point.

» Les exemples que vous citez nous placent dans un autre contexte. Il m'appartient d'exercer ma charge, très lourde, en me prononçant sur le recours en grâce, avec discernement et au mieux des intérêts de la société. Dans mon accession au pouvoir, il y a eu sept condamnations à mort pour des crimes crapuleux. Une seule a été appliquée. Il s'agissait d'un cas extrême, celui d'un fou sanguinaire qui avait violé et tué une quinzaine de tout jeunes enfants. J'ai gracié les autres condamnés.

» Amnesty International a dénoncé des « bavures » policières dans l'enquête sur le complot islamiste. Qu'en est-il ?

» En matière de droits de l'homme, la Tunisie a tout lieu d'être fière. Nous avons souscrit sans réserve à la Convention internationale contre la torture et les traitements inhumains et dégradants. Je veille personnellement au respect des dispositions de cette convention. Mais dans ce domaine, on n'est jamais assez vigilant. Lorsque certains ont parlé

d'abus, j'ai ordonné la constitution d'une commission d'enquête. N'anticipons pas l'attente le rapport de cette commission et ensuite, je prendrai, si besoin, les mesures qui s'imposent. D'autre part, le 17 juin, la cour d'appel de Tunis a condamné à cinq ans de prison trois policiers coupables d'abus de pouvoir. En outre, ces dernières semaines, vingt-deux agents de police ont été limogés pour la même raison.

## « Je demeure hostile aux partis religieux »

» On ne peut ignorer l'existence d'une sensibilité islamique en Tunisie. Êtes-vous prêt à jouer le jeu avec les membres de cette tendance qui se sont désolidarisés du mouvement Ennahdha, tels M. Mourou et ses amis ?

» Cette tendance doit se conformer aux lois du pays qui interdisent la création d'un parti religieux. C'est une règle à laquelle toutes les forces vives du pays avaient adhéré dans le cadre du Pacte national, signé en novembre 1988. Il s'agit de souscrire aux valeurs et principes sans lesquels la démocratie ne peut exister. Quant à moi, le dialogue existe aux partis religieux. Néanmoins, mes services sont en contact avec M. Mourou. Ce dernier parle un langage démocratique. J'attends son programme. Si celui-ci est conforme aux lois régissant la création et les activités des partis politiques, il recevra son visa comme ce fut le cas pour les autres partis.

» En libérant rapidement les étrangers islamistes emprisonnés en 1987, en recevant à deux reprises M. Ghannouchi, en leur laissant entendre que leur parti serait légalisé, puis en n'accordant pas cette autorisation, n'avez-vous pas suscité chez eux de fausses espoirs ?

» Leur intention était claire, elle a toujours été de créer un Etat islamique. Ces hommes sont intolérants et antidémocratiques. J'ai interrompu le dialogue avec eux lorsque je me suis aperçu de leur double langage. J'en avais des preuves matérielles : des cassettes, des disquettes d'ordinateur. Nous allons d'ailleurs, au moment opportun, publier un livre rassemblant toutes ces preuves.

## « L'Internationale islamiste est coordonnée à partir du Soudan »

» Comment comptez-vous faire face aux menaces des islamistes les plus radicaux qui se trouvent à l'étranger ?

» Nous nous en tenons aux faits. Toute personne impliquée dans un crime et se trouvant à l'étranger fait l'objet d'un mandat d'arrêt international. Pour le moment, nous avons, pour les besoins de l'enquête, lancé des avis de recherche par l'intermédiaire d'Interpol contre une dizaine de personnes. Ce n'est qu'après que la justice aura statué sur leur cas que nous pourrions lancer contre eux des mandats d'arrêt. Pour le reste, la question concerne le pays d'accueil, et nous respectons la souveraineté de ces pays. La Tunisie, quant à elle, ne

se donne pas le droit d'accueillir des étrangers qui s'adonnent à des activités subversives visant d'autres pays.

» Que pensez-vous de l'attitude de pays comme la France, l'Algérie, le Soudan et, malheureusement, l'Iran qui accueillent ceux des islamistes les plus décidés à vous combattre ?

» Votre question met plusieurs pays sur le même plan et simplifie les choses à l'excès. En fait, il faut tenir compte de nombreux paramètres : la signification que ce pays donne lui-même au fait d'accueillir chez lui un opposant d'un autre pays, les motivations auxquelles il obéit et l'usage qu'il fait de cette présence sur son sol. Par exemple, la France a une tradition politique inscrite dans le cadre de sa vision humanitaire et libérale, qui ne saurait souffrir d'amalgame. Nous pensons que la vigilance demeure de mise pour préserver la qualité exemplaire de nos relations.



» Croyez-vous à l'existence d'une internationale des intégristes maghrébins ?

» Qu'il y ait une « internationale » intégriste ne fait pas l'ombre d'un doute. Les mouvements intégristes puisent à la même source, ont la même façon d'exploiter la religion et d'interpréter les textes de l'époque, ont le même objectif : l'établissement d'un état théocratique. Ils utilisent les mêmes méthodes : la terreur, la violence et le crime. Dans ces conditions, ils sont portés naturellement à se rapprocher les uns des autres. Comme, par ailleurs, ils ignorent les exigences du progrès et des droits majeurs de l'époque, sent le fanatisme les intéresser et les galvaniser. Les ingrédients de l'internationale sont là !

» L'observation confirme cette analyse. Nous savons qu'ils sont en relation étroite entre eux. La coordination de leurs menées se fait à partir du Soudan. Tout dernièrement encore, des centaines de dirigeants intégristes ont participé à une conférence à Khartoum. Il y avait des Maghrébins, des Égyptiens, mais aussi des Iraniens, des Pakistais, des Afghans. Nous disposons de preuves irréfutables, en particulier des vidéos, sur cette réunion subversive.

» Au Maghreb, tout donne à penser que l'Algérie, de par ses potentialités économiques et humaines, de par la spécificité de son expérience démocratique aussi, focalise leur attention. Ils pensent

que ce pays pourrait constituer la pièce maîtresse dans leur dispositif. D'abord régional, puis international, ils en font le point d'appui de leur stratégie. A leurs yeux, l'avenir du mouvement islamiste en Algérie sera déterminant pour le sort du reste des mouvements du même genre, et d'abord au Maghreb.

» Notre pays a choisi sa voie, bien loin de ces supputations. Il a choisi la démocratie, la modernité et le progrès, sans pour autant renier son héritage culturel, encore moins son identité arabo-musulmane. Le projet intégriste ne passera pas. La solidité de nos institutions, la vigilance de notre peuple et la détermination de notre société civile sont là pour relever le défi et garantir la paix, la stabilité et le progrès pour la Tunisie.

» La guerre du Golfe, puis la dérive violente des islamistes ont eu pour effet de renouer le dialogue entre le pouvoir et l'opposition, qui est devenu de plus en plus sérieux ces derniers mois. Quelles seront les prochaines étapes de cette ouverture ?

» La démocratie n'est pas pour nous un choix de conjoncture, mais une option fondamentale qui se réalise dans le dialogue avec tous. Il n'y a point d'avenir pour la Tunisie en dehors de la démocratie. Renforcer les libertés publiques, respecter les droits de l'homme et inscrire davantage le pluralisme dans les réalités, tel est notre credo ! Ni les contraintes de développement ni, surtout, la menace intégriste ne sauraient nous faire changer de cap.

» Mais le fait que le Parlement tunisien soit monocolor ne jette-t-il pas une ombre sur ce tableau ?

» Si la Chambre des députés est monocolor, ce n'est pas de notre fait. Tout au contraire, nous avons fait beaucoup pour qu'elle ne le soit pas, étant convaincus que la participation de partis politiques dans cette Chambre est une donnée fondamentale pour la démocratie.

» D'abord, nous avons envisagé en son temps de permettre au président de la République, par des dispositions constitutionnelles transitoires, de nommer un nombre déterminé de députés, comme il est d'usage dans certains pays. Nous avons également préconisé des listes communes RCD-opposition pour les élections législatives de 1989. Ces deux propositions n'ont pas été retenues. Ensuite, et avant les élections municipales de 1990, le code électoral a été amendé, notamment à la demande de l'opposition, pour y introduire la représentation proportionnelle. Ces efforts n'ont pas reçu d'écho.

» On peut maintenant envisager un accord entre le RCD et les partis d'opposition. Aux termes de cet accord, le RCD ne présenterait aucun candidat aux prochaines élections partielles de septembre. L'opposition serait ainsi seule en lice. Elle pourrait de ce fait occuper au moins une dizaine de sièges au Parlement. Il n'empêche : nous savons que le pluralisme parlementaire n'est qu'un moyen au service de la démocratie.

» C'est pour cela que nous avons fait participer cette opposition à toutes les instances où la loi le permet : conseils consultatifs, comité supérieur des droits de l'homme et des libertés fondamentales, commissions du plan, de l'Université et de l'enseignement. Nous agissons avec ténacité pour que le pluralisme devienne une réalité plus grande. Mais il incombe à toutes les parties de contribuer à la réalisation de cet objectif.

## « Le Grand Maghreb est une exigence de notre temps »

» Durant la crise du Golfe, la position tunisienne a été jugée pro-irakienne. Aurait-elle été mal comprise ou mal expliquée ?

» La position tunisienne a été prise conformément aux principes fondamentaux de notre politique étrangère : l'attachement à la légalité internationale, la non-ingérence dans les affaires intérieures et la solution pacifique des conflits. Cette position de principe a été clairement exprimée dans les correspondances échangées avec les chefs d'Etat. Tout au long de la crise, nous avons maintenu avec la France une concertation suivie et pris des initiatives de paix similaires. Cette position a été réaffirmée depuis plusieurs reprises.

» La Tunisie a toujours refusé l'invasion du Koweït, appelé au retrait des troupes irakiennes et à la restauration de la souveraineté de l'émirat. Du reste, et en dépit des conséquences économiques qui en ont découlé, la Tunisie n'a pas failli à cette légalité internationale. Elle a appliqué toutes les résolutions du Conseil de sécurité relatives à l'embargo. Et nous continuons à appliquer cet embargo. Par exemple, il reste quelques avions civils irakiens encore retenus chez nous. Mais nous sommes conscients que cette position n'a pas été convenablement relayée.

J'ai envoyé récemment un émissaire dans les pays du Golfe. Entre eux et nous, ça va mieux maintenant.

» Comment faire face aux conséquences économiques et financières négatives entraînées par cette crise : retrait des baillleurs de fonds arabes, diminution de l'aide américaine, chute du tourisme ?

» Nous avons réagi très rapidement, et les résultats obtenus jusqu'ici sont encourageants. L'exportation de biens se maintient à un rythme satisfaisant, de l'ordre de 16 % d'augmentation dans les cinq premiers mois. Le tourisme a été, certes, sérieusement affecté, comme dans tous les pays de la région, mais il connaît actuellement une reprise que nous espérons consolider. L'investissement étranger, après une brève période d'observation, reprend normalement, en particulier dans la recherche et l'exploitation pétrolière, ainsi que dans l'industrie.

» De réunions reportées en réunions annulées, l'Union du Maghreb arabe - UMA - a-t-elle réellement un avenir ?

» Oui, l'UMA a un avenir. Nous y croyons, et œuvrons dans ce sens. Le Grand Maghreb n'est pas seulement un idéal, c'est aussi une exigence de notre temps. Nous progressons, nous nous réunissons régulièrement. L'UMA, née il y a moins de trois ans, n'est qu'au début de son processus d'intégration régionale. De nombreuses structures ont été mises en place et ont commencé à fonctionner.

» Les pays de l'UMA s'attachent à créer cinq institutions maghrébines, notamment la Banque maghrébine d'investissement et de commerce extérieur, l'Université maghrébine et l'Académie maghrébine des sciences. La désignation d'un secrétaire général et le choix d'un siège pour le secrétariat général se décideront lors de la prochaine réunion au sommet, prévue pour la fin juillet ou le début août au Maroc.

» Quelles raisons ont amené la Tunisie à rétablir ses relations diplomatiques avec l'Iran en septembre dernier ?

» Au lendemain de la guerre Iran-Irak, l'Iran avait manifesté une volonté de normalisation générale. Le monde arabe, en particulier, était sensible à cette nécessité. C'est sur la base de l'adhésion réciproque au principe de respect mutuel et de non-ingérence que la Tunisie a décidé de rétablir ses relations diplomatiques avec l'Iran. Il est bien entendu que le principe de non-ingérence ne saurait tolérer aucune exception.

» Après les assassinats d'Abou Jihad, puis d'Abou Jihad, la Tunisie a-t-elle été demandée à l'Union des Palestiniens et quelques autres incidents, ne vous arrive-t-il pas de trouver quelque peu pesante la présence de la direction palestinienne ?

» La Tunisie n'était pas visée à travers ces assassinats, qui auraient pu se produire dans n'importe quel pays. La présence de la direction politique palestinienne en Tunisie ne représente aucune gêne pour nous. Nous lui accordons notre hospitalité de grand cœur. De son côté, l'OLP observe les devoirs et obligations de cette hospitalité.

» Quelle contribution la Tunisie peut-elle apporter au processus de paix au Proche-Orient ?

» Les pays du Maghreb n'ont cessé de soutenir activement la cause du peuple palestinien. Une capitale maghrébine, Tunis, abrite la direction politique de l'OLP, et a vu s'ouvrir le dialogue arabo-palestinien. Plusieurs sommets arabes qui ont eu un impact positif sur la recherche d'une solution au problème palestinien se sont tenus au Maghreb. A Alger, se sont tenues deux sessions historiques du Conseil national palestinien. C'est pourquoi le Maghreb est aujourd'hui en droit d'être présent à toute rencontre visant à trouver un règlement à cette question.

Propos recueillis par MICHEL DEURÉ et JEAN-PIERRE LANGELE

(1) Les cinq pays du Maghreb (Algérie, Tunisie, Maroc, Libye, Mauritanie), la France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal.

■ ETHIOPIE : affrontements classiques à Dire-Dawa. - Une vingtaine de personnes ont été tuées, mardi 9 juillet, à Dire-Dawa (est du pays), lors d'affrontements entre miliciens des clans issa et oromo, malgré l'intervention des troupes du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRE), au pouvoir à Addis-Abeba. A la suite de ces affrontements, les forces de sécurité djiboutiennes ont procédé à des contrôles et des interpellations parmi la communauté éthiopienne présente à Djibouti-ville. - (AFP)

■ CENTRAFRIQUE : démission de l'ambassadeur en poste en Belgique. - L'ambassadeur centrafricain à Bruxelles, M. José Maria Pehou, avait déjà été radié du corps diplomatique pour « malversations » et « comportement indigne » de ses fonctions, avant d'annoncer, mercredi 10 juillet, sa démission pour des raisons « politiques », selon un communiqué gouvernemental, publié jeudi à Bangui. - (AFP)

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

Association Hubert-Beuve-Méry

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises.

M. Jacques Lesourne, gérant.

**REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FAUGUERE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél : (1) 40-65-25-99  
Téléfax : 208.808 F

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Tél : 261.311 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-28-33

### ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

**DURÉE CHOISIE**

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

111 MON 83

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie

## Le Monde

**TÉLÉMATIQUE**

Composées 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Imprimé au « Monde »  
12, rue M. Gumbourg  
94852 IVRY Cedex

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél : (1) 46-62-72-73  
Téléfax : 46-62-96-71 - Société filiale du journal Le Monde et Régie Pressat SA

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

QUE SIGNIFIE ?

## Crabe

(a) L'ORTHOGRAPHE  
(b) L'ACCENT  
(c) L'ORTHOGRAPHE  
(d) L'ORTHOGRAPHE

H. HACHETTE

Jacques Collard et Alain Rey

## DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS NON CONVENTIONNEL

H. HACHETTE

مكتبة النخيل



## AFRIQUE

### AFRIQUE DU SUD : après la levée des sanctions annoncée par M. Bush

Le président George Bush a annoncé, mercredi 10 juillet, la levée partielle des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, sanctions votées par le Congrès en 1986. Cette mesure, qui survient au lendemain du retour des sportifs sud-africains dans le giron olympique, constitue un nouvel encouragement pour le régime de Pretoria. La décision américaine pourrait permettre à la CEE de lever l'embargo imposé en 1986

contre l'Afrique du Sud, estimait-on, mercredi 10 juillet, de sources communautaires à Bruxelles.

Seul, jusqu'à présent, le Danemark s'opposait à la levée des sanctions par la CEE. La Suisse a d'ores et déjà annoncé, mercredi soir, la suppression d'une directive adoptée en 1974 et limitant les exportations de capitaux vers l'Afrique du Sud. En Suède comme en Nouvelle-Zélande, on reste plus

réserve. Le premier ministre néo-zélandais, M. Jim Bolger, a précisé que son pays suivrait les décisions du prochain sommet du Commonwealth, prévu en octobre.

En Afrique, le Nigéria - qui préside l'Organisation de l'unité africaine (OUA) - considère que la levée des sanctions « pourrait avoir des effets pervers » et que « le temps n'est pas venu pour que l'Afrique du Sud réintègre le concert des nations ».

## Les milieux économiques américains hésitent encore à prendre des risques importants

NEW-YORK

de notre correspondant

La décision de M. Bush de lever immédiatement les sanctions économiques a été accompagnée d'une aide de 80 millions de dollars, qui servira à améliorer les conditions d'éducation et de logement de la population noire. « Beaucoup de chemin reste à faire, mais j'ai la conviction que le processus de réformes entreprises est irréversible », a déclaré le président, ajoutant qu'il avait été « impressionné par l'engagement pris par M. De Klerk et Mandela, et par beaucoup d'autres, de continuer à bâtir une démocratie constitutionnelle en Afrique du Sud ».

A son avis, « une profonde transformation était intervenue depuis deux ans », et les conditions mises à l'époque, par le Congrès pour justifier une éventuelle levée des sanctions ont été remplies. Ce que contestent certains parlementaires américains et les dirigeants des principales organisations de défense des droits de l'homme, faisant valoir que tous les prisonniers politiques n'ont pas été libérés.

Ainsi, M. Ronald Dellums, représentant de l'Etat de Californie, a-t-il rappelé que les sanctions avaient été votées en dépit du veto du président de l'époque, M. Ronald Reagan, et de l'opposition de son vice-président qui n'était autre que M. Bush. Mettant en doute « le nouveau climat politique » évoqué par celui-ci, M. Dellums a estimé que « dans sa hâte à lever les sanctions, l'administration risquait de réduire à néant tous les progrès accomplis à ce jour ». A ces critiques s'en sont ajoutées d'autres, notamment celles des sénateurs démocrates Ted Ken-

nedy et Paul Simon. De son côté, M. William F. Gibson, président de la NAACP, la puissante Association pour le progrès des gens de couleur, a qualifié la décision de la Maison Blanche d'acte abominable.

Ruée vers l'or

Conscient des réactions que sa décision allait susciter, M. Bush avait tenu à préciser que toutes les sanctions frappant l'Afrique du Sud n'étaient pas automatiquement levées. Pour l'instant, il ne s'agit que des dispositions adoptées en 1986 et qui interdisaient notamment toute activité commerciale avec l'Afrique du Sud en matière de pétrole, d'uranium, de pièces d'or, de produits technologiques, de charbon, d'acier, de produits textiles et agricoles. Depuis cette date, étaient aussi interdits les investissements américains en Afrique du Sud, les dépôts sud-africains aux Etats-Unis et les liaisons aériennes directes entre les deux pays.

D'autres sanctions continueront à s'appliquer, notamment en matière de vente de matériels militaires et de garanties bancaires via l'Export-Import Bank. A ces contraintes s'ajoutent les interdictions de nature diverses prises par une centaine d'Etats ou de municipalités, dont la ville de New-York. Ces mesures avaient entraîné un effondrement des échanges entre les deux pays tandis que de nombreuses sociétés américaines décidaient de rapatrier ou de transférer ailleurs les activités auparavant exercées en Afrique du Sud.

En cinq ans, une centaine de firmes - moitié de celles qui opéraient jusque-là - avaient plié

bagages, souvent par crainte d'un boycottage de la part des consommateurs ou de représailles de la part de groupes de pression anti-apartheid.

Selon les experts, la levée de la plupart des sanctions ne suscitera pas, du jour au lendemain, une ruée des commerçants et des investisseurs américains vers l'Afrique du Sud. Ceux-ci jugent, en effet, la situation politique sur

place encore beaucoup trop incertaine pour prendre, d'ores et déjà, des risques financiers importants. En revanche, les transactions pourraient rapidement reprendre sur l'or, les minerais et les métaux précieux. Un secteur très rentable qui intéresse vivement l'ensemble des grandes places financières.

SERGE MARTI

### Le retour du cricket

LONDRES

de notre correspondant

M. John Major a appris « avec beaucoup de plaisir » la réintégration de l'Afrique du Sud dans la Fédération internationale de cricket, a-t-il fait savoir, mercredi 10 juillet, l'entourage du premier ministre. Cette mesure, décidée quelques heures auparavant au stade Lord's (le temple du cricket), au cours d'un vote « historique » des représentants des pays membres de cette organisation, a constitué, pour les Britanniques, l'événement majeur de la journée.

Sur les vingt-six pays membres de la Fédération internationale, l'Association des pays antillais - qui pèse d'un grand poids, en raison du talent des joueurs jamaïcains et trinitariens - a été seule à s'abstenir. Le vote, quasi unanime, laisse à penser qu'on s'était

mis d'accord à l'avance pour faciliter la réintégration des joueurs de cricket sud-africains. Ces derniers figurent parmi les meilleurs du monde. L'Afrique du Sud est un des trois pays (avec la Grande-Bretagne et l'Australie) qui ont créé, en 1909, la Fédération internationale de cricket...

Les négociations ont eu lieu à huis clos, dans la grande tradition anglaise. Les athlètes antillais n'ont pu exprimer leur mécontentement que par l'abstention. Les « grands » (Grande-Bretagne, Australie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Inde, Sri-Lanka) avaient déjà réglé l'affaire. C'est en 1961 que les Sud-Africains avaient décidé de ne plus assister aux réunions de ce qui s'appelait alors la « Conférence impériale du cricket ». Ils n'en avaient pas moins participé aux compétitions jusqu'en 1970.

DOMINIQUE DHOMBRES

## Une décision « prématurée » selon l'ANC

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le régime de Pretoria devait satisfaire à cinq conditions pour que tombe la loi américaine : mettre fin à l'état d'urgence ; abroger les lois de l'apartheid ; autoriser les partis d'opposition ; engager des négociations avec la majorité noire ; libérer les prisonniers politiques.

M. Bush a considéré que, ces conditions étant remplies, rien ne s'opposait plus à la levée partielle des sanctions. Car la CAAA (comprehensive anti-apartheid act) ne régit pas l'ensemble du dispositif américain. D'autres textes maintiennent l'embargo sur les ventes d'armes, l'accès aux crédits du Fonds monétaire international (FMI) et les prêts commerciaux.

La mise au rencart du CAAA n'affecte pas non plus les sanctions décidées par vingt-six Etats américains, soixante-dix huit grandes villes, vingt capitales régionales et quelques universités, ce qui limiterait, de facto, la portée de la décision de M. Bush. Selon une organisation américaine chargée de veiller au respect des diverses mesures d'embargo, les sanctions ont coûté quelque 27 milliards de dollars au régime de Pretoria, au cours des vingt dernières années, soit 7 milliards de plus que la dette extérieure sud-africaine.

D'après le président de la chambre de commerce américaine à Johannesburg, M. Wayne Mitchell, cent quatre-vingt-dix-sept entreprises américaines se sont retirées d'Afrique du Sud depuis 1983 dont General Motors, IBM, Kodak, Procter & Gamble. Seules trente-six entreprises seraient restées sur place tandis que cent vingt-neuf autres continueraient de commercer avec l'Afrique du Sud depuis les Etats-Unis. Les avoirs des compagnies américaines en Afrique du Sud sont tombés de 2,5 milliards de dollars en 1981 à 1,5 milliard en 1991. En revanche, les exporta-

tions américaines ont augmenté d'environ 30 % par an et les importations de 15 %, en moyenne.

M. de Klerk a remercié M. Bush pour « le pas qu'il a franchi », soulignant le courage dont il a fait preuve pour résister aux « pressions » de toutes sortes. A son avis, l'abandon des sanctions contribuera à « dynamiser l'économie au bénéfice de tous les Sud-Africains », et plus particulièrement « des déshérités qui ont eu à supporter le plus gros des effets négatifs des sanctions ». Les autorités locales comptent plus sur « l'impact psychologique » de la mesure que sur un renversement instantané des tendances économiques. Mercredi, à la Bourse de Johannesburg, l'indice des valeurs industrielles a crevé le plafond des 4 000. Record historique.

« Une coquille vide »

Le porte-parole du Parti conservateur (CP) s'est dit « heureux que l'Afrique du Sud puisse de nouveau participer au commerce international », tout en déplorant que « les conditions dans lesquelles les sanctions ont été levées, relèvent de l'ingérence flagrante dans les affaires intérieures sud-africaines ». Quant au parti Inkatha à dominante zouloue, qui militait pour la levée des sanctions, il s'est félicité de la décision américaine qui « contribuera à réduire les inégalités héritées de l'apartheid ».

A l'autre bout de l'échiquier politique, le Congrès national africain (ANC), le Congrès panafricainiste (PAC), l'Organisation du peuple d'Azaïe (AZAPO) et le Conseil sud-africain des Eglises (SACC) ont jugé que la levée des sanctions était « prématurée » et ne prenait pas en compte « l'opinion des victimes de l'apartheid ». Pour le Révérend Frank Chikane, secrétaire général du SACC, la décision de M. Bush est même « irresponsable » car, selon lui, il reste encore

près de neuf cents prisonniers politiques derrière les barreaux.

Cet argument a été repris par le nouveau secrétaire général de l'ANC, M. Cyril Ramaphosa, pour lequel « la violence ambiante paralyse le libre exercice des activités politiques ». M. Bush avait prévenu par téléphone, mercredi matin, M. Nelson Mandela, le président de l'ANC. Pendant la récente conférence nationale de l'ANC, celui-ci avait convenu, à demi-mot, que s'opposer opiniâtement à la disparition des sanctions laisserait l'ANC « avec une coquille vide dans les mains ». Pour éviter d'en arriver là, il avait suggéré que soit levée, par étapes, la quarantaine imposée à Pretoria.

Mais les mesures d'embargo n'ont pas été imposées à la requête de l'ANC et ne seront pas maintenues à sa demande. Les

pays occidentaux, séduits par la détermination de M. De Klerk d'aller, à grandes enjambées, vers une « nouvelle Afrique du Sud », ont hâc de renouer avec Pretoria. En décembre, la CEE avait décidé d'autoriser les investissements. Le 15 avril, les Douze avaient accepté de lever le reste de leurs sanctions, à l'exception de l'embargo sur les armes et le pétrole.

Le Japon lèvera ses sanctions et rétablira de vrais liens diplomatiques avec l'Afrique du Sud (Tokyo n'est représenté que par un consul général) après le prochain sommet du G 7 à Londres. Le geste de M. Bush va inciter les retardataires à assouplir leurs positions à l'égard de Pretoria. Et, bientôt, selon une expression chère à M. De Klerk, « l'Afrique du Sud pourra regarder la communauté internationale dans les yeux ».

FREDERIC FRITSCHER

### EN BREF

AFRIQUE DE L'OUEST : M. Abdou Diouf a été élu président de la CEDEAO. - Le président sénégalais Abdou Diouf a été élu à la présidence de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour l'année 1991-1992, a annoncé, samedi 6 juillet, le communiqué final du 14<sup>e</sup> sommet de l'organisation régionale, tenu à Abuja (Nigéria). Le prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO se tiendra en 1992 à Dakar, au Sénégal. - (AFP.)

ESPAGNE : mutinerie à la prison de Herrera de la Mancha. - Une mutinerie a éclaté, mercredi 10 juillet, à la prison de Herrera de la Mancha, dans le centre du pays. Un prisonnier algérien a été tué. Les mutins, qui avaient pris en otage quatre fonctionnaires, se sont rendus jeudi matin. - (AFP.)

URSS-JAPON : M. Gorbatchev va rencontrer M. Kaifu. - Le président Gorbatchev s'entretiendra avec le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, le 17 juillet à Londres, à l'issue du sommet des pays industrialisés (G 7) qui se tiendra dans la capitale britannique du 15 au 17 juillet. Le contentieux territorial soviéto-japonais sera au centre de ces entretiens. Le Japon refuse en effet de venir massivement en aide à l'URSS tant que celle-ci n'aura pas revu ses positions sur l'affaire des quatre îles Konrilles occupées par Moscou à l'issue de la seconde guerre mondiale. - (Reuters.)

## JUBILATOIRE!

Bernard Rapp, Caractères



135 F

588 pages

Pas un lecteur ne résistera au charme de cette gentille Liselotte obstinée, fille du peuple et joli cerveau. Pas une lectrice ne pourra se soustraire à la séduction de Boro, le boîteux, qui est tout à la fois Rouletabille, d'Artagnan, Arsène Lupin, gentleman, journaliste et marginal, séducteur et paternel. Boro qui fréquente les humbles et les grands, les laissés-pour-compte et les ministres avec cette même désinvolture que lui donne sa liberté. Pas une liberté de nant, de gosse de riche, pas une liberté de papier monnaie ou de compte en banque, une vraie liberté d'homme libre, de déraciné qui a choisi sa patrie et ses amis du côté de son cœur...

...Plein feu sur l'aventure, l'amour, le suspense. Le Temps des cerises est un fantasme romanesque dont le mot de la fin est une promesse : à suivre!

Michele Gazier, Télérama

Avec la canne et son Leica, revoilà Boro, le photographe reporter du XX<sup>e</sup> siècle. Robin des Bois art-déco, Tintin mèteque, un peu Rouletabille, et beaucoup Capa...

...Deux vrais écrivains pour un feuilleton au parti pris annoncé. La nature a horreur du vide, et Franck-Vautrin, romancier de talent, nous réécrivent notre histoire.

Philippe Dufay, Le Figaro Magazine

Déjà paru : La Dame de Berlin.

FAYARD

## POLITIQUE

Le dispositif gouvernemental pour lutter

## Les mesures annoncées

Le président de la République a jugé « excellent » le dispositif de maîtrise de l'immigration que M. Edith Cresson lui a présenté mercredi 10 juillet avant le conseil des ministres et qu'elle a ensuite développé devant les membres de son gouvernement. Dès lors, les ministres intéressés, M. Jean-Louis Bianco notamment, se sont efforcés, en rendant public le détail des mesures (contrôle de l'accès et de la circulation des étrangers sur le territoire, amélioration des procédures de reconduite aux frontières, répression à l'égard des employeurs de clandestins...), de faire oublier les polémiques déclenchées par les propos du premier ministre, lundi 8 juillet à TF1, sur les « charters » d'immigrés.

Il y a, semble-t-il, parvenus puisque les réactions peu nombreuses, ne portent plus guère sur le débat qui a agité les milieux politiques pendant quarante-huit heures. En conseil des ministres, M. Mitterrand avait décliné le terrain en affirmant : « Faut-il changer de cap. Il s'agit d'appliquer la loi. Je veux dire la loi Joxe », non pas la loi Pasqua. De là peut-être a surgi une confusion.

Les socialistes pourtant ne sont pas totalement apaisés. Lors de la réunion du bureau exécutif du PS, mercredi soir, M. Cresson a été l'objet de nombreuses critiques, singulièrement sur la méthode médiatique qu'elle a utilisée. A l'inverse, les communistes jugent le dispositif gouvernemental insuffisant. L'Humanité du 11 juillet titre, pour le regretter : « L'immigration va continuer ». Jeudi 11 juillet, au cours de son point de presse hebdomadaire, M. Cresson a précisé que le rôle du gouvernement est « souvent de tenter de corriger une dérive de l'opinion qui, dans certains domaines, serait très dangereuse ». Le premier ministre a ajouté qu'il faut « tout faire pour accentuer l'intégration ».

Le conseil des ministres a tenté, mercredi 10 juillet, d'apaiser le trouble et la cacophonie des réactions provoquées par les déclarations de M. Cresson, en publiant une série de mesures englobant l'ensemble de la question de l'immigration : procédures d'entrée sur le territoire, accès au statut de réfugié politique, coopération avec le tiers-monde.

Faudoit-il, la question des expulsions constitue le volet le moins charpenté de ce plan alors que le premier ministre avait semblé particulièrement mobilisé sur ce sujet dans son entretien sur TF1. En réalité, plusieurs de ces textes sont prêts depuis de longs mois. La réforme de la procédure du certificat d'hébergement et la suppression du droit au travail pour les demandeurs d'asile en attente avaient été décidées à l'automne 1990 par M. Rocard, puis reportées au moment de la guerre du Golfe, lorsque les tensions avec les immigrés menaçaient de s'exaspérer.

Aujourd'hui, le gouvernement entend faire preuve de cohérence en présentant une série de décisions et d'orientations qui visent plusieurs objectifs : décourager l'immigration par le renforcement des contrôles et l'aménagement du droit d'asile, lutter contre le travail clandestin, assurer l'éloignement des clandestins du territoire par l'aide à la réinsertion dans les pays d'origine ou par des moyens policiers.

L'intervention du premier ministre et l'annonce d'un tour de vis risquent de faire passer au second plan deux mesures libérales importantes sur lesquelles les foudres de l'opposition auraient pu, dans un autre contexte, se concentrer : la régularisation de la situation de certains demandeurs d'asile déboutés et la réforme de la « double peine », qui fait partie du plan dont voici le détail.

● Régularisation pour certains demandeurs d'asile. — Une circulaire va être publiée incessamment. Elle accordera, à titre exceptionnel et humanitaire, le droit au séjour pour les demandeurs d'asile déboutés dont les dossiers ont subi des « retards anormaux », avant l'accélération de la procédure de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA). Sont concernés les personnes ayant demandé l'asile avant le 1<sup>er</sup> janvier 1989 et ayant été déboutées deux années après, s'il s'agit de familles, et trois années, s'il s'agit de personnes isolées. L'opération n'est pas comparable avec la régularisation massive de 1981-1982 car les dossiers seront examinés individuellement par les préfets. Un « séjour paisible » en France et une insertion professionnelle seront exigés. Le gouvernement se refuse à publier le nombre des personnes concernées, qui pourrait atteindre

entre le quart et le tiers des quelque 100 000 demandeurs d'asile déboutés dénombrés par les organisations humanitaires qui ont soutenu les grèves de la faim et les manifestations de ces dernières semaines.

● Suppression de l'attestation de travail. — L'attachement à la convention de Genève qui définit le droit d'asile a été réaffirmé. Mais celui-ci sera assorti avec la suppression de l'attestation de travail pour les demandeurs en instance. Cette décision est justifiée, selon le gouvernement, par la volonté de décourager les demandes d'asile « économiques » et non politiques, qui constituent désormais l'une des principales voies d'accès au séjour clandestin. La mesure, rendue possible par l'adoption de l'instruction des dossiers — actuellement trois mois en moyenne pour une réponse négative dans plus de 90 % des cas — allègera accessoirement les statistiques du chômage.

Tout récemment, elle a fait l'objet d'un avis négatif de la Commission nationale consultative des droits de l'homme auprès du premier ministre. Privés de salaire, les demandeurs d'asile ne pourront plus compter que sur l'allocation d'insertion de 1 300 F par mois, et la prime de 2 000 F versée en deux fois. Toutefois, dans le même but, des permis de séjour seront octroyés aux personnes qui, après avoir été expulsées, se sont réinsérées dans les grands aéroports afin de traiter rapidement les demandes aux frontières. La présence d'avocats et des représentants d'associations humanitaires sera autorisée.

● Contrôles renforcés sur les visas. — Le gouvernement veut aussi endiguer l'immigration « à la source », c'est-à-dire dans les pays d'origine. Dans cette optique, la délivrance plus stricte des visas sera facilitée par la généralisation de l'information avec l'accord de la Commission nationale de l'information et des libertés (CNIL). Dans les consulats, des « officiers d'attention » seront mis en place à partir de 1992. Ils répertorieront les récidivistes et devraient limiter les possibilités de demande de visas, des passeports différents. D'autre part, l'obligation de visas de transit sera instaurée pour les passagers en provenance de pays où des fraudes ont été constatées. Un voyageur ne devrait donc plus pouvoir profiter d'une escale à Paris pour entrer en France si sa destination définitive était autre. Les entrées en France et les sorties seront enregistrées automatiquement par lecture optique des passeports et visas, ce qui permettra de détecter les « touristes » ayant dépassé le séjour de trois mois auquel ils ont droit.

● Réforme du certificat d'hébergement. — Une autre source d'entrée clandestine devrait être limitée avec la modification des règles de délivrance du certificat d'hébergement exigé pour tout séjour touristique

d'un étranger non ressortissant de la CEE. Un décret prévoit que les maires pourront demander à l'Office des migrations internationales (OMI) de vérifier la régularité des conditions d'hébergement de l'étranger par une visite au domicile de l'accueillant dont un titre de location ou de propriété serait exigé. Cette mesure devrait satisfaire les maires qui réclamaient la possibilité de refuser le certificat d'hébergement en cas de demande manifestement frauduleuse.

● Une loi contre le travail clandestin. — Pour améliorer la répression du travail « au noir », grand pourvoyeur d'emploi pour les étrangers en situation irrégulière, un projet de loi en préparation prévoit pour les entreprises l'expulsion des patrons s'ils sont eux-mêmes étrangers — ce qui n'est aujourd'hui possible qu'en cas de condamnation à une peine d'emprisonnement ferme d'au moins un an — et la confiscation de leurs biens s'ils sont français. De plus, les étrangers sans papiers ont été inscrits à l'URSSAF, ce qui leur permet de bénéficier de la sécurité sociale.

● Aide au rapatriement et expulsions. — Les personnes expulsées et les demandeurs d'asile définitivement déboutés se verront proposer une « réinsertion aidée dans leur pays d'origine ». La procédure expérimentale du « rapatriement volontaire » va être généralisée. L'OMI versera au volontaire un pécule de 1 000 F et paiera le transport de retour. Les attachés humanitaires des ambassades françaises seront chargés d'aider les rapatriés, volontaires ou non, à se réinsérer, en liaison avec les organisations humanitaires. Pour les expulsés refusant de partir, le ministre de l'Intérieur « sera chargé de l'exécution de la décision ». L'objectif est d'augmenter le taux d'exécution effective des jugements d'expulsion, qui ne dépasse pas actuellement 30 %. Le recours aux avions spéciaux n'est pas explicitement exclu, mais l'attachement à la loi Joxe, qui a rétabli, en 1989, le contrôle des juges sur les expulsions, est primordial.

● Suppression de la « double peine » pour les petits délinquants. — Il s'agit de mettre fin à la situation, dénoncée par le président de la République, de ces jeunes de nationalité étrangère nés en France ou ayant presque toujours vécu en France, qui, après avoir été condamnés pour une infraction, sont condamnés non seulement à une peine de prison ou d'amende, mais à l'expulsion vers un pays qu'ils ne connaissent pas et où ils peuvent n'avoir aucune attache familiale. La législation sera modifiée pour permettre un relèvement de cette seconde peine, et donc empêcher son application.

PHILIPPE BERNARD

## De M. Pasqua à M. Joxe

« Il s'agit d'appliquer la loi », a affirmé M. Mitterrand au conseil des ministres. Je veux dire la loi Joxe et non la loi Pasqua. Ces deux textes, en effet, ne se confondent pas, même s'ils sont loin d'être l'envers l'un de l'autre.

L'entrée et le séjour des étrangers en France sont régis par l'ordonnance du 2 novembre 1945, qui a été modifiée à plusieurs reprises ces dernières années. D'abord, dans un sens libéral quand la gauche est arrivée au pouvoir en 1981. Puis, dans un sens restrictif avec la loi Pasqua du 9 septembre 1986. Et de nouveau dans un sens libéral avec les lois Joxe du 2 août 1989 et du 10 janvier 1990.

Aucune de ces dernières modifications ne s'est faite dans la sérénité. L'avant-projet de M. Pasqua avait été accueilli par une levée de boucliers : appels, manifestations, grèves de la faim... Les associations de défense des droits de l'homme s'étaient mobilisées, avec l'appui actif de la gauche, qui venait de quitter le gouvernement. Devant cette tempête, le ministre de l'Intérieur du gouvernement Chirac avait dû mettre de l'eau dans son vin en renonçant notamment à une réforme du droit d'asile.

## Entrée, séjour et refoulement

Quand la gauche est revenue au gouvernement, une campagne pour « l'abrogation de la loi Pasqua » a été aussitôt lancée. M. Joxe n'était pas désireux de revenir aux dispositions antérieures, sachant qu'elles ne permettraient pas de lutter efficacement contre l'immigration irrégulière. Mais il a dû, à son tour, tenir compte du point de vue des associations, qui avaient l'appui de l'Elysée. Finalement, il n'y a pas eu abrogation de la loi Pasqua mais, selon une boutade de M. Joxe, « abrogation de ce qu'il y a de Pasqua dans la loi ».

Trois domaines sont concernés par la législation : l'entrée des étrangers en France, leurs conditions de séjour et les mesures de refoulement. Les lois Joxe se distinguent de la loi Pasqua sur les deux derniers points, mais pratiquement pas sur le premier.

La loi de 1986 subordonnait l'entrée d'un étranger en France à la justification de ses moyens d'existence. Cela n'a pas été modifié par M. Joxe. De même a été maintenue une mesure très critiquée par les défenseurs des immigrés : les autorités françaises ne sont pas obligées d'expliquer pourquoi elles ont refusé de délivrer un visa d'entrée. Seule modification de détail : avec la loi Pasqua, le refus était immédiatement exécutoire, sauf sursis d'un jour

demandé par le consulat. Avec la loi Joxe, un rapatriement ne peut en aucun cas être imposé avant l'expiration d'un jour franc.

## « Menace grave »

Les conditions de séjour, en revanche, ont été sensiblement revues en 1989. Selon la loi Pasqua, les préfets pouvaient refuser un titre de séjour à un étranger qui avait trouble l'ordre public. La loi Joxe a supprimé cette disposition, étant entendu qu'une expulsion est toujours possible pour « motif grave ». Par ailleurs, la loi Joxe a rétabli les catégories d'étrangers bénéficiaires de plein droit de la carte de résident (conjoints de Français, parents d'enfant français, étrangers résidant en France depuis plus de quinze ans, etc.). Autre changement : c'est à dix-huit ans — et non plus à seize ans — que les étrangers doivent être en possession d'un titre de séjour, mais les mineurs de seize à dix-huit ans peuvent obtenir une carte s'ils veulent exercer un emploi salarié. Enfin, depuis 1989, une commission des étrangers doit être obligatoirement saisie en cas de non-renouvellement d'une carte de séjour.

Quant aux mesures d'éloignement du territoire, elles ont subi, elles aussi, de sensibles modifications quand la gauche est revenue au pouvoir. La procédure pénale de reconduite à la frontière avait été remplacée en 1986 par une procédure administrative. Dans sa loi du 2 août 1989, M. Joxe a tenté de réintroduire un contrôle judiciaire mais, devant l'opposition du Conseil constitutionnel, il a offert par la loi du 10 janvier 1990 de nouvelles garanties administratives, cette fois — aux étrangers menacés de refoulement. En outre, depuis le 2 août 1989, contrairement aux dispositions prévues par la loi Pasqua, l'expulsion selon la procédure normale ne peut intervenir qu'en cas de « menace grave » pour l'ordre public. Enfin, la loi Joxe a rétabli les catégories d'étrangers inexpulsables prévues par la loi du 29 octobre 1981, en y ajoutant deux nouvelles catégories : les résidents en France depuis plus de dix ans et les titulaires d'une rente de maladie professionnelle.

Dans l'ensemble, les lois Joxe se distinguent de la loi Pasqua par la volonté d'offrir des garanties de défense aux étrangers. Et c'est naturellement la manière de les appliquer, avec des consignes aux préfets, qui fait vraiment la différence.

R. S.

## L'aménagement de la « double peine »

Le comité contre la « double peine » affirme depuis plus d'un an : il y a une certaine injustice, note-t-il, à infliger aux étrangers, en plus de leur peine, un éloignement du territoire, que ceux qui ont toujours vécu en France vivent comme un « banissement ».

Le mécanisme de cette « double peine » est simple : il consiste à ajouter à certaines peines subies par les délinquants étrangers une interdiction temporaire ou définitive du territoire français. Ces interdictions peuvent être prononcées par les tribunaux en cas d'infraction à la législation sur les étrangers, mais le débat portait surtout sur les condamnations en matière de drogue : le code de la santé publique prévoit des interdictions du territoire temporaires ou définitives en cas d'usage et de trafic de stupéfiants.

« Pour un même délit, un étranger est plus sévèrement condamné qu'un Français », explique Tarek, l'un des responsables du comité contre la double peine, créé en 1990. Les conséquences sont parfois dramatiques : des jeunes qui ont toujours vécu en France ou des étrangers mariés à des Françaises, qui ont parfois des enfants français, sont ainsi obligés de quitter le territoire. Leur vie, pourtant, est ici ».

L'aménagement annoncé mercredi à l'issue du conseil des ministres consiste à introduire deux nouvelles dispositions dans le code de la santé

publique. La première étendra à ce texte, pour les infractions les moins graves, certaines des catégories « protégées », évoquées par l'ordonnance du 2 novembre 1945. En raison de leurs attaches en France ou de la longueur de leur séjour, ces étrangers « protégés » ne pourront plus faire l'objet d'une interdiction du territoire pour usage ou trafic de stupéfiants. Sont notamment visés les étrangers résidant habituellement en France depuis plus de quinze ans, les enfants arrivés en France avant l'âge de dix ans, et les hommes mariés à une Française depuis plus de six mois. La seconde disposition introduira de nouvelles possibilités de relèvement de ces peines par les tribunaux.

## Grâce collective

Ces deux dispositions étaient réclamées par le comité contre la double peine dont les responsables se félicitent des gestes annoncés par le gouvernement mais restent prudents. En attendant le vote de ces nouveaux textes, ils demandent un « moratoire » qui gèle les mesures d'éloignement du territoire relevant de ce type de situation. Ils veulent également que l'on pense aux expulsés de ces dernières années : le comité souhaite une grâce collective en direction des étrangers « protégés » qui sont toujours sous le coup d'une interdiction du territoire.

A. C.

## Des moyens de lutte limités contre le travail clandestin

En matière de lutte contre le travail clandestin, les mesures annoncées n'apparaissent ni transparentes ni déterminantes, malgré l'effet d'annonce recherché. Ainsi, il est dit que les travailleurs clandestins seront radicalement expulsés, mais qu'est-ce que cela changera ? Un salarié, même en situation irrégulière, sera toujours indemnisé en cas d'accident du travail, à charge pour la caisse d'assurance-maladie de se retourner contre son employeur. L'entreprise fautive, en tout état de cause, continuera à ne pas payer les cotisations correspondantes ou, si elle le fait, ne fournira la liste nominative des bénéficiaires que tous les ans. Imagine-t-on qu'elle soit alors remboursée d'un trop-perçu parce qu'elle n'aura pas été capable de produire le titre de travail de son salarié clandestin ?

S'agissant des mesures les plus spectaculaires annoncées, qui devraient faire l'objet d'un projet de loi, l'interrogation est la même. Les employeurs d'origine étrangère qui seraient recourus à une main-d'œuvre clandestine seraient passibles d'une expulsion. Or, selon l'ordonnance du 2 novembre 1945, encore modifiée en août 1989, ne sont « expulsables » que les résidents ayant été au minimum condamnés à un an de prison ferme. Ce qui suppose une modification incluant les amendes et les sanctions avec sursis, l'emploi de travailleurs clandestins n'étant pas davantage pénalisé.

Plus troublante est la situation



promise aux chefs d'entreprise d'origine française. Il est affirmé que ceux-ci verront leurs biens confisqués s'ils se sont rendus coupables de l'utilisation de travailleurs clandestins. Or une telle punition existe déjà dans le code du travail (loi L. 364-2-2), qui prévoit la confiscation des biens, des matériels, des moyens de transport et même des produits fabriqués dès lors qu'ils ont été utilisés par le personnel clandestin. A moins de rappeler aux parquets qu'ils doivent se référer plus souvent à ce texte, ou qu'on imagine de l'étendre aux biens personnels, on ne voit pas ce que le gouvernement propose aujourd'hui de nouveau. Cette imprécision ne fait que souligner

les limites pratiques des moyens de lutte en matière de travail clandestin, dont on ne connaît pas l'ampleur, par définition.

## Un arsenal étoffé

M. Jean-Pierre Soisson, qui avait annoncé il y a quelques mois son intention de compléter la pénologie de répression, avait dû y renoncer, faute de trouver de nouveaux outils, et avait alors invoqué le conflit du Golfe, pour se trouver des raisons de bonne politique.

D'ailleurs, l'arsenal a été régulièrement étoffé, de 1984 à 1990, par une loi et quatre décrets successifs. De contraven-

tion, le recours au travail clandestin est d'abord devenu un délit, la qualification a été progressivement précisée puis étendue jusqu'à la fausse sous-traitance, fréquente dans le bâtiment et les travaux publics. Parallèlement, le coût des sanctions est passé de 20 000 F à 200 000 F. A la suite, le nombre de verbalisations recensées par la mission interministérielle pour la lutte contre les trafics de main-d'œuvre a cessé d'augmenter. De 328 infractions en 1987, dont chacune peut correspondre à des dizaines de travailleurs clandestins, on est passé à 4 354 en 1989, dernier chiffre connu. De 1 715 infractions pour des salariés sans papiers en 1987, on en est à 3 108 en 1989. Enfin, les procès-verbaux ont été portés de 1 301 en 1987 à 4 476 en 1989.

Face à un tel phénomène, les capacités de contrôle ne sont jamais à la hauteur, et toujours en retard d'une évolution. Le travail clandestin, par nature, devance à chaque fois les réactions des corps d'Etat. Un exemple parmi d'autres : il y a peu, il avait été décidé que les agents de l'URSSAF et ceux de la Mutualité sociale agricole pourraient relever les infractions, mais qu'ils devraient, pour ce faire, suivre des formations adaptées. Plusieurs mois plus tard, ces stages n'ont pas encore eu lieu et, par voie de conséquence, les clandestins comme leurs employeurs agissent encore en toute impunité.

ALAIN LEBEAUBE

Bonjour tristesse

مكتبة القرآن



كلمة الأهل

## POLITIQUE

contre l'immigration irrégulière

# Un entretien avec M. Jean-Louis Bianco

« La loi ne prévoit pas d'expulsions collectives », nous déclare le ministre de l'intégration

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, commente la polémique sur les vols spéciaux pour étrangers renvoyés dans leur pays. « La loi, affirme-t-il, ne prévoit pas d'expulsions collectives. »

« Le président de la République affirme qu'il n'y a pas de changement de cap. Quel est le cap et pourquoi a-t-on eu le sentiment, ces derniers jours, qu'il changeait ? »

Il n'y a de changement ni de la loi, ni de la politique. On garde la loi Joxe, c'est-à-dire la loi qui ne revient pas à la loi Pasqua. On garde le droit d'asile tel qu'il est défini par la convention de Genève, alors que certains suggèrent d'y toucher. On garde toutes les garanties accordées aux étrangers en situation régulière, avec tous les droits - comme le regroupement familial et les prestations sociales - et tous les devoirs qui sont les leurs. Quant au retour dans leur pays des étrangers en situation irrégulière, il doit se faire, mais pas par des méthodes brutales.

Et, pourtant, les propos de M. Edith Cresson ont donné l'impression d'un changement. S'agit-il simplement de propos maladroits ?

Pour préserver ces principes, il est indispensable d'appliquer la loi avec une extrême rigueur. Le débat public s'est polarisé sur le choix du moyen de transport, qui n'est pas le cœur du problème. Le gouvernement est unanime, sans aucun état d'âme, derrière Edith Cresson, pour agir sur toutes les causes et sur toutes les sources de l'immigration clandestine.

« Les contrôles seront plus nombreux »

Y aura-t-il oui ou non des expulsions collectives ?

La loi ne prévoit pas d'expulsions collectives. Mais il appartient au ministre de l'intérieur et au ministre des transports de choisir les moyens les plus appropriés pour mieux exécuter les décisions de reconduite à la frontière. Cela peut inclure la location d'avions pour rapatrier des étrangers en situation irrégulière, mais sur la base d'une

réinsertion préparée, avec des attaches humanitaires dans l'avion et à l'arrivée.

Le PS avait vivement dénoncé, en son temps, la « politique-spectacle » autour du charter des cent un millions. Le gouvernement de M. Cresson est-il à l'abri de ce genre de soupçon ?

Bien entendu. Le charter Pasqua-Pandraud était à tel point de la politique-spectacle qu'il n'a été fait qu'une seule fois, dans des conditions de dramatisation extrême. C'était une rafle au sens physique du terme, au petit matin, en passant des menottes aux gens, en les jetant par terre, en les mettant dans un avion sans aucune préparation. Un rapport de M. Baudet, de la Fédération internationale des droits de l'homme, l'a établi. L'avion a atterri au Mali sans que personne là-bas soit prévenu. De plus, certains des expulsés se trouvaient en situation régulière, et 80 % sont d'ailleurs revenus en France. C'était indigne des droits de l'homme et ça ne servait strictement à rien. MM. Joxe et Marchand, en respectant les droits de l'homme, ont été plus efficaces que MM. Pasqua et Pandraud.

Vous avez été nommé ministre de l'intégration et vous vous retrouvez, quelques semaines plus tard, en pleine polémique sur l'immigration. N'est-ce pas troublant et décevant ?

Dans la politique de la population, il y a celle de l'immigration. L'une des conditions pour que l'intégration des immigrés en situation régulière réussisse, c'est qu'il n'y ait pas cette inquiétude, cette psychose, parfois entretenue par des hommes politiques ou par les médias, à propos de l'immigration clandestine.

Les contrôles d'identité seront-ils plus nombreux ?

Les règles ne seront pas changées. Les contrôles seront plus nombreux. Surtout, avec l'accord de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, il sera possible de développer et de généraliser d'ici deux ans l'enregistrement automatisé des entrées et des sorties d'étrangers sur le territoire, de façon à mettre en échec ceux qui détruisent leurs papiers ou tentent de revenir en France sous une fausse identité.

Comptez-vous modifier les règles du regroupement familial ?

Il faut combattre les détournements de la procédure en renforçant les contrôles dans nos ambassades et nos consulats, et en permettant aux élus de vérifier les conditions de logement avant un regroupement familial. Mais, vous le savez, le regroupement familial a constamment diminué depuis quinze ans : 48 000 personnes par an en 1975-1979, 43 000 en 1980-1984, 30 000 en 1985-1989. Il est



prévu d'autre part d'organiser une meilleure intégration des familles qui rejoignent un travailleur étranger en situation régulière, en particulier par des stages de français.

Non aux quotas

La polygamie continuera-t-elle à être tolérée ?

Personnellement, je trouve cela choquant mais le Conseil d'Etat a jugé que ce n'était pas contraire à l'ordre public. En réalité, c'est extrêmement rare en raison des conditions de ressources et de logement exigées pour le regroupement. Là encore, on est en plein fantasme. J'ajoute que la polygamie fait naturellement obstacle à toute naturalisation.

Etes-vous favorable à une politique de quotas professionnels, proposée par M. Jean-Claude Barreau, président de l'ONM, puis par M. Pasqua ?

C'est une idée que le gouver-

nement ne retient pas. D'abord, le « quota zéro » suggéré par certains n'a aucun sens puisqu'il n'empêcherait pas l'immigration clandestine et qu'en réalité nous y sommes pratiquement déjà pour l'immigration de travailleurs réguliers (15 000 entrées par an), sauf si l'on voulait interdire le regroupement familial. Quant aux quotas par profession, il s'agit d'un instrument d'appel à l'immigration pour les pays qui manquent de main-d'œuvre. Ce n'est pas le cas de la France, sauf quand, ponctuellement, il apparaît des besoins locaux non satisfaits. D'ailleurs, les quotas n'empêchent pas l'immigration clandestine : voyez les Etats-Unis qui, malgré ce système, accueillent chaque année à la frontière mexicaine des centaines de milliers de travailleurs en situation irrégulière.

Une femme bourgeoise de Marseille

Les contrôles suffiront-ils à lutter contre l'immigration clandestine ?

Ces contrôles sont indispensables, mais il faut les compléter par une action vigoureuse contre les réseaux de travail clandestin. Le gouvernement déposera un projet de loi qui permettra l'expulsion des étrangers et la confiscation des biens des Français qui emploient des travailleurs clandestins.

Ne brouillez-vous pas le message en répétant régulièrement qu'il faut accorder le droit de vote aux étrangers alors que cette mesure n'a, pour le moment, aucune chance d'être adoptée ?

Le droit de vote aux élections locales existe dans plusieurs pays d'Europe du Nord (Suède, Pays-Bas...) et cela ne pose aucun problème. Les immigrés de France sont pour la plupart résidents depuis longtemps chez nous. Ils paient impôts et cotisations sociales. Au nom de quoi leur refuserait-on une forme d'expression civique ? La gauche leur a donné le droit d'association. Mais si vous n'avez pas d'interlocuteurs dans quelques mois, pendant lesquels vous allez devoir traiter les problèmes de la vie quotidienne ? Il faudra bien en venir là. En plus, avec la libre circulation dans la Communauté de 1993, un citoyen danois ou britannique possédant une résidence secondaire en Normandie

où il passera un mois par an aura le droit de vote, alors que l'immigré qui vit dans la commune depuis quinze ans ne pourrait pas voter. C'est vrai, la majorité des Français y est hostile. Mais est-ce une raison pour ne pas dire ce qui nous paraît juste ?

Les socialistes n'ont-ils pas un « mea culpa » à faire en matière d'immigration ?

C'est la grande idée à la mode : mea culpa ou reniement ! Mais, depuis 1981, le président de la République n'a cessé de répéter quels sont les deux volets de notre politique : droits et devoirs pour les étrangers en situation régulière, lutte contre l'immigration clandestine.

Il faut donc parler régulièrement des droits civiques...

Oui, il faut en parler parce que je ne désespère pas de la capacité des Français à le comprendre. En attendant, multiplions les expériences avec les élus locaux. Je suis très favorable, en termes d'intégration, au développement de tous les types de conseil de quartier, consultatif ou élu, permettant aux habitants d'accéder à plus de citoyenneté.

Compte tenu de son importance et des réactions qu'elle suscite, l'immigration n'exige-t-elle pas un consensus entre les partis, comme l'avait souhaité M. Rocard ?

En principe, le consensus est très souhaitable sur les grands sujets de société car il faut nous y atteler tous ensemble. Mais, en pratique, comment y parvenir avec ceux qui tiennent de plus en plus le discours de l'extrême droite, avec ceux qui veulent renouer à nos principes fondamentaux comme le droit d'asile ou le contrôle du juge ? Comment croire à la sincérité de ceux qui disent être pour l'intégration et qui hurlent à l'idée qu'une jeune femme leur puisse être maire de Marseille ? Heureusement, il existe partout en France des responsables politiques qui, sur le terrain, agissent et se battent pour l'intégration. C'est avec eux que je veux travailler.

Propos recueillis par PHILIPPE BERNARD et ROBERT SOLÉ

Devant le bureau exécutif du Parti socialiste

M. Mauroy demande à M. Edith Cresson la définition d'une « politique globale »

Rendant compte de la réunion du bureau exécutif du Parti socialiste qui a eu lieu mercredi 10 juillet dans la soirée, le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, a tenu un propos en parfaite harmonie avec la volonté d'apaisement exprimée quelques heures auparavant par le porte-parole du gouvernement, M. Jack Lang, au terme des délibérations du conseil des ministres.

Il a souligné que le premier secrétaire du parti, M. Pierre Mauroy, avait expliqué que le PS est « décidé à aider le gouvernement sur le dossier de l'immigration » mais qu'il demande au premier ministre, M. Edith Cresson, « de définir les contours d'une politique globale afin de sortir de ce débat par le haut ». « Cette politique globale », a indiqué M. Queyranne, « repose sur un triptyque : lutte contre l'immigration clandestine, volonté d'intégration et aide au développement ».

Le porte-parole du PS a également rappelé que les valeurs socialistes vont dans le sens « de la fermeté, du respect des personnes et du respect du droit ».

Le bureau exécutif a estimé qu'il ne fallait pas « en rester à un débat miné sur une question de mots mais situé dans une politique d'ensemble ». « Il faut se placer, a dit M. Queyranne, dans une logique d'intégration et non d'exclusion ». Avant de conclure : « Il ne s'agit pas seulement de poser le problème sur le terrain de la répression mais aussi sur le terrain de l'intégration ».

« Les socialistes ont reçu une gifle »

Il reste que les débats ont mis en évidence la persistance de critiques à l'encontre du style du premier ministre et de ses orientations en matière d'immigration.

M. Jean-Marc Ayrault, M. Geneviève Domenech-Chich, Yvette Roudy, Françoise Seligmann, notamment, n'ont pas caché leur amertume.

« Les dégâts sont là », a notamment regretté M. Jean-Marc Ayrault. Le député de Loire-Atlantique venait d'adresser le jour même au ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Poperen, une lettre très sévère sur les propos tenus, lundi soir, par M. Edith Cresson, sur TF1, à propos d'un éventuel recours aux « charters » pour expulser les immigrés clandestins. « Le problème du sort des immigrés clandestins, dès lors que la justice les a reconnus comme tels et a décidé leur expulsion, est réel, y indiquait notamment M. Ayrault. Appliquer la loi est le devoir de tout gouvernement. Celui-ci, comme le précédent, l'applique d'ailleurs. Mais il est vrai que cette application n'est pas facile. C'est sur ce point - et ce seul point - qu'il convenait de réfléchir : définir les conditions d'application de la loi. Mais la manière dont s'est exprimée le premier ministre fait que ce sujet précis est dépassé et est insupportable pour un socialiste (...). Ne cherchons pas à masquer pauvrement le coup porté à nos valeurs et à nos convictions les plus profondes. Lundi soir, les socialistes ont reçu une gifle de la part du gouvernement qui les appelait à soutenir le samedi précédent. Aujourd'hui, beaucoup de militants et de sympathisants se sentent blessés dans leur engagement. Ils ne sont pas prêts à ce que le Parti socialiste soit entraîné dans le « mollesisme » ».

M. Claude Allègre, proche de M. Jospin, a suggéré, pour sa part, l'organisation d'une réunion internationale entre l'Europe des Douze et les pays du tiers-monde pour essayer de jeter les bases d'une aide au développement qui puisse freiner l'émigration à ses sources. C'est M. Gérard Le Gall, chargé de mission au cabinet du premier ministre, qui s'est employé à répliquer aux détracteurs de M. Cresson en plaçant pour la mise en œuvre d'une politique qui puisse éviter « des deux écarts, c'est-à-dire l'élitisme moralisateur qui condamne à l'impulsivité et nous coupe du pays, a-t-il dit, et le populisme, qui est une soumission aux pulsions de l'opinion ».

## Bonjour tristesse !

Suite de la première page

Ceux qui voient dans la présence d'un Jean-Louis Bianco au gouvernement, comme en témoigne l'entretien qu'il nous a accordé, une garantie : ceux, enfin, qui ne manquent pas d'être rassurés par le président, décidément irremplaçable !

Cette reconstruction-là, même si elle paraît validée par les sondages d'opinion, n'est pourtant pas satisfaisante et laisse subsister au moins trois sentiments : la tristesse, l'incompréhension et l'inquiétude.

La tristesse vient sans doute du procédé utilisé par le pouvoir : comme s'il était convaincu de sa propre impuissance à maîtriser réellement les flux migratoires, le chef du gouvernement s'est convaincu qu'il lui fallait, comme l'avaient fait

MM. Pasqua et Pandraud en leur temps, recourir à un affichage symbolique lourd. N'ayant, en fait, que quelques mois utiles devant elle, cherchant l'effet maximum dans l'opinion, M. Cresson a donc grossi le trait, selon une « méthode » éprouvée, qui consiste à provoquer un choc (quitte à faire marche arrière ensuite), méthode qui a en outre l'avantage de cadrer très bien avec son tempérament (et qui ressemble, là encore, à celui de M. Chirac). Le sondage réalisé pour le compte du gouvernement et publié au lendemain de ses déclarations publiques, accrédite cette thèse d'une manœuvre destinée à flatter l'opinion.

Au passage, on se souviendra simplement que, quelques jours auparavant, M. Cresson croyait

reconnaître dans les propos de M. Chirac le langage de M. Le Pen. Il n'échappe à personne aujourd'hui que M. Cresson a parlé de façon plus brutale que M. Chirac, ce jour-là, de son banc de l'Assemblée nationale... Mais alors ? L'aurait-il agité un conseil : puisqu'il s'agit de couvrir après l'opinion, la prochaine étape devrait être un propos bien senti sur le rétablissement de la peine de mort ? Ce serait alors une écrasante majorité de Français qui plébisciteraient un premier ministre à la recherche d'une popularité qui lui échappe, ce que ne manquerait pas de nous confirmer un sondage commandé par le gouvernement.

Fermeté et grands principes

Car, malgré la cohérence des propos de M. Bianco, comme de la présentation faite de la politique gouvernementale en conseil des ministres, au cours duquel M. Cresson puis M. Mitterrand se sont efforcés de montrer que le pouvoir cherche à concilier une fermeté accrue avec le respect des grands principes, l'incompréhension demeure. A moins d'accepter l'idée que, progressivement, par chocs successifs, on passerait, pour reprendre la terminologie de M. Fabius, d'une situation où l'on admet que M. Le Pen « pose de vraies questions » et apporte de « mauvaises réponses », à une autre où l'on finirait par reconnaître qu'il propose, finalement, de « bonnes réponses », la « séquence » qui vient de se dérouler ne paraît répondre à aucune stratégie politique.

Jusqu'à présent, celle-ci apparaissait clairement. Le schéma retenu était parfaitement mitterrandien, classique et redoutable à la fois. Dans un premier temps, on appelle à un débat « fructueux », centré sur la question de l'immi-

gration. Il n'en faut pas plus pour que M. Chirac tombe dans le piège, dans son discours odorant d'érudit. Le tout était censé mijoter quelques semaines, elle a surtout fait de l'agitation verbale, aux dépens des Japonais, des Anglais et/ou des homosexuels, enfin des immigrés clandestins. Est-ce bien raisonnable ? Le président pense-t-il vraiment sortir vainqueur d'un jeu qui consiste à alimenter l'exacerbation des passions et les paroles apaisantes, les fracs et l'arbitrage ? Ce jeu-là n'est-il pas, comme l'a souligné M. Chevènement, « malsain » ?

Le pays, au bout du compte, est-il gagnant ? En d'autres termes, la solution des problèmes posés par l'immigration a-t-elle progressé ? Ne vaudrait-il pas mieux, pour un pouvoir politique digne de ce nom, expliquer le problème dans toute sa dimension, redire que si « la France ne peut accueillir toute la misère du monde », la misère est bien le ressort profond des flux migratoires, et que la France ne peut y faire face seule : dans ces conditions, ne faut-il pas reconnaître que des mesures techniques, fussent-elles parfaites, restent partielles.

La gauche, enfin, partagée entre ceux qui, sur le terrain, constatent que le discours du premier ministre « passe bien », et s'en félicitent, et ceux que le pouvoir désespère (1), ne doit-elle pas affronter la seule question qui vaille désormais, et que M. Michel Noir avait posée en son temps à la droite : entre son âme et les élections, que choisit-elle ?

JEAN-MARIE COLOMBANI

(1) M. Patrick Vivier, par exemple, vient de se retirer de la liste socialiste pour les élections régionales en Ille-de-France, pour protester contre les propos de M. Cresson.

**ISTH** INSTITUT SUPÉRIEUR DE TRAVAIL HUMANISME  
DEPUIS 1954  
**SCIENCES PO PARIS**  
• Stages intensifs d'été du 24 juillet au 29 août  
• Sessions annuelles et semestrielles  
**SUCCÈS CONFIRMÉS**  
Centre Italie: 45 85 59 35  
Centre Autriche: 42 24 10 72  
PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

## POLITIQUE

Les mesures contre l'immigration clandestine

## Les réactions

« M. Mermaz : « Humanité et justice ». — M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, a déclaré, mercredi 10 juillet, à RTL : « Si l'on veut qu'il y ait une immigration légale, une bonne immigration, qu'on puisse combattre efficacement le racisme, qu'on puisse avoir des relations fécondes avec les pays du tiers-monde, il faut être un État de droit, c'est-à-dire rigoureux, mais dans un esprit d'humanité et de justice. »

« L'Humanité : « L'immigration va continuer ». — « L'immigration va continuer », titre en première page l'Humanité du 11 juillet. Claude Cabanes écrit dans l'édition : « Le conseil des ministres n'avait pas mis à son ordre du jour l'objectif simple et clair qu'attendait la loi sur les travailleurs français et les travailleurs d'autres continents : la fin de l'immigration (...). Si le problème n'était aussi douloureux, il serait de peine excessive d'écrire, avec un brin de familiarité, que le gouvernement « pisse dans un violon ».

« M. Le Pen : « Aspire ». — M. Le Pen a affirmé, mercredi 10 juillet à RTL, que les mesures annoncées par le gouvernement sont « un caillou sur une jambe de bois, une aspirine pour soigner le cancer ». Le président du FN est « heureux de voir rendre justice au Front national, à ses militants, à ses dirigeants et à lui-même, par l'ensemble de la classe politique qui, les a diabolisés pendant des années et reconnait aujourd'hui qu'il y a un problème, l'immigration ».

d'une cérémonie en hommage aux quatre-vingts parlementaires qui, le 10 juillet 1940, avaient refusé les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, que le mot « charter » ne doit pas être utilisé « parce qu'il évoque une époque malheureuse ». « La seule question qui se pose n'est pas de savoir si on va ramener les immigrés en charter, ou en bateau, ou en train, a-t-il dit, mais si la France est capable de garder chez elle des clandestins. (...) La loi républicaine, c'est la loi Joxe, qui dit que les immigrés clandestins, sur le territoire de façon illégale, doivent être ramenés chez eux. » (Corresp.)

« Le Syndicat des avocats de France s'inscrit « d'un ralliement du gouvernement à la ligne Chirac ». — Réagissant aux propos d'Edith Cresson sur l'immigration, le Syndicat des avocats de France (SAF, gauche) a déclaré mercredi qu'un « seul avait été franchi ». « S'il s'agit d'un dérapage verbal de M<sup>me</sup> Cresson, celui-ci est lourd de conséquences et laisse douter du sérieux de la politique que le gouvernement entend mener. Si le Premier ministre entend passer aux actes, c'est-à-dire satisfaire les revendications de l'extrême droite, il est à craindre que ses actes soient considérés par les démocrates de ce pays comme un renoncement à toutes les valeurs fondamentales. » Pour le SAF, qui entend « s'opposer fermement et publiquement, par tout moyen à sa disposition », à cette politique, les déclarations du ministre de l'Intérieur.

Dans le quotidien « Présent »

## Rafles et camps de concentration

Dans son édition du jeudi 11 juillet, M. Jean Madiran, directeur politique et directeur de la rédaction du quotidien d'extrême droite Présent écrit : « Appliquer la loi républicaine aux clandestins et aux irréguliers, ce serait les expulser de France. Mais comment le faire sans organiser des rafles massives, par dizaines ou centaines de milliers, les concentrer dans des camps dont personne n'admettrait qu'il ne soit point des camps de concentration, puis les emmener par un pont aérien permanent pendant des années ? En supposant que l'on en évacue sept cents par jour (au lieu de cent en deux ans, par l'unique charpter Pasqua-Panhard), une année ne suffirait pas pour ceux de la

seule Ile-de-France. M<sup>me</sup> Edith Cresson ne peut ignorer que son histoire d'« avions spéciaux » est irréalisable. »

Il y a cinquante ans (le Monde du 29 mai 1980), M. Madiran qui s'appela alors M. Arfel, son vrai nom, écrivait à la pointe d'un autre combat dans les colonnes de l'Action française, organe royaliste. « On fait actuellement aux Français le coup de l'indignation, écrit-il, entre autres, parce qu'ils n'osent plus affirmer leurs vérités cardinales, et notamment celle-ci : qu'au milieu des conséquences tragiques de la défaite de 1940, le juif souffre par où il a péché, tandis que le Français souffre par où il a laissé pécher le juif. »

O. B.

« M. Pandraud : « L'outrance de M. Bianco ». — Mis en cause par M. Jean-Louis Bianco, mercredi 10 juillet sur TF1, à propos de l'affaire du « charter » des cent un Maliens expulsés en 1986, M. Robert Pandraud, qui était à l'époque ministre délégué chargé de la sécurité, « met au défi M. Bianco d'apporter la preuve de la moindre irrégularité dans ces opérations ». M. Pandraud, qui dénonce « l'outrance » du ministre des affaires sociales et de l'intégration, affirme que ces expulsions étaient « parfaitement fondées en droit ».

« M. Yamgnane : « la loi ». — M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat aux affaires sociales et à l'intégration, a déclaré, mercredi 10 juillet à Vichy, à l'occasion

## Le FN et la « préférence nationale »

Dans le programme actualisé du Front national publié en 1986, le chapitre neuf porte le titre « Immigration : la préférence nationale ». Affirmant que l'immigration « dégrade la vie quotidienne des Français » et « met en cause l'identité nationale », le parti d'extrême droite suggère de « réserver la solidarité nationale aux Français ». Il « propose de reconstruire notre législation autour du principe de la préférence nationale qui conduit à différencier la situation des étrangers et celle des citoyens ». Selon lui, une telle politique « complète et cohérente de l'immigration implique la révision du code de la nationalité, l'abandon de la pédagogie interculturelle à l'école, l'interdiction du regroupement familial, l'expulsion des clandestins et des délinquants, le retour des chômeurs dans le pays d'origine, la réservation des allocations familiales et de l'aide sociale aux ressortissants français, une meilleure application de la convention de Genève sur les réfugiés, la mise en place d'une véritable priorité à l'emploi pour les nationaux, le lancement d'un plan d'épargne-retour. »

rieur, Philippe Marchand, « souhaitant interdire aux demandeurs d'asile tout droit au travail », et sa décision d'expulser l'écrivain marocain M. Abdelmoumen Diouri « sont autant de signes inquiétants d'un ralliement du gouvernement à la ligne Chirac ».

« Le Syndicat de la magistrature dénonce le « simulacre dans lequel la justice est utilisée comme alibi ». — Le syndicat de la magistrature (SM, gauche), qui critique l'abandon pur et simple, par un pouvoir de gauche, des valeurs démocratiques et des traditions d'hospitalité au profit de basses manœuvres de manipulation de l'opinion publique à des fins purement électorales, dénonce également « un simulacre dans lequel la justice est utilisée comme alibi, et qui n'est destiné qu'à masquer le renoncement des engagements pris — s'agissant notamment du droit de vote des immigrés — et l'incapacité à formuler un véritable projet politique pour l'immigration digne du pays des droits de l'homme. »

« Le GISTI rappelle que « les expulsions collectives d'étrangers sont interdites ». — Le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés rappelle que, aux termes de l'article 4 du protocole n° 4 de la Convention européenne des droits de l'homme, « les expulsions collectives d'étrangers sont interdites ». Le GISTI souligne que « cette disposition a été ratifiée par la France, sans aucune réserve, le 3 mai 1974 ».

« Rectificatif — Conformément à un arrêt du Conseil d'Etat en date du 5 février 1973, et contrairement à ce qui était indiqué dans nos éditions du 19 mai, à l'occasion du bilan de M. André Méric, ancien secrétaire d'Etat des anciens combattants, le camp de Rawa-Ruska ne figure pas sur les listes des camps de concentration. Le Sénat a adopté, en 1987, une proposition de loi de M. Méric tendant à étendre « le bénéfice des dispositions de l'article L. 178-3 » et « 4<sup>e</sup> alinéa du code des pensions d'invalidité » aux prisonniers de guerre et déportés de ce camp, mais aucune suite ne lui a été donnée. »

## Le gouvernement veut aider davantage la Corse que les autres régions

Le nouveau statut de l'île

Le comité interministériel sur la Corse s'est réuni mercredi 10 juillet pour « préparer la mise en œuvre du nouveau statut de la Corse et, sans attendre, (...) prendre des mesures nécessaires au développement économique et culturel de l'île ». Le communiqué diffusé par l'Hôtel Matignon au terme des délibérations réaffirme aussi « la volonté du gouvernement d'assurer en Corse l'autorité de l'Etat et le maintien de l'ordre public » car « rien ne se fera dans la violence » et « le respect des lois est une des conditions nécessaires pour que les forces vives de la Corse puissent se rassembler autour de solutions durables aux difficultés de l'île ».

A propos de la mise en œuvre du statut, le gouvernement souhaite notamment que l'information des électeurs sur les formalités à accomplir pour la réforme des listes électorales soit dispensée avec un « soin particulier ». Quant aux représentants de l'Etat, ils sont appelés à exercer à l'occasion de cette réforme une « particulière vigilance ».

En matière de développement économique, le comité confirme la volonté du gouvernement d'améliorer la desserte de l'île en énergie par la mise en place d'un gazoduc franco-italien. Le montage du financement de ce projet doit « progresser de manière satisfaisante ».

Une centrale EDF, mise en service en 1995, pourrait utiliser ce gaz et, en attendant qu'il soit disponible, du gaz de pétrole liquéfié (GPL).

Le comité interministériel a également examiné la volonté du gouvernement de coordonner pour le développement industriel créé par le nouveau statut. Les entreprises nationales vont recevoir une lettre du premier ministre qui les interrogera sur le bilan de leurs activités en Corse, leurs projets à moyen terme, le recours aux sources locales pour leur approvisionnement.

Le gouvernement a confirmé son soutien au projet d'installation, dans le cadre de l'université de Corse, d'un centre international d'études et de recherches sur la production et la valorisation des laits de brebis et de

chèvre. Il demandera à Bruxelles des financements européens pour mener « une phase complémentaire et alternative d'études » sur la création d'une cimenterie industrielle.

## Série télévisée

Le comité interministériel a précisé, en outre, les missions du comité de coordination pour le développement industriel créé par le nouveau statut. Les entreprises nationales vont recevoir une lettre du premier ministre qui les interrogera sur le bilan de leurs activités en Corse, leurs projets à moyen terme, le recours aux sources locales pour leur approvisionnement.

Le gouvernement a confirmé son soutien au projet d'installation, dans le cadre de l'université de Corse, d'un centre international d'études et de recherches sur la production et la valorisation des laits de brebis et de

## Préserver l'avenir

par Jean-Louis Andréani

« CONTINUITE » et « anticipation ». C'est ainsi que l'entourage du ministre de l'Intérieur définit les orientations du comité interministériel sur la Corse qui s'est réuni à l'Hôtel Matignon, mercredi 10 juillet.

La « continuité » est évidente. Cinq fois en cinq pages, le comité indique que « le gouvernement confirme... » les engagements, les directions ou les choix de l'auteur du statut, M. Pierre Joxe, prédécesseur de M. Philippe Marchand à la présidence de la région. Cela revient, avant tout, à reconnaître que l'île a besoin d'un régime dérogatoire favorable, notamment en matière économique. L'anticipation — c'est-à-dire la volonté que tout soit en place pour que les nouvelles institutions, à partir de mars 1992, puissent fonctionner dans le meilleur des vœux possibles — est moins évidente, et c'est là que le bât blesse.

L'entourage du ministre de l'Intérieur le reconnaît : « Nous ne pouvons pas lancer aujourd'hui de grands chantiers de mise en œuvre d'un statut de républicain. » Selon cette analyse, le gouvernement est lié par une « contrainte politique » impossible à lever : celle du temps. Le pari du statut repose sur la dynamique que devrait créer la nouvelle collectivité territoriale, dans dix mois maintenant. Il n'était pas question de s'engager, en attendant, dans un partenariat avec l'ac-

tuelle Assemblée, présidée par M. Jean-Paul de Rocca Serra, député RPR de Corse-du-Sud et opposant de toujours à la démarche du gouvernement.

M. José Rossi, député UDF-PR de Corse-du-Sud, président du conseil général, rapporteur du projet Joxe à l'Assemblée, et « homme fort » de la nouvelle classe politique corse, valide, globalement, cette analyse. Il se réjouit de la « volonté de suivi » du régime dérogatoire, mais, contrairement à ce qui s'était passé après la mise en place du statut de 1982, il constate, lui aussi, que la période ne permet de viser que « des objectifs minimum » et pense qu'« il n'y a pas de réponse politique immédiate » au problème nationaliste.

## Le risque de la violence

De fait, il paraît évident que les nationalistes — au moins les plus durs d'entre eux, ceux de A. Cun- colta nazionalista et du FLNC — ont des raisons de se méfier négativement d'un comité interministériel qui n'est pas de nature à les satisfaire. Mais, à l'encontre, tant que les élections régionales n'ont pas eu lieu, le gouvernement ne peut que gérer cet aspect du problème en espérant que leur résultat confortera les nationalistes « modérés » du MPA qui ont choisi de

jouer le jeu démocratique. L'opinion publique continentale, peu familière du problème corse, peut avoir l'impression que l'île a de nouveau sombré dans la violence. Mais on sait très bien, au ministère de l'Intérieur, que l'intensification des actions de la part des nationalistes durs ne relève pas d'une logique d'« guerre civile » mais d'une logique d'« attentats politiques pour attirer l'attention sur les problèmes de l'île et faire pression sur le gouvernement ». C'est pourquoi, comme l'a dit M. Marchand, cette difficulté supplémentaire que rencontre le gouvernement ne le fera pas changer « de cap ». Il n'a d'ailleurs pas tellement le choix, d'autant que la seule logique alternative à la politique menée depuis 1988 — celle du « tout-répressif » — reste hors de saison.

Mais la période confuse que la Corse traverse déjà et traversera dans les mois à venir favorise tous les dérapages. Plus il y aura d'actions violentes, plus des nationalistes courront le risque de se faire arrêter et de se retrouver en prison, ce qui peut déclencher un nouveau cycle attentats-répression-solidarité-violence. C'est pour- être, précisément, ce que veulent certains nationalistes. Une fois de plus, le gouvernement est engagé dans une course contre la montre. L'enjeu est toujours le même : tenter de désamorcer, ou au moins de marginaliser, la violence.

A l'Assemblée nationale

## Première audition publique de la commission d'enquête sur le financement des partis le 10 septembre

La première audition publique de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales aura lieu le 10 septembre. La publicité des auditions des commissions d'enquête parlementaire avait fait l'objet d'une proposition de loi de M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, coignée par les présidents des groupes RPR, UDF, UDC et PS, et adoptée définitivement par le Parlement au cours de la session extraordinaire de juillet. La presse télévisée, radiophonique et écrite pourra assister aux débats ainsi que le public, dans la limite de quatre-vingt-dix personnes au total. Le président de la commission, M. Jean-François Deniau, n'a pas exclu la retransmission en direct par la télévision « si cela intéresse les chaînes ».

Depuis le début de ses travaux, à la mi-mai, la commission d'enquête a entendu à huis clos une quinzaine de personnes, dont les trésoriers de chaque parti politique. Vingt-cinq autres devraient être convoqués, au rythme de deux séances hebdomadaires publiques à partir du 10 septembre, jusqu'à la fin de ses travaux, prévue pour le 20 octobre. Afin de respecter le principe de l'égalité devant la loi, la commission envisage d'entendre à nouveau les trésoriers des campagnes électorales du PCF, du RPR et du Front national.

Dans les Bouches-du-Rhône

## Les fils de harkis ont levé le barrage de Jouques

Alors que M<sup>me</sup> Edith Cresson s'apprêtait à rendre publiques les mesures envisagées par le gouvernement en faveur des familles d'anciens harkis, une certaine détente semblait se manifester, jeudi 11 juillet, dans les Bouches-du-Rhône, où la situation était restée très tendue. Les fils de harkis qui bloquaient la RN 96 depuis le 28 juin à Jouques, à une vingtaine de kilomètres au nord d'Aix-en-Provence, ont en effet voté, mercredi matin, à une large majorité, la levée du barrage. Ce vote est intervenu après que leur délégué, repus lundi 10 juillet à l'Hôtel Matignon, ont rendu compte de son entrevue avec M. M. Pierre-Louis Rémy, conseiller social du premier ministre, et Maurice Benassayag, délégué du gouvernement aux rapatriés.

A Narbonne, en revanche, une certaine effervescence continue de régner. M. Jean Hamzaoui, le fils de harki qui a été remis en liberté, mardi soir, par le juge chargé d'instruire le dossier relatif aux violences des 23 et 24 juin, s'est plaint d'avoir été maltraité et insulté par les policiers lors de son arrestation et de sa garde à vue, ce que la police a formellement démenti.

« Les fils n'ont embarqué en me frappant et en m'insultant. Ils m'ont à nouveau frappé pendant la garde à vue. Ils m'ont traité comme un chien », a-t-il affirmé au cours d'une conférence de presse en déclarant souffrir de « douleurs aux côtes ». Interrogé par l'AFP, M. Max Bessin, directeur départe-

mental des polices urbaines, a jugé « fautive » ces accusations. « Pour couper court justement aux rumeurs de mauvais traitements, a-t-il souligné, dès le lendemain de l'interpellation de Hamzaoui, j'ai autorisé l'un des meneurs à venir voir son copain au commissariat qui a pu ensuite calmer ses troupes en attestant que Hamzaoui n'avait pas été frappé. » M. Bessin reconnaît toutefois que l'interpellation des fils de harkis a été « mouvementée, mais parce qu'il y avait eu provocation au départ ».

Le frère de M. Jean Hamzaoui, François, vingt et un ans, ainsi que deux autres jeunes interpellés lors des incidents survenus à la cité des Oliviers de Narbonne sont toujours incarcérés à la maison d'arrêt de Carcassonne.

A Paris, sur l'initiative du mouvement du Recours-France, une « table-ronde » a réuni, mardi 9 juillet, au restaurant Chez Edgar, les deux précédents responsables gouvernementaux en charge des rapatriés, M. André Santini (UDF), Camille Cabana (RPR), anciens secrétaires d'Etat, qui ont engagé avec M. Benassayag, « dans un esprit d'union de solidarité nationale, une réflexion approfondie afin de répondre à l'attente des harkis ». Tous trois ont souhaité « comme preuve de bonne volonté et de détermination, la libération immédiate » des trois jeunes gens encore détenus.

## Crise municipale à Saint-Tropez

## Clochemerle-sur-Mer

Alors que les estivants commencent à bronzier sur les plages de la Bouillabaisse et des Salins, les véritables Tropezians vivent une crise municipale exceptionnelle qui, sur la place des Lices, est l'objet de toutes les spéculations. Le maire (Div. d.) de la cité du bailli de Suffren, M. Alain Spada, a présenté au préfet du Var sa démission et celle de ses huit adjoints, lundi 8 juillet, sans que le reste du conseil municipal en ait été prévenu.

L'assemblée locale se réunira vendredi 12 juillet pour réélire M. Spada, candidat à sa propre succession, et les adjoints qu'il aura choisis. Le premier magistrat du petit port estimait que la fronde entretenue contre lui par trois adjoints et quelques conseillers l'empêchait de gouverner. Il a donc, dit-il, décidé de procéder à une opération « d'assainissement », utilisant ainsi un mot qui a mortifié les nouveaux contestataires.

Le détonateur de cette crise majeure a été le projet de création par le maire d'un deuxième terrain de tennis municipal alors qu'un autre club, très fréquenté, est présidé par un de ses adjoints. M. Spada est accusé d'avoir renvoyé la balle un peu trop fort. Dès lors, les reproches les plus divers lui sont adressés, à l'ombre des platanes, ou sur les terrasses du port : un pouvoir absolu et des décisions prises sans concertation avec ses onze délégués qu'il s'est fait élire dès son élection en 1989, et même, assure-t-on, un comportement « policier », voire « despotique ». L'accusation a été entendue. Une demi-douzaine de ses anciens colistiers ont donc changé de camp. Mais ceux-ci n'ont pas pour autant rejoint les six opposants institutionnels et constants groupés autour de M. Jean-Michel Couve, ancien maire et actuel député RPR du Var.

L'état de grâce de M. Spada n'avait pas duré longtemps après son élection de 1989 où, avec le soutien officieux du Parti républicain, il avait attiré les voix des électeurs socialistes hostiles au maire RPR sortant. Au pied de la citadelle, à Clochemerle-sur-mer, les « pointeurs » tropezians, entre deux parties de pétanque, affirment que M. Spada ne retrouvera pas ses 23 voix sur 29 de 1989 et qu'il devra, cette fois, se contenter de 16 à 17 suffrages, les autres étant bien décidés à intensifier leur harcèlement.

Le maire, qui a l'intention de se présenter aux cantonales de 1992, estime en revanche puiser dans l'épreuve qu'il s'est imposée un rajustement de ses adversaires sont divisés. A moins qu'il ne connaisse la méaventure qu'il avait coté son siège, dans des conditions tout à fait comparables, au maire socialiste de Brignolles, en 1980, au profit d'un candidat de la droite.

ANDRÉ PASSERON

هكمان النحل



# SOCIÉTÉ

L'expulsion du réfugié politique marocain

## Le tribunal administratif de Paris désavoue la procédure suivie par le gouvernement dans l'affaire Diouri

Le tribunal administratif de Paris a donné raison, mercredi 10 juillet, à M. Abdelmoumen Diouri qui avait demandé un sursis à exécution de l'arrêt d'expulsion pris par le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, dans le cadre de la procédure d'urgence absolue. La justice a ainsi autorisé le réfugié politique marocain, expulsé le 20 juin vers le Gabon, à revenir immédiatement en France.

Désavouant la mesure d'expulsion du réfugié politique marocain vers le Gabon, les juges ont considéré que le recours à l'urgence absolue constituait bien un « excès de pouvoir ». Ils ont suivi en cela l'avis du commissaire du gouvernement, M. Christian Pujalte, selon lequel « les conditions de l'urgence absolue n'étaient pas réunies, pas plus que la nécessité impérieuse pour la sécurité de l'Etat et la sécurité publique ». Du même coup, la juridiction administrative a trouvé insuffisants les arguments développés par les plus hautes autorités de l'Etat, pour justifier l'expulsion de l'opposant à Hassan II.

Des ministres de l'Intérieur et des affaires étrangères au président de la République, le pouvoir exécutif avait mis en avant le dossier constitué par les services de police et de renseignements à l'encontre de M. Diouri. Un dossier qui, laissent-ils entendre, justifiait largement un arrêt d'expulsion stipulant que M. Diouri avait entretenu « avec des groupes et des puissances étrangères, des intelligences qui sont de nature à troubler gravement la sécurité publique et à

nuire aux intérêts essentiels de la France ». Distillées par petites touches, les explications officielles s'en étaient tenues à un assez grand niveau de généralité. D'où l'intérêt de la procédure engagée devant la juridiction administrative, au cours de laquelle le ministre de l'Intérieur devait présenter un mémoire plus détaillé. Il s'agissait de démontrer que l'expulsion constituait « une nécessité impérieuse pour la sécurité de l'Etat ou pour la sécurité publique ».

Or, aux yeux des juges, le dossier présenté par le ministre de l'Intérieur est apparu trop peu étayé. Ils ont ainsi suivi le commissaire du gouvernement au tribunal administratif de Paris. Au cours de l'audience du mercredi 10 juillet, celui-ci a soigneusement démonté les griefs formulés par le gouvernement. C'est tout d'abord le « catalogue impressionnant » des accusations portées contre M. Diouri qui a été passé au crible.

Le commissaire a retenu quatre types d'accusations formulées par le ministre de l'Intérieur sur la foi d'informations collectées par les services de police et de renseignements. Tout d'abord, les liens avec la mouvance terroriste palestinienne : ils « sont établis depuis plusieurs années », précisait notamment le mémoire du ministre présenté par M. Jean-René Farthouat. A l'évidence, les faits sont anciens : « Dans le cadre d'une information judiciaire dirigée contre Ramires Sanchez, alias Carlos, M. Diouri a été entendu pendant l'hiver 1975-1976 » et, à cette occasion, soupçonné de trafic d'armes et d'écoutes. Au passage, le commissaire du gouvernement a remarqué que ces allégations étaient sujettes à caution, puisque

le statut de réfugié politique avait été ultérieurement accordé à M. Diouri, en 1977.

Les relations de l'opposant marocain avec les services secrets de puissances étrangères ? Selon le dossier du ministre, « les liens de M. Diouri avec diverses puissances étrangères sont avérés. En 1986, il est signalé que M. Diouri est un agent important des services secrets libyens en Europe utilisant plusieurs passeports marocains ou algériens, sous les noms d'Abdel Hefic ». Il est précisé que l'intéressé achetait des armes destinées au Moyen-Orient, et était en relation avec les services secrets libyens. Enfin, M. Diouri serait « l'homme de liaison des activités subversives de la Libye, en France et à l'étranger ». Depuis de nombreuses années, il serait en relation avec « un membre certain des services libyens, un ancien directeur des renseignements généraux libyens, et enfin une personne qui a été responsable, en 1988, des comités révolutionnaires libyens ».

Troisième type de griefs : les services spécialisés ont recueilli des informations « sur les liens que M. Diouri entretenait avec, les

milieux fondamentalistes musulmans, liens qui étaient de nature à perturber gravement l'ordre public en France comme de l'autre côté de la Méditerranée ». Dans ce contexte particulier de montée de l'intégrisme islamiste, en particulier ces dernières semaines, et des violences graves qui lui sont liées, l'expulsion de M. Diouri (...) devenait une mesure relevant au caractère d'urgence absolue pour assurer en France la protection de l'ordre public ».

### Recours devant le conseil d'Etat ?

Enfin, M. Diouri se voit reprocher son « engagement, clair et constant aux côtés de l'Irak au moment de la crise du Golfe et ses voyages à Bagdad », sans qu'on puisse en retrouver trace sur les documents de voyage de l'intéressé. Son expulsion en urgence absolue avait été « sérieusement envisagée et instruite dès la nuit de janvier 1991, à l'instar des dix-neuf ressortissants étrangers qui ont été expulsés par des décisions du 21 janvier 1991, dans le contexte de l'état de guerre » avec l'Irak. « Toutefois, la prise en compte de la qualité de réfugié de M. Diouri a alors conduit le ministre de l'Intérieur [M. Pierre Joxe] à ajourner une telle mesure administrative ».

Certes, la plupart de ces accusations pourraient justifier une expulsion, reconnaît M. Pujalte, mais il a estimé que, s'agissant des atteintes à la sécurité de l'Etat, l'argumentation du ministre manque d'éléments de preuve. Un raisonnement inverse est tenu place Beauvau : « Jamais le ministre de l'Intérieur n'est allé aussi loin dans les motivations d'un dossier d'urgence absolue, en révélant des méthodes « des indices, sans pour autant mettre en cause nos sources de renseignements ».

Le commissaire du gouvernement a considéré que les doutes étaient encore plus grands en ce qui concerne le recours à l'urgence absolue. Pourquoi l'expulsion a-t-elle eu lieu en juin, alors qu'elle avait été envisagée en janvier 1991 ? Le ministre a révélé certains éléments de la procédure, mais pas au cours des tout derniers mois. M. Diouri « se présente comme l'un des rassembleurs de la tendance « islamiste » au sein des pays du Maghreb », a affirmé le ministre. Ce type de contacts avec des responsables fondamentalistes ont été mis à jour depuis le mois d'avril 1991 et en particulier l'extrême fin du mois de mai.

précise le ministre. M. Diouri « est notamment en contact régulier avec Abdelkrim Motet, leader du Mouvement de la jeunesse islamique du Maroc, actuellement réfugié en Lybie (...) qui prône le renversement par la force de la monarchie chérifienne (et qu'il a rencontré en mai et juin). M. Diouri est également en contact avec le mouvement islamiste « justice et bienfaisance » (...), ainsi qu'avec M. Habib Bakni qui réside en France et est l'un des leaders du mouvement islamiste tunisien En-Nahda recherché par les autorités tunisiennes pour son implication éventuelle dans la tentative de coup d'Etat en Tunisie. » Il a par ailleurs été l'un des instigateurs du Conseil supérieur du mouvement islamique au Maroc (...) dont les activités se sont développées au cours des premiers mois de 1991 ».

Des liens avec le FIS algérien et des milieux intégristes égyptiens lui sont aussi reprochés. « Or, a estimé le ministre avant de prendre son arrêt d'expulsion, la radicalisation des mouvements intégristes telle qu'elle a pu être constatée au printemps 1991 est de nature à causer de part et d'autre de la Méditerranée des troubles graves menaçant l'ordre public interne des pays d'Afrique du nord et de la France ».

Ces développements n'ont pas convaincu le commissaire du gouvernement sur l'urgence absolue. A l'image de la commission de recours des réfugiés qui, dans un avis adopté le 6 juillet, n'avait pas davantage reconnu le bien-fondé de cette procédure exceptionnelle. Cette commission avait toutefois

trouvée « justifiée » la mesure d'expulsion de M. Diouri, estimant qu'il existe un « faisceau d'indices précis et concordants » fournis par le ministre de l'Intérieur.

Réagissant à la décision du tribunal, M. Mourad Oussedik s'est félicité que, « par cette décision qui honore ses juges, la France se voit consacrer comme un état de droit ». Mais l'avocat de M. Diouri continue de penser que l'expulsion a été inspirée par la volonté d'empêcher l'opposant marocain de publier son livre sur le régime chérifien. A quoi le ministre répond qu'il dispose de pouvoirs légaux lui permettant d'interdire la distribution en France d'écrits de provenance étrangère, même écrits en langue française, et publiés en France, sans recourir à l'expulsion.

Dès mercredi soir, la justice ayant suspendu les effets de l'arrêt d'expulsion, M. Diouri avait théoriquement le droit de quitter son hôtel de Libreville et de prendre un vol direction la France. Prenant acte de la décision du tribunal, le ministre de l'Intérieur se donnait le temps de réfléchir, mercredi en début de matinée, à la position qu'il allait adopter. Le ministre de l'Intérieur peut en effet interjeter appel du jugement auprès du Conseil d'Etat. Voir interdire l'entrée du territoire à M. Diouri, au motif de risques de troubles à l'ordre public. Place Beauvau, on laissait entendre que la décision de recours devant le Conseil d'Etat restait très probable.

ERICH INCYAN

### Deux arrêts de la Cour de cassation

#### Une jeune mère déboutée après l'échec d'une IVG

La première chambre civile de la Cour de cassation vient de rejeter le pourvoi formé par une jeune femme contre un arrêt de la cour d'appel de Riom du 6 juillet 1989, qui avait refusé de lui accorder le versement de dommages et intérêts demandés après la naissance d'un enfant survenue malgré une interruption volontaire de grossesse.

Si la rigidité juridique est à l'aise dans les litiges de bonté ou l'exécution de contrats commerciaux, il en est autrement lorsque la justice doit se prononcer sur des situations créées par des techniques nouvelles que le code civil n'avait pas envisagées. La procréation artificielle n'a pas fini de placer le juge dans une position délicate, et l'IVG elle-même vient de montrer qu'elle peut être à l'origine de procès douloureux.

Le 5 juin 1987, Muriel, vingt-deux ans, subissait une IVG, mais, un mois plus tard, une échographie révélait que la grossesse s'était poursuivie et, le 13 janvier 1988, naissait une petite fille. Muriel saisissait alors la justice en demandant que le chirurgien qui lui avait pratiqué l'IVG soit condamné à lui verser 750 000 F de dommages et intérêts destinés à

réparer ses préjudices moral et matériel. La cour d'appel de Riom (Puy-de-Dôme) rejetait sa demande en observant que, si le chirurgien avait bien commis une faute, Muriel « n'apportait pas la preuve d'un préjudice, soit d'ordre matériel, soit d'ordre moral, en rapport avec la faute ». Parmi ses arguments, la cour d'appel estimait que la mère « avait la possibilité d'abandonner son enfant à sa naissance, en étant assurée qu'il serait pris en charge par les services sociaux ».

Dans son arrêt, la Cour de cassation n'a pas retenu cette dernière appréciation, en considérant même qu'elle était « justement critiquée » par le pourvoi. Mais les juges supérieurs constatent cependant que la cour d'appel a légalement justifié sa décision en rappelant : « L'arrêt attaqué relève que l'enfant était parfaitement constitué et retient que [Muriel] ne prouvait pas que la naissance ait été pour elle la cause d'une souffrance morale certaine et se bornait à faire état de difficultés probables dans sa vie de jeune fille et ses perspectives d'avenir. » Et la Cour de cassation déclare : « L'existence de l'enfant qu'elle a conçu ne peut, à elle seule, constituer pour sa mère un préjudice juridiquement réparable ».

MAURICE PEYROT

#### Le travail avant l'incendie...

La chambre sociale de la cour de cassation a estimé, dans un arrêt du 3 juillet, que l'absence d'un salarié qui avait quitté son travail pour répondre à ses obligations de sapeur-pompier volontaire, constituait « une cause réelle et sérieuse » de licenciement sans indemnité ni préavis.

Du 24 au 30 août 1986, le chauffeur d'un commerçant en produits pétroliers de Tournon-Saint-Martin (Indre) avait participé à la lutte contre les incendies de forêt dans le Var. A son retour, il avait été licencié pour « faute grave », bien qu'il ait précédé avoir obéi au chef de corps des sapeurs-pompiers de Tournon. Celui-ci avait lui-même reçu l'ordre de fournir sans délai deux

pompiers titulaires des permis poids lourds et un véhicule pour participer aux secours.

Le 14 octobre 1988, la cour d'appel de Bourges avait confirmé ce licenciement et, malgré l'avis du parquet général, la Cour de cassation a refusé de casser cet arrêt. Pour justifier leur décision, les juges supérieurs observent que la cour d'appel avait relevé que le chauffeur devait, selon le directeur du service de secours et d'incendie de l'Indre, obéir « dans la mesure du possible » et qu'il pouvait, « sans encourir de sanctions, faire valoir auprès de son supérieur la nécessité d'apporter sa collaboration à son employeur ».

M. P.

### Le jugement

Le texte du jugement de « sursis à exécution » du tribunal administratif de Paris est le suivant :

« Considérant que le préjudice dont se prévaut M. Diouri, et qui résulte pour lui de l'exécution de l'arrêt en date du 18 juin 1991 par lequel le ministre de l'Intérieur lui a enjoint de sortir du territoire français, présente un caractère de nature à justifier le sursis à exécution de cette décision ; que le moyen tiré de l'absence de l'urgence absolue invoqué par le requérant à l'appui du recours pour excès de pouvoir dirigé contre cet arrêté paraît de nature, en l'état du dossier soumis au tribunal, à justifier son annulation ; qu'il y a lieu, dans les circonstances de l'affaire, d'ordonner le sursis à exécution de cet arrêté ».

Décidé, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la requête de M. Diouri tendant à l'annulation de l'arrêt du 18 juin, qu'il sera sursis à l'exécution de cet arrêté.

■ M. Jean-Claude Duvalier privé de son château. — M. Jean-Claude Duvalier, l'ex-dictateur d'Haïti établi dans le midi de la France, ne pourra pas récupérer rapidement le château de Théméricourt, près de Pontoise (Val-d'Oise), qu'il avait acquis en 1984 avec des fonds dont l'origine n'a pu être déterminée. Ainsi en a décidé, mercredi 10 juillet, le tribunal de Pontoise en déboutant l'ancien dictateur, qui avait demandé en référé la levée du séquestre de son château du dix-huitième siècle.

■ Libération de l'homme d'affaires Anthony Tannouri. — L'homme d'affaires d'origine libanaise Anthony Gabriel Tannouri devait être libéré, jeudi 11 juillet, de la prison des Baumettes à Marseille. Il avait été condamné le 29 juin 1989 à cinq ans de prison dont un avec sursis pour escroquerie, alors que les Etats-Unis et l'Italie le recherchaient pour trafic d'armes et trafic de drogue. Il avait fait l'objet de trois demandes d'extradition, mais aucune n'avait abouti, la cour d'appel de Paris ayant jugé, le 2 juillet 1986, que le mandat d'arrêt américain visait Antoine Assad Tannouri, un homonyme.

RELIGIONS

■ Espagne officielle pour la canonisation de Marthe Robin. — Mgr Marchand, évêque de Valence (Drôme), a ouvert officiellement une enquête en vue de la canonisation de Marthe Robin, une mystique née en 1902 et morte en 1981 à Châteauneuf-de-Galaure. Infirme depuis l'âge de seize ans, paralysée toute sa vie sur son lit, elle disait porter les stigmates de Christ. Ses fidèles ont fondé des Foyers de charité, qui sont soixante-dix dans le monde. Depuis sa mort, des miracles lui ont été attribués, dont le guérison d'une petite fille atteinte de mucoviscidose. Jean Guittou avait écrit, en 1985, *Portrait de Marthe Robin*.

### DÉFENSE

#### L'Italie participera au programme d'hélicoptère européen NH-90

Le groupe français Aérospatiale a annoncé, mardi 9 juillet, que l'Italie venait de se joindre à la France, aux Pays-Bas et à l'Allemagne pour concevoir en coopération un projet d'hélicoptère de transport militaire, le NH-90, qui est destiné aux armées de terre et aux marines des quatre pays.

Pour la production de cette « machine », il sera créé une filiale commune, dont le siège sera à Aix-en-Provence et qui sera détenue au prorata des participations de chaque Etat : 42,4 % pour la France (Aérospatiale) ; 26,9 % pour l'Italie (Agusta) ; 24 % pour l'Allemagne (Messerschmitt-Bölkow-Blom) ; et 6,7 % pour les Pays-Bas (Fokker). Les industriels prévoient un marché total de plus de sept cent vingt hélicoptères et un financement, à hauteur de 1 376 millions d'euros (soit quelque 10 milliards de francs), pour la phase de développement. Le premier vol d'un prototype du NH-90 est attendu pour 1995.

Les besoins de la France pour cet hélicoptère de 9 tonnes seraient de l'ordre de cent vingt exemplaires dans l'armée de terre (qui doit remplacer ses Puma) et de soixante dans la marine (où il succéderait aux Super-Prelon et aux Lynx). Pour la seule armée de terre française, le coût de ce programme est évalué à 23 milliards de francs. Compte tenu des difficultés budgétaires, les industriels ont eu des craintes sur la détermination de l'état-major à continuer le projet (le Monde du 18 juin). Mais, au Salon du Bourget (le Monde du 25 juin), le premier ministre français, M. Edith Cresson, les a assurés du fait que les matériels en coopération européenne étaient prioritaires dans la nouvelle programmation militaire.

#### M. Diouri veut rentrer en France pour « répondre aux accusations »

M. Abdelmoumen Diouri a déclaré mercredi 10 juillet, depuis Libreville, au Gabon, où il était interrogé par la Cinq, qu'il tenait « certainement, absolument » à retourner en France. « Ce que j'ai toujours demandé, c'est de rentrer en France et de répondre aux accusations, puisqu'il y a une justice et des tribunaux », a-t-il précisé. L'opposant marocain a précisé qu'il maintenait la publication de son livre sur le Maroc d'Hassan II. Il a déclaré, jeudi, sur France-Info, qu'il voulait, à son retour, poursuivre en justice tous ceux qui ont « colporté des bruits sur son compte ».

■ M. Kouchner « se réjouit que l'état de droit et la justice fonctionnent en France ». — Invité mercredi soir du journal d'Antenne 2, le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, s'est « réjoui que l'état de droit et que la justice fonctionnent en France ». M. Kouchner a toutefois rappelé à cette occasion que, « sur le fond, rien n'était tranché ».

■ SOS Racisme : « Abdelmoumen Diouri doit rentrer en France ». Dans un communiqué, SOS-Racisme estime que M. Abdelmoumen Diouri « doit à présent rentrer en France ». « En annulant l'arrêt d'expulsion d'Abdelmoumen Diouri, la justice française a tranché, note SOS-Racisme. Les conditions de l'urgence n'étant pas réunies, M. Diouri doit à présent rentrer en France. Le gouvernement doit aujourd'hui s'aligner sur cette décision de justice ».

# LEVENEMENT

ENQUETE SUR

## L'ARGENT CORRUPTEUR

Politique, sport, affaires, musique, édition, télé, théâtre, cinéma, chanson, bourse, immobilier, santé, pub, idées, morale, etc...

COMMENT L'EPOQUE DU TOUT-FRIC A DESTABILISE LA FRANCE

En supplément:

### LES FAMEUX CAHIERS DELCROIX

On nous le cache : voici le dossier sulfureux qui a ébranlé l'Etat PS

Ce que révèle la médecine:

### DANGER, SOLEIL

L'Edj c'est plus cher et pour cause !

## PUBLICATIONS JUDICIAIRES

**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA CHAMBRE CORRECTIONNELLE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PONTAISE.**  
Vu le jugement rendu le 9 avril 1991, à l'encontre de M. MILAO Vignola, né le 27 juin 1953 à CAMPO-MARINO (Italie), demeurant à SAINT-GRATIEN (95), 91, boulevard Foch.  
Coupable d'infractions financières, le condamnant à 3 MOIS d'emprisonnement avec sursis, ordonne la confiscation des objets saisis ou placés sous séquestre et la publication du jugement dans le Monde et le Figaro.

- condamné LEBRERO EUROPE à verser à LEBRERO FRANCE 100 000 F de dommages-intérêts.  
- ordonné l'exécution provisoire.  
- ordonné la publication du dispositif du présent jugement dans le journal le Monde et le Figaro.  
L'arrêt est prononcé en audience publique aux frais de la SOCIÉTÉ LEBRERO EUROPE.

**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.**

Par arrêt de la 11<sup>e</sup> chambre (section A) de la cour d'appel de Paris du 25 février 1991.  
- M. SENGHOR NDIAYE Jean-Gabriel, né le 6 octobre 1942 à RUFISQUE (Sénégal), demeurant à PARIS (17), 3, rue Balay-d'Avricourt, a été condamné à 1 300 F d'amende pour non paiement de cotisation d'assurance maladie.  
La cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné :  
1<sup>o</sup> la publication de cet arrêt, par extrait, dans le journal le Monde ;  
2<sup>o</sup> l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 15 JOURS sur la porte extérieure de l'immeuble sis à PARIS (17), 3, rue Balay-d'Avricourt, où M. SENGHOR NDIAYE exerce son activité.  
Pour extrait conforme délivré à M. le procureur général, sur sa réquisition. POUR LE GREFFIER EN CHEF.

**CONTREFAÇON**  
Statuant dans le cadre d'une procédure engagée par la société AUTOMOBILES PEUGEOT contre la société CASSE CENTER et la société MAXICAR, le tribunal de commerce de Roanne a, par jugement du 1<sup>er</sup> octobre 1986 :  
- ordonné la saisie des éléments de carrosserie contrefaisants et des instruments situés en France ayant servi spécialement à la fabrication des objets incriminés ainsi que leur remise à la société AUTOMOBILES PEUGEOT ;  
- interdit, sous astreinte, à la société MAXICAR de fabriquer et de vendre en France des éléments de carrosserie contrefaisants des modèles de voitures PEUGEOT ;  
- interdit, sous la même astreinte, à la société CASSE CENTER d'importer et de vendre des éléments de carrosserie contrefaisants des modèles PEUGEOT ;  
- condamné conjointement et solidairement les sociétés CASSE CENTER et MAXICAR à payer à la société AUTOMOBILES PEUGEOT une somme de 20 000 F au titre de l'article 700 du nouveau code de procédure civile.

Sur appel de la société CASSE CENTER et de la société MAXICAR, la première chambre de la cour d'appel de Lyon a, par arrêt du 20 décembre 1990, confirmé ce jugement en toutes ses dispositions, sauf en ce qui concerne le montant des dommages-intérêts mis à la charge de la société MAXICAR, qu'elle a ramenée à la somme de 30 000 F, avec intérêts au taux légal à compter du jour de son arrêt.  
La cour a, en outre, condamné in solidum la société MAXICAR et la société CASSE CENTER à payer à la société AUTOMOBILES PEUGEOT une somme complémentaire de 20 000 F en vertu de l'article 700 du nouveau code de procédure civile et les a condamnées, in solidum, aux dépens.  
Philippe COMBEAU, avocat à la Cour.

**CONTREFAÇON**  
Statuant dans le cadre d'une procédure engagée par la société AUTOMOBILES CITROËN contre la société CASSE CENTER et la société MAXICAR, le tribunal de commerce de Roanne a, par jugement du 1<sup>er</sup> octobre 1986 :  
- ordonné la saisie des éléments de carrosserie contrefaisants et des instruments situés en France ayant servi spécialement à la fabrication des objets incriminés ainsi que leur remise à la société AUTOMOBILES CITROËN ;  
- interdit, sous astreinte, à la société MAXICAR de fabriquer et de vendre en France des éléments de carrosserie contrefaisants des modèles de voitures CITROËN ;  
- interdit, sous la même astreinte, à la société CASSE CENTER d'importer et de vendre des éléments de carrosserie contrefaisants des modèles CITROËN ;  
- condamné conjointement et solidairement les sociétés CASSE CENTER et MAXICAR à payer à la société AUTOMOBILES CITROËN une somme de 20 000 F au titre de l'article 700 du nouveau code de procédure civile.  
Sur appel de la société CASSE CENTER et de la société MAXICAR, la première chambre de la cour d'appel de Lyon a, par arrêt du 20 décembre 1990, confirmé ce jugement en toutes ses dispositions, sauf en ce qui concerne le montant des dommages-intérêts mis à la charge de la société MAXICAR, qu'elle a ramenée à la somme de 30 000 F, avec intérêts au taux légal à compter du jour de son arrêt.  
La cour a, en outre, condamné in solidum la société MAXICAR et la société CASSE CENTER à payer à la société AUTOMOBILES CITROËN une somme complémentaire de 20 000 F en vertu de l'article 700 du nouveau code de procédure civile et les a condamnées, in solidum, aux dépens.  
Philippe COMBEAU, avocat à la Cour.

## PUBLICATION JUDICIAIRE

Par jugement du 22 mai 1991 la 17<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de PARIS, à la requête de M. Michel JUNOT, préfet honoraire conseiller de PARIS, a condamné M. CARRE, qualifié de directeur de la publication du journal LA RÉPUBLIQUE DU CENTRE et MM. GUYOT et BIDAULT, journalistes, pour diffamation, chacun au paiement d'une peine de 15 000 F d'amende ainsi qu'à 55 000 F de dommages et intérêts et trois insertions dans la presse.  
Le tribunal a jugé que ces insinuations contenues dans l'article publié le 14 mai 1990 dans LA RÉPUBLIQUE DU CENTRE, selon lesquelles M. JUNOT aurait pu être, pendant la guerre, un collaborateur et un résistant de dernière heure constituent des imputations diffamatoires, aucun document ne permettant d'affirmer de tels faits et les prévenus ne rapportant pas, de ce fait, la preuve de leur bonne foi.  
Pour extrait : M<sup>re</sup> Hervé CREN, avocat à la Cour.

PUBLICATION JUDICIAIRE  
11<sup>e</sup> CHAMBRE CORRECTIONNELLE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE CRÉTEIL

Par jugement du 28 janvier 1991, le tribunal correctionnel de Créteil a condamné M. Ravoushale ESAMINEZHAD, demeurant 13, place des Halles à Tours, pour avoir détenu trois montres contrefaisant la marque CARTIER à :  
- trois mois d'emprisonnement ;  
- verser à la société CARTIER 20 000 F de dommages et intérêts ;  
- payer la présente publication.

LE MONDE diplomatique JUILLET 1991

## L'ALGÉRIE AU RISQUE DES IMPATIENTES

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 18 F

## SOCIÉTÉ

CYCLISME : Le 78<sup>e</sup> Tour de France

## Le maillot jaune brisé

La cinquième étape du Tour de France, disputée mercredi 10 juillet entre Reims et Valenciennes, a été marquée par de nombreuses chutes. La blessée la plus grave de cette journée a été le titulaire du maillot jaune, Rolf Sörensen. Souffrant d'une fracture à la clavicule gauche, le Danois a été évacué vers l'Italie, la place de premier de l'épreuve à l'Américain Greg LeMond.

VALENCIENNES

de notre envoyé spécial

Il a suffi de trois journées pour que la caravane prenne son envol. Délaissant les vignobles, l'épreuve est entrée en terre du Nord et a immédiatement trouvé son public. On peut ne pas aimer l'engagement des maisons de briques, les estamets aux enseignes vantant les marques de bière, les ponts sur les canaux, les chemins d'usines, mais il est impossible d'être insensible à la ferveur populaire.

Ici, le passage du Tour est une kermesse à laquelle toute la famille participe. Les bars sortent les tables de la réserve et les marchandes de frites font la tournée. La foule emplit les trottoirs, saisi au vol les casquettes publicitaires et applaudit. De Lille ou de Wasquehal, la cité du vélo, ils sont venus en voisins, en amateurs, pour participer à ces courts moments d'excitation collective.

Pour ce public de connaisseurs, les coureurs ont joué leur rôle de professionnels. Ils ont multiplié les attaques. Le Belge Dirk De Wolf et le Suisse Mauro Gianetti jouent les avant-gardes. Ils sont suivis par l'Italien Claudio Chiappucci qui ne laisse échapper aucune occasion d'apparaître comme un provocateur, le déstabilisateur d'un ordre trop bien établi sans lui.

Des banderilles pour la fête, des actions d'éclat agréables à l'œil, mais peu rentables en terme de classement. Car toutes ces belles envolées ne résistent pas aux berrings du peloton qui s'efforcent de ramener le troupeau. A plus de cinquante kilomètres à l'heure, tout ce petit monde s'engouffre dans les boulevards de Valenciennes. Les secondes sont précieuses et nul ne souhaite perdre du temps. Encore moins le porteur du maillot jaune, qui a pris un réel plaisir à monter tous les soirs sur le podium.

Ville dangereuse

Rolf Sörensen, le Danois devenu Italien par amour du cyclisme, fonce vers cette ligne d'arrivée que lui annoncent les flèches disposées par les organisateurs. Au milieu de ses compagnons d'aventure, il navigue au mieux entre les ronds-points et les bornes de signalisation. En ville, la chaussée devient dangereuse pour les coureurs. Ils doivent éviter les « haricots » et autres obstacles construits pour la circulation automobile. La colonne se scinde souvent pour exécuter des mouvements tournants, mais la reprise de la trajectoire est parfois difficile.

A quatre kilomètres de l'arrivée, le jeune homme blond en fait l'amer constat. Un coup d'épaule, une perte d'équilibre au contact de son voisin de l'instant, l'Américain Andy Bishop, ont entraîné une chute collective. Quatre coureurs à terre, l'affaire est presque banale en ces étapes de plaine où le rythme est soutenu. Rolf Sörensen, comme il a appris depuis longtemps à le faire, se relève et attrape le vélo que lui tend un de ses équipiers : Bruno Cenghialta. Un maillot jaune ne peut attendre les voitures des suiveurs. Il doit se remettre en selle sans imaginer qu'il puisse être blessé.

Il suit les autres, exécute machinalement les gestes qui vont lui permettre de ne perdre que treize secondes sur le vainqueur de l'étape, le Hollandais Jelle Nijdam. Mais une fois la ligne franchie, la douleur se fait trop insistante et il s'écroule. « Je l'ai vu se relever et s'appuyer contre la balustrade en se tenant le bras », explique l'un des médecins de l'arrivée. Transporté dans l'infirmerie mobile, puis à l'hôpital, le coureur est examiné par le docteur Gérard Porte, médecin-chef du service médical, qui diagnostique « des plaies au corps, un léger traumatisme crânien et une fracture du quart externe de la clavicule gauche ».

Une blessure suffisamment grave pour que les médecins lui conseillent d'arrêter la course. Mais l'enfant de Copenhague ne veut pas que son rêve se brise. Malgré la douleur qui lui impose de ne pas bouger le bras, il tente de refuser ce conseil. Il faut toute la persuasion de son directeur sportif, Giancarlo Ferretti, pour l'obliger à accepter de prendre un avion et à aller se faire soigner en Italie.

Les plaies au genou et à la cuisse du Hollandais Rob Harmeling, le poignet enflé de Martial Gayant, sont des blessures moins graves que celles de Rolf Sörensen, mais elles témoignent des difficultés de la vie dans le peloton. « La chaleur est néfaste aux coureurs et elle peut expliquer un certain manque de vigilance de leur part », assure un médecin. La vitesse imprimée à la course par les débus du premier jour est aussi responsable de nombreuses chutes.

Dans les étapes de plaine, la vitesse ne va évidemment pas se relâcher. L'abandon du porteur du maillot jaune va aiguïser encore un peu plus l'appétit des prétendants au titre. Sörensen a illustré de belle manière la préface de l'épreuve, mais sa sortie ne réjouit pas les amateurs du Nord. Connaisseurs, ils mesurent les dangers de ce sport et se seraient bien passé de cette démonstration supplémentaire.

SERGE BOLLOCH

## CINQUIÈME ÉTAPE

Reims-Valenciennes (149,5 km)

Classement de l'étape. - 1. Jelle Nijdam (P-B), en 3 h 17 min et 38 s ; 2. Rolf Sörensen (DAN) ; 3. Oleg Luchin (UKR) ; 4. Andrei Kappas (ALB) ; 5. Vladimir Elov (URS).

Classement général : (après abandon de Rolf Sörensen). - 1. Greg LeMond (USA) en 19 h 39 min et 17 s ; 2. Sean Kelly (IRL) à 1 s ; 3. Brankin (P-B) à 7 s ; 4. Djamboulidze Aboudjaparov (URS), à 18 s ; 5. Rudy Dhaenens (BEL), à 28 s.

Football : relégation confirmée pour Brest et Nice. - La commission d'appel de la Direction nationale du contrôle de gestion (DNCG) a confirmé, mercredi 10 juillet, les rétrogradations de Brest et de Nice en championnat de France de football de deuxième division. Ces mesures avaient été prises le 27 juin par la DNCG en raison de la situation financière des deux clubs.

## MÉDECINE

Side : M. Pandraud partisan de l'indemnisation des transfusés contaminés. - M. Robert Pandraud, député RPR de Seine-Saint-Denis, ancien ministre, a demandé, mercredi 10 juillet, à M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, de déposer au plus vite un projet de loi pour que l'Etat soit présumé responsable des contaminations post-transfusionnelles par le virus du sida. M. Pandraud propose, pour aider au financement de cette indemnisation, « un gel provisoire de certaines aides caritatives à l'étranger ».

Les tests sur la salive interdits aux Etats-Unis. - La FDA (Food and Drug Administration) américaine vient d'obtenir l'arrêt de la commercialisation aux Etats-Unis des tests de dépistage de la contamination par le virus du sida à partir d'échantillons de salive ou d'urine. Aucun de ces tests, largement utilisés, notamment par les compagnies d'assurance, depuis quelques mois, n'avait encore été officiellement approuvé sur le territoire américain. - (UPI).

## Gosiers

VALENCIENNES

de notre envoyé spécial

Au bon temps du temps d'avant, quand parcourir la France à vélo représentait encore une aventure, tout autant qu'un exploit sportif, les coureurs cyclistes se permettaient quelques excès. Du champagne dans le bidon, avec des fraises, pour tenir de Bordeaux à Paris. Un petit blanc sec, avant le départ, mais Anquetin ne serait pas pour autant rattrapé. L'époque n'est plus aux festivités, pas même dans la salle de presse, et l'indigestible Blondin n'y reconnaît plus rien. Huit cents journalistes, pas un gorgon. Les sponsors sont sobres, le Tour aussi. Pourtant, à force de voir défiler les dandies pression sur le bas-côté de la route, comme ce mercredi 10 juillet entre Landrecies et Valenciennes, les gosiers se sentent parfois bien secs.

Une étape à Reims aurait pu être l'occasion de faire sauter les bouchons. Il n'en a rien été. La plupart des coureurs s'en sont tenus à leur régime ordinaire, et les oenologues se demandent encore quel champagne aurait pu accompagner le mélange de vingt yaourts aux fruits et un paquet de céréales, qu'engouffrent sans indigestion neuf cyclistes sur dix. Ainsi, sur seize équipes consommées mercredi, au départ d'une courte étape, presque une permission de minuit des organisateurs, six seulement avaient la veille, trépanés les lèvres dans une coupe de champagne. Le plus souvent, d'ailleurs, pour de tout autres raisons que celles que la géographie aurait en d'autres temps imposées.

Chez Haldéris, on avait bu à la santé du nouveau-né d'un soigneur. Dans l'équipe hollandaise sponsorisée par Buckler, une bière sans alcool, on avait fait un écart non prévu par la pub pour essayer de remonter le moral du pauvre Frans Maassen, victime de troubles intestinaux depuis plusieurs jours. A force de perdre deux litres d'eau par heure de canicule, les coureurs en viennent à se précipiter sur des boissons rosées ou orangées qui sortent tout froides des glacières. Le lendemain, Maassen était frais comme une tulipe, et son coéquipier Nijdam s'est adjugé le sprint (sponsored pourant par un soda light). Chez Banesto, où l'on avait déjà fêté l'avant-veille la fête de Pampelune et, la veille, l'anniversaire d'un mécano, on avait remis ça, bien que la presse espagnole exige de ne plus voir armer que des victoires d'étape. Pedro Delgado en arriva en retard au petit déjeuner, encore ébouriffé par dix heures de sommeil. Delgado, c'est un retardataire né. Ses copains de Ségovie allaient nager en vélo quand il n'avait que ses pieds pour marcher.

Toute l'équipe Z s'était aussi offerte une petite coupe. Y compris Greg le Grand qui se repose sur son coup de force de Lyon et peut encore tout se permettre. Chiappucci avait fêté la victoire d'étape de son coéquipier, et frère d'un jour en roubaillades, Abdoujaparov. Brankin et Bugno, avouons-le, ont échappé au sondage, discrets, trop discrets. Quant à Laurent Fignon, il avait tout simplement fait abstraction. Pourquoi boire du champagne à Reims, l'équipe Castorama n'a pas l'instinct de peloton. Mais Fignon avait tout de même profité de sa grasse matinée pour aller, en haut de la gamme, visiter les caves Roederer. Comme qui dirait le monde du cyclisme est aussi fait de palais délicats.

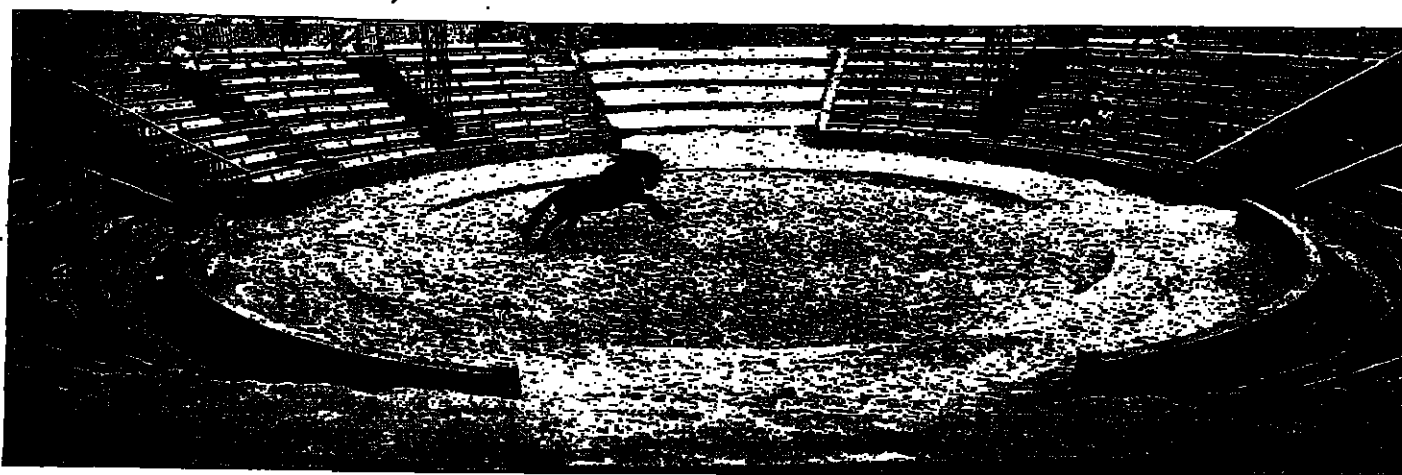
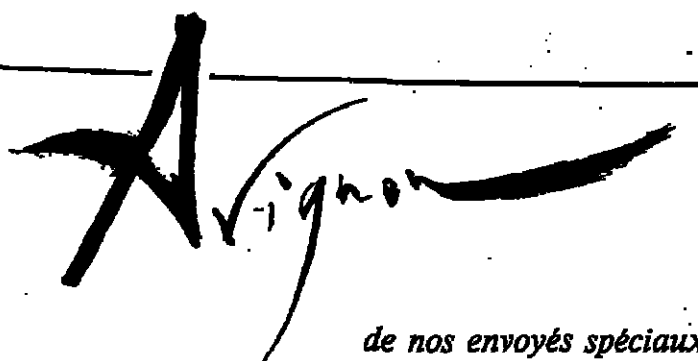
CORINE LESNES

Départ de Gérard d'Abouville pour la traversée de Pacifique à la rame. - Le navigateur français Gérard d'Abouville a quitté, jeudi 11 juillet, le port japonais de Choshi, à 130 kilomètres à l'est de Tokyo, pour tenter la première traversée en solitaire du Pacifique en bateau à rames. L'expédition durera de cinq à six mois pour s'achever à San-Francisco. A bord de son embarcation de 8 mètres de long et de 1,80 mètre de large, baptisée Sector, le navigateur compte parcourir de 40 à 80 kilomètres par jour. En 1980, Gérard d'Abouville avait déjà traversé l'Atlantique à la rame en soixante et onze jours.

هناك الامم



# CULTURE



MARC ENQUERAND

Un cheval noir danse, au fond d'un puits de falaises crayeuses. Bientôt le chant des femmes berbères et les chœurs des hommes géorgiens entameront un étrange dialogue de séduction : Zingaro est de retour dans la carrière Callet. Et pendant ce temps, la Chartreuse de Villeneuve se fait belle pour fêter le nouveau statut qui va lui permettre de devenir une maison d'artistes, une sorte de villa Médicis provençale. Et pendant ce temps, avec une insistance qui pourrait bien servir de leurre, on polémique encore autour du Palais des papes et de sa supposée privatisation. Mais pendant ce temps, à la Cour d'honneur, les Comédies barbares jettent dans la nuit les génies fureurs de Valle-Inclán.

## Roses de sang

L'incroyable histoire d'une famille d'aristocrates espagnols.  
L'incroyable génie de Valle-Inclán

### COMÉDIES BARBARES à la Cour d'honneur

L'Espagne du nord. Un village de Galice. Deux frères chevauchent au pas : Farruquino, séminariste, et Miguel, plus ou moins militaire. « Où m'emènes-tu ? », dit Miguel. « Nous procurer un squelette pour le vendre au séminaire, ils l'attendent avec impatience ». Ils arrivent au cimetière. C'est la nuit. La porte est fermée. Le séminariste saute le mur, et, du dedans, ouvre la porte. Laisant les chevaux brouter les fleurs, les deux frères descendent plusieurs tombes, ne sont pas satisfaits, finissent par se décider pour les restes d'une femme morte depuis assez peu de temps : il va falloir la mettre à bouillir, pour obtenir des os bien blancs, bien propres. Ils enfouissent le corps dans un grand sac de jute, et filent droit chez une fille de joie, amie de Miguel, La Palombe. Grande cheminée, grand chaudron. Ils balancent la momie dans l'eau bouillonnante du chaudron, et Miguel, ni une ni deux, saute sur La Palombe. Farruquino n'a pas la tâche facile : les restes de la femme ne se détachent pas des os. Il touille, il cogné, en pure perte. « Une vraie sorcière », bougonne-

til. On entend les corps de pinette sur les côtes de la momie, et les soubres de la ribaude... Les mouvements du corps qui bout dans le chaudron et qui montre parfois le crâne couvert de peau et parfois une main décharnée, sont contrebalancés par les secousses rythmées de La Palombe et de Miguel qui « foutent et folâtrant sous le dais paradisiaque d'un couvre-lit portugais », dit-il Valle-Inclán.

Après cette scène de mort, la naissance. Une jeune fille, Isabel, en fuite sur une route écartée, se trouve soudain devant des inconnus. Elle a peur : « Ne me faites pas de mal. » « Nous n'allons pas t'arracher le gras pour le vendre au pharmacien », la rassure l'inconnu. Il lui demande tout au plus de procéder à un baptême. « On a fait à ma fille le mauvais culte, et pour casser le maléfice il faut venir sur un pont avec une croix dessus, et baptiser avec l'eau de la rivière. » « Où est l'enfant ? » demande Isabel. « Il n'est pas né, madame, c'est justement ! » Et Isabel, à travers la peau d'un blanc de craie, tant elle est tendue, baptise l'enfant dans le ventre de la mère. La femme enceinte, en larmes, embrasse Isabel. Valle-Inclán incline le cœur qui bat, présentant douleurs, agonies, « comme l'ol-

seau affolé dans la main d'un enfant ».

A ne pas évoquer si longuement ces deux scènes prises parmi d'autres, le lecteur, de loin, n'aurait pu « envisager » ce que sont ces Comédies barbares. Et les gestes fous continuent, et les paroles sauvages avec. Et des sursauts, des échos, d'une Espagne qui bascule : colères, essais d'insurrections, coups de fouet et coups de fusil : « Tout va mal, le monde est fou, personne ne l'annonce, le premier qui ose parler, quatre balles dans la tête », dit un fou appelé Fuseau Noir, et un sacristain, après une embrouille, se défend : « J'ai voulu éviter une guerre civile ».

### Poème-roman-épopée-théâtre

Lits, viol, non-viol, coups de poignard et de tromblon, grossièretés de mains et de langue les plus violentes : tout ce que l'on peut inventer de blasphèmes, de sacrilèges, Valle-Inclán les réquillibrent par la figure calme, limpide, hantée, de Dona Maria. Valle-Inclán la montre, en une scène de toute beauté, se promenant et conversant avec l'enfant Jésus. C'est ici, en cette figure venant à l'encontre des profanations, que l'œuvre de Valle-Inclán, et un peu de Dostoïevski, répondent aux Comédies barbares de Valle-Inclán (il est mort en 1936, et Bunnell avait créé déjà pas mal de choses, à cette date-là).

Disons tout de suite que bien des moments de la mise en scène dans la cour de Palais des papes sont de la main d'un maître de l'art du théâtre. Jorge Lavelli a choisi la rigueur, la netteté. Pas de secours décoratif. Juste un sol qui a l'aspect d'une terre dure, dans les ocres-rouges, et qui remonte en deux talus, à gauche et à droite, avec des tranches d'accès. Parfois s'élève du sol, par des trappes, un meuble d'usage : lit, table. Mais il ne serait pas complet de passer sous silence d'autres moments, qui sont plus difficiles d'époque. C'est que ces Comédies barbares sont sans doute la pièce la plus injouable du théâtre universel.

Dialogues, paroles divines sont sans cesse, à toutes les pages, relayées par des poèmes en prose d'une écriture très singulière, on ne sait si l'enfant, le grotesque, la parodie d'un ultra-symbolisme, l'emportent. En tout cas ces textes, qui interrompent partout le dialogue, n'ont rien à voir avec ce que les gens de théâtre nomment des « chascas », c'est-à-dire ces indications brèves qu'inscrivent parfois les auteurs dramatiques comme, s'ils donnaient une indication, en passant, aux acteurs, au metteur en scène.

Non, ces textes sont l'œuvre elle-même, ils font des Comédies barbares un poème-roman-épopée-théâtre, et cet immense barouf, familial, provincial, politique, religieux, ce géant travellé enlaidi dans les ruelles, les montagnes, sur les plages, dans les polichons, les chapelles, accompagné par un capatain de grands troupeaux de bœufs, de taureaux, de chevaux, de meutes de chiens, de

loupes, de paysans insurgés avec leurs haches, de miséreux en migration, oui, évidemment, tout cela est sans lien avec les seuls « moyens » du théâtre.

Est-ce le résultat de cette amputation, il arrive, dans le cours de la soirée, que les comédiens jouent un peu brusquement, et machinalement, crient leur texte par rafales comme s'ils ne s'adressaient à personne, dans trop s'attacher à ce qu'ils disent. Michel Aumont crie presque constamment. D'autres, comme lui, grands acteurs pour tant, s'y laissent aller parfois aussi, et y perdent leur âme singulière qui fait que nous leur sommes habituellement attachés, tels Claude Auzanne, Jean-Quentin Châtelein, Jean-Claude Jay, qui savent apporter tant de choses aux pièces, de par leur présence, leur mystère. Or crier n'est aucunement nécessaire, puisque Denise Gence, Maria Casares (Dona Maria), ou Maurice Chevalier s'expriment dans le calme et l'intelligence, et se font fort bien entendre.

Retenons donc, plutôt, les nombreux et sublimes moments de grâce de ces deux soirées. Il s'agit bien d'une œuvre immense. Il s'agit bien d'un grand artiste de la mise en scène. Il s'agit bien de grands acteurs (j'allais oublier Isabel Karajan, joue le rôle capital d'Isabel, la nièce de l'abbé). De toute façon, Isabel ne peut nous dire que ses dialogues, et non pas les si belles paroles du non-dialogue, si « espagnoles » aussi – un exemple parmi tant d'autres : « Isabel prend une pomme enflammée comme une rose, et soupire en jouissant de cet arôme de baume et de fleur. Dans ses mains pâles, la pomme de sang semble être un cœur ».

MICHEL COURNOT

1<sup>ère</sup> journée, 11 et 15 juillet à 22 heures ; 2<sup>e</sup> journée, 12 et 16 juillet à 22 heures ; intégrales, 13 et 17 juillet à 22 heures. Le texte est publié chez Actes-Sud-Papiers.

## Le maire et le Palais

Guy Ravier, maire d'Avignon, accompagné de son adjoint aux affaires culturelles, du représentant de Culture-Espaces, de Jean-Pierre Blanc, conservateur du Palais des papes a tenu une conférence de presse pour mettre fin, dit-il à la « campagne de désinformation » lancée par l'humanité au sujet du Palais des papes, et de sa privatisation.

En réalité, a-t-il précisé, il s'agit d'un contrat d'assistance avec Culture-Espaces, filiale de la Lyonnaise des eaux, spécialisée dans la gestion du patrimoine (le monument historique abrite aussi un centre de congrès) et qui laisse le Festival

## Avis de beau temps sur la Chartreuse

Le centre de création de Villeneuve-lès-Avignon s'apprête à un nouveau départ

On l'avait crue moribonde et la voilà en pleine forme. La Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, du pape Innocent VI qui ordonna sa construction en 1353, paraît désormais bien armée pour relever le défi de sa pérennité. Lieu de pèlerinage touristique depuis de longues années – quarante mille visiteurs l'an passé – lieu de création et de réflexion sur l'art contemporain depuis dix-huit ans, la Chartreuse présente le 13 juillet son nouveau visage, son nouveau nom : Centre national des écritures du spectacle (CNES).

L'important déficit de l'ex-Centre international de recherche, de création et d'animation est presque comblé. Ce que l'on pouvait tenir pour une sorte de maison de la culture, touche-à-tout, veut devenir le temple de l'écriture contemporaine. Placé sous l'autorité d'un conseil d'administration présidé par Jacques Rigaud – le père du mécénat à la française, et patron de RTL – dirigé par Daniel Girard, qui a créé le CAC de Cergy-Pontoise et fut l'adjoint de Bernard Tournais, premier directeur de la Chartreuse, le CNES ouvre ses portes à tous ceux qui ont fait profession d'écrire.

Qu'il s'agisse de théâtre, d'opéra, de cinéma, de télévision, de chanson, d'argument chorégraphique, chacun devra pouvoir trouver ici le calme, la sérénité et le confort nécessaires à son travail. Le CNES accueillera toute l'année de jeunes écrivains pour des durées variables, dans la tradition des résidences d'artistes créées ici il y a dix-huit ans et dont ont déjà profité plus de cinquante auteurs dramatiques.

« Il y a trois sortes de résidences possibles à la Chartreuse, explique Daniel Girard. Les résidences individuelles souhaitées par les boursiers de la direction du théâtre et du Centre national des lettres ; les résidences collectives dont nous avons l'initiative afin de développer des thèmes particuliers comme cette année, l'écriture de comédies ou de livrets d'opéra ; les résidences de création ouvertes aux compagnies travaillant sur des textes contemporains et qui disposeront pour deux mois de notre salle du Tinel, un plateau de 300 mètres carrés ».

### La reconquête d'un patrimoine

« Tous les écrivains doivent savoir qu'il existe un lieu en France qui peut devenir à tout moment leur port d'attache. Nous sommes là pour les écouter, les orienter et les former. Nous avons à cette fin créé il y a deux ans déjà des laboratoires d'écritures ouvertes aux professionnels désireux de mener une recherche approfondie aux côtés d'auteurs, de dramaturges ou de metteurs en scène réputés. Nous mettons aussi en place des laboratoires de mise en scène, d'analyse et de lectures des pièces et des laboratoires spécialisés comme celui qui a eu lieu en début d'année sur l'écriture de pièces radiophoniques ».

En résidence ce printemps, trois jeunes compositeurs, Bruno Duclot, Marco di Bari et Jacques Demierre, sont venus travailler à la Chartreuse avec trois auteurs confirmés, Clarisse Nicoïdski, Giuseppe Manfredi et Jacques Roman pour écrire chacun trois quarts d'heure à une heure d'opéra, chacun donné en « lectures lyriques » au Tinel de la Chartreuse (1). Les grandes institutions lyriques sont invitées à venir écouter ces œuvres en préfiguration. Afin d'assurer la promotion et l'information sur les

auteurs reçus à la Chartreuse, Daniel Girard lance une nouvelle revue, *Prospero*, et, en 1993, un annuaire des auteurs dramatiques vivants, qui rassemblera leurs biographies et les synopses de leurs pièces déjà achevées.

Un colloque dans le ton de cette recherche intitulé *Lorenzo da Ponte et l'écriture de livrets d'opéra*, coordonné par Franck Venaille. Il sera suivi du 15 au 20 juillet par un « laboratoire » d'écriture de livret d'opéra. Enfin, la Chartreuse a suscité un projet méditerranéen autour du *Fou d'Elisa*, d'Aragon, dont se sont emparés le chorégraphe Dominique Bagouet, qui donnera *Necessito*, et l'Orchestre Cuidad de Granada, dirigé par Don Juan de Udaeta, qui présentera *Isperas de Granada*, poème lyrique à sept voix (2).

La Chartreuse continue par ailleurs ses collaborations avec d'autres institutions, locales et nationales. Au premier rang de ces dernières, le Centre Acanthes, dirigé par Claude Samuel, qui, dans le cadre d'Opéra autrement, a organisé un stage autour de la *Lulu* d'Alban Berg ainsi qu'une série de concerts en hommage à Elliott Carter (3). Fêta son quinzième anniversaire, Acanthes donnera un concert exceptionnel dédié à Michel Guy avec l'Ensemble InterContemporain placé sous la direction de Pierre Boulez (4). On devrait annoncer par ailleurs la création à l'automne d'une école de chant dirigée par José Van Dam.

Enfin, c'est tout naturellement que Théâtre Ouvert s'est installé à la Chartreuse à l'occasion de son vingtième anniversaire du 16 au 25 juillet (le Monde du 4 juillet). Au chapitre de la restauration, déjà menée à 40% environ, on s'étonne, pourtant, que l'Etat ne consacre pas plus de deux millions de francs par an à la reconquête de ce patrimoine extraordinaire.

A ce rythme, il faudra attendre plus de quarante ans pour que les divers édifices – 16.000 mètres carrés de plancher, trois cloîtres, la chartreuse la plus vaste de France – soient restaurés. Il faut certes 30 millions de francs pour mener tous les projets de Daniel Girard à leur terme. Cela ne paraît pas exorbitant en regard des enjeux.

OLIVIER SCHMITT

- (1) Les 11, 12 et 13 juillet à 19 heures. Les Cerveaux de feu, de Bruno Duclot et Clarisse Nicoïdski, et la Légende de Saint-Julien l'hospitalier, de Marco di Bari et Giuseppe Manfredi, par l'Orchestre lyrique de la région Avignon-Provence dont François-Xavier Bilger, a pris la direction en décembre dernier. Pourrait de ce et côté scène, est dirigé par Roland Hayrebedian, à la tête de sept solistes (voix et instruments) et des chœurs du groupe vocal Musicatze. Tél. : 90-25-05-46.
- (2) Clôture du cimetière. Les 27 et 28 juillet à 22 heures.
- (3) Le 18 juillet au Théâtre municipal. Concerts suivants du 20 au 27 juillet. Eglise de la Chartreuse à 19 heures.
- (4) Eglise de la Chartreuse. Le 15 juillet à 18 heures.

### DANSE

## Une tragédie fantasque

Dans « Face nord »,  
Mathilde Monnier livre un rude combat

### CHATEAUVALLON de notre envoyé spécial

Mathilde Monnier, dans *Face nord*, nous dit que la vie est comme une montagne qu'il ne faut pas craindre de conquérir par sa pente la plus difficile. La victoire est à ce prix. Une chorégraphie qui rend hommage à André Gide : la morale est aujourd'hui une préoccupation majeure des jeunes créateurs.

Pas de montagne sur scène, mais une jungle de roseaux dont les huit danseurs vont devoir se dépatiner et danser s'ils le peuvent. Quelques-uns prennent les végétaux de plein fouet, d'autres les écartent, certains s'en servent comme d'un bâton pour frayer leur chemin. Comme dans la vie : contourner l'obstacle est intelligent, l'affronter fait souvent gagner du temps, à condition de choisir son moment. *Face nord* est une histoire de temps. En avoir ou pas. Quand le rythme est là, le corps glisse dans les roseaux comme dans la musique du quartet de Louis Sclavis. Quand le corps s'effondre, les roseaux le battent et la musique s'empare de lui jusqu'à le briser.

Mathilde Monnier nourrit peu d'illusions sur la voie étroite qui conduit à l'harmonie. Ses corps, le

plus souvent, sont empiétrés, grotesques et grimaçants. Elle sait le goût de l'homme pour les détours inutiles. Son refus de se regarder en face. Exigence envers son art, la chorégraphie ne ressemble à personne, même si, ici, sa manière de construire et de défaire l'espace avec les roseaux rappelle l'utilisation des chaises du *Café Miller* de Pina Bausch. Masques d'oiseaux, socques de geisha, cerfs-volants lumineux, hommes-échasses : la dramaturgie très japonisante n'est pas loin de certaines scènes nocturnes du cinéaste Mizoguchi. Cette fantasme poétique, ce mystère à dévoiler atténue le tragique de la danse.

Arrivé au tiers de sa programmation, on constate, non sans plaisir, que le Festival de Chateaufallion a changé. Il a cessé d'être cette enclave de rêve réservée peu ou prou aux professionnels. On a été frappé, cette année par l'attention du public. Gérard Paquet et son équipe, Geneviève Vincent et Daniel Bergamaschi, ont décidé de l'ouvrir sur la ville de Toulon et sa région, jusqu'aux assez peu concernés, en développant des activités annuelles autour de la danse : colloques, expositions, chorégraphes en résidence collaborant avec des plasticiens et des cinéastes.

DOMINIQUE FRÉTARD

**La création c'est en Seine Saint-Denis**

**La Seine Saint-Denis en Avignon**

**10 juillet - 2 août**  
La carrière Callet

**Théâtre Zingaro**

**Opéra équestre Bartabas**

**Seine Saint-Denis Conseil Général**

# PARIS

## QUARTIER D'ÉTÉ

DES ÉVÉNEMENTS TOUS LES JOURS  
DU 16 JUILLET AU 13 AOÛT 1991  
RESERVEZ VITE VOS PLACES

### THEATRE RENAUD BARRAULT

à partir du 16 juillet

GRANDE SALLE 20 H 00

MAMIE OUAÏE EN PAPOASIE, COMEDIE INSULAIRE  
DE JOEL JOUANNEAU ET MARIE-CLAIRE LE PAVEC  
MISE EN SCENE JOEL JOUANNEAU  
places 60 F - enfants 40 F

PETITE SALLE 20 H 30

SEXTUOR BANQUET

D'ARMANDO LLAMAS

MISE EN SCENE MAX DENES

places 80 F - groupes 60 F

MAISON INTERNATIONALE DU THEATRE 21 H 00

UBU ROI

D'ALFRED JARRY

MISE EN SCENE ET JOUE PAR MASSIMO SCHUSTER

places de 40 à 100 F

LOCATION 42.56.60.70

### ODEON - THEATRE DE L'EUROPE

17, 18, 19, 20 juillet 20 H 00

ATLAS, AN OPERA IN THREE PARTS

DE MEREDITH MONK

PRESENTE PAR LE HOUSTON GRAND OPERA

places de 80 à 120 F

LOCATION 43.25.70.32

### OPERA DE PARIS GARNIER

18, 19, 20 juillet 19 H 30

ARLECCHINO, SERVITORE DI DUE PADRONI

DE CARLO GOLDONI

MISE EN SCENE GIORGIO STREHLER

places de 40 à 100 F

LOCATION 47.42.53.71

### PARC DE LA VILLETTE

à partir du 16 juillet

VOLIERE DROMESKO

places 80 F

LOCATION 40.03.39.03

dimanche 21 juillet 18 H 00

LE GRAND BAL DE FRANCE D'YVETTE HORNER

entrée gratuite

KIOSQUE DU JARDIN

DU LUXEMBOURG

à partir du 16 juillet 18 H 00

CONCERTS DE MUSIQUES DU MONDE

entrée gratuite

ENVOI DU PROGRAMME SUR SIMPLE DEMANDE 40.28.40.33.

Le Monde  
EDITIONS



PLANTU  
REPROCHE-  
ORIENT

EN VENTE EN LIBRAIRIE

## CULTURE

### MUSIQUES

## Aix reste dans Aix

Suite de la première page

Avec un budget augmenté de près d'un tiers (55 millions de francs), et la formation d'une société d'économie mixte pour l'exploitation et l'animation du Théâtre de l'Archevêché, le Festival devient une vraie structure de production décentralisée, un laboratoire d'essai pour les établissements qui, de la Bastille à l'Opéra de Lyon - la réouverture après travaux de ce dernier est fixée à 1993 - sont amenés à raser pour la France le système d'alternance, calqué sur Munich ou le Met new-yorkais. A quoi tiendra, cet été, la magie d'Aix ? A la puissance technique de quatre spectacles d'opéra en ordre de marche, représentés alternativement entre quatre et sept fois pendant près d'un mois.

« Soixante-quinze multiplié par onze », Patrice Ayrault, directeur technique, calcule rapidement dans sa tête. « Huit cent vingt-cinq ». Ce sont huit cent vingt-cinq mètres cubes de décor qui sont emboîtés quelque part sur le plateau et dans la trappe du Théâtre de l'Archevêché. Et ce n'est pas Carnegie Hall, ce théâtre-là : 15,80 mètres d'ouverture de scène, à peine plus qu'au Châtelet, pour mille six cents places en parterre et sur un seul balcon, toutes de face. Ici pourtant apparaîtront et disparaîtront docilement des tonnes de toiles peintes et de carton-pâte, pour servir tour à tour, aux quatre productions de l'été. Le problème, sur scène et en coulisses, sera de ne pas se marcher sur les pieds.

### Des journées de vingt-deux heures

Prenez en effet les grosses machineries prévues, conformément à l'esthétique Louis XV et à la fantaisie de Rameau, par Pier Luigi Pizzi pour *Castor et Pollux*. Il ne suffira pas que les constellations succèdent aux enfers sans incidents. Il faudra encore que l'ordre règne sur le plateau entre vingt-quatre choristes, huit danseurs, une vingtaine de figurants, quatre machinistes, huit électriciens, quatre accessoiristes, sept maquilleuses, sept habilleuses, le régisseur et l'encadrement.

Faut-il rappeler que le Théâtre de l'Archevêché est à ciel ouvert ? La présence des étoiles complique considérablement l'affaire. Passe encore qu'on ne puisse jamais jouer le 14 juillet, pour cause de fond sonore pétaradant. Le rideau ne se

lève qu'à la nuit tombée (aux alentours de 22 heures), pour ne retomber qu'entre 1 et 2 heures du matin. Les décors et les éclairages du spectacle du lendemain doivent pour l'essentiel être installés et réglés avant l'aube, dans cette Provence accueillante où le jour se lève à 5 heures.

Soit, pour quatre-vingt techniciens dont vingt-quatre machinistes triés sur le volet (tous, on s'en doute, confortablement payés au forfait) des journées de vingt-deux heures d'affilée. « Le recrutement s'est fait par cooptation, tout le monde se connaît. A Aix, il n'y a pas de rivalité entre corps de métier », dit Patrice Ayrault. Ce n'est pas le cas, comme on sait, de toutes les maisons d'opéra.

### Le plus grand depuis dix ans

« Je doute qu'à l'heure actuelle on puisse assister, en Europe, à une représentation de *Così qui vaillait celle d'Aix-en-Provence* », écrivait, en 1950, le critique du *Figaro* (1). Le festival a perdu depuis belle lurette cette humaine réputation de perfection assurée. On mesure gravement, à l'université (lire l'encadré), son impact économique et sa fréquentation locale : Aix n'est toujours pas, et ne sera probablement jamais, une manifestation non élitiste, fréquentée par les Aixois.

Reste le miracle des cinq semaines de répétitions *non stop*, vrai compte à rebours digne d'un lancement de fusée. Reste la précision horlogère d'un planning d'enfer permettant à chaque spectacle de prendre place alternativement dans le théâtre pendant une semaine puis, démonté à intervalles de plus en plus rapprochés, d'en arriver in extremis à son rythme de croisière d'alternance quotidienne. Guigné par les stars de la profession, Aix garde, dirigée depuis neuf ans par Louis Erlo et son adjoint Jean-Louis Pujol, tout le prestige d'un laboratoire d'essai.

« Ça rouillait doucement. L'édition 91 sera le plus grand festival depuis dix ans », déclare rûdement Jean-François Picheral, maire socialiste sorti du chapeau en mars 1989 grâce aux vendettas de la droite. Maître mot à l'hôtel de ville, qu'il s'agisse de culture, de sport ou d'économie quotidienne : le partenariat. C'est avec l'aide d'entreprises privées que le nouvel élu, non content d'avoir perflué son festival par la constitution d'une société

d'économie mixte (2), entend restaurer le vieux Aix. C'est avec leur aide qu'il annexera à la ville de Mozart et de Cézanne, sur 4 500 hectares, vers Marignane, une « Europole » où passera le TGV.

Les grands travaux qui verront sortir de terre, avant l'an 2 000, le nouveau quartier de Sextius-Mirabeau (20 hectares en plein centre-ville confiés à Bolognesi, architecte barcelonais, et à une équipe de maîtres d'œuvre locaux) incluent la construction d'un palais des congrès de mille places, et prévoient à quelques pas de la bibliothèque Méjanes et de sa future Cité du livre la construction d'une salle de spectacles de mille cinq cents places. Pour déterminer sa vocation, un sondage a été effectué auprès de promoteurs privés. Surprise : ils ne se sont pas prononcés en faveur d'une réplique démocratique de l'Opéra de la Bastille. Ils ont souhaité y entendre « de la musique symphonique de qualité ». Aussitôt dit, aussitôt fait. Avec les Musicales, ils auront leur premier festival cette année (3).

Le meilleur ami et le modèle de Jean-François Picheral ? Georges Fréche, on l'aurait juré. A l'exemple du professeur de droit montpelliérain, on sent bien le très courtou radiologue aixois prêt à prendre le mors aux dents culturel sur le thème des grands rassemblements, des sondages à la base, des chiffres parlants : « L'année dernière, l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig a réuni huit mille personnes : un test positif en faveur du symphonique. Il y avait dans nos rues, le 21 juin dernier, trente mille personnes : 42 % d'entre elles avaient moins de vingt-cinq ans ». On comprend que M. Picheral ait décidé de programmer dans le théâtre de verdure de la cité nouvelle du Jas-de Bouffan, parallèlement aux Musicales, un rassemblement de rap, de rock et de reggae mécaté par Virgin.

Le festival d'Aix n'est plus le haut lieu moudan qu'il fut dans les années 50. Avec la faillite d'une télévision de service public, il a cessé d'être accessible à tous les

Français (les retransmissions systématiques sur A2, commentées par Max-Pol Fouchet, remontent aux années 60) (4). Qu'il soit partie intégrante du patrimoine national serait une évidence si le ministère de la culture, lui comme ailleurs, ne s'était gravement désengagé, n'intervenant dans le financement des manifestations que pour moins du dixième.

Quand la Rue Saint-Dominique, en la personne de l'ancien directeur de la musique, a tenu ce printemps de dire son mot sur la direction artistique, arguant qu'une ère nouvelle s'ouvrirait pour le festival et qu'un remplaçant (M. Hugues Gall, directeur du Grand Théâtre de Genève) pourrait bien être trouvé pour l'occasion à M. Erlo, la mairie n'a eu qu'à rappeler cette vérité : « C'est celui qui paye qui décide ». Et l'idée fut enterrée. Dans le même temps, Jean-François Picheral rappelle bien haut que « même en cas moyen, le festival a sué l'image culturelle de la ville ». C'est une chance pour sa sauvegarde en effet.

ANNE REY

(1) Bernard Gavoty : *Chroniques de Clarendon*. Au bonheur des soirs (1945-1981), préface de Rostropovitch, texte établi par Jacques Louchamp, Editions Albatros, 374 pages, 160 F.

(2) Partenaires de cette SEM : la ville (qui apporte 1 million de francs), le conseil général (1 million de francs) et, pour 3 millions de francs, la banque Worms, la Caisse d'épargne, le Crédit agricole, la Lyonnaise de banque, la Société Casino Aix-Thermal, la Lyonnaise des eaux.

(3) Confiées à Jean-Louis Pujol, les Musicales 91 reçoivent assez modestement pour leur première édition, entre le 20 et le 29 août, au Théâtre de l'Archevêché, cinq orchestres d'étudiants du monde entier, dont l'Orchestre français des Jeunes, direction Krivine avec le violoniste Gil Shaham, le 22.

(4) Les Noces de *Figaro* seront néanmoins retransmises le lundi 22 juillet sur A2, relayé simultanément sur France-Musique.

## Le reggae en cure de jouvence

Le fils de Bob Marley  
devient un maître à part entière

ZIGGY MARLEY  
AND THE MELODY MAKERS  
à l'Elysée-Montmartre

Avant de rentrer sur scène, Ziggy Marley est distant, méfiant, presque absent. Il parle l'anglais tel qu'il se pratique dans les ghettos de Kingston, avec un peu d'ostentation. Ziggy Marley ressemble trop à Bob Marley, son père, pour échapper aux évocations. Pendant le concert, quand il reprend *Could You Be Loved* ou *Get Up, Stand Up*, quand les lumières au-dessus de lui croissent ses joues, le vieillissent de dix ans, l'expérience tourne au spiritisme.

« Je n'ai rien à dire sur lui, sauf que c'était mon père », proclame-t-il. En ce moment, la famille de Bob Marley se bat - avec le soutien du patron du label Island, Chris Blackwell - pour garder le contrôle des droits d'auteur de l'artiste, mort intestat. « Son héritage, ce n'est pas l'argent, c'est sa musique et nous avons que des gens veulent s'en servir à des fins négatives ». Ziggy Marley, vingt ans, adhère à tous les articles de foi de la religion rastafari, celle des pionniers du reggae qui fait du négus Haïlé Sélassié l'incarnation de Dieu sur terre, dont le portrait domine la toile de fond pendant le spectacle.

Voilà, pour le poids de la filiation. C'est en chantant comme son père, en puisant dans la tradition douce du reggae de Bob Marley, que Ziggy s'est fait connaître, reproduisant le phénomène Julian Lennon. Mais en deux ans, depuis la sortie de *One Bright Day*, son deuxième album, Ziggy Marley a grandi, en âge et en

stance. Jahneke son nouveau disque est ouvert aux vents du moment, rap et raggauffin. Du premier genre, Ziggy Marley ne nie pas l'influence : « Il y a une communauté d'esprit entre rap et reggae, c'est vrai. Aux États-Unis nous tourneront avec Queen Latifah, d'autres artistes de rap » ; quant au second : « C'est un mot, un nom, le raggauffin existe sous d'autres appellations depuis longtemps ». Sur scène, c'est Stephen Marley, le frère, qui toase, qui parle pendant que le son se croasse que les échos agrandissent l'espace. Les Melody Makers ont suivi la croissance du chanteur, le groupe est incisif, versatile, capable de jouer le reggae sous toutes ses formes, de rappeler qu'il s'agit d'un genre, pas seulement d'un rythme.

THOMAS SOTINEL

► Le 11 juillet, à 20 heures, Elysée-Montmartre, 72, bd de Rochechouart, Paris 18.

► Musique : une mission pour l'exportation française. Le ministre de la Culture, M. Jack Lang, a confié à M. Jean-François Michel, directeur de la fondation pour la création musicale, une mission d'évaluation et de contact pour le renforcement des exportations françaises dans le domaine musical. Il devra remettre ses conclusions au bout d'un an accompagnées de propositions pour une politique cohérente associant les professionnels et l'Etat afin de renforcer l'exportation des supports musicaux et audiovisuels liés à l'industrie musicale et contribuer au rapprochement des professionnels européens concernés.

musiscene présente

carole

fredericks

jean-jacques

COLUMBIA

goldman

michael

jones

TF1

avec  
RTL

concert  
26/27/28  
septembre

Paris  
le Zenith

Location  
Paris Zenith Megastore  
01 46 09 95 12

محظان الأم



# SPECTACLES

JEUDI 11 JUILLET

## EXPOSITIONS

### Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.I.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

**A TODO COLOR.** 42 illustrateurs espagnols de livres pour la jeunesse. Salle d'actualité. Jusqu'au 16 septembre.

**MICHAEL ASHER.** Galeries contemporaines. Jusqu'au 15 septembre.

**ANDRÉ BRETON.** Grande galerie - 5 étages. Jusqu'au 20 août.

**COLLECTIONS CONTEMPORAINES.** Musée - 3 et 4 étages. Jusqu'au 13 octobre.

**FEUILLES.** Atelier des enfants. Jusqu'au 2 novembre.

**ROBERT FILIOU.** Galeries contemporaines. Jusqu'au 15 septembre.

**OASIS ET DÉSERTS D'EGYPTE.** Photographies de Rudolf René Gebhardt. Galerie de la BPL. Jusqu'au 7 octobre.

**PARCS NATIONAUX DE FRANCE : UN EMBLEME, UNE IDENTITÉ.** Galerie des livres. Jusqu'au 16 septembre.

**LA PHOTOGRAPHIE EN MIETTES I.** Photographie lacérée, photographie altérée. Galerie du Forum, rez-de-chaussée. Jusqu'au 9 septembre.

**ALDO ROSSI PAR ALDO ROSSI.** Galerie du Col. Jusqu'au 30 septembre.

**SURREALISTES GRECS.** Grand foyer. Jusqu'au 16 septembre.

**GEER VAN VELDE.** Dessins. Cabinet d'art graphique, 4 étages. Entrée : 24 F. Jusqu'au 16 septembre.

### Musée d'Orsay

1, rue de la Boétie (40-49-48-14). Mar., ven., sam., dim. de 9 h à 18 h, jeu. de 9 h à 21 h 45. Fermé le lundi.

**DESSINS DE CARPEAUX : LES ANNÉES D'ITALIE (1856-1862).** Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 15 septembre.

**DESSINS DE LA COUR DE CASSATION.** Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 15 septembre.

### Palais du Louvre

Porte Juillard - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.I.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Visites-conférences les lun. et sam. à 15 h 30. Rens. : 40.20.52.14.

**DESSINS ESPAGNOLS : MATIÈRES DES XVI<sup>e</sup> ET XVII<sup>e</sup> SIÈCLES.** Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (billet d'entrée du musée). Jusqu'au 22 juillet.

### Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

**PATRICK FAIGENBAUM, GUNTHER FORG, SOPHIE CALLE.** Entrée : 15 F. Jusqu'au 13 octobre.

**EL ISSITZKY.** Entrée : 30 F. Jusqu'au 13 octobre.

### Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower.

**DE COROT AUX IMPRESSIONNISTES. DONATIONS MOREAU-LATON.** (42-89-23-13). T.I.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 37 F. Jusqu'au 22 juillet.

**JACQUES-HENRI LARTIGUE.** Rivages. (42-89-54-10). T.I.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h (fermeture des caisses à 19 h 15, mer. à 21 h 15). Entrée : 37 F, sam. 24 F. Jusqu'au 19 août.

**SEURAT (1859-1891).** Galeries nationales (42-89-23-13). T.I.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h (fermeture des caisses à 19 h 15, mer. à 21 h 15). Entrée : 37 F, sam. 24 F. Jusqu'au 19 août.

### MUSÉES

**AU TEMPS DES IMPRESSIONNISTES. LA PEINTURE ROUMAINE (1865-1920).** Trilanon de Bagatelle, bois de Boulogne, route de Sèvres à Neuilly (45-01-20-10). T.I.J. de 11 h à 20 h (du 8 juin au 31 août) et de 11 h à 19 h (du 1<sup>er</sup> au 9 septembre 1991). Entrée : 30 F, prix d'entrée du parc : 5 F. Jusqu'au 9 septembre.

**SAMUEL BECKETT, FILMS ET PIÈCES POUR LA TÉLÉVISION.** Galeries nationales du Jeu de Paume, place

de la Concorde (42-80-59-59). T.I.J. et mar. de 12 h 30 à 14 h et de 16 h 30 à 18 h, sam., dim. de 14 h 30 à 19 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 1 septembre.

**LA BRIQUE A PARIS.** Pavillon de l'Arts, galerie d'actualité, 21, boulevard Morland (42-78-33-87). T.I.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 25 août.

**CHEFS-D'ŒUVRE RETROUVÉS.** Monet, Morland et Renoir. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 septembre.

**JULES CHERET.** Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (46-06-61-11). T.I.J. et mar. de 14 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 10 octobre.

**LA COULEUR DU TEMPS. PHOTOGRAPHIES DE LÉONARD MISONNE.** Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 15 septembre.

**COUP DE LUNE.** Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-16-30). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 juillet.

**JEAN-LOUIS COURTINAT. PRIX NIEPCE 1991.** Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (compartiment l'ensemble des expositions). Jusqu'au 16 septembre.

**LES CRIS DE PARIS.** Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 28 septembre.

**DERRIÈRE LE RIDEAU.** Décors et costumes de théâtre et d'opéra. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (44-61-20-00). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 15 septembre.

**DESSINS GERMANIQUES DE L'ALBERTINA DE VIENNE.** Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 21 juillet.

**DEUX CONCOURS POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA PLACE CHALON ET DE LA PLACE.** Des Fêtes à Paris. Pavillon de l'Arts, galerie d'actualité - mezzanine sud, 21, boulevard Morland (42-78-33-87). T.I.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 25 août.

**JEAN DUBUFFET, LES DERNIÈRES ANNÉES.** Galeries nationales du Jeu de Paume, place de la Concorde (42-80-59-59). T.I.J. et mar. de 12 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30, dim. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 22 septembre.

**NORBERT GHISLAIN.** Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 septembre.

**HORST.** 60 ans de photographie. Musée des arts de la mode, 108, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.I.J. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 9 septembre.

**LIENS DE FAMILLES.** Musée national des arts et traditions populaires, 5, av. du Mahatma-Gandhi (40-67-90-00). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 14 F, dim. : 9 F. Jusqu'au 29 juillet.

**MENTOR.** Musée Bourdelle, 18, rue Antoinette-Bourdelle (45-46-67-27). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 8 septembre.

**LE MONDE SELON SES CRÉATEURS.** Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I-de-Sorbie (47-20-55-22). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 15 septembre.

**LE NOUVEAU JAPON.** Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-56-58). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h. Le dim. est réservé aux spectateurs du théâtre. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 juillet.

**L'ORIENT D'UN DIPLOMATE.** Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.I.J. et mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 2 septembre.

**PASSIONS MANDCHOÏSES : FLA-CONIS A TAO CHINOIS.** Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-65). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1 septembre.

### PARIS EN VISITES

**« Tombes célèbres du Père-Lachaise », 10 h 30 et 10 h 45.** porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

**« L'histoire des Halles de Paris, du charnier des innocents à la Halle au blé », 10 h 30, 8, rue de la Ferronnerie (Paris autonome).**

**« Les gravures de Piranesi », 11 heures.** Fondation Mona-Bismark, 34, avenue de New-York.

**« De Corot aux impressionnistes. La donation Moreau-Nelaton », 13 heures.** Grand Palais, entrée de l'exposition (G. Marbeu-Camer).

**« De Saint-Médard aux jardins Mouffetard », 14 h 30, façade de Saint-Médard (Paris pittoresque et insolite).**

**« L'Opéra-Bastille, sa salle de spectacle, son plateau et son quartier », 14 h 30, au pied de l'escalier (P.-Y. Jastot).**

**« Le village de Saint-Germain-des-Près. Son abbaye, ses jardins, vieilles pierres autour du palais abbatial. Ruelles et venelles jusqu'à l'hôtel des Archevêques de Rouen », 14 h 30.** sortie métro Saint-Germain-des-Près (H. Haulot).

**« Promenade historique dans l'île de la Cité et l'île Saint-Louis », 14 h 30, sur le Pont-Neuf, à côté de la statue d'Henri IV (Connaissance de Paris).**

## PARIS EN VISITES

**« L'île Saint-Louis », 14 h 30.** devant l'horloge de fer de l'église Saint-Louis-en-l'Île.

**« Quelques figures du totem », 14 h 30, hall du Musée Guimet.**

**« Un après-midi autour de la culture arménienne », 14 heures.** devant l'église arménienne, 15, rue Jean-Goujon (Le Cavalier bleu).

**« Hôtels et cours cachées de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (H. Feyer).**

**« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).**

**« La Grande Arche, la Défense, le CNIT », 15 heures, hall du RER Défense, sortie R (Tourisme culturel).**

**« L'hôtel de l'Assemblée nationale » carte d'identité, limité à treize personnes, 16 heures, 33, quai d'Orsay (Connaissance d'ici et d'ailleurs).**

**« Danibé Faivel », 19 heures.** Musée national d'art moderne (Centre Georges-Pompidou).

## CONFÉRENCES

**30, avenue George-V, 14 heures :** Rimbaud, l'heure de la fureur, Alain Borer raconte, film de S. Saliman (Espace Kronembourg-Aventure).

**LA PHOTOGRAPHIE BELGE DES ORIGINES A NOS JOURS.** Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 16 septembre.

**SANTIAGO POL.** Affiches du Venezuela. Musée de la Publicité, musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.I.J. et mar. de 12 h 30 à 18 h. Jusqu'au 22 septembre.

**POUPES D'HIER, CRÉATIONS D'AUJOURD'HUI.** Musée des Arts décoratifs, galerie des jouets, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.I.J. et mar. de 12 h 30 à 18 h. Jusqu'au 22 septembre.

**MARIO FRASSINOS.** De l'atelier à la donation 1987-1988. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.I.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 septembre.

**PRIX NIEPCE 1991. PHOTOGRAPHIES DE JEAN-LOUIS COURTINAT.** Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 septembre.

**RENE-JACQUES, RETROSPECTIVE.** Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 25 août.

**RICHESSE DES MUSÉES DES ARTS DÉCORATIFS.** Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.I.J. et mar. de 12 h 30 à 18 h. Entrée : 25 F. Du 11 juillet au 13 octobre.

**ROIS AFRICAINS. PHOTOS DE DANIEL LAINE.** Grande Halle de la Villette, 21, av. Jean-Jaurès (42-49-77-22). T.I.J. et mar. de 15 h à 21 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 juillet.

**MARIE SKLODOWSKA CURIE ET LA BELGIQUE.** Palais de la Découverte, 25-30, av. Franklin-Roosevelt (43-59-18-21). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 15 septembre.

**LES STYLES DE BOUCHARD.** Musée Bouchard, 25, rue de l'Évêque (46-47-83-45). Mar. et sam. de 14 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre.

**L'IN-LES PHARAONS DE L'ANTICÉRTITUDE.** Les fouilles actuelles, dans la Thèbe du Nord. Bibliothèque nationale, cabinet des médailles et antiques, 65, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.I.J. de 13 h à 17 h. Jusqu'au 20 octobre.

**TECHNIQUES DISCRÈTES. LE DESIGN MOBILIER EN ITALIE 1960-1980.** Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1 septembre.

**JEAN-MARC TINGAUD.** Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 16 septembre.

**TREASURES OF BIBLIOPHILIE.** Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 septembre.

**TREASURES OF THE MUSEUM AND TREASURES MONETAIRES DE LA BANQUE DE FRANCE.** Musée d'histoire naturelle, ornements de minéralogie et de géologie, jardin des Plantes, 18, rue Buffon (40-78-30-00). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h, sam., dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 6 janvier 1992.

**VOYAGES DANS LES ARCHIVES TIBÉTAINES.** Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.I.J. et mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1 octobre.

**MICHAEL ANDREWS.** Fondation nationale des arts. Hôtel des arts, 1, rue Berryer (45-53-50-55). T.I.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 20 juillet.

**GUILLAUME APOLLINAIRE, SES LIVRES ET SES AMIS.** Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon - 24, rue Parée (42-74-44-44). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 octobre.

**1. Pour elle, mieux vaut que ça passe et non que ça casse ! - II. Loin d'être raide. - III. Entre en jeu. Font de vieilles branches. Cité de la découverte. - IV. Se reploie souvent sur lui-même. Donné de l'air. - V. On le quitte non sans soulagement. - VI. Possessif. Suscite bien des frictions. - VII. Est à prendre pour aller loin. - VIII. Porte un bonnet. Peut être pris avant de mourir. - IX. Reste très sombre. Cité nigérienne. - X. Cause de paralysie. Conjonction. - XI. Fort partie de la vie. Partie d'une veste.**

**LES ATELIERS. RÉCURRENCE DU CORPS.** IMAGE PHOTOGRAPHIQUE. Éphémère, 2-4, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.I.J. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 15 septembre.

**BEKKAHIA, BELLAMINE, CHERKAOU, KACIMI.** Peintres du Maroc. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.I.J. et mar. de 13 h à 20 h. Jusqu'au 15 septembre.

**MICHEL CHARPENTIER, VLADIMIR VELICKOVIC, CHEN ZHEN.** Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-57). T.I.J. et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 22 juillet.

**DUBUFFET LITHOGRAPHE (1944-1984).** Fondation Jean Dubuffet, 137, rue de Sèvres (47-34-12-63). T.I.J. et mar. et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 18 juillet.

**JEAN EDELMANN.** Paris Art Center, 36, rue Falguère (43-22-39-47). T.I.J. et mar. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 3 août.

**GRAVURES SUÉDOISES CONTEMPORAINES.** Centre culturel suédois, hôtel de Marie 11, rue Payenne (42-71-82-20). T.I.J. et mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 25 juillet.

**HUANG YONG PING.** Hôpital Éphémère, 2, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.I.J. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 22 septembre.

**GIANNI BATTISTA PIRANESI DIT PIRANESI.** Fondation Mona Bismark, 34, av. de New York (47-23-38-88). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 26 juillet.

**PYGMESSE. PEINTURES SUR ÉCORCE BATTUE DES MOUTIS (HAUT-ZAIRE).** Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.I.J. et mar. de 15 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 septembre.

**SCULPTEURS EN LIBERTÉ.** Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, Beaunord, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-20-16). T.I.J. et mar. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 8 septembre.

**SIÈGES SONS INFLUENCES.** La Louve des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). T.I.J. et mar. de 11 h à 19 h. Du 14 juillet au 16 août, fermés les dim. et jours fériés de 10 h à 16 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 16 août.

**HOLGER TRULZSCH.** Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porche côté Seine. T.I.J. et mar. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 28 juillet.

## GALERIES

**VITO ACCONCI.** Galerie Anne de Villepoix, 11, rue des Tournelles (42-78-32-24). Jusqu'au 14 juillet.

**VALERIO ADAMI.** Peintures et dessins. Galerie Laing, 13, rue de Téhéran (45-63-13-19). Jusqu'au 25 juillet.

**AU-DELA DU LIVRE : ARTISTES ET ŒUVRES DES ANNÉES 30.** Galerie Zabrizkie, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 27 juillet.

**BASSERODE, FULTON, REIS, SCHMITT.** Histoire naturelle. Galerie Praz-Delavallade, 10, rue Saint-Sabin (43-38-56-00). Jusqu'au 27 juillet.

**PIERRE BONNARD.** Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts (43-26-97-07). Jusqu'au 20 juillet.

**DADÓ.** Haendel. Galerie Beaubourg, nouvel espace, 3, rue Pierre-et-Lud (46-04-36-36). Jusqu'au 27 juillet.

**CHRISTIAN ECKART.** Galerie Thaddeus Ropac, 7, rue Debelleyme (42-72-99-00). Jusqu'au 3 août.

**JEAN EDELMANN.** Galerie d'art international, 12, rue Fernand (45-48-84-28). Jusqu'au 3 août.

**FRANZ ERHARD WALTHER.** Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 30 juillet.

**PATRICK FAIGENBAUM, THOMAS RUFF, JANA STERBAK.** Galerie Crousel-Robelin Bama, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 3 août.

**PIA FRIES.** Galerie Giovanna Minelli, 17, rue des Trois-Bornes (40-21-89-88).

**GUNTHER FORG.** Galerie Crousel-Robelin Bama, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 3 août. / Galerie Rodiger Schotté, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare (44-59-52-06). Jusqu'au 31 juillet.

**GILLOI.** Galerie Dina Vierny, 36, rue Jacob (42-80-23-18). Jusqu'au 20 juillet.

## LES ATELIERS. RÉCURRENCE DU CORPS.

**IMAGE PHOTOGRAPHIQUE.** Éphémère, 2-4, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.I.J. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 15 septembre.

**BEKKAHIA, BELLAMINE, CHERKAOU, KACIMI.** Peintres du Maroc. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.I.J. et mar. de 13 h à 20 h. Jusqu'au 15 septembre.

**MICHEL CHARPENTIER, VLADIMIR VELICKOVIC, CHEN ZHEN.** Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-57). T.I.J. et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 22 juillet.

**DUBUFFET LITHOGRAPHE (1944-1984).** Fondation Jean Dubuffet, 137, rue de Sèvres (47-34-12-63). T.I.J. et mar. et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 18 juillet.

**JEAN EDELMANN.** Paris Art Center, 36, rue Falguère (43-22-39-47). T.I.J. et mar. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 3 août.

## ÉCONOMIE

## BILLET

Tentant de renouer le dialogue avec les syndicats

Aiguilleurs :  
le ciel en paix

M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, a conclu, le 10 juillet, avec cinq organisations syndicales (SNCTA-autonome, CFDT, FO, CFTC, SAPA-DACEM-autonome), représentant les personnels du contrôle de la navigation aérienne, un protocole de trois ans sur les effectifs, les carrières et les primes.

Le protocole prévoit la recrutement de 700 contrôleurs, électroniciens et techniciens, soit 500 créations d'emplois et 200 remplacements des départs en retraite. Il organise la suppression de la catégorie C pour le personnel administratif et la substitution d'un nouveau corps des « techniciens d'études et d'exploitation de l'aviation civile » aux deux corps actuels de techniciens. Une plus grande souplesse est souhaitée dans l'organisation du travail : autant que de besoin, les contrôleurs pourront pousser la durée hebdomadaire du travail de 32 heures à 36 heures pendant cinq mois au maximum. Enfin, les innombrables primes dont bénéficient les personnels du contrôle sont augmentées de 2 % à 34 %. Par exemple, la prime dite « de casque » des contrôleurs passera, en 1991, de 1 630 à 2 200 francs, puis augmentera de 5 % par an au cours des deux années suivantes.

Cet accord est moins spectaculaire que celui signé en 1988, où l'augmentation de la masse salariale avait avoisiné les 15 % et qui accordait la catégorie A aux aiguilleurs du ciel. Le protocole de 1988 avait assuré la paix sociale, même si les passagers aériens avaient eu l'impression du contraire en raison de la multiplication des grèves du personnel navigant et des pannes diverses des systèmes informatiques.

Le protocole de 1991 aura-t-il les mêmes vertus ? C'est vraisemblable puisque les organisations signataires représentent la majorité de la profession. Il convient, toutefois, de mettre quelques bémols à cet optimisme : la CGT, majoritaire dans le centre d'Athis-Mons qui contrôle la région parisienne et le trafic le plus important de France, n'a pas signé l'accord et continue de réclamer une prime de vie chère pour les personnels parisiens. Enfin il faut cinq ans pour former un aiguilleur, et les candidats recrutés en 1988 ne sont toujours pas venus renforcer leurs collègues affectés à une croissance rapide du trafic. Les grèves générales à répétition sont donc exclues, mais pas les accès de mauvais humeur.

ALAIN FAUJAS

En raison d'un nouveau recul  
du traficLa SNCF pourrait perdre  
400 millions de francs  
en 1991

La récession économique et la guerre du Golfe n'ont pas fini de produire leurs effets dans les comptes de la SNCF qui, tout comme Air Inter ou les agences de voyages, ne retrouve pas le trafic qu'elle espérait. Après un mois d'avril qui annonçait la reprise, mai, juin et juillet ont été mauvais et le recul du trafic voyageurs par rapport aux prévisions rectifiées en février dernier atteint 3 %. Dans le domaine du fret, la diminution constatée de 2 % à 3 % est conforme aux pronostics.

Si la direction de la SNCF se contentait d'appliquer le plan d'économies de 600 millions de francs adopté le 27 mars, le budget 1991 de la société nationale pourrait se clore sur un déficit de 400 millions de francs, au lieu d'un bénéfice de 17 millions en 1990 et de 138 millions en 1989.

Afin de parer à cette éventualité qui empêcherait la SNCF de respecter le contrat de plan signé avec l'Etat, la direction a arrêté le principe d'un effort de promotion à partir du mois de septembre et d'une nouvelle compression des dépenses qui portera sur les recrutements, le trafic des trains et les frais de fonctionnement.

M. Soisson recherche un accord salarial  
dans la fonction publique

Ministre du travail du gouvernement Rocard, M. Jean-Pierre Soisson s'est forgé une réputation de négociateur particulièrement habile. Désormais ministre de la fonction publique, M. Soisson devra déployer toutes ses qualités pour mener à bien la difficile mission qui lui est confiée : conclure cet automne un accord salarial 1991-1992 avec les syndicats de fonctionnaires et relancer la politique contractuelle, en panne depuis seize mois.

A priori, le contexte se prête mal à une négociation sereine dans la fonction publique. Le bouclage du budget 1992 s'annonce pour le moins serré en raison du freinage de la croissance, et le gouvernement - qui a confirmé à contre-cœur les engagements de son prédécesseur sur le SMIC - reste fermement attaché à la modération salariale.

Quant aux syndicats, ils restent sur l'échec de la dernière négociation - en avril 1990 - et réclament un rattrapage des années antérieures, faisant valoir qu'aucune mesure générale n'est intervenue depuis celle de décembre 1990 (+ 1,3 %). En outre, la décision de revaloriser de 0,9 point la cotisation salariale d'assurance-maladie à compter du 1<sup>er</sup> juillet et la nécessité - affichée dans la lettre de cadrage d'avril dernier - de réduire les effectifs civils en 1992, pour la première fois depuis plusieurs années, ne contribuent pas à détendre l'atmosphère.

Pourtant, M. Soisson reste confiant. Il refuse d'attendre le dernier moment - c'est-à-dire 1992 - pour régler le contentieux et souhaiterait entamer au plus vite les discussions afin de déboucher sur un accord portant sur 1991 et 1992. Le ministre de la fonction publique peut jouer du contexte politique pour amener le

ministère de l'économie à assouplir sa position. Alors que se rapprochent les échéances des élections régionales puis législatives, un gouvernement socialiste ne saurait en effet dédaigner les avantages qu'il tirerait d'un accord salarial en bonne et due forme avec les fonctionnaires, qui constituent une part non négligeable de sa base électorale.

Rétablissement  
des points avec FO

Le ministre compte également faire jouer ses bonnes relations avec les dirigeants syndicaux nationaux. Sur ce terrain, il a déjà marqué quelques points en rétablissant les points avec les fonctionnaires Force ouvrière, par l'intermédiaire du secrétaire général confédéral, M. Marc Blondel, alors que FO, seule organisation non signataire - avec la CGT - de l'accord Durafor sur la modernisation de la grille des fonctionnaires, était depuis toujours en conflit ouvert avec le prédécesseur de M. Soisson. De même, les syndicats ont accueilli favorablement la décision de ce dernier de retirer un décret relatif à la notation des fonctionnaires afin de le soumettre à la concertation.

Cependant, la conclusion d'un accord salarial est encore loin d'être en vue. Compte tenu de l'application du protocole Durafor, qui s'étendra sur sept ans, et du poids croissant des mesures catégorielles, il est déjà acquis que la masse salariale distribuée aux deux millions et demi de fonctionnaires augmentera spontanément de 5,15 % en 1991, alors qu'aucune revalorisation générale n'est intervenue cette année. Dans un contexte d'inflation maîtrisée et de fortes contraintes budgétaires, il ne reste dès lors plus grand-chose à distribuer sous forme d'augmentations générales (un point de progression des traitements représente une dépense supplémentaire de 5 milliards de francs).

Quant aux syndicats, ils revendiquent non seulement un compromis acceptable pour 1991 et 1992 (incluant une clause de rattrapage... à négocier juste avant les élections législatives et qui pourrait peser lourd sur 1993), mais aussi un apurement, au moins partiel, de l'accord salarial 1988-1989 et du « passif des années antérieures ». Cela amène FO à réclamer une hausse de 10 % alors que le « groupe des cinq » (CFDT, FEN, Autonomes, CFTC, CFE-CGC) menace de déclencher des mouvements de grève avec FO et la CGT. Reste que les dernières mobilisations des fonctionnaires, en avril et en novembre-décembre 1990, n'ont pas rencontré le succès escompté. Pour cette raison, la plupart des syndicats pourraient juger préférable de saisir la perche qui leur serait tendue plutôt que de s'enfermer dans une logique purement contestataire.

En attendant de convaincre Bercy et Matignon de lui donner les moyens d'envisager un accord salarial, M. Soisson s'efforce à donner des gages de bonne volonté à ses interlocuteurs en excluant tout préalable - il n'est ainsi plus question de revoir les règles du jeu de la négociation en prenant en compte, par exemple, la croissance économique - et en refusant de s'engager dans une bataille de chiffres. Mais il n'hésite pas à s'inquiéter des conséquences d'un échec. Une telle éventualité, outre qu'elle compromettrait les autres thèmes de discussion (mobilité, formation, conditions de travail), risquerait, assurer-t-il, de faire éclater l'unicité de la politique salariale conventionnelle dans la fonction publique. Celle-ci se réduirait alors aux seules mesures catégorielles. Les syndicats en sont également conscients. Selon eux, la prochaine négociation pourrait bien être « celle de la dernière chance ».

JEAN-MICHEL NORMAND

POINT DE VUE : les divergences européennes face aux constructeurs automobiles japonais

## Périssent un rêve...

par Jacques Calvet

LES vacances approchent. C'est le moment idéal pour la prise de décisions impopulaires ou pour la conclusion d'accords mal engagés.

Sera-ce le cas pour les conversations qui se poursuivent sur une entrée accrue des véhicules japonais dans le Marché unique européen ? De temps en temps apparaissent quelques déclarations anglaises, sympathiquement chauvaines, quelques commentaires de commissaires de Bruxelles, systématiquement contradictoires, ou quelques prises de position japonaises, particulièrement viriles.

Il convient donc de rappeler comment se pose le problème et quelles peuvent être les conséquences, des décisions sur l'emploi, le niveau de vie, la technologie et, finalement, notre souveraineté et notre indépendance.

Le premier est qu'il est nécessaire de faire l'Europe quelles que puissent être les conséquences, notamment industrielles. Le second est que l'Europe est en position de demandeur vis-à-vis du Japon et non l'inverse.

D'abord, l'Europe et l'industrie. De quelle Europe parle-t-on ? A-t-on le sentiment que l'Europe, telle qu'elle a été esquissée, puis développée depuis 1956, puisse être poursuivie sur sa lancée antérieure ? Peut-on ignorer la libération politique des pays de l'Est européen ? Peut-on ne pas traiter les problèmes du Maghreb, l'un des plus proches voisins de l'Europe, de la France et de l'Italie ? Peut-on laisser de côté la candidature de pays de la zone de libre-échange comme l'Autriche ? Peut-on considérer que l'équilibre des pouvoirs à l'intérieur de la Communauté est démocratique et efficace ?

Que représentent les commissions de Bruxelles ? L'union monétaire est-elle souhaitée par l'Allemagne aussi fortement que par le passé ? La Grande-Bretagne

est-elle plus proche aujourd'hui de la création d'une entité politique nouvelle ?

Une seule chose apparaît clairement : l'absence d'accord des Douze sur l'avenir qu'ils veulent pour l'Europe. L'Allemagne se préoccupe d'abord de l'intégration de ses provinces orientales. La Grande-Bretagne cultive ses intérêts nationaux, comme elle le montre dans l'automobile où elle veut concurrencer les autres pays européens en accueillant des constructeurs japonais pour remplacer ses industries disparues. La France seule, qui veut à tout prix faire l'Europe, paie très cher chaque mouvement apparent vers cet objectif.

Capable  
de rivaliser

Est-il envisageable pour nos dirigeants - en France, à propos de telles questions, pour le président de la République, - de sacrifier l'industrie automobile, et par elle des pans entiers d'autres branches industrielles, à une construction européenne hésitante et difficilement définissable ?

Quand une négociation s'engage, il faut, comme dans une compétition sportive, que chaque équipe soit sûre de son homogénéité, et ait défini la tactique qu'elle entend utiliser. Or c'est tout le contraire dans le cas présent, et les négociateurs de la Commission doivent être embarrassés de discuter sur des bases aussi incertaines, avec un partenaire japonais unique, qui a su démontrer bien des fois qu'il sait ce qu'il veut.

Le second contresens tient au fait que l'Europe se présente en demandeur dans les négociations avec la partie japonaise. Ce devrait être le contraire. La Marché unique est une grande chance, en toute hypothèse, pour les ventes japonaises : c'est aux Japonais de faire des concessions et non à l'Europe.

Qu'on ne s'y trompe pas : l'industrie automobile française est

capable de rivaliser victorieusement avec l'industrie automobile japonaise à bien des points de vue. Sa technologie est, dans l'ensemble, meilleure ; sa capacité d'innovation, supérieure. Nous sommes les maîtres de la bonne architecture des voitures, c'est-à-dire de leur habitabilité, du meilleur compromis entre le confort et le tenue de route. Nous sommes les maîtres du diesel ; nous sommes les premiers à commercialiser des véhicules électriques ; nos voitures sont les plus économiques en carburant, dans l'intérêt de nos clients comme de l'environnement - une moindre consommation permet de mieux lutter contre l'effet de serre.

Les hommes de l'automobile européenne ont une histoire et un amour de leur métier, ainsi qu'une grande capacité à concevoir et à réaliser. Dans ces conditions, pourquoi ne pas laisser entrer sans limite des voitures japonaises ? Parce que nous vivons dans un système économique et avec des avantages sociaux, ou si l'on préfère des contraintes sociales, tout à fait différents de ceux des Japonais.

Leur système n'est pas fondé sur le marché comme en Occident, mais sur l'entreprise : fournisseurs, actionnaires, consommateurs, personnels, autorités politiques, sont, au Japon, au service de l'entreprise : ainsi sont facilitées les exportations et découragées les importations. La main-d'œuvre travaille plus, elle a été formée, par son éducation et son origine homogène, à travailler mieux et demander moins pour son travail.

Si l'affaire  
tourne mal

Le Japonais ne joue pas, individuellement, du niveau de vie que le développement du Japon devrait lui offrir. Le choix est simple, accepter une réduction fondamentale du niveau de vie européen et licencier des dizaines de milliers de travailleurs, ou mettre

Avec une aide de 8 milliards de dollars sur deux ans

Les pays industrialisés veillent au succès  
des réformes en Egypte

Les bailleurs de fonds de l'Egypte, réunis à Paris mercredi 10 juillet, ont fait le point sur leur soutien financier. Selon un communiqué publié par la Banque mondiale, l'Egypte recevra au cours des deux prochaines années 8 milliards de dollars de la part d'une trentaine d'Etats et des principales institutions internationales. Cette somme, versée sous forme de dons et de prêts à taux d'intérêt réduits, devrait aider l'Egypte à mettre en œuvre son programme de réformes économiques. En mai, un mois après la signature d'un accord de confirmation avec le Fonds monétaire international, les pays créanciers du Caire avaient décidé - fait exceptionnel - de consentir une annulation de 50 % de la dette extérieure du pays.

## LE CAIRE

de notre correspondant

Comme presque partout dans le monde, la filière égyptienne de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) est en cessation de paiement. L'événement a été jugé si grave par le gouvernement égyptien qu'il a dépêché des dizaines de policiers des brigades anti-émeutes devant les sièges de la BCCI au Caire comme à Alexandrie. En effet, s'il y a une chose qui préoccupe aujourd'hui le gouvernement, c'est ce qui touche à l'économie. Les responsables n'ont pas oublié que les émeutes de janvier 1977, qui ont vivement secoué le régime, avaient été provoquées par un train de mesures d'assainissement économique afin de pouvoir conclure un accord avec le Fonds monétaire international. Or le gouvernement égyptien se trouve aujourd'hui dans une situation qui a beaucoup de points communs avec celle de 1977. Pour parvenir à ratifier son accord avec le FMI, le Caire a dû appliquer une série de mesures draconiennes.

La première mesure a été adoptée en janvier quand le gouvernement a décidé de libéraliser les taux d'intérêt bancaires. Résultat, ces taux ont augmenté de près de 2,5 % en six mois. Le taux pour les dépôts fixes sur trois mois est passé de 12 % à un peu plus de 14 % tandis que le prix des emprunts est passé de 16 % à près de 18,5 %.

En février, le gouvernement s'est attaqué à la libéralisation du taux de change. Du jour au lendemain, le dollar est passé de 3 livres à 3,20 livres, une dévaluation qui s'est traduite par l'augmentation du prix de divers produits importés (notamment les produits alimentaires à l'exception du pain) et par l'abaissement du niveau de vie de ceux qui avaient emprunté de l'argent en devises étrangères remboursables en livres égyptiennes.

En mai, après la signature de la lettre d'intention au FMI, c'était au tour du prix de l'énergie d'augmenter. L'essence est ainsi passée de 0,6 livre à 0,8 livre tandis que l'électricité a augmenté de près de 15 %. Encore une hausse qui s'est répercutée sur le prix des produits consommés par l'Egyptien moyen.

Dans la foulée, le ministère des finances a instauré une TVA de 10 % en moyenne sur les ventes. La hâte du gouvernement à appliquer cette taxe a provoqué une flambée des prix. Les commerçants, qui ne savaient pas très bien combien ils devaient percevoir, se sont couverts en faisant payer aux clients le maximum. Par ailleurs, les douanes avaient discrètement augmenté leurs tarifs pour divers produits. En juin, la Banque centrale d'Egypte a instauré un plafond pour les crédits bancaires afin de limiter l'inflation.

Il reste maintenant au gouvernement à s'attaquer au plus de résistance : la privatisation du secteur public qui continue à accaparer près de 70 % de l'activité économique du pays. Une tâche qui sera d'autant plus difficile que ce secteur emploie près de quatre millions de personnes dans des sociétés où le bénéfice est l'exception qui confirme la règle.

ALEXANDRE BUCCIANTI

compte tenu de ses positions affirmées sur l'industrie automobile européenne.

Au demeurant, si la Commission le souhaite, et si nos gouvernements l'approuvent, je suis prêt, avec tous ceux de mes collègues européens généralistes qui le souhaitent, à aller négocier avec nos homologues japonais un accord raisonnable sur la base d'un mandat précis.

Les choses pourraient se jouer maintenant très vite. Personne ne pourra dire, si l'affaire tourne mal, qu'il en ignore les conséquences. Que chacun prenne ses responsabilités comme le Groupe PSA a pris les siennes. Ses thèses, bien isolées il y a quelques années, sont maintenant partagées par une grande partie de l'opinion publique et des travailleurs. Evitons de sacrifier une industrie à un rêve, et défendons, c'est notre devoir, les intérêts légitimes de nos compatriotes, comme les Japonais savent défendre avec beaucoup de compétence les leurs.

► Jacques Calvet est président du directoire du groupe Peugeot SA.

Peugeot va s'implanter au Venezuela. - Automobiles Peugeot a signé, mercredi 10 juillet à Caracas, un accord avec la société vénézuélienne Euroindustrias de Venezuela prévoyant la fabrication et la commercialisation par cette société de véhicules Peugeot. Ces « contrats exclusifs » prévoient que le premier modèle livré sur le marché vénézuélien sera la berline 605 équipée du moteur 6 cylindres en V, avec pour objectif une production annuelle de 1 500 unités. Peugeot estime que l'assemblage des voitures françaises devrait débiter dans un an environ. La production prévue représente une part non négligeable du marché vénézuélien, encore très limité (80 000 véhicules les meilleures années) mais à « fort potentiel ». D'autres constructeurs sont déjà implantés au Venezuela, comme Renault, Fiat, General Motors, Toyota, Mitsubishi.

محمان القرآن



# ÉCONOMIE

## ETRANGER

Adopté par le gouvernement de Bonn

### Le projet de budget allemand pour 1992 cherche à limiter le déficit des finances publiques

BONN

de notre correspondant

Le gouvernement allemand a adopté, mercredi 10 juillet, le projet de budget pour 1992 et le plan de finances triennal. Ce projet prévoit en 1992 un montant de dépenses de 422,55 milliards de deutschemarks (1 435 milliards de francs), en progression de 3 %, 109 milliards seront engagés dans les six nouveaux laender de l'est de l'Allemagne, y compris Berlin.

Entre 1992 et 1995, le rythme d'accroissement des dépenses publiques doit être limité à 2,3 % par an pour atteindre 449,2 milliards en 1995. Le déficit budgétaire doit être ramené en 1992 de 66,4 milliards à 50 milliards de deutschemarks, puis progressivement à 25 milliards de deutschemarks en 1995, notamment grâce à des réductions de subventions (le Monde du 11 juillet).

Le poste le plus important est le budget du ministère du travail de M. Norbert Blum, qui doit supporter d'énormes charges du fait de l'effondrement de l'économie est-

allemande. En augmentation de 5,3 %, il se monte à 93 milliards de deutschemarks. Le budget de la défense, de 52,5 milliards, reste stable. Le budget du ministère des transports, 40 milliards de deutschemarks, en hausse de 2,8 %, traduit les besoins considérables de l'est de l'Allemagne en nouvelles infrastructures.

Le ministre des finances, M. Theo Waigel, a défendu son budget contre les critiques sur l'augmentation de l'endettement public. L'inquiétude des milieux financiers reste cependant grande. Le dernier chiffre de l'inflation publié pour juin est de 3,5 %, en rythme annuel. Le président de l'union des caisses d'épargne allemande, M. Helmut Geiger, estime entre 180 et 200 milliards de deutschemarks pour 1992 le besoin de crédits du secteur public, (administration et sécurité sociale, chemins de fer etc.), un chiffre qu'il juge « insupportable ».

H. de B.

Avant le sommet de Londres

### M. Baker estime que Moscou doit faire des choix économiques radicaux

L'Union soviétique doit prendre rapidement des décisions radicales sur sa politique économique et s'engager dans la voie d'une économie de marché, a estimé mercredi 10 juillet, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker. « A notre avis, une attitude équivoque ne peut aboutir plus tard qu'à des choix plus pénibles », a-t-il ajouté à la veille du sommet du groupe des sept pays les plus industrialisés (G 7) qui doit s'ouvrir lundi à Londres et à l'issue duquel M. Gorbatchev est invité.

Avant que les nations du G 7 puissent soutenir des projets d'aide à l'URSS, « nous devons voir », a déclaré M. Baker, « recevoir un engagement ferme de réelle réforme économique et un engagement à prendre

les mesures nécessaires pour la réaliser ». Pour M. Baker, les mesures de soutien envisagées sont une association de l'URSS au FMI et à la Banque mondiale, des projets de coopération entre l'Etat et le privé afin de faciliter l'investissement privé dans le secteur énergétique, l'amélioration de la distribution de produits alimentaires, une assistance aux mesures de reconversion des industries de défense et un développement de la coopération économique, notamment dans le domaine de l'éducation économique.

L'accord commercial, requis par la législation pour accorder à Moscou le statut de nation la plus favorisée (MFN), n'est pas encore prêt à être soumis au Congrès, a déclaré le secrétaire d'Etat. (AFP)

### M. Alan Greenspan a été reconduit à la présidence de la Réserve fédérale

Le président George Bush a annoncé, mercredi 10 juillet, sa décision de reconduire M. Alan Greenspan à la présidence de la Réserve fédérale (Fed), banque centrale des Etats-Unis, pour un second mandat de quatre ans, son mandat actuel expirant le 11 août. L'approbation, nécessaire, du Sénat américain ne fait pas de doute.

M. Greenspan, soixante-cinq ans, avait été nommé à la présidence de la Fed par l'ancien président Ronald Reagan en 1987. Le long délai mis par la Maison Blanche à renouveler le mandat de M. Greenspan avait alimenté, ces dernières semaines, des spéculations selon lesquelles l'administration Bush cherchait à faire pression sur la Fed pour l'obliger à baisser davantage les taux d'intérêt et conforter ainsi la reprise économique qui se dessine.

Lors d'une conférence de presse tenue le 10 juillet à la Maison Blanche en compagnie du président Bush, M. Alan Greenspan a réaffirmé la détermination de la Fed à préserver une croissance à long terme, ajoutant que le meilleur moyen d'y parvenir était de maîtriser l'inflation. « Nous sommes arrivés au point où l'inflation est réellement contenue », a-t-il affirmé.

Regain industriel en Allemagne orientale. - La production industrielle en Allemagne de l'Est a augmenté de 7 % en mars par rapport à février, a annoncé mercredi 10 juillet le ministère de l'Economie à Bonn. En février, la production avait baissé de 7 % et en janvier de 22 %.

## TRANSPORTS

Première entreprise mondiale de fret express

### United Parcel Service acquerra la majorité de Prost

Avant la fin du mois de juillet, la première entreprise mondiale de fret express (13,6 milliards de dollars de chiffre d'affaires), United Parcel Service (UPS), acquerra la majorité du capital de Prost Transports (772 millions de francs). Le pourcentage définitif - et donc le prix payé - sont toujours l'objet de négociations.

Solidement implanté en Allemagne depuis 1976, UPS a décidé, en 1985, de se préparer au marché européen. S'installant en Italie, où il a acheté Alimondo, et en Espagne, où il a pris le contrôle de Cuallado. Il lui manquait une base française pour compléter son organisation. Le rapprochement avec Prost se fera dans le respect des entreprises qui demeureront indépendantes. Pour Prost, cette opération est une véritable performance (entre 1,5 % et 3 % de marge) du transport des colis express, il était indispensable de trouver un partenaire à l'échelon mondial pour maintenir une qualité de service qui a fait la réputation de cette entreprise de livraison à domicile (2 000 salariés). La similitude des cultures des entreprises a facilité la décision : UPS est la propriété de ses 22 000 cadres et agents de maîtrise et porte une extrême attention aux questions de personnel. Chez Prost, on a mis un point d'honneur à devenir l'entreprise de transport ayant le moins d'accidents de la route grâce à une formation et

## INDUSTRIE

### Bruxelles ouvre une enquête sur Bull

STRASBOURG

(Communautés européennes)

de notre correspondant

La Commission de Bruxelles a « des doutes sur la compatibilité des aides accordées par l'Etat français à Bull avec les règles de concurrence en vigueur dans la Communauté » (nos dernières éditions du 11 juillet). L'exécutif communautaire, réuni mercredi 10 juillet en marge de la session du Parlement européen, a décidé d'ouvrir une enquête pour déterminer de manière précise si la dotation en capital de 4 milliards de francs et les aides à la recherche de 2,6 milliards sont susceptibles de fausser la concurrence au sein de l'industrie informatique des Douze.

Les pouvoirs publics français ont, en principe, un délai d'un mois (qui peut être prolongé si nécessaire) pour constituer un dossier démontrant que le groupe nationalisé n'a pas fait l'objet d'une aide parce qu'il était en difficulté mais qu'il s'agit d'une injection de capitaux du principal actionnaire, en l'occurrence l'Etat. Si Paris ne se montrait pas suffisamment convaincant, Bruxelles pourrait alors s'appuyer sur les procédures d'infraction prévues dans le traité de Rome - qui peuvent conduire jusqu'à la Cour européenne de justice - pour réclamer à Bull le remboursement au Trésor public d'une partie des fonds obtenus.

M. S.

### La mise en liquidation de SMT-Goupil devrait être prononcée

Le tribunal de commerce de Créteil (Val-de-Marne) devait prononcer, ce jeudi 11 juillet, la mise en liquidation de SMT-Goupil. Le groupe informatique créé par M. Claude Perdrillet en 1979 laisse des pertes estimées à 450 millions de francs, et un passif supérieur à 800 millions, pour un chiffre d'affaires de 850 millions au dernier exercice. Le fabricant français de micro-ordinateurs avait déposé son bilan le 18 juin, et il était depuis en discussion avec ses principaux partenaires, France Télécom et le Crédit lyonnais, ainsi qu'avec

divers groupes industriels européens. Mais, après l'échec des négociations avec l'allemand Siemens et le récent rachat de l'italien Olivetti, il est très peu probable que le dernier groupe informatique français indépendant trouve un repreneur. Goupil, qui ne possède pas d'usine propre et sous-traitait la fabrication de ses produits, emploie environ sept cent cinquante personnes, majoritairement actionnaires de leur société depuis une R&D (reprise de l'entreprise par les salariés), fin 1986.

(Publicité)

## OMEGAZ ETUDES

AVIS DE PRÉSELECTION INTERNATIONAL

LES BUREAUX D'ETUDES ET D'INGENIERIE ETABLIS DANS LES PAYS

DU MAGHREB OU DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

Intéressés par les études de tracés et d'ingénierie de base relatives au tronçon terrestre du :

## GAZODUC MAGHREB-EUROPE

traversant le territoire MAROCAIN et reliant le réseau gazier ALGERIEN de la frontière maroco-algérienne au DRET DE GIBRALTAR, côté marocain, doivent présenter leur dossier de candidature qui doit comprendre :

- une fiche indiquant la raison sociale, le capital social, l'année de constitution, l'adresse du siège social et les sociétés d'assurance couvrant les risques liés à la présente mission ;
- un état des moyens humains, matériels et techniques disponibles ;
- les références et travaux similaires réalisés ou en cours de réalisation ;
- les bilans des trois derniers exercices.

Les dossiers devront être expédiés avant le 16 juillet 1991 par courrier express adressé à :

### MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ OMEGAZ ETUDES

C/O SOCIÉTÉ NATIONALE DES PRODUITS PÉTROLIERS

24, boulevard Ibrahim-Roudani CASABLANCA

ROYAUME DU MAROC

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75008 PARIS  
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 280  
Informations téléphoniques permanentes  
en français et anglais au : 48 00 20 17  
Compagnie des commissaires priseurs de Paris  
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu  
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. \* Exposition le matin de la vente.  
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 68.

### LUNDI 15 JUILLET

- S. 9 - Tableaux, bibelots, mobilier. ARCOLE (M<sup>me</sup> OGER, DUMONT).
- S. 11 - Tableaux, bibelots, mobilier. - M<sup>me</sup> LOUDMER.
- S. 13 - Bibelots, meubles. - M<sup>me</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

### MARDI 16 JUILLET

- S. 14 - Timbres, tableaux, bibelots, meubles. - M<sup>me</sup> DELORME.

### MERCREDI 17 JUILLET

- S. 11 - Tableaux, bibelots, mobilier. - M<sup>me</sup> BOISGRARD.
- S. 13 - Tableaux, meubles. - M<sup>me</sup> BINOCHÉ, GODEAU.

### JEUDI 18 JUILLET

- S. 10 - Tableaux, bibelots, mobilier. Timbres. - M<sup>me</sup> LOUDMER.
- S. 14 - Tableaux, bibelots, mobilier. ARCOLE (M<sup>me</sup> OGER, DUMONT).
- \* S. 15 - 16 h. Tapis. - M<sup>me</sup> ROGEON.

### VENDREDI 19 JUILLET

- S. 8 - Tableaux, bibelots, mobilier. - M<sup>me</sup> ROGEON.
- \* S. 13 - Tableaux, bibelots, bons meubles de style. - M<sup>me</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.

### MARDI 23 JUILLET

- S. 9 - Bibelots, meubles. - M<sup>me</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.
- S. 13 - Tableaux, meubles, objets d'art. - M<sup>me</sup> LENORMAND, DAYEN.
- \* S. 15 - Bibelots, meubles. - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

### MERCREDI 24 JUILLET

- S. 12 - Bijoux. - M<sup>me</sup> ROGEON.

AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.  
BOISGRARD, 2, rue de Provence (75008), 45-62-31-19.  
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 42-46-61-16.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR), 42-81-50-91.  
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 48-78-89-89.  
LOUDMER, 45, rue La Fayette (75009), 42-46-96-95.  
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.  
PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.  
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

## NOMINATION

### M. René Souchon président de l'Office national des forêts

M. René Souchon a été nommé au conseil des ministres du 10 juillet président du conseil d'administration de l'Office national des forêts (ONF). M. Souchon remplace à ce poste M. Jean-Louis Bianco, devenu ministre des affaires sociales, qui présidait l'ONF depuis décembre 1985. Créé en 1966, l'ONF est un établissement public qui gère les 1,75 million d'hectares de la forêt domaniale et les 2,5 million d'hectares de forêts des collectivités locales, territoire beaucoup plus vaste avec les DOM-TOM, notamment la Guyane.

[Né le 12 mars 1943 à Mafzeu (Lozère), M. René Souchon est inspecteur général de l'agriculture. Il est maire (PS) d'Aurillac (Cantal) depuis 1977 et fut secrétaire d'Etat puis ministre délégué à l'agriculture et à la forêt de 1983 à 1986. Proche de M. Laurent Fabius, il est député national du Parti socialiste, chargé du développement rural.]

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde L'IMMOBILIER

### appartements ventes

#### 5<sup>e</sup> arrdt

ODEON - SAINT-MICHEL  
immeuble XVIII<sup>e</sup>, calme, 2 appartements avec possibilité de rénov. 145 m<sup>2</sup>. 1) Grand pied-à-cave 75 m<sup>2</sup> dont séjour 45 m<sup>2</sup>, 3 chambres, 2 appartements 3 pièces 70 m<sup>2</sup>. Chacun avec cheminée, salle de bains, cuisine équipée. Profession libérale possible. Prix réduits.  
43-22-34-25 ou 39-75-67-68

#### 6<sup>e</sup> arrdt

S/LUXEMBOURG  
Vue imprenable Paris, soleil, duplex 170 m<sup>2</sup>, terrasse, 70 m<sup>2</sup>, 240 m<sup>2</sup>, parking. Vue Panthéon, plein soleil, 270 m<sup>2</sup>, balc., serv., park. Sécurité. Piscine.  
43-22-56-55.

#### 17<sup>e</sup> arrdt

#### PORTE POUCHET

Proche métro, bus, RER 6<sup>e</sup> étage, asc., digicode, téléphone. Très clair, double expo., 2 cuisines, cuisine équipée, 3 placards aménagés, 2 balcons. Porte blindée, park. A/R. Meublement relatif à louer. Héliport en l'état. Prix : 200 000 F à débattre.  
Tél. 42-63-28-62 (rép.).

#### 92 Hauts-de-Seine

ASNIERES 3/4 P. 75,5 m<sup>2</sup> Dans imm. mod. 1974, 3 ét. Toit confort. Date exp. 10 ans. 2 gr. chambres Cuis. équip. et 2 s. b. neuves. Porte blindée. Parking couvert. 850 000 F. Tél. 40-86-08-69

#### Province

CORSE (Bastia). Vende tout F 8 en très bon état + grand terrain + cave + parking. 400 mètres de la mer, vue mer et montagne. 1<sup>er</sup> étage avec balcon. Sol de Bastia. Prix 510 000 F.  
Tél. 86-33-03-98 h. repas.

### appartements achats

Recherche 2 à 4 P. PARIS 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>, 21<sup>e</sup>, 22<sup>e</sup>, 23<sup>e</sup>, 24<sup>e</sup>, 25<sup>e</sup>, 26<sup>e</sup>, 27<sup>e</sup>, 28<sup>e</sup>, 29<sup>e</sup>, 30<sup>e</sup>. FAIRE COMPTANT chez nous. 48-73-48-07 même soir.

#### locations meublées offres

Métro Saint-Michel Chère à louer de sept à fin novembre. Pr : 3 500 F. Personne soignée.  
Tél. 48-33-12-13.

#### Paris

SAINT-TROPEZ AGENCE  
Tél. 94-97-30-31.

#### locations meublées demandes

#### Province

RECHERCHE pour étudiant RUT REIMS Studio ou chambre. Possibilité faire cuisine + local moto. Reins ou environs. A partir de sept. 81. Tél. (10-1) 64-34-22-17

### villas

83 VAR - RAMATUELLE  
Sur un terrain de 2 800 m<sup>2</sup>, 800 m de la plage de Ramatuelle, villa de 5 chambres, living dble, 4 bains, cuisine entièrement aménagée, sur un terrain de 2 800 m<sup>2</sup>. De plus belle piscine à débordement, situation exceptionnelle, bordée par une pléiade de pins parasols. Frais de notaire réduits.  
SAINT-TROPEZ AGENCE  
Tél. 94-97-30-31.

83 VAR - RAMATUELLE  
A 2 km de la plage, terrain de 5 400 m<sup>2</sup> avec très beaux arbres. Possib. de construire 320 m<sup>2</sup>. Vautrait, eau, EDF, tout-à-l'égout.  
SAINT-TROPEZ AGENCE  
Tél. 94-97-30-31.

83 VAR - RAMATUELLE  
A 2 km des plages, sur un terrain de 6 000 m<sup>2</sup> environné de vignes, maison provençale comprenant un living, 3 chambres, piscine de 6 m x 12.  
SAINT-TROPEZ AGENCE  
Tél. 94-97-30-31.

83 VAR - GASSIN  
Maison de village sur trois niveaux comprenant 1 séjour avec cheminée, 1 chambre, 1 salle, 1 s. de bain, maison pleine de charme au milieu d'un superbe domaine à proximité de Saint-Tropez.  
SAINT-TROPEZ AGENCE  
Tél. 94-97-30-31.

83 VAR - SAINT-TROPEZ  
Dans un parc résidentiel, avec accès direct à la plage, villa de 5 chambres, living dble, 4 bains, cuisine entièrement aménagée, sur un terrain de 2 800 m<sup>2</sup>. De plus belle piscine à débordement, situation exceptionnelle, bordée par une pléiade de pins parasols. Frais de notaire réduits.  
SAINT-TROPEZ AGENCE  
Tél. 94-97-30-31.

SOLOMME, CHASSE, PÊCHE  
ST-LAURENT-DES-BAUX (41)  
Château 6 km, Bâle 20 km, Orléans 30 km, autoroute 16 km, Paris 150 km. Sur 1 000 m<sup>2</sup>, mais. 4 p. prix. 11 conf., gar. 700 cm. Prix : 490 000 F.  
M<sup>me</sup> COURATIER  
Tél. : (18) 38-44-51-61.

#### bureaux

#### Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL  
DOMICILIATIONS  
Constitution de sociétés et tous services. 43-55-17-50

**LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER**

Le Monde

## Le rapport Equinoxé se montre réservé sur l'avenir du marché financier français

Tapez RES



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 11 JUILLET

Cours relayés à 13 h 54

[illegible]**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (sélection)

**10/7**

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net
Obligations																							
Emp. San. 8.95/77	121 30	1 97	C.I.T.R.A.M. 88	1020	1020	Mogren	815	....	A.A.A.	1024 85	939 96	Fundacion	830 30	810 05	Pasta Gordin	60458 34	60458 34	Agip	60458 34	60458 34	60458 34	60458 34	60458 34
Emp. San. 9.55/78	....	9 17	Colleg	266	....	Midi Delyet	858	....	Acquas	229 29	228 15	Fundacion	28 04	27 36	Pravda Oil	10971 89	10971 89	Agip	109 88	109 88	109 88	109 88	109 88
10.00/80 79/84	....	9 17	Cogit	326	324 80	Midi	109	110 50	Agip	771 81	738 57	Fundacion	1182 40	1131 71	Pravda Oil	109 88	109 88	Agip	109 88	109 88	109 88	109 88	109 88
Emp. San. 11% 85	100 82	8 22	Cy Indus	4411	4412	Orléans	177	177	Agip	7608 74	7316 10	Fundacion	5002 83	4990 15	Pravda Oil	109 88	109 88	Agip	109 88	109 88	109 88	109 88	109 88
10.20% mss 86	100 30	8 22	Cy Indus	4411	4412	Orléans	177	177	Agip	7608 74	7316 10	Fundacion	5002 83	4990 15	Pravda Oil	109 88	109 88	Agip	109 88	109 88	109 88	109 88	109 88
DAT 10.5% 6/2000	104 75	1 23	Cy Indus	4411	4412	Orléans	177	177	Agip	7608 74	7316 10	Fundacion	5002 83	4990 15	Pravda Oil	109 88	109 88	Agip	109 88	109 88	109 88	109 88	109 88
DAT 9.9% 12/1987	100 44	4 38	Cy Indus	4411	4412	Orléans	177	177	Agip	7608 74	7316 10	Fundacion	5002 83	4990 15	Pravda Oil	109 88	109 88	Agip	109 88	109 88	109 88	109 88	109 88
DAT 10.20% 1985	100 44	4 38	Cy Indus	4411	4412	Orléans	177	177	Agip	7608 74	7316 10	Fundacion	5002 83	4990 15	Pravda Oil	109 88	109 88	Agip	109 88	109 88	109 88	109 88	109 88
PTT 11.5% 85	104 70	6 28	Cy Indus	4411	4412	Orléans	177	177	Agip	7608 74	7316 10	Fundacion	5002 83	4990 15	Pravda Oil	109 88	109 88	Agip	109 88	109 88	109 88	109 88	109 88
OFF 10.20% 86	100 40	4 38	Cy Indus	4411	4412	Orléans	177	177	Agip	7608 74	7316 10	Fundacion	5002 83	4990 15	Pravda Oil	109 88	109 88	Agip	109 88	109 88	109 88	109 88	109 88
OFF 10.20% nov 80	100 30	3 30	Cy Indus	4411	4412	Orléans	177	177	Agip	7608 74	7316 10	Fundacion	5002 83	4990 15	Pravda Oil	109 88	109 88	Agip	109 88	109 88	109 88	109 88	109 88
CNA 10 % 1978	101 30	....	Cy Indus	4411	4412	Orléans	177	177	Agip	7608 74	7316 10	Fundacion	5002 83	4990 15	Pravda Oil	109 88	109 88	Agip	109 88	109 88	109 88	109 88	109 88
CNB Bapen 5000F	90 31	0 24	Cy Indus	4411	4412	Orléans	177	177	Agip	7608 74	7316 10	Fundacion	5002 83	4990 15	Pravda Oil	109 88	109 88	Agip	109 88	109 88	109 88	109 88	109 88
CNB Bapen 5000F	90 31	0 24	Cy Indus	4411	4412	Orléans	177	177	Agip	7608 74	7316 10	Fundacion	5002 83	4990 15	Pravda Oil	109 88	109 88	Agip	109 88	109 88	109 88	109 88	109 88
CNB Bapen 5000F	90 31	0 24	Cy Indus	4411	4412	Orléans	177	177	Agip	7608 74	7316 10	Fundacion	5002 83	4990 15	Pravda Oil	109 88	109 88	Agip	109 88	109 88	109 88	109 88	109 88
CNB 11.5% 85	101 28	1 07	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 1982 5000F	90 32	0 24	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 11.5% 85	101 28	1 07	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 1982 5000F	90 32	0 24	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 11.5% 85	101 28	1 07	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 1982 5000F	90 32	0 24	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 11.5% 85	101 28	1 07	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 1982 5000F	90 32	0 24	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 11.5% 85	101 28	1 07	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 1982 5000F	90 32	0 24	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 11.5% 85	101 28	1 07	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 1982 5000F	90 32	0 24	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 11.5% 85	101 28	1 07	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 1982 5000F	90 32	0 24	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 11.5% 85	101 28	1 07	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 1982 5000F	90 32	0 24	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 11.5% 85	101 28	1 07	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 1982 5000F	90 32	0 24	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 11.5% 85	101 28	1 07	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 1982 5000F	90 32	0 24	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 11.5% 85	101 28	1 07	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 1982 5000F	90 32	0 24	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 11.5% 85	101 28	1 07	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 1982 5000F	90 32	0 24	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 11.5% 85	101 28	1 07	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 1982 5000F	90 32	0 24	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 11.5% 85	101 28	1 07	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 1982 5000F	90 32	0 24	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 11.5% 85	101 28	1 07	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 1982 5000F	90 32	0 24	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 11.5% 85	101 28	1 07	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 1982 5000F	90 32	0 24	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 11.5% 85	101 28	1 07	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 1982 5000F	90 32	0 24	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 11.5% 85	101 28	1 07	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 1982 5000F	90 32	0 24	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 11.5% 85	101 28	1 07	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 1982 5000F	90 32	0 24	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 11.5% 85	101 28	1 07	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 1982 5000F	90 32	0 24	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 11.5% 85	101 28	1 07	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 1982 5000F	90 32	0 24	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....	Electro-Fin	774	....
CNB 11.5% 85	101 28	1 07	Electro-Fin	774	....	Electro																	

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
**46-62-72-67**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

## AGENDA

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 10 juillet, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Aux termes de ses travaux, un communiqué a été publié dont voici les principaux extraits.

- Service national
- Limites d'âge et indices de rémunérations de certains militaires
- Mise en œuvre du plan "Armes 2000" de réorganisation des armées (Le Monde du 11 juillet.)
- Maîtrise des flux migratoires (Le Monde du 11 juillet et lire pages 6, 7 et 8.)
- L'effort financier extérieur

Le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget a présenté une communication sur le bilan de l'effort financier extérieur.

Notre effort financier extérieur contribue à améliorer la situation économique de nombreux pays et donc à fournir à leur population des moyens de subsistance et de développement autonomes. En outre, cet effort contribue à accroître le rayonnement de la France. Les dépenses budgétaires affectées à nos actions extérieures sont passées de 50 milliards de francs en 1988 à près de 74 milliards de francs en 1991, soit une progression de 46 %. Notre effort financier extérieur a représenté pour notre balance des paiements une somme qui est passée de 11,6 milliards de francs en 1980 à 68,2 milliards de francs en 1990, soit une multiplication par plus de trois en francs constants.

1) Cet accroissement est en grande partie lié à la dégradation de la situation financière des États, notamment africains, avec lesquels nous sommes traditionnellement liés. L'aide publique au développement, consacrée exclusivement aux pays du Sud, qui était de 0,51 % du produit intérieur brut en 1988, devrait atteindre 0,56 % de celui-ci en 1991, compte tenu notamment des mesures de réajustement de la dette des pays les plus pauvres décidées à l'initiative de la France aux sommets de Toronto, de Dakar et de La Baule.

2) Sans que notre effort en faveur des pays du Sud se soit ralenti, l'aide de la France aux pays d'Europe centrale et orientale s'est fortement accrue.

3) La défaillance financière d'un certain nombre de débiteurs de la France dans l'exécution de contrats conclus pour l'essentiel entre 1978 et 1984 a entraîné un accroissement important des crédits budgétaires destinés à financer les garanties consenties aux entreprises.

Notre effort financier extérieur traduit la volonté de la France de

pratiquer une solidarité internationale concrète tout en tenant compte des contraintes qui pèsent sur notre budget et sur notre balance des paiements. Nos interventions financières extérieures doivent donc être efficaces et sélectives.

#### • La modernisation de l'administration

Le ministre d'État, ministre de la fonction publique et de la modernisation de l'administration a présenté une communication sur la modernisation de l'administration.

La modernisation de l'administration est aussi nécessaire au développement du pays que celle des entreprises. L'État, qui est garant de la cohésion sociale, est appelé à jouer un rôle majeur dans l'évolution de la société. Il doit fonctionner mieux mais ne doit pas fonctionner moins (...). La simplification et l'accélération des procédures administratives sont poursuivies (...). La déconcentration fera l'objet d'un effort accru afin de donner aux services territoriaux de l'État une compétence générale et aux administrations centrales des attributions limitativement énumérées (...). L'accord du 29 juin 1989 sur la formation professionnelle a ouvert la voie à la politique contractuelle. La négociation d'un nouvel accord sur la formation sera proposée en 1992.

#### • Bilan de l'application de la loi du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace et le secrétaire d'État au logement ont présenté une communication sur le bilan de l'application de la loi du 31 mai 1990, visant à la mise en œuvre du droit au logement.

Cette loi a défini les instruments d'une politique destinée à faciliter le logement des personnes défavorisées.

1) Les services de l'État, les conseils généraux et les organismes

d'habitation à loyer modéré se sont fortement mobilisés pour l'application de cette loi. A ce jour, quatre-vingt-trois plans départementaux pour le logement des personnes défavorisées ont été adoptés; dix autres seront conclus dans les prochains jours et sept autres, notamment ceux des départements d'outre-mer, seront signés avant l'automne. Pour l'application de ces plans, des protocoles d'occupation du patrimoine social, conclus entre l'État, les collectivités locales et les organismes d'habitation à loyer modéré sont en cours d'élaboration dans la moitié des départements, notamment ceux qui comportent des quartiers défavorisés. Ces protocoles fixeront les modalités d'attribution des logements sociaux pour garantir leur affectation aux personnes prioritaires. Des fonds de solidarité pour le logement sont progressivement mis en place dans chaque département.

#### 2) D'ores et déjà, d'autres actions ont été entreprises :

— cinq mille logements anciens ont été acquis en 1990 pour les organismes d'habitation à loyer modéré pour loger les personnes connaissant des difficultés d'insertion sociale; en 1991, dix mille logements devraient être acquis;

— l'utilisation des fonds collectés au titre du 1 % logement a été élargie au logement des personnes défavorisées, seize mille ménages en ayant bénéficié en un an pour un investissement total de près de 1,2 milliard de francs;

— dans les départements d'outre-mer, douze mille logements destinés aux personnes les plus démunies ont été construits grâce à l'augmentation des aides de l'État.

## Nominations militaires

## L'amiral Pierre Calmon reçoit sa quatrième étoile

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 10 juillet a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• Marine. — Est élevé au rang et à l'appellation de vice-amiral d'escadre, le vice-amiral Pierre Calmon.

Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Claude Arata; contre-amiral, les capitaines de vaisseau Hubert Moreau, François Dupont-Nivet, Patrick Lecoindre, Gérard Bernardin et Bertrand Desgrès du Lou (nommé chef de la mission militaire française auprès du commandant en chef des forces alliées Sud-Europe).

Sont nommés : sous-chef d'état-major des armées, le contre-amiral Philippe Euverte; chef de la division « relations extérieures » à l'état-major des armées, le contre-amiral Bernard Moysan.

Terre. — Est promu général de brigade, le colonel Pierre Avon. Sont nommés : commandant supérieur des forces armées de la Nouvelle-Calédonie, le général de brigade Yves Menard; commandant supérieur des forces armées dans la zone sud de l'océan Indien, le général de brigade Jean Barthe; commandant les écoles de l'armée de terre, le général de division Gérard d'Auber de Peyrelongue; inspecteur de la défense opérationnelle du territoire, le général de division Dominique Pennacchini; adjoint au général gouverneur militaire de Metz, le général de division Marc Waymel; commandant la 10<sup>e</sup> division blindée et la 63<sup>e</sup> division militaire territoriale, le général de division Michel Carlier; chef de cabinet du chef d'état-major de l'armée de terre, le général de brigade Claude Genest; commandant l'école d'application de l'artillerie, le général de brigade Henri Dubouchet; commandant l'école d'application de l'infanterie et la 14<sup>e</sup> division légère blindée, le général de brigade Philippe Azema de Castet-Laboulbène; adjoint au général commandant la Force d'action rapide, le général de brigade Edouard Loustalot-Forest; adjoint au général gouverneur militaire de Marseille et commandant la circonscription militaire de défense de Marseille, le général de brigade Albert Latournerie; adjoint au général commandant la 10<sup>e</sup> division blindée, le général de brigade Gilbert Guerin; directeur du matériel de la région militaire de défense Méditerranée, le général de brigade Claude Louisfert; adjoint au général gouverneur militaire de Lille et commandant le 3<sup>e</sup> corps d'armée, le général de brigade Bernard Baudot; commandant l'artillerie du 3<sup>e</sup> corps d'armée, le général de brigade Claude

Brouet; sous-chef d'état-major de l'armée de terre, le général de brigade Hervé Gobilard; chargé de mission auprès du chef d'état-major des armées, le général de brigade Pierre Fischer.

Air. — Est promu général de division aérienne, le général de brigade aérienne Jean-Pierre Gellibert.

Sont nommés : commandant les écoles de l'armée de l'air, le général de division aérienne Pierre Warne; adjoint militaire au directeur de l'infrastructure de l'air, le général de brigade aérienne Bernard Cysset; commandant le centre des opérations de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Gérard Coldebouff.

Armement. — Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe René Julier, Jacques Rossi, René Amiable, Michel Scherer, Daniel Estournet et Georges Bouxin; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Gildas Rouvillois, Alain Cau, Louis Barlet, André Leblanc, Paul de Bignoncourt, Robert Guelidry, Jean Bonnet et Bernard Douin.

Sont nommés : directeur du service de la surveillance industrielle, l'ingénieur général de première classe Bernard Pillan; adjoint au directeur des armements terrestres, l'ingénieur général de première classe Jean-Pierre Maratini; adjoint au directeur des constructions navales et chef du service industriel, l'ingénieur général de première classe Hervé Cheneau; directeur des constructions navales de Cherbourg, l'ingénieur général de première classe Jean-François Cadet; directeur régional du sud-ouest du service de la surveillance industrielle, l'ingénieur général de deuxième classe Jackie Ferrandon; directeur de l'école nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace, l'ingénieur général de deuxième classe Jean-Claude Ripoll; chef du service central des marchés des constructions navales, l'ingénieur général de deuxième classe Xavier Duclaux.

Gendarmerie. — Sont promus : général de division, le général de brigade André Rouet; général de brigade, les colonels Roger Guillaume (nommé sous-directeur de l'organisation et de l'emploi de la gendarmerie) et Jean-Pol Folmi (nommé sous-directeur du personnel de la gendarmerie).

Sont nommés : commandant l'école supérieure de la gendarmerie, le général de brigade Robert Grosjean; commandant la 6<sup>e</sup> région de gendarmerie, le général de brigade Michel Cribier.

Service de santé. — Est promu médecin inspecteur, le médecin général François Lesbre.

## CARNET DU Monde

## Décès

— M. et M<sup>me</sup> Jacques Flopp, M<sup>me</sup> Ely Decoster, M. et M<sup>me</sup> Michel Aubertin, ses enfants, Bernard et Véronique, Caroline, Nicolas et Frédéric, Sophie et Laurent, Marc et Constance, Nathalie et Pierre-François, Catherine et Pierre, Virginie, Marion, Pierre-Antoine, ses petits-enfants Romain, Maxence, Margaux, Antoine, Louis, Vincent, Arthur, Maxime, Augustin, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Gaston-Louis AUBURTIN**, chevalier dans l'ordre national du Mérite, croix du combattant 1914-1918, médaille pénitentiaire, médaille d'argent du Crédit mutuel, ancien conseiller municipal du Raincy, survenu à Cannes, le mardi 9 juillet 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 12 juillet, à 14 h 15, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de La Celle-Saint-Cloud. Elle sera suivie de l'inhumation dans le caveau familial du cimetière de La Villette, à Paris.

Il sollicite les prières de ceux qui l'ont aimé.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, Les Piverts, domaine Saint-François-d'Assise, 78170 La Celle-Saint-Cloud, La Cerisier, 17, rue de Tourville, 69005 Lyon, 19, rue de Vinet, 78170 La Celle-Saint-Cloud.

— M. Michel Aubertin, directeur. Et toute l'équipe de l'Argus, journal international des assurances, ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Gaston-Louis AUBURTIN**, ancien directeur de l'Argus (1923-1968), chevalier dans l'ordre national du Mérite, croix du combattant 1914-1918, médaille pénitentiaire, médaille d'argent du Crédit mutuel, ancien conseiller municipal du Raincy, survenu à Cannes, le mardi 9 juillet 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 12 juillet, à 14 h 15, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de La Celle-Saint-Cloud. Elle sera suivie de l'inhumation dans le caveau familial du cimetière de La Villette, à Paris.

L'Argus, 2, rue de Châteaudun, 75009 Paris.

— Paris. Toulon. Marseille. Tunis. Riyad. Téhéran. Le Caire.

Sa famille, ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

**Marc BONICL**

— On nous prie d'annoncer le décès de

**M. Benjamin CAUVET DUHAMEL**, conseiller des affaires étrangères en retraite, officier de la Légion d'honneur, survenu à Tours, le 7 juillet 1991, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

De la part de son épouse, ses fils et sa famille.

336, rue d'Entraignes, 37000 Tours.

— M<sup>me</sup> Aimé Chabanel, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Bernard Chabanel, M. et M<sup>me</sup> Jean-Bernard Raimond, ses enfants, Pierre-Etienne, Jean-Philippe et Christian, Sophie et Catherine, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Aimé CHABANEL**, conseil juridique,

survenu à Lyon, le 9 juillet 1991, dans sa quatre-vingt-sixième année.

La messe des funérailles sera célébrée en l'église de la Rédemption, Lyon-6<sup>e</sup>, le vendredi 12 juillet, à 10 heures.

Une absoute sera dite en l'église de Saugues (Haute-Loire), à 17 heures, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, avenue de Grande-Bretagne, 69006 Lyon.

LE MONDE																
MERCREDI 10 JUILLET 1991																
20H35																
3	5	7	22	28	38	30										
Tirage au sort le 28																
20H35																
16	19	27	44	45	49	9										
Tirage au sort le 28																

— Paris. Londres. Cardiff. François, Marion et Sue, Cait et Terry, Teresa, Douglas et Kim, Meurig, Gwelyn, ont la douleur de faire part du décès de

**Richard DAVIES**, peintre graveur, survenu le 7 juillet 1991 dans sa quarante-sixième année.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Montparnasse, le mercredi 10 juillet.

« Et que la poussière retourne à la Terre comme elle en vint et le souffle à Dieu qui l'a donné. » L'Eclésiaste.

— Lyon. Grenoble.

M<sup>me</sup> Marie-France Delorme, M<sup>me</sup> et M. Régis Piniel et leurs enfants, M<sup>me</sup> Jean-François Delorme, ses enfants et petits-enfants, font part du décès de

**M. Henri DELORME**.

Une messe sera célébrée en l'église Sainte-Croix à Lyon-2<sup>e</sup>, le samedi 13 juillet 1991 à 8 h 30, suivie de l'inhumation dans l'intimité familiale.

— Nicole Desjardins, Francis et Colette Desjardins, Christian et Michèle Desjardins, Jean-Marie et Bernadette Desjardins, ses enfants, Ainsi que ses petits-enfants, Ses arrière-petits-enfants, Et les familles Desjardins et Legrand, font part du décès de

**M<sup>me</sup> Roger DESJARDINS**, née Marie-Louise Legrand,

à Versailles, le 8 juillet 1991.

Elle avait fait don de son corps à la science.

Une messe sera célébrée en l'église Notre-Dame de Versailles, le samedi 13 juillet, à 14 h 30.

5, rue des Missionnaires, 78000 Versailles, 20, rue Gérard, 92270 Bois-Colombes, 14, rue Férmat, 14000 Caen, 15 ter, rue des Clos-Saint-Marcel, 92330 Sceaux, 31, rue d'Orbec, 14100 Lisieux.

— M<sup>me</sup> Jeanne Dieumegard, son épouse, M<sup>me</sup> Madeleine Dieumegard, sa fille, M<sup>me</sup> Marie-Louise Villepreux, sa belle-mère, M. et M<sup>me</sup> François Dieumegard et leur fille, M. et M<sup>me</sup> Frédéric Berther, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Roger Dieumegard, son frère et sa belle-sœur, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Max DIEUMEGARD**, ingénieur ECP,

survenu le 10 juillet 1991.

Une célébration religieuse aura lieu le samedi 13 juillet, à 15 heures, en l'église Sainte-Valérie de Chambon-sur-Voueize (Creuse).

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue Beaussjour, 78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuse.

— Souad Michel Merhej, Nada Riad Salame, Kamel Karam et sa famille, Fouad Karam et sa famille, Samia Antonio Hachem et sa famille (au Mexique), Docteur Jamal Harfouché-Karam, Docteur Antoine Karam et sa famille, Docteur André Karam et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de leur très cher époux, père et frère,

**docteur Robert Ghatis KARAM**,

survenu à Paris, le 9 juillet 1991.

L'absoute sera donnée le vendredi 12 juillet, à 9 heures, à Notre-Dame du Liban, 15, rue d'Ulm, 75005 Paris.

Les condoléances seront reçues le jeudi 11 et le vendredi 12 juillet, au domicile de sa fille, 90, boulevard Victor-Hugo, à Neuilly, et les 16 et 17 juillet, au 100, boulevard Cardinale-Bacon, Cap d'Antibes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le président de l'université Pierre-Mendès-France de Grenoble, Les personnels enseignants, chercheurs et administratifs, Le directeur, Les conseillers scientifiques, Les personnels Et l'ensemble des collaborateurs du Centre pluridisciplinaire de gérontologie, ont la douleur de faire part du décès de

**Michel PHILIBERT**, professeur émérite de l'université Pierre-Mendès-France, gérontologue, cofondateur et ancien directeur du CPDG.

Un service religieux aura lieu vendredi 12 juillet 1991, à 14 h 30, au temple protestant, rue Hébert, à Grenoble.

— André-Claude Roussy et Michel Ferry, Jean-Jacques, Catherine et Mélanie Dorne, Frédéric et Nathalie, Elisabeth et Patrick, Olivier et Magali, ont la tristesse de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Elisabeth ROUSSY**, fille du peintre rémois Paul Bocquet,

survenu le 8 juillet 1991, dans sa quatre-vingt-dixième année.

« Sois sage. O ma douleur, et tiens-toi plus tranquille. Tu réclamas le soir : il descend : le froid ; Une atmosphère obscure enveloppe la ville. Aux uns portant la paix, aux autres le souci. »

7, rue de Lacédémone, 13006 Marseille.

Conformément aux vœux de la défunte, les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, en l'église de Mougins, le 1<sup>er</sup> juillet 1991.

— Janine Philibert, son épouse, Christophe et Marguerite Philibert, Caroline Philibert et Maurice Gue-neau, Nicolas Philibert et Suzel Galliard, Cécile Philibert et Sylvain Ville-neuve, ses enfants, Pablo, Marion, Rémi, Cécile, Marjorie, Eve, Yorick, Lise et Marlène, ses petits-enfants, Gilles Philibert, Arlette Philibert, ses frère et sœur, Mylaine et Robert Weil, Antoine et Simone Weil, Lise et Jean Mansion, ses belles-sœurs et beaux-frères, leurs enfants et petits-enfants, Parents, amis et alliés, ont la douleur de faire part du décès, le 8 juillet 1991, de

**Michel PHILIBERT**, professeur émérite de philosophie à l'université Pierre-Mendès-France de Grenoble, rédacteur en chef de la revue *Gérontologie*, chevalier de la Légion d'honneur, cofondateur et ancien directeur du Centre pluridisciplinaire de gérontologie de Grenoble, ancien président de la Maison de la culture de Grenoble.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale.

Un culte d'actions de grâce aura lieu le vendredi 12 juillet, à 14 h 30, au temple protestant, rue Hébert, à Grenoble.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons pourront être adressés à la Fondation John-Bost, 24130 La Force, CCP 4197 F Bordeaux.

« Nous gravissons l'échelle de Jacob, plus haut, plus haut nous conduits chaque pas. » Chant spirituel aigre.

35, chemin de Halage, 38000 Grenoble.

— Sur « l'échelle des âges » dont il avait joyeusement bousculé les barreaux,

**Michel PHILIBERT**, philosophe, fondateur et rédacteur en chef de la revue *Gérontologie*,

le 8 juillet 1991, dans sa soixante-et-onzième année, s'est arrêté.

Ses amis de la revue *Gérontologie*.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction : Jacques Lescour, gérant, directeur de la publication, Bruno Frappat, directeur de la rédaction, Jacques Goulu, directeur de la gestion, Manuel Lucbert, secrétaire général.

Rédacteurs en chef : Jacques Amarlio, Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction).  
Thomas Ferenac, Philippe Heranran, Jacques-François Simon.

Daniel Vernet, éditeur des relations internationales.

Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992), André Laurens (1982-1988), André Fontaine (1985-1991).

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUBOURG, 75001 PARIS CEDEX 15. Tél. : (1) 40-85-25-25. Télécopieur : 40-85-25-98.

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT DE MURVILLE, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-85-25-25. Télécopieur : 40-80-30-10.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

## Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde





Dans un rapport parlementaire

## M. Richard (PS) dénonce certains avantages fiscaux dans les DOM

M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise), rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, devait présenter, jeudi 11 juillet, son rapport d'information sur la fiscalité dans les départements d'outre-mer. Ce rapport, qui présente les conclusions des travaux d'une mission parlementaire, reprend partiellement les critiques émises par M. Richard sur les effets pervers de certains avantages fiscaux accordés dans les DOM et propose plusieurs modifications.

M. Alain Richard est toujours aussi tenace, mais il est devenu beaucoup plus prudent. Depuis plusieurs années, ce député rocardien dénonce les dérives liées à certains avantages fiscaux dans les départements d'outre-mer, et sa conviction

Pavait incité à proposer, dans le projet de loi de finances pour 1991, un amendement revenant partiellement sur les dispositions de la loi Pons de 1986 relative à la délocalisation. Le tollé des élus d'outre-mer et le silence gêné du gouvernement avaient obligé M. Richard à renoncer à son initiative. D'autant que l'absence de majorité absolue à l'Assemblée nationale rendait plus que précieuses les voix des élus des DOM. Et le réalisme du lieutenant de M. Michel Rocard, alors premier ministre, l'emporta sur la conviction du rapporteur général du budget.

Quelques mois plus tard, M. Richard revient donc à la charge, avec la publication de ce rapport d'information. Mais la leçon de l'automne dernier a été retenue, et le rapporteur du budget avance à pas comptés, même s'il n'a pas abandonné ses velléités réformatrices. Les propositions de la mission parlementaire portent essentiellement sur le régime de la délocalisation.

La conviction de M. Richard sur ce point n'a pas changé. Elle autorise selon lui trop d'abus, dont les bénéficiaires sont de riches investisseurs métropolitains. Mais le rapporteur du budget se garde bien pour autant de la remettre totalement en cause. Dressant un premier bilan de ces mesures, cinq ans après la loi Pons, M. Richard souligne que la délocalisation « a accompagné le redémarrage économique des DOM ». En 1986, le montant des investissements déclarés au titre de la délocalisation aurait atteint 5,3 milliards de francs. Pour 1989, la perte fiscale pour l'Etat est évaluée à plus de 1 milliard de francs (566 millions de francs au titre de l'impôt sur le revenu et 560 millions de francs pour les investissements réalisés par les entreprises).

### Effets pervers

Le rapport relève deux types de bénéficiaires de la délocalisation. Les petites entreprises « dominiennes » intervenant dans les secteurs du bâtiment et du génie civil et agricole, des services marchands et du commerce, dégageant peu de profit fiscal. Et les grosses entreprises métropolitaines, très largement bénéficiaires, parmi lesquelles, souligne le rapport, figurent en bonne place les établissements bancaires.

Cinq ans après la loi Pons, la mission constate que la délocalisation a eu des effets positifs sur le bâtiment, le logement, l'industrie du

tourisme et a permis aux entreprises, notamment à la Martinique, d'accroître leurs fonds propres. Mais la mission souligne également les effets pervers d'une prime fiscale dont la recherche « peut supplanter celle de la rentabilité et conduire à des décisions d'investissement peu rationnelles » ou à des utilisations abusives de la loi par des particuliers.

Ce bilan conduit M. Richard à proposer la reconduction des mesures de délocalisation, mais en les aménageant. Le rapporteur du budget propose de renforcer les réductions d'impôt pour les investissements réalisés dans le logement intermédiaire ou dans les sociétés à capital-risque situées dans les DOM, jusque-là peu attractives. En revanche, M. Richard préconise une plus grande rigueur pour les investissements des entreprises.

Le rapport propose de « fixer dans la loi une obligation de maintien dans les DOM », qui pourrait être de cinq ans, pour les immobilisations ayant bénéficié de la délocalisation, afin de lutter contre l'un de ses effets pervers, la « délocalisation ». M. Richard constate en effet que « certaines opérations effectuées selon ces montages ont pour unique effet de financer des investissements destinés à une utilisation privative, sous couvert d'une exploitation commerciale purement formelle, par le biais de sociétés-écran dont la seule finalité est l'obtention de la déduction fiscale maximale ».

La mission préconise également de rendre obligatoire l'agrément du directeur des services fiscaux du lieu de situation de l'investissement, pour les opérations de 5 à 15 millions de francs. Pour les opérations supérieures à 15 millions de francs, M. Richard souhaite que l'agrément soit prononcé par le ministre du budget. Pour lutter contre les montages financiers artificiels, le rapport propose en outre d'exiger un agrément pour les sociétés exploitant, en tant que locataires, des biens ayant donné lieu à délocalisation, quel que soit le montant de l'investissement.

En conclusion et en guise d'avertissement, M. Richard constate que la délocalisation est « un outil dont il ne faut pas se priver, pour peu que ses dispositions soient centrées sur les besoins du développement économique des départements d'outre-mer ».

P. R.-D.

## Paul Chemetov chargé du prolongement de l'axe historique Louvre-Etoile-Défense

Quatre-vingt-douze candidats s'étaient présentés. Le jury présidé par Jean-Eudes Roullier, délégué à la recherche et à l'innovation au ministère de l'Équipement, avait retenu dix équipes internationales. Toutes ont étudié l'aménagement du « grand axe historique », au-delà de la Grande Arche, vers l'ouest – vers la mer, rivaient les nouvelles langues. Consultation ambitieuse : il s'agissait de donner un sens et une forme aux deux kilomètres (190 hectares) de ce grand couloir qui coupe pratiquement en deux la commune de Nanterre.

Mercrredi 11 juillet, les lauréats étaient connus : en tête, l'équipe « Universitaire » de Paul Chemetov et Boris Huidobro (les architectes du ministère des finances de Bercy, d'une partie du sous-sol des Halles – la vidéothèque – et de la rénovation de la galerie de zoologie du Jardin des plantes), secondes ex aequo, les franco-espagnols « BBAB » (Busti-Bokigas-Ay-

guaves-Bouchez) et « Le Forum de réflexion » (Roland Castro-Lamy-Normier). Les maquettes seront dévoilées le 12 juillet à la Défense.

Mais apparemment aucune d'entre elles ne servira exclusivement de base à la réalisation du projet. Aucune des propositions ne correspond complètement à notre attente, aucune d'entre elles ne répond à toutes les questions posées, indique-t-on à l'établissement public d'aménagement de la Défense (EPAD). Le résultat du concours servira plutôt à alimenter la réflexion; ce sera une sorte de vivier où le maître d'œuvre pêchera des idées. La tâche de celui-ci sera aussi d'harmoniser des points de vue souvent contradictoires. Mais la vraie question ne sera sans doute pas évoquée : l'obsession axiale de l'EPAD, encouragée par l'Elysee, n'est-elle pas une idée archaïque?

E. de R.

Regain de tension sociale en Polynésie française

## Affrontements à Papeete entre grévistes et forces de l'ordre

PAPEETE

de notre correspondant

De vifs affrontements se sont produits, mercredi soir 10 juillet, à Papeete, entre les forces de l'ordre et les grévistes qui avaient cessé le travail, depuis la veille au matin, sur l'ensemble du port et dans de nombreuses entreprises publiques du chef-lieu de la Polynésie française, comme dans les services portuaires du Centre d'expérimentation du Pacifique, à Mururoa et à Hao, à l'appel d'un mouvement intersyndical animé par deux des principales organisations locales, l'USATP, proche de FO, et le syndicat A Tia I Maa, proche de la CFDT.

Il s'est en effet vu aux abords de la piscine municipale, quand les gendarmes mobiles ont chargé les manifestants qui bloquaient l'accès au port autonome et deux des principales voies d'accès à Papeete après avoir dressé notamment un barrage composé d'engins de travaux publics. Les manifestants ont répliqué aux tirs de grenades lacrymogènes par des jets de pierres et des jets d'eau, en utilisant une lance à incendie.

En début de soirée, les grévistes ont même fait reculer les forces de l'ordre en les repoussant à mains nues vers le centre de Papeete. On dénombre alors une dizaine de blessés. Trois gendarmes et un manifestant ont été hospitalisés.

Les deux organisations syndicales ont appelé, mardi, à la grève générale après l'échec d'une séance de travail qui avait mis en présence, le même jour, les partenaires sociaux et les représentants des autorités du territoire pour négocier les nouvelles mesures fiscales envisagées par le gouvernement local – que préside M. Gaston Flosse, ancien député RPR – après l'abandon des mesures précédentes sous la pression des manifestations organisées à la fin du mois de juin, près de l'aéroport, avec la participation des militants indépendantistes du Front de libération de la Polynésie dirigé par M. Oscar Temara, maire de Faa'a et conseiller territorial.

La grève devait s'étendre, jeudi, aux services de l'aéroport international, après le rapatriement des grévistes des sites militaires de Mururoa et Hao, estimés à un millier de personnes au total.

Au moment où, jeudi matin, à Paris, on annonçait l'envoi de renforts de gendarmerie en Polynésie, un calme précaire était revenu au centre de Papeete. Les grévistes avaient été repoussés par de nombreux militants indépendantistes, et tous ces manifestants faisaient des provisions de pierres en prévision d'une nouvelle charge des forces de l'ordre.

MICHEL YIENGKOW

## Un DC-8 nigérian s'écrase à Djeddah : il y aurait 263 morts

Un DC-8 de la compagnie Nigerian Airways s'est écrasé, le 11 juillet, sur l'aéroport international de Djeddah (Arabie saoudite) peu après son décollage. Il y avait 263 personnes à bord : 248 passagers et 15 membres de l'équipage. Selon les premières déclarations de la compagnie, il n'y aurait aucun survivant. Des témoins ont déclaré que l'appareil était en feu lorsqu'il est tombé sur une piste d'où il décollait. (AFP, AP)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Nécessité relative

MARRANTE, cette photo à la « une » de France-Soir ! Ils tiraient une queue d'enterrement, nos princes, mercredi, sur les marches de l'Elysée, à la sortie du « conseil des sinistres ». Pas étonnant, notait, avec tout ce qui leur dégringole dessus en ce moment. Complètement désorientés, les éléphants du PS donnent de la trompe de brume : Où on va, là ? Fallait prendre à gauche au lieu de tourner à droite au carrefour des immigrés. Et ça fait des mois que, à l'Assemblée, le ministre de la justice joue les accusés sur le banc du gouvernement.

Celui de l'intérieur, vous savez, Marchand, le petit barbu à lunettes, vient de prendre la cloque de sa vie. Le tribunal administratif de Paris a rendu sa sentence. Il n'y avait pas urgence absolue à l'expulser, cet opposant marocain, Diouri, oui. Réfugié en France depuis vingt ans, il a une dent contre Hassan et s'apprête à publier un bouquin au vitriol sur les magouilles de « notre ami le roi ».

C'est pas un petit saint. Il y aurait trempé lui-même que ça les

étonnerait pas, mes copains du journal, vu qu'il a de mauvaises fréquentations. N'empêche, les magistrats ont eu beau chercher, faute de preuves, ils l'ont pas trouvé, l'impérieuse nécessité pour la sûreté de l'Etat, ou la sécurité publique de le foutre à la porte sans autre forme de procès.

Le plus fort, c'est qu'il était allé se balader en Espagne quand on a décidé de le virer. Au lieu de la refaire à la frontière, on l'a laissé gentiment passer pour l'expédier en colis recommandé à ce cher Bongo. Prière de le boucler dans une chambre d'hôtel de Libreville avec interdiction d'en bouger. Et Marchand, superbe, à qui on demandait ce matin, sur la Cinq : Vous comptez faire appel ?... Je le ferai si je décide de le faire. Ah mais !

M'est avis, c'est pas celui de ce négrier de Cresson, qu'ils ont sérieusement besoin de vacances, ses commis. Au lieu de les obliger à plancher sur des dossiers douteux, visés à leurs portefeuilles, pendant tout l'été, elle ferait mieux de les inviter à se faire voir ailleurs. En charner...

Les plans du président Bourges sont adoptés

## Divisions syndicales à Antenne 2

M. Hervé Bourges force l'allure. Le président commun d'Antenne 2 et de FR 3 vient de « boucler » en deux jours la première étape de son plan de réorganisation et de restructuration de la chaîne – 377 suppressions de postes, 36 créations. La réunion du comité d'entreprise, mardi 9 juillet, a mis en lumière la division des organisations syndicales sur la stratégie à suivre. Les délégués CFDT et SNJ (journalistes autonomes) ont quitté la séance après le rejet, par neuf voix contre huit, de leur projet de résolution qualifiant le plan de M. Bourges de « pseudo-plan social » ne visant pas « une réorganisation économique pour le développement de l'entreprise et la défense de l'emploi mais une simple réduction mathématique de la masse salariale ». Les délégués de FO et de la CGT ont voté contre. « Nous sommes opposés à toute action prématurée qui userait inutilement le personnel, expliquait le responsable de la CGT-A 2 (désavoué par le SNRT-CGT), M. Gilles Julien. Le plan Bourges n'est pas bon, mais il nous laisse une marge de manœuvre assez grande ».

Qualifiant la réunion du comité d'entreprise de « simulacre de concertation », les délégués CFDT

et SNJ veulent désormais en obtenir l'annulation. La direction, en revanche, l'estime « parfaitement valide ». Elle s'en tient donc à son calendrier initial, et une nouvelle réunion sera convoquée le 30 juillet pour examiner les conclusions de l'expert (le cabinet FIDOREC) désigné pour étudier le projet de réorganisation de la chaîne.

Mercrredi, c'était au tour du conseil d'administration de la chaîne d'entendre les projets du président Bourges. Le projet de réforme « télévisuelle publique » a obtenu huit voix pour et une contre ; le plan social, sept voix pour, une contre et une abstention. M. Bourges avait alors beau jeu d'inviter « les personnels à se rapprocher de la direction pour continuer le dialogue social ». Une invitation immédiatement repoussée par le SNJ, qui a estimé « ne rien avoir à négocier ».

Profondément les divisions syndicales sont-elles irrémédiables ? Il est encore trop tôt pour le dire. Mais bien que la direction se défende d'en jouer, elles déconcertent les personnels. FO et la CFDT avaient fait presque jeu égal aux dernières élections des représentants du personnel au conseil d'administration de la société. P.-A. G.

## Le CSA adresse une double mise en demeure à M6

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a adressé, mercredi 10 juillet, une double mise en demeure à M6. Dans une analyse de l'exercice 1990, le Conseil juge en effet le bilan de la chaîne « contrasté ». Le chiffre d'affaires a progressé de 70 % (601 millions de francs contre 354 en 1989), les décrochages locaux sont un succès, la contribution au développement des industries de programmes (23,9 % du chiffre d'affaires net) satisfaisante. En revanche, le CSA met en demeure M6 de respecter son « obligation de programmer une heure trente d'émissions musicales destinées aux jeunes » en fin d'après-midi. Les « sages » lui demandent également de porter à 68 %, comme elle s'y était engagée, sa part de programmes francophones (contre 57,8 % actuellement). Le Conseil se fait en revanche plus indulgent avec

la Cinq. Malgré une baisse de 9 % de son chiffre d'affaires et une « érosion de son audience » (11,7 % au lieu de 13 % en 1989), le chaîne, souligne le CSA, « a rempli ses principales obligations de production » (21,6 % de son chiffre d'affaires), à l'exception de celles consacrées aux œuvres d'animation. La Cinq s'est engagée à compenser cet écart en y investissant 2,5 millions de francs supplémentaires en 1991.

FOOTBALL : le tirage au sort des coupes d'Europe

## L'Olympique de Marseille rencontrera Luxembourg

Le tirage au sort du premier tour des coupes d'Europe de football, qui se déroulera les 18 septembre et 2 octobre, a eu lieu jeudi 11 juillet à Zurich. En seizièmes de finale de la coupe des clubs champions, l'Olympique de Marseille rencontrera l'US Luxembourg (match aller à Luxembourg).

En seizièmes de finale de la Coupe des vainqueurs de coupe, l'AS Monaco sera opposée aux Galois de Swansea (match aller au pays de Galles). Enfin, en coupe de l'UEFA (32), l'AJ Auxerre rencontrera le club danois d'Ikast (match aller à Auxerre), l'Olympique lyonnais les Suédois d'Oster-Vaxjo (match aller à Lyon) et l'AS Cannes les Portugais de Salgueiros (match aller au Portugal).

## L'ESSENTIEL

### SECTION A

#### Rapprochement turco-irakien

Ankara ouvre son ambassade à Bagdad... 3

#### Le statut de la Corse

Le gouvernement veut aider plus l'île que les autres régions... 8

#### Le Tour de France

La chute de Sorensen... 10

#### Le Festival d'Avignon

La nouvelle Chartreuse. Comédies barbares, de Valle Inclán... 11

#### Les réformes économiques en Egypte

Les pays industrialisés continueront d'apporter leur aide... 14

#### Les salaires de la fonction publique

M. Solisson recherche un accord avec les syndicats... 14

#### Budget allemand

Comment limiter le déficit ?... 15

#### La fiscalité dans les DOM

Un rapport de M. Alain Richard (PS)... 20

#### La remise en ordre des télévisions publiques

Divisions syndicales à Antenne 2... 20

### SECTION B

#### LIVRES • IDÉES

● Georges Bataille, le taurau affronté ● Le fauconnier de Michel Braudeau ● Ecrits et photographes : à la recherche de l'Afrique fontaine ● Echos d'une saison littéraire ● Les paradoxes de Jean-Luc Marion ● Le cœur d'Irène Curie ● Lettres étrangères... 21 à 28

#### Services

Abonnements... 4  
Annonces classées... 16  
Cartes... 18  
Loto... 18  
Marchés financiers... 16-17  
Météorologie... 19  
Mots croisés... 19  
Radio-Télévision... 19

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

#### A nos lecteurs

En raison d'arrêts de travail du personnel technique de notre journal, liés aux négociations salariales en cours entre le comité intersyndical du Livre parisien (COT) et le Syndicat de la presse parisienne, l'impression du Monde d'hier a été fortement retardée et sa distribution perturbée. Nous prions nos lecteurs, acheteurs au numéro ou abonnés, de nous en excuser.

Le numéro du « Monde » daté 11 juillet 1991 a été tiré à 471 222 exemplaires.

**Faites une affaire avec un de nos derniers modèles 91 en livraison immédiate**

- 205 Color, Line, ess./diesel
- 205 XR 5cv
- 205 Turbo diesel 3 et 5p
- 309 Grafic
- 309 XR et SRDT
- 309 XS, GTI 16 soupapes
- 309 XA, J91800 kg diesel
- 405 M16, 605 SV 24
- 405 Break affaires ess./dl.
- 605 SV 3/SVDT/SV

**PEUGEOT NEUBAUER**

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34  
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68  
23, bd des Belles-Églises 75008 PARIS ☎42.93.58.52  
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21



# LIVRES • IDEES

## Bataille, le taureau affronté

Qui est donc cet homme sans autre pensée que l'ironie, sans autre fin que l'impossible ?

Marguerite Duras, en 1958, dans une revue, *la Cigüe*, qui s'arrêtera là dès son premier numéro : « La critique, au seul nom de Bataille, s'insolite (...). Les années passent : les gens continuent à vivre dans l'illusion qu'ils pourront un jour parler de Bataille (...). Cette abstention devient leur orgueil. Ils mourront sans oser, dans le souci extrême où ils sont de leur réputation, affronter ce taureau. »

Dans *la Cigüe*, l'hommage à Georges Bataille est serré entre des textes sur le FLN algérien (pour), le stalinisme (contre) et Nicholas Ray. Au sommaire : Char, Duras, Fautrier, Des Forêts, Malraux, Wahl... Leiris et Masson enfin, à qui Bataille vient d'envoyer l'*Érotisme*. « Je n'aurais pu écrire ce livre si j'avais dû, seul, élaborer les problèmes qu'il me posait. »

Ce générique à quelque chose de saisissant. Bataille, si peu connu en 1958, mobilise donc ces noms-là, pour une revue d'étudiants sans lendemain. Étrange.

Étrange quand on ne sait pas, quand on ne sait plus ou quand on ne veut plus savoir. D'*Histoire de l'œil* (1928) aux *Larmes d'Eros* (1962), l'œuvre la plus déchirée qui soit est justifiée par l'amitié : Leiris, Masson, Klossowski, Queneau, Caillols, Blanchot mais aussi Char, Lacan, Michaux, Giacometti, Prévert... Qui est donc cet homme sans autre pensée que l'ironie, sans autre fin que l'impossible, sans autre attente que « l'évanouissement du réel discursif » (quelle formule...), sans autre anxiété que de dénuder la vie et l'idée comme une fille, sans autre principe que la dépense — la part maudite, cet excès où se condense le sacrifice ? Qui est celui qui secoue en douce la philosophie, un peu comiquement attournée devant lui, un soir de 1943 — tous présents, de Sartre à Gabriel Marcel — à propos du « péché » ?

Son érotisme sale, dur, tenté par le néant et doublé par l'absence de Dieu, n'est pas ce qui effraie : « Je fais peur, non pour mes cris, mais je ne peux laisser personne en paix. »

Barthes le dit avec une douceur analogique et ce regard sensible : « Bataille, en somme, me touche : Qu'ai-je à faire avec le rire, la dévotion, la poésie, la violence ? Qu'ai-je à dire du sacré », de « l'impossible » ? Cependant, il suffit que je fasse coller tout ce langage (étranger) avec un trouble qui annonce chez moi la peur pour que Bataille me reconquière : tout ce qu'il écrit alors me décrit : ça colle. »

Cycliquement, Bataille disparaît et revient. On sent qu'il monte vers la connaissance — la « reconnaissance », elle, est vraiment à l'envers de son désir et de sa chance, — et tout aussitôt il plonge. On ne s'y fait pas. Styphe de la glose. Ça repart à peu près tous les sept ans. La périodicité n'a jamais été étudiée de près.

Tir groupé d'éditeurs en 1957 : *le Bleu du ciel*, *l'Érotisme*, *la Littérature* et *le Mal*. Dès le début des années 60, le groupe *Tel* quel s'agit et l'agré. Après sa mort, en 1963, *Critique*, qu'il a fondée en 1947,



« Si la vie n'avait pas pleinement porté ces hommes au niveau de l'oubliance, de la joie, ils n'auraient pu la représenter avec cette force décalée. » (Bataille : Lacan ou la naissance de l'art, SIDA.)

publie un numéro spécial que d'autres, plus bruyants, auraient hissé à hauteur de manifeste : les textes sont de Barthes, Blanchot, Bruno, Foucault, Klossowski, Leiris, Masson, Métraux, Piel, Queneau, Sollers, J. Wahl. Il est temps de les lire (1).

Plus tard, deux numéros de *l'Arc* lui sont consacrés (Leiris, J. M. Rey, Deguy, Hollier, Derrida, Duvignaud, Kojève, Perroux...). Michel Foucault lance les *Œuvres complètes*. Une décade à Cerisy fait parler de lui, d'elle (1973 : Sollers, Barthes, Baudry, Hollier, Houdebine, Julia Kristeva, Pleynet, F. Wahl).

L'esprit sérieux prend ombre de « leur cheval de Bataille ». Des universitaires kamikazes entrent dans la danse. Les colloques sont suivis de silences, les silences de raids solitaires : Réda, Baudrillard, Lucette Finas, J.-L. Nancy, Denis Hollier réinventent le *Collège de sociologie* (1980) (2). Les livres se suivent avec la régularité d'un phare dans la nuit. Michel Surya construit sa biographie autour de la *Mort à l'œuvre* (1987) (3). A chaque période, son générique propre.

L'œuvre débordante. A la disposition de

Bataille, on en connaît bien moins de la moitié. Les traductions ouvrent la voie d'une critique anglo-saxonne, japonaise. Égarés par leur déconvenue comme des gosses qui voient partir le ballon dans le ciel, restent ceux qui auront eu la lubie saugrenue d'admirer Bataille... de le suivre... « La révolte est le plaisir même, et c'est aussi ce qui se joue de toute pensée. » C'est d'expérience libre d'attaches qu'il s'agit, libre même de toute origine.

Régulièrement aussi — ceci explique cela, — comme un symptôme, comme une dent qui agace : le soupçon. L'ambiguïté de Bataille, sa course indécidable, sa vitesse paradoxale, son écriture aux drôleries accidentelles, son mouvement même égaré : « Ma chute vertigineuse et la différence qu'elle introduit peuvent n'être pas saisies par qui n'en fait pas l'épreuve en lui-même. Je n'aboutis jamais. C'est pourquoi la critique de ma pensée est si difficile. »

On n'aime pas cela. Le soupçon est la seule issue. Il a des airs de piteux phénix. Le bleu d'un regard allemand devrait suffire à discréditer le *Bleu du ciel*, trouve-

t-on même dans un livre récent ! La théorie littéraire n'est pas tirée d'affaire. On sort Hegel, Marx et quelques autres de la manche, ce tunnel de la pensée, pour démonter la notion de dépense. En effet... On critique le marxiste, on traque l'idéaliste, on dénonce le matérialiste, on dévoile le mystique, on en veut au débauché. On s'en prend au bibliothécaire. Tout dépend du moment. Les soupçons jetés sur Bataille sont de bons indicateurs d'époque. On n'y a pas forcément, il s'en faut, la vivacité de Breton en 1929 ou la férocité de Sartre en 1943 : Bataille a alors quarante-sept ans. Il vient de publier son « premier » livre, *l'Expérience intérieure*. Au fait, qui est cet homme sans œuvre qui s'attire les foudres de Breton et de Sartre à quinze ans de distance ?

Une science pourrait s'inventer qui suivrait la météorologie du soupçon de Bataille. Elle dirait l'air du temps. Bon baromètre idéologique. Elle relèverait des dépressions, des perturbations, des anticyclones et saurait annoncer la température du ton, sa hauteur, sa trivialité. Elle ne maintiendrait qu'une constante — comme on constate le bleu du ciel ou l'orage (désiré) : « que l'exercice de la liberté de pensée est (aujourd'hui, encore) intolérable ; que les écrits ne sont pas lus » (Jacques Risset) et, accessoirement, que l'écriture, lorsqu'elle s'ouvre à la nuit, laisse désemparé.

Il y a un risque plus réel qu'on ne pense, un risque qu'on prétend d'ailleurs ne plus apercevoir (les mœurs, l'évolution, tout ça...) à faire du sexe une méthode, du plaisir une violence et de l'érotisme l'abîme mortel. La perte où glisse dans la joie l'esprit tout entier vers son absence.

Cet après-désir de tout dire, « tout, à quelque point qu'en frémissent les hommes » (Sade), l'exigence nietzschéenne de rejoindre le non-savoir, à hauteur d'homme et à hauteur de mort, l'affirmation du sujet, si tôt nié dans son intimité reculée, ne sont que les effets d'une transgression que l'on supportera de moins en moins bien. Car elle oblige la littérature, du côté du mal, à plaider coupable et parce qu'elle ne peut plus répondre qu'à une morale commandée, aux yeux de Bataille, par celle des camps et d'Hiroshima.

On ne rejoint pas sans casse l'expérience impartageable de qui a pu lâcher : « Je n'écris pas pour ce monde-ci. » Ce qui n'est qu'une façon, la plus crue et la plus animale, de viser, dans l'histoire universelle, l'excès de pureté où se brûle Edwarda. Cette imperceptible colère du bonheur. Silence et mort compris.

Francis Marmande

(1) *Critique*, « Hommage à Georges Bataille », numéros 195-196, août-septembre 1983. Vient d'être républié.  
(2) Dont on annonce la réédition. Hollier est déjà l'auteur de la *Prise de la Concorde* (Gallimard, 1974).  
(3) Bientôt augmentée et rééditée à la Librairie Séguier.

### LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

### L'opium de la digression

Thomas de Quincey, connu surtout pour les *Confessions d'un mangeur d'opium* et *De l'assassinat considéré comme un des beaux arts*, a écrit plusieurs ouvrages historiques. Dans les *Césars*, il retrace quatre siècles d'histoire romaine et s'interroge, après Gibbon, sur la grandeur et la décadence d'un empire.

Page 22

### ECRIVAINS ET PHOTOGRAPHES

### A la recherche de l'Afrique fantôme

Après le voyage en Egypte de Fouad El Koury sur les traces de Flaubert et Du Camp (« le Monde des livres » du 5 juillet), nous poursuivons notre série d'été avec un texte de Michel Leiris, extrait de *l'Afrique fantôme*, et une photographie de Françoise Huguier.

Page 22

### EDITION

### Echos d'une saison littéraire

En dépit de la guerre du Golfe, qui a pu porter atteinte à la fréquentation des librairies, cette nouvelle saison littéraire a montré que le roman français ne se portait pas si mal. En revanche, les petits éditeurs se montrent un peu plus moroses.

Page 23

## Une prophétie sexuelle

LE BLEU DU CIEL  
de Georges Bataille.  
Gallimard, « L'Imaginaire »,  
n° 238, 210 p., 38 F.

Jour après jour, maintenant, nous évoquons le cataclysme de la seconde guerre mondiale et son double cœur meurtrier : le nazisme, le stalinisme. Mais savons-nous pour autant expliquer cette explosion noire dont nous condamnons l'horreur ? Le vingtième siècle, on s'en doute de plus en plus, aura été celui de la mort programmée. Nous sentons pourtant que cette boucherie froide se distingue de toutes les autres. Mais en quoi exactement ? Les historiens peuvent-ils répondre ? Ou encore les timides freudiens socialisés ? Voici un roman qui nous renseigne mieux que tout discours sur cette ténébreuse et messianique histoire. Écrit en mai 1935, il a été publié seulement en 1957 (1). La revêche soudain devient nous. Qui l'a vraiment lu ? Qui osera le lire ?

Avec le *Château* et le *Procès*, *Voyage au bout de la nuit* et *Mort à crédit*, *Journal du voleur* et *la Nausée*, le *Bleu du ciel* est sans doute le plus prophétique des récits d'avant

la catastrophe. Regardons le paysage littéraire entre 1925 et 1940. Proust est mort, le temps retrouvé est aussitôt repertorié. Dans les œuvres fortes de l'époque, la mort s'annonce à chaque instant, insiste, grime, introduit sa suffocation, sombre dans chaque repli de la narration. L'absurde, le non-sens sont maîtres du jeu. L'acteur le plus compromis dans cet effondrement généralisé est bien celui que Bataille met en scène : il est sans cesse hors de lui, dans un vertige tétrique, il pleure, il s'observe, il vomit, son corps ne lui répond plus, mais il persiste à trouver la situation comique, terrible et comique. « Comment nous attendre à des livres auxquels l'auteur, sensiblement, n'a pas été contraint ? »

C'est là, nous dit Bataille, la fonction sans égale du roman qui « réagit à la vérité multiple de la vie » et situe « devant le destin ». Il nous « situe devant le destin ». Il faut raconter l'échec, le trouble, la déchéance, le mensonge criant, la douleur, pour retrouver un « bonheur affirmé contre toute raison ». Tel est l'anti-héros de Bataille : il doit surmonter, page après page, comme dans la vie devenue invivable, une sorte d'indétermination permanente à la décomposi-

tion. Son diagnostic est celui-ci : la société tout entière est devenue une énorme sexualité ratée, les hommes et les femmes ne peuvent plus se jouer qu'un ballet sinistre et dégoûté d'incompatibilité radicale. Cette impasse mène droit à la répression brutale, c'est elle, au fond, qui est désirée. Les intermédiaires de cette répression ? Des femmes.

Trois femmes, en tout cas, inoubliables. D'abord Lazare, figure de l'antidépuration (sa transposition très reconnaissable des rapports ambivalents de Bataille avec Simone Weil). Elle est « l'oiseau de malheur » dont « la démarche saccadée et somnambulique » implique « un contrat qu'elle aurait accordé à la mort ». Sainte renversée, innocente de son vrai désir, elle rêve et croit agir pour une révolution socialiste. Xénie, ensuite, mondaine hystérique, qui est ici comme un animal pris au piège. Dorothea, enfin, *Dirty*, un des plus étonnants personnages féminins de tous les romans, qui exprime ouvertement la vérité glacée du goût pour la mort.

Le *Bleu du ciel*, d'emblée, est aux antipodes de la fascination romantique ou surréaliste pour « la femme » et se pose comme supposée. Rien à voir

avec Nadja ou Elsa. Le voyage, de Londres à Paris, de Paris à Barcelone, puis de Barcelone à Trèves, en Allemagne, est celui de la révélation d'une nérophilie de plus en plus dure, endiablée. Lazare, sous couvert d'activisme révolutionnaire, est une pure mécanique sacrificielle. Xénie est une pauvre fille qui ne comprend rien, mais finira, comme malgré elle, par faire tuer un homme. *Dirty*, enfin, ne s'achève que dans la représentation vouée de la destruction cadavérique.

Cette trinité féminine semble concentrer en elle tous les maudits à l'œuvre, en secret, sous les apparences historiques. Le narrateur, entre elles, va, thibet, l'ivoire, mais décidé à aller jusqu'au bout, à retrouver, quel qu'il lui en coûte, une certitude, une « ironie noire » souveraine et neuve : « J'avais ri de la même façon quand j'étais petit et que j'étais certain qu'un jour, moi, parce qu'une insolence heureuse me portait, je devrais tout renverser, de toute nécessité tout renverser. »

Philippe Sollers  
Lire la suite page 26

(1) Chez Jean-Jacques Pauvert.

**JEAN-MARIE ROUART**  
**PRIX PRINCE PIERRE DE MONACO 1991**  
**Pour l'ensemble de son œuvre**  
**Grasset**

## LES CÉSARS

de Thomas De Quincey.  
Traduit de l'anglais par Michèle Hechter et Claude Bensimon.  
Le Promeneur, 205 p., 139 F.

**P**ARCE qu'il écrit deux chefs-d'œuvre étranges dont les titres frappent la mémoire, les *Confessions d'un opiomane anglais* et *De l'assassinat considéré comme un des beaux arts*, Thomas De Quincey a souvent chez nous l'image d'un dandy romantique abîmé dans les affres de la drogue, un héros baudelairien auréolé d'un peu de souffre aristocratique, à la manière de William Beckford. Contrairement au riche bâtisseur de Fonthill Abbey, De Quincey vécut constamment dans la misère et connut une des plus tristes existences qui soient.

Orphelin de bonne heure, après une enfance douloureuse et exploitée, tel un petit martyr de Dickens, il se maria, noua de prestigieuses amitiés littéraires avec Coleridge, Wordsworth, mais ne trouva jamais les moyens de l'aisance financière ni la paix de son âme inquiète. Ayant découvert dans l'opium le moyen de soulager ses migraines et ses angoisses, il ne pourra plus de sa vie renoncer à cette bienfaisante et funeste habitude. Cette drogue qui n'est pourtant pas réputée pousser à l'action, ne l'empêchera pas de rédiger maints ouvrages historiques, dont un *Charlemagne* et ce petit livre sur les *Césars*, publié en 1832 et jamais réédité, y compris en anglais depuis 1867.

La connaissance qu'avait De Quincey de l'Antiquité et des textes anciens (y compris de leurs commentateurs ultérieurs, Casaubon, Scaliger, Gibbon) était prodigieuse. Privé de livres, par une des multiples saisies d'huissier dont il est l'objet, il écrit les *Césars* au fil de la plume, de mémoire. Il cite longuement ses auteurs, corrige au besoin les fautes de latin, en virtuose, en familier d'un passé qui peuple tout l'écran de son monde intérieur, de son imaginaire halluciné.

Pourquoi s'intéresser à la grandeur et à la décadence de l'Empire romain ? Parce qu'on n'a jamais vu dans le monde une plus sublime incarnation du pouvoir, un monument plus formidable élevé à la majesté (et De Quincey, né en 1785, mort en 1859, écrit en plein règne de Victoria, future impératrice) et que « la décadence de cette puissance dévoreuse de trônes doit et devra occuper la première place dans les travaux des historiens. Le spectacle d'un ciel qui se défait » n'est pas moins grand que le déploiement de ses pompes nuageuses ».

L'étude de De Quincey couvre quatre siècles, de 100 avant J.-C. à 305 après J.-C., de César à Dioclétien et Proba. Elle dépasse donc largement celle de Suétone qui ne s'attache qu'aux douze premiers Césars, mais n'égale pas celle, bien plus exhaustive, de Gibbon. C'est une réflexion d'érudit qui veut tirer des lois de l'amoncellement désordonné des faits et ajouter son grain de sel personnel et singulier au travail de science politique entrepris bien avant lui par les philosophes des Lumières. Il y parviendra, non par une méthode vraiment originale mais en écrivant, par un effet de style.

Seul le premier César, Caius Julius, emporte toute l'admiration de De Quincey. Par son audace, sa décision subversive de fran-

## LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Thomas De Quincey : de l'Antiquité considérée comme l'un des beaux arts.

## L'opium de la digression

chir le Rubicon — très beau passage sur le fantôme qu'aperçut César dans la nuit juste avant ce pas de trop qui devait renverser la République et fonder l'Empire — et par ses qualités personnelles : mépris du danger, énergie inépuisable, rapidité de décision, mobilité en campagne, présence d'esprit, « rapidité électrique à affronter les désastres ». Il nous vante ses libéralités, son adresse à cheval, son élégance raffinée, sa courtoisie, ses dons d'orateur qui lui auraient permis de surpasser Cicéron s'il n'avait eu rien de plus urgent à entreprendre, ses qualités d'écrivain incontestables et dont la sûreté pleine de grandeur forgera ju-

qu'au style du général de Gaulle. Il nous montre les peuples du monde entier représentés à Rome, en pleurs au jour de sa mort. Ce fut, selon De Quincey, le plus grand des hommes d'action.

Le deuxième César, l'intrigant, le cruel et l'opiniâtre Octave, qui fut si peu estimable pendant ses années de ruse, ne mérite son titre d'Auguste que pour la paix de son long règne et sa tardive clémence. Pour le resta, De Quincey ne l'apprécie guère. « Mari trompé, père déçu, déshonoré, sa longue vie fut celle d'un histrion appliqué, habile à dissimuler, pour utile que cela ait été. Oui, petit homme, le grand étalage d'un excellent jeu d'acteur essentiellement préoccupé de soi ».

Caligula, Claude et Néron sont évidemment des morceaux de choix pour tout historien de cette période. Les cruautés imprévisibles, la gaïeté meurtrière et insomniaque du premier, la fausse médiocrité du second, la mort abjecte du troisième sur une paille d'esclave, sont assez connues. Tacite (son chapitre sur Caligula est, hélas, perdu) a fait de Néron une peinture mémorable. Suétone aussi, mais il ne trouve pas grâce aux yeux de De Quincey : trafiquant d'anecdotes, amateur de singularités cachées, amoureux de perversités, collectionneur de malformations ou d'avortons, il n'est qu'un antiquaire soucieux de bourrer son cabinet de curiosités de toutes les merveilles et toutes les horreurs, entre le saltimbanque médiéval et le journaliste de la presse du cœur, sans esprit d'analyse.

Lui, De Quincey, s'explique mieux — mieux que Gibbon même — le déclin de l'Empire romain par quatre causes : le mélange des populations et la disparition de la pure race romaine ; la destruction progressive de la religion ; le développement extravagant des jeux du cirque sous les formes les plus onéreuses et les plus dégradantes ; la dissolution du statut d'empereur, notion sacrée et originale qui n'eut jamais d'équivalent ailleurs sur une telle durée. Il y eut par la suite d'autres Césars d'envergure intéressante, Hadrien notamment — et l'auteur souligne intelligemment le rôle qu'il fit jouer à Antinios, son favori, véritable leurre des convoitises à la succession plus que simple hochet de plaisir, — et jusqu'à Dioclétien qui à quelques figures éphémères près, clôt la liste.

La force de De Quincey toutefois réside moins dans sa fidélité d'historien que dans ses écarts, ses notes immenses qui font de véritables méandres amazoniens en double du cours principal du fleuve, dans lesquelles on apprend toutes sortes de choses essentielles, pourquoi les romains voyageaient la nuit de préférence, quelles étaient leurs notions du chaud et du froid, ce qu'ils prenaient au petit déjeuner, de quelle nuance était exactement le pourpre réservée à la famille impériale, quel était le rôle des colonies dont héritaient les vétérans de l'armée, etc. De Quincey se permet au passage d'accuser Gibbon de sensationnalisme et d'ignorer délibérément les causes profondes du déclin de l'Empire. A nombre de ses notes, il en ajoute d'autres, par un phénomène de bouture, comme des champignons superposés en une exubérance interprétative baroque, dont on voit bien qu'elle pourrait se poursuivre et se réengendrer à l'infini.

On peut lire dans cette démarche décousue apparemment, ou plutôt brodée, surchargée, le cheminement d'un esprit très brillant et libre, à la recherche d'une méthode mais sans esprit de chapelle ni obédience universitaire ; on peut y relever aussi l'empreinte du poison préféré de l'écrivain, de sa capacité à ouvrir toujours de nouvelles poches ou bulles de pensée incluses les unes dans les autres, à toujours ressasser son rêve.

## ÉCRIVAINS ET PHOTOGRAPHES

## A la recherche de l'Afrique fantôme

Après le voyage en Egypte de Fouad El Koury sur les traces de Gustave Flaubert et Maxime du Camp (« le Monde des livres » du 5 juillet), nous poursuivons notre série « Écrivains et photographes ». Françoise Huguer, de l'agence Vu, a refait le voyage de Michel Leiris, à la recherche de « l'Afrique fantôme » décrite par l'écrivain ethnologue. Son voyage est devenu livre : *Sur les traces de l'Afrique fantôme* (Maeght, 1990). Le carnet de route de Leiris publié en 1934 chez Gallimard a été réédité dans la collection « Tel ».

**P**REMIER contact avec les Mangbétou, anthropophages de légende. Les hommes ont des couteaux compliqués, de petites toques de vannerie, en forme de toques de juge, qu'une ou plusieurs plumes (ou autres fioritures) transforment en toques de pages Renaissance. Ces gens ont de belles pipes ; ce sont de grands fumeurs de chanvre. L'administrateur leur cherche noise à ce sujet. La plupart portent des culottes d'écorce, évasées autour des hanches en colerettes de Pierrot.

Les femmes sont vêtues de courtes jupes de feuilles plissées, avec, sur les fesses, un plateau de vannerie de forme ovale et, devant, un petit rouleau maintenu par la ceinture. Quelques-unes ont devant, en place de jupe de feuilles, une grande pipe rectangulaire en tissu d'écorce. Au cours de la journée, vu deux de



ces femmes, idéalement belles. L'une, assez petite, le visage peint de motifs noirs ainsi que font beaucoup ; les seins assez tombants en forme de gourde, mais les traits délicieux. Un triangle noir au milieu de la bouche

(formé par le limage des deux incisives supérieures du milieu) rend le sourire encore plus gentil. Cette première femme, un bébé sur les bras, se rendait au marché. Ainsi qu'on le remarque sur beaucoup de Mangbétou adultes,

le bébé a le crâne allongé (volontairement déformé).

C'est à ce crâne allongé, autant qu'à son corps d'une inhumaine beauté, que la deuxième fille dont je veux parler (celle-là certainement pas encore mère et

rencontrée près d'un bac) devait sa bouleversante distinction. Ces deux femmes m'ont semblé moins farouches que d'autres, qui n'avaient même pas voulu se laisser photographier (elles étaient justement vieilles et laides).

Beaucoup d'hommes ou de femmes se sauvent dès que la voiture s'arrête. Un enfant, à qui nous achetons un ananas, ose à peine me le tendre et je dois lui jeter la monnaie, tant il redoute que sa main entre en contact avec ma main.

Grosse tornade, juste après le déjeuner (pris à l'orée d'un marigot qui, bien que nous soyons en savane, s'enfonce dans des profondeurs forestières de fées). Vouloir éviter un arbre que le vent a abattu en travers de la route, Griaule embourbe la touriste. A nous deux, nous devons la dépanner ainsi que la remorque, très lourdement chargée. L'argent est derrière. Aveuglé par la tornade, et sur un mauvais renseignement, il se trompe de route, ce qui le retarde d'une heure et demie. Luiten est devant. Nous le retrouvons à la nuit, en plein bled, dans une église en bois et chaume, où nous installons le campement.

En cours de route, alors qu'il ne pleuvait pas et que nous pouvions aller vite, les gens nous acclamaient au passage, avec la même excitation qu'ils devaient avoir au temps des guerres entre tribus et des somptueux massacres. Durant la pluie, leur attitude semblait parfois hostile, car nous les éclaboussions horriblement. Quelques-uns d'entre eux, hommes ou femmes, tenaient à la main une longue feuille de bananier en guise de parapluie.

Michel Leiris  
(Copyright Gallimard)



LIVRES • IDÉES  
ÉDITION

# Echos d'une saison littéraire

Une année marquée par le succès des Champs d'honneur de Jean Rouaud (prix Goncourt, 550 000 exemplaires vendus) qui montre que le roman français ne se porte pas si mal

La tentation de l'exhaustivité, courante chez les journalistes, parce qu'ils se savent condamnés au fluctuant et à l'éphémère, conduit souvent à dresser des bilans. Celui d'une saison littéraire est particulièrement périlleux. Pour bien des livres, il est trop tôt pour connaître les ventes nettes. De plus, certains éditeurs mentionnent leurs tirages, d'autres leurs « sorties » (les exemplaires qui sont déjà sur le marché). Les uns, moroses, mentent un peu à la hausse pour se reconforter. D'autres encore, contents de leur année, se donnent le luxe d'insister sur la précision de leurs chiffres. La plupart, conscients de l'impossibilité d'être exacts, s'en tiennent à des « fourchettes ». Quant au rédacteur, qui ne peut tout mentionner, il choisit, en toute subjectivité, bien sûr. Bref, on aura compris qu'on ne trouvera pas ici la précision de bilans comptables : il ne s'agit que d'échos d'une année littéraire. Avec le souhait, toutefois, qu'ils fassent à nouveau résonner quelques titres.



Des prix littéraires d'automne, on retiendra d'abord le succès du Goncourt, Jean Rouaud (*Les Champs d'honneur*, Minuit, plus de 550 000 exemplaires). Mais les plus de 80 000 exemplaires du *Femina* pour un roman de quelque huit cents pages (*Nous sommes éternels*, de Pierrette Fleutiaux, Gallimard) ne sont pas une mince victoire. Ils plaident magnifiquement contre le lieu commun : « de gros livres littéraires ne se vendent pas ». Le *Médicis* (*Quartiers d'hiver*, de Jean-Noël Pancrazi, Gallimard) est entre 45 000 et 50 000 exemplaires. *L'Interrallié* (des *Animals*, de Bayon, Grasset) entre 40 000 et 50 000. Quant au Renaudot, les *Frères Romains* de Jean Colombier, son éditeur, Calmann-Lévy, insoucieux de la moue dubitative de ses confrères, annonce 75 000.

Plus généralement, le roman français — du plus populaire au plus raffiné — ne se porte pas aussi mal que les grinchus s'obstinent encore à le dire. Il va même assez bien. En dehors des deux succès à plus de 300 000 exemplaires (*Le Petit Garçon*, de Philippe Labro, Gallimard, et *l'Appel des engoulements*, de Claude Michelet, Laffont), les auteurs confirmés et les grands écrivains trouvent leur public. Leurs livres sont pourtant, pour la plupart, sortis en janvier et mars, et la guerre du Golfe, on le sait, a porté atteinte à la fréquentation des librairies.

Autour de 200 000 exemplaires, on retrouve Jean d'Ormesson avec *Histoire du juif errant* (Gallimard). Entre 100 000 et 150 000 : J.-M. G. Le Clezio (*Onitsha*, Gallimard); Tahar Ben Jelloun (*Les Yeux baissés*, Seuil); Françoise Sagan (*Les Faux-fuyants*, Julliard). Entre 70 000 et 100 000 : Hervé Guibert (*Le Protocole compassionnel*, Gallimard), Henri Troyat (*Aliocha*, Flammarion), Patrick Modiano (*Fleurs de ruine*, Seuil). Autour de 50 000, on trouve les romans baptisés un peu trop vite « plus difficiles », mais dont, en effet, les enjeux sont plus complexes : *la Fête à Venise*, de Philippe Sollers (Gallimard); *l'Ecole du Sud*, de Dominique Fernandez (Grasset); *le Miroir aux trois*, de Jacques Laurent (Grasset) (dont, par ailleurs, la réédition des *Corps tranquilles* chez Stock a atteint 10 000 exemplaires).

Parmi les autres bonnes ventes, qu'il est impossible de citer toutes, relevons d'abord Bernard Clavel, un habitué des plus de 100 000 exemplaires (*Meurtres sur le Grandvaux*), tout comme Patrick Cauvin (*Belles galères*) — tous deux chez Albin Michel.

Entre 80 000 et 100 000 : *Jardins de lumière*, d'Amin Maalouf (Laffont); *l'Ecole des pères*, d'Hervé Bazin (Seuil); *la Voie des vertugains*, de Robert Merle (Bernard de Fallois).

Entre 50 000 et 80 000 : *la Stratégie du bouffon*, de Serge Lenz (Laffont); *Coups de sang*, de Cavanna (Belfond); *Comme si de rien n'était*, de Marie Cardinal; *Catherine Courage*, de Jacques Duquesne; *Une affaire d'héritage*, de Christine Arnothy (tous chez Grasset); *Un amour fou*, de Catherine Hermaty-Vieille (Orban, prix des Maisons de la presse); *le Temps des cerises*, de Dan Franck et Jean Vautrin (Fayard); *la Paresseuse*, de Patrick Besson; *les Fourmis*, de Bernard Werber (tous deux chez Albin Michel).

Entre 30 000 et 50 000 : *Parfum des étés perdus*, de Claude Bami (Gallimard, prix RTL); *Entre :* et

*fermez la porte*, de Raphaële Billé-doux; *la Leçon inaugurale*, de Jean-Didier Wolfromm; *Rire et pleurer*, de François Weyergans (tous chez Grasset); *la Femme de chambre du Titane*, de Didier Decoin (Seuil); *le Petit Prince canibale*, de Françoise Lefèvre (Actes Sud); *le Regard des femmes*, de Max Gallo; *l'Absent*, d'Alexandra Lapierre (tous deux chez Laffont).

Entre 20 000 et 30 000 : *la Nuit des masques*, de Marc Lambron (Flammarion, prix Colette); *l'Aveugle*, d'Agustín Gómez Arcos (Stock); *Anibal*, d'Anne Bragance; *Diner d'adieu*, de Pascal Lainé; *Mylenya ou la Maison du silence*, d'Alain Gerber (tous chez Laffont); *San Antonio entre en scène*, de Frédéric Dard, un monologue écrit pour le théâtre (*Le Rocher*); *Antan d'enfance*, de Patrick Chamoiseau, dans la toute nouvelle — et très réussie — collection « Haute Enfance » (Hatier).

Enfin, on remarque, parmi les jeunes auteurs prometteurs qui ont publié cette année, Anne Garréta (*Ciel liquide*, Grasset, entre 10 000 et 20 000) et Marie Ndiaye (*En famille*, Minuit, autour de 10 000).

Parmi les premiers romans, si l'on excepte le prix Goncourt, les *Champs d'honneur*, il demeure quelques beaux succès : *Une femme qui ne disait rien*, de Michelle Schuller (Presses de la Renaissance, prix des Libraires, autour de 35 000); *la Voyeuse interdite*, de Nina Bouraoui (Gallimard, prix du livre Inter, autour de 35 000); *Rainbow pour Rimbaud*, de Jean Teulé (Julliard, autour de 25 000); *Dieu et nous seuls pouvoirs*, de Michel Folco (Seuil); *l'Immeuble*, de Caroline Tiné (Albin Michel, prix du Pre-

mier Roman), tous deux autour de 15 000; *Berlin dernière*, de Kitis Hilair (Flammarion, autour de 10 000).

## Biographies, essais, documents

Comme souvent, dans les biographies, deux titres dominent la saison : *Yves Montand*, d'Hervé Hanon et Patrick Rotman (Seuil) et *Cochise*, de Philippe Boggio (Flammarion) — toutes deux entre 80 000 et 100 000 exemplaires. Plus inattendu est le succès de la biographie de Marguerite Yourcenar (Gallimard, aussi entre 80 000 et 100 000, prix Femina Varesco). Viennent ensuite le *Louis-Napoléon le Grand*, de Philippe Séguin (Grasset, entre 50 000 et 80 000); *le Chère George Sand*, de Jean Chalon (Flammarion), sorti au printemps et déjà autour de 60 000; *Irène Joliot-Curie*, de Noëlle Lioriot (Presses de la Renaissance, prix des Maisons de la presse, autour de 45 000); *Proust*, de Ghislain de Diesbach, sorti seulement le 15 mai (Perrin, autour de 25 000). Parmi les biographies historiques, citons celle de Mazarin par Pierre Gossert (autour de 30 000) et celle d'Hitler par Marlis Steinert (autour de 20 000) — toutes deux chez Fayard.

Dans les essais et documents, les gros tirages ne manquent pas, au point qu'on se demande pourquoi les plaintes sont si nombreuses sur « la morosité des ventes depuis la guerre du Golfe ». A moins que certains, en mal de conjonction et de consolation, ne mentent plus que de coutume.

Entre 250 000 et 300 000 : *Notre ami le roi*, de Gilles Perrault

(Gallimard, « Au vif du sujet »); *l'Enquête impossible*, d'Antoine Gaudino (Albin Michel).

Entre 200 000 et 250 000 : *Guerre du Golfe, dossier secret*, de Pierre Salinger et Eric Laurent (Orban); *Leçons particulières*, de Françoise Giroud (Fayard); *l'Affrontement*, de Valéry Giscard d'Estaing (Compagnie 12).

Entre 80 000 et 100 000 : *la Gloire des nations*, d'Hélène Carrère d'Encausse (Fayard); *Un président à abattre*, de Philippe Guillaume (Albin Michel); *la Vengeance des nations*, d'Alain Minc; *les Aventures de la liberté*, de Bernard-Henri Lévy (tous deux chez Grasset); *Passions*, de Jean-Jacques Servan-Schreiber (Fayard).

Entre 50 000 et 80 000 : *De Gaulle-Mitterrand, la marque et la trace*, d'Alain Duhamel (Flammarion); *le Météore de lire*, de Bernard Pivot (Gallimard « le Débat »); *Nous les filles*, de Marie Rouanet (Payot); *la Cause des élèves*, de Marguerite Gentzbitzel (Seuil); *l'Etat du monde*, comme chaque année (la Découverte); *les Nouveaux Pouvoirs*, d'Alvin Toffler (Fayard).

Entre 30 000 et 50 000 : *l'Étrange du samouraï*, de Dominique Nora (Calmann-Lévy); *la Femme lapidée*, de Feydoua Sahébian; *Un si proche Orient*, de Marie Seurat (tous deux chez Grasset); *Sortir du socialisme*, de Guy Sorman (Fayard); *la revanche de Dieu*, de Gilles Kepel, la *Décennie Mitterrand*, de Favier et Martin-Roland (tous deux au Seuil); *le Plus Beau Métier du monde*, de Francis Verry (Orban).

Entre 20 000 et 30 000, remarquons d'abord la « bonne surprise » réservée par Claude Duneton à son éditeur (Seuil) avec les

quelques 30 000 exemplaires du *Bouquet des expressions imagées*, un livre de 400 F. Dans les domaines plus intellectuels, Gallimard peut se montrer satisfait des quelques 30 000 exemplaires de l'essai de George Steiner *Réelles Présences*. Parmi les autres titres : *le Tour de la prison*, de Marguerite Yourcenar (Gallimard); *la Vagabonde des mers*, d'Elia Maillart (Payot); *Ma chatte mon amour*, de Remo Forlani (Ramsay); *le Grand Bluff de la pub*, de Denis Bouteiller et Dilip Subramanian (Denoël); *les Grandes Découvertes*, de Jean Favier (Fayard); *Miner de fond*, d'Augustin Viseux (Plon, « Terre humaine »).

Entre 10 000 et 20 000 : *Shakespeare, les feux de l'enfer*, de René Girard (Grasset, prix Médicis essai); *le Don des morts*, de Danièle Sallenave (Gallimard); *Ainsi parle le dalaï-lama*, de Claude B. Levenson, les *Villes du Sud*, de Jean-Pierre Péroncel-Hugoz (tous deux chez Balland); *le Maître des horloges*, de Philippe Delmas (Odile Jacob); les deux premiers volumes de *l'Histoire des Femmes*, dirigée par Georges Duby et Michelle Perrot (Plon); *Fourparlers*, de Gilles Deleuze (Minuit).

Il ne faudrait pas oublier des livres récemment sortis, et qui, comme on dit chez les éditeurs, « démontrent bien », chacun dans sa catégorie : le dernier Salman Rushdie, *Haroun et la mer des histoires* (Bourgois, 30 000); le nouveau Marguerite Duras, *l'Amant de Chine du Nord* (Gallimard, actuellement 80 000 exemplaires de tirage); la biographie de Freud par Peter Gay (Hachette, 12 000); *l'Avenir s'écrit liberté*, d'Edouard Chevaradze, l'ancien ministre des affaires étrangères d'URSS (Odile

Jacob, 35 000); le témoignage de Béatrice Sabuin, longtemps détenue en Thaïlande pour une affaire de drogue, *l'Épreuve* (Laffont, 100 000); *Mademoiselle s'il vous plaît*, de Claude Sarraute (40 000); *la Folle Avoine*, de Guy Georgy (autour de 30 000) (tous deux chez Flammarion); *la Guerre de Mitterrand*, de Christine Clerc et Josette Alia (Orban, autour de 40 000); *Dieu et la science*, de Jean Guilton, Igor et Grichka Bogdanoff (Grasset, 30 000); *le Dictionnaire du français non conventionnel*, de Jacques Ceillard et Alain Rey (Hachette, 12 000).

## Dans le domaine étranger

Dans le domaine étranger, en dehors des habitudes du succès, parmi lesquels on relève cette année John Le Carré avec son nouveau roman, sorti en mai, *le Voyageur secret* (Laffont, 100 000) et Stephen King avec *la Part des ténèbres* (Albin Michel, 150 000), il y a de bonnes ventes attendues, et de bonnes surprises, même si, pour ces dernières, les chiffres restent parfois modestes.

Citons, en toute subjectivité et « dans le désordre », certains des titres qui ont été lus ici avec plaisir : *l'Affaire Kravchenko*, *A la mémoire de Schliemann*, Rouquival, tous trois de Nina Berberova (Actes Sud, chacun autour de 20 000); *Mains perdues*, de Vergilio Ferreira (la Différence, prix Femina étranger, autour de 20 000); *les Feux du Bengale*, le premier roman d'Amitav Ghosh (Seuil, prix Médicis étranger, autour de 20 000); le gros livre de Fernao Mendes Pinto, *Pérégrination* (la Différence, autour de 10 000); *Avant moi*, de Julian Barnes, dans la nouvelle collection « Empreinte » de Denoël (autour de 25 000); *la Demoiselle d'honneur*, de Ruth Rendell (Calmann-Lévy, autour de 20 000); *le Palais des rêves*, d'Ismaïl Kadaré (autour de 40 000); *Comment réaménager notre Russie*, d'Alexandre Soljenitsyne (autour de 30 000) — tous deux chez Fayard; *Face aux ténèbres*, de William Styron (autour de 40 000); *la Vénitienne et autres nouvelles*, de Vladimir Nabokov (autour de 40 000); l'essai *la Fatigue* de Peter Handke (30 000), tandis qu'*Absence* est autour de 15 000); *Extinction*, de Thomas Bernhard (15 000); *les Noces de Cadmos et Harmonie*, de Roberto Calasso (12 000) (tous chez Gallimard); *Liberté pour les ours*, de John Irving, *Brazzaville Plage*, de William Boyd (tous deux au Seuil et tous deux autour de 80 000); la réédition de *Stiller*, de Max Frisch (autour de 10 000); *Un bel matin*, d'Alvaro Mutis (entre 15 000 et 20 000) — tous deux chez Grasset; *Music Room*, de Denis McFarland (Presses de la Renaissance, autour de 18 000 exemplaires).

On aurait aimé, bien sûr, que le *Lewis Percy*, d'Anita Brookner, une des meilleures romancières anglaises actuelles (*la Découverte*), se vende à plus de 7 000 exemplaires.

Le dernier mot sera pour le *Proust*, de Samuel Beckett, un texte qu'il avait écrit originellement en anglais et qui a paru aux éditions de Minuit. 10 000 exemplaires seulement pour l'alliance de deux noms aussi importants dans l'histoire de la littérature ! Ceux qui auront lu cet article jusqu'ici seraient bien avisés d'entrer vite dans une librairie pour corriger cette faute de goût.

Josyane Savigneau

## Des petits éditeurs un peu moroses

Morosité et inquiétude caractérisent le bilan de cette année chez les petits éditeurs, leurs catalogues, à quelques exceptions près, ne touchant qu'un lectorat restreint.

Il y a par exemple peu de commune mesure entre les éditions François Bourin — avec les 150 000 exemplaires du *Tiers instruit* de Michel Serres —, ou encore l'éditeur de Philippe Djian, Bernard Barnaut (*Le vent dehors*, autour de 70 000) et Clémence Hiver, qui édite avec un soin particulier des textes de littérature russe, vendus sur une année à moins de mille exemplaires.

Entre 10 000 et 20 000 (de gros succès pour des petits éditeurs), citons le témoignage de Senta Stojan, *Avec de Gaulle en Roumanie* (l'Harmattan); *Albucius (POL)* et *la Saison* (la Promeneur « Le Cabinet des lettres ») de Pascal Quignard; le Coran traduit par Jacques Berque (Sindbad); *la Tribu informatique*, enquête sur une passion moderne, de Philippe Breton (Anne-Marie Métailié); le récit maritime de Jean-Michel Barnaut, *Mer misère*, lauréat du Dauphin d'or 1991 (Seghers); la réédition du *Château de Cane*, de Bernard Noël (l'Arpenteur); *Un tour petit monde*, de David Lodge (Fayard); *Pleure, Jérusalem*, de Guy Rachet (la Pré aux clercs); *L'Homme incendié*, de Serge Filipini (Phébus). Bien qu'un peu en dessous (autour de 8 500), mentionnons la nouvelle *Coal Memories* de Jean Seudillard (Gallée).

L'Antiquité et les « classiques » de la littérature ont une part dans les bonnes surprises de cette année : ainsi *Service vaillant* de Cléon (Arlés, 4 800); *la Chronique des derniers patens*, de Pierre Chuvin (les Belles Lettres « histoire », 6 000); l'autobiographie du « fou littéraire » Barbiglier de Terre-Nauve du Thym, les *Farfades* (Jérôme Milon, 1 500); les *Lettres de la marquise de M... au comte de F...* de Crébillon fils (Desjonquères, 5 000); *Holérin*, *Journal de Bordeaux*, de Jean-Pierre Lefebvre (William Blake & Co, 2 500); *la Bête*, l'art et la vie, de Gustave Flaubert, publié pour le vingtième anniversaire des éditions Complexe (Solin, 5 600).

Parmi les Anglo-Saxons, citons : *la Bête dans la jungle*, de Henry James, dans une nouvelle traduction de Fabrice Hugot (Célibon) et *Vices privés, vertus publiques*, de Robin Cook (Terra vague, 6 000 chacun); *En caravane*, d'Elizabeth von Arnim, sorti en juin seulement (Salvy, 3 000); *l'Architecte assassin*, de Peter Ackroyd (*la Promeneur*, 3 000); *Et les visages, mon cœur*, fugaces comme des photos, de John Berger (Champ Vallon, 2 000). Traduit du yiddish, les beaux *Contes farfelus* de Cholem Aleichem (Liana Levi, 3 000). Aux éditions Dautemps Tiersce, on déplore que les *Novelles du Sud*, d'Elizabeth Spencer, n'aient rencontré

que 1 500 lecteurs. En revanche, Jacqueline Chambon se réjouit du succès croissant de la jeune romancière autrichienne qu'elle a découverte, Elfriede Jelinek (Lust, 5 500).

Parmi les essais littéraires et biographiques, relevons : *l'Introduction à la lecture des Dialogues de Platon*, par Friedrich Nietzsche, (l'Eclat, 2 000 exemplaires); *la Vie de Mozart*, par Stendhal (Climats, 8 000); *Arthur Rimbaud*, par Malarmé (Fourbis, 1 500); *Marguerite Duras et l'autobiographie*, d'Alberto Arret (Castor Astral, 2 800); *Bernard de Clairvaux*, de Marie-Madeleine Davy (le Félin, 4 500); *Vladimir Havel*, d'Eda Kriseova (Editions de l'Aube, 8 500).

L'intérêt pour les littératures des pays d'Europe centrale et de l'Est est toujours notable. Relevons le roman lituanien de Youzas Balchous, *la Sagde de Youzas* (Alinéa, prix du meilleur livre étranger, 6 000); *Vers l'unique métaphore*, du Hongrois Miklós Szankuthy, dont deux romans ont été également publiés chez Phébus (José Corti, 2 500); *Jan Matusz*, du Tchèque Vladislav Vancura (Ombres, 1 000). Dans le domaine asiatique, se distingue la classique de littérature érotique publiée aux éditions Philippe Picquier : *De la chair à l'extase*, de Li Yu (8 000 exemplaires); enfin aux éditions Des Femmes, les ouvrages de deux Vennamiennes : *la Messagère de cristal*, de Pham Thy Hoai,

et les *Paradis aveugles*, de Duong Thu Hong (2 500 chacun).

Contrairement aux idées reçues, la « petite édition » défend aussi la littérature française : parmi les succès de cette saison : *Ilbils ou la déroute du serpent*, d'Armande Gobry-Valle (Viviane Hamy, Goncourt du premier roman, 7 500); *Antichambre*, de Jean-Philippe Dornecq (Quai Voltaire), et *Maîtres et serviteurs*, de Pierre Michon (Verdier) (4 000 exemplaires chacun); les *Aphorismes de Gargah*, de Nicolas Stakhovitch (Maurice Nadeau, 2 000); *Retour et Rhétorique* fabuleuse, d'André Dhôtel (le Temps qu'il fait, 1 500 chacun).

Quelques éditeurs estiment que le pamphlet a un bel avenir en France : c'est le cas de Régine Deforges, qui a lancé une collection, « Coups de gueule », dans laquelle *l'Amour*, en fait pas gros, de Catherine Carlson, s'est vendu à 40 000 exemplaires. Premier des « iconoclastes » des Belles Lettres, le Jeune, et alors ? de Jean-Jacques Brochier a trouvé quelques 8 000 lecteurs. Hors littérature, deux « beaux livres » ont été les meilleures ventes (2 500 à 3 000 exemplaires) des éditions Bernard Coutaz — avec le premier tome de Vienne, une *histoire musicale*, de Henry-Louis de La Grange —, et de *l'Horizon chimérique*, avec *l'Esquale*, rivière de Gironda, d'Anne-Marie Cocula et Eric Audinet.

Valérie Cadet

**D**ANS les cercles de spécialistes, Jean-Luc Marion est souvent considéré comme l'un des philosophes français les plus puissants d'aujourd'hui. Affirmation qui peut s'entendre en plusieurs sens. Le plus extérieur concerne le pouvoir éditorial et intellectuel que lui confère de diriger, depuis exactement dix ans, la grande collection « Épiméthée » des Presses universitaires de France, fondée par Jean Hyppolite en 1953. Il en a renouvelé et élargi les champs d'intérêt, intensifié le rythme de publication, maintenu et renforcé la tradition de rigueur, au point d'en faire une réussite qui est, en son genre, exemplaire. Conjuguer cette tâche avec l'enseignement de la philosophie à l'université de Poitiers, puis à celle de Paris-X-Nanterre, poursuivre en même temps l'élaboration d'une œuvre personnelle multiforme, originale et déjà abondante, voilà qui manifeste une singulière puissance de travail.

De nouvelles publications et plusieurs rééditions simultanées d'ouvrages antérieurs permettent de prendre mesure de la diversité comme de l'unité du cheminement de Jean-Luc Marion, sous l'angle cette fois de la seule puissance qui importe en philosophie – celle de la réflexion. Très schématiquement, les analyses se répartissent entre deux séries de livres qui distinguent leur écriture, et pour une part leurs objets, mais qui sont à l'évidence intimement conjoints, quand bien même leurs connexions ne sont pas toutes explicites.

Dieu et l'amour sont au centre de la première série des méditations de Jean-Luc Marion. Dès 1976, *l'Idole et la Distance* (1) soutient que « Dieu s'avance dans son retrait ». La « mort de Dieu » proclamée par Nietzsche ne serait pas une fin, mais l'annonce, et la chance, d'un renouvellement. Ce qui meurt serait seulement une représentation qui faisait écran, à cette distance par laquelle l'Absolu nous est proche. Ce qui s'ouvre serait la possibilité de penser Dieu hors de toute forme d'idolâtrie.

CETTE entreprise, qui conduit aux limites du pensable, Marion en poursuit l'approche dans *Dieu sans l'être* (2) en proposant de considérer, contre Heidegger, cette fois – l'être même comme une idole entravant ou obstruant « la puissance spéculative de l'amour » : Dieu donne avant d'être, il n'a pas à être pour aimer. Reste ensuite à concevoir selon quelle logique paradoxale l'amour se déploie. Bien que « cela semble encore impossible », les textes de *Prologomènes à la charité* (3) avancent en cette direction. Fortement marqués de philosophie et soutenus par un travail conceptuel, les titres de cette

première série, publiés chez d'autres éditeurs que ceux du Gotha de la philosophie universitaire, se présentent comme les essais d'une pensée avant tout religieuse.

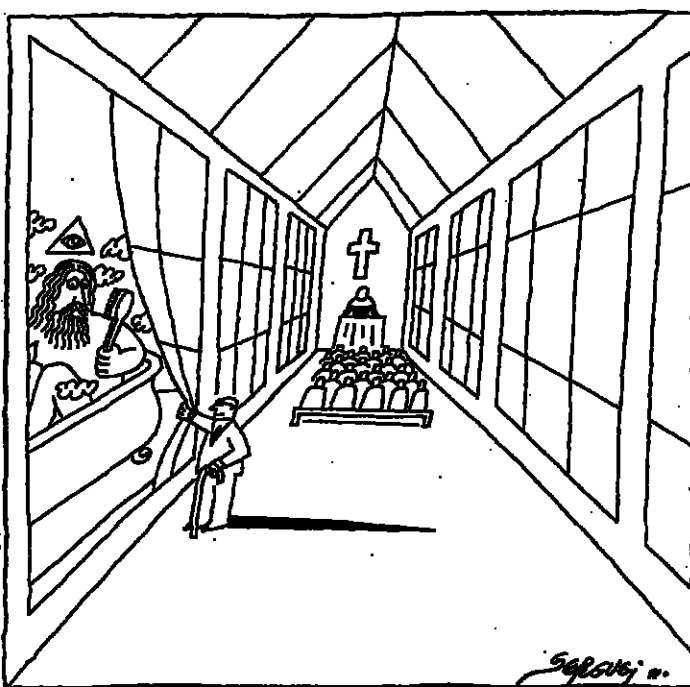
La *Croisée du visible* (4) peut être considérée comme le dernier en date de cet ensemble, bien que ce volume emprunte aux écrits d'esthétique (5) du philosophe des chapitres qui se retrouvent ici sous une forme remaniée. « Le visible croît en proportion de l'invisible », tel est le paradoxe inaugural, selon lequel il nous est donné d'autant plus à contempler que les lignes organisatrices (celles de la perspective principalement) se soustraient à notre regard. Ainsi, la visibilité en général, et singulièrement celle du tableau, se révèle-t-elle tout entière organisée, construite et rendue possible par ce qui se dérobe à elle.

Au terme du parcours, Jean-Luc Marion analyse de façon intéressante la doctrine de l'icône telle que l'a formulée le Concile de Nicée II en 987. Dans cette forme spécifique de représentation du divin, celui qui regarde doit d'abord se laisser voir, « s'éprouver vu » par le regard invisible émanant de cette image qui, en un sens, n'en est pas une.

La mauvaise manière de ne pas être une image serait, à l'inverse, de ne plus renvoyer à aucun original, d'être une pseudo-réalité autosuffisante. C'est le cas, selon Jean-Luc Marion, de la télévision et du « désastre de l'image » qui triompherait à notre époque audiovisuelle. « L'écran me ferme le monde, les chaînes me fixent à l'écran, la grille m'y assigne à tout instant. » La profusion télévisuelle ne serait qu'un « onanisme de l'image » pour voyeurs pervers et impuissants. En dépit de quelques remarques bien senties, la hargne qui

## PHILOSOPHIES

par Roger-Pol Droit



# Les paradoxes de Jean-Luc Marion

habite cet article, de la part d'un esprit assez fin pour voir au-delà, étonne par son manque de subtilité. Elle peut même inquiéter, comme tout rejet sans nuance ni réelle solution du monde comme il va.

A plus minutieuse technicité philosophique caractérise la seconde série des travaux de Jean-Luc Marion, qu'il s'agit du triptyque consacré à Descartes (6), aujourd'hui enrichi d'un recueil d'articles centré sur diverses questions ouvertes de la recherche cartésienne (7), ou de *Réduction et donation, recherches sur Husserl, Heidegger et la phénoménologie* (8). A cet ouvrage

habite cet article, de la part d'un esprit assez fin pour voir au-delà, étonne par son manque de subtilité. Elle peut même inquiéter, comme tout rejet sans nuance ni réelle solution du monde comme il va.

tarde sur le sujet se découvre initialement blessée par le fait qu'un appel à la déjà atteinte et défaite. Il est évidemment impossible d'entrer ici dans le détail d'analyses dont la virtuosité comme les perspectives sont très éloignées du papier journal. On peut souligner, malgré tout, qu'un même geste se poursuit à travers les deux séries d'ouvrages que Jean-Luc Marion mène de front. Toute sa démarche semble, en effet, s'organiser autour de ce paradoxe central : moins donne plus. Moins de Dieu, plus de divin. Moins de visible, plus à voir. Moins d'être, plus de don. C'est sans doute dans cette voie que se déploient les « paradoxes rigoureux et nouveaux » qu'il projette d'élaborer pour

parvenir à penser la charité. Car ce vaste chantier philosophique est loin d'être achevé. L'écho qu'il rencontre déjà laisse à penser que cette œuvre sera de celles qui comptent.

Il n'en demeure pas moins que toute l'entreprise de Jean-Luc Marion repose sur quelques convictions fondatrices qu'on peut ne pas partager : par exemple que « la phénoménologie assume en notre siècle le rôle même de la philosophie », que « depuis la résurrection du Christ (...) plus rien ne sera comme avant ». Les amis de l'immanence, les athées incorrigibles, ceux qui persistent à penser que les religions sont mortifères avant d'être meurtrières, ou que l'amour et la charité ne sont pas du tout deux noms pour une même chose, auront le sentiment que cet édifice leur demeure très largement étranger, quelles que soient la puissance et la minutie du maître d'œuvre.

Il conviendrait d'ailleurs de situer la démarche de Jean-Luc Marion dans un ensemble. Une pléiade de chercheurs, tels René Brague, Jean-Louis Chrétien, Jean-François Courtine, marque, ces derniers temps, avec Jean-Luc Marion, le retour en force de la phénoménologie et de préoccupations théologico-philosophiques dans l'Université française. On devrait se demander comment s'est constitué ce courant, si le terme convient, et de quelle manière s'y conjuguent diversément les influences respectives de Jean Beaufret, d'Emmanuel Lévinas, de Michel Henry ou de Pierre Aubenque – entre autres. Les éditions de l'Éclat annoncent pour l'automne la parution d'une étude de Dominique Janicaud intitulée *Le tournant théologique de la phénoménologie française*. A suivre...

(1) Paris chez Grasset en 1977, réédité en 1989, *l'Idole et la Distance* vient d'être repris dans la collection « Biblio-essais » du Livre de poche. 320 p.

(2) Paris chez Fayard en 1982, *Dieu sans l'être* vient d'être réédité dans la collection de poche « Quadrige » des Presses universitaires de France. 228 p., 52 F.

(3) Paris en 1986 aux éditions de La Différence, *Prologomènes à la charité* est aujourd'hui réédité par le même éditeur (182 p., 89 F.).

(4) La *Croisée du visible*, Collection « Mobile médiation », Éditions de La Différence (158 p., 79 F.).

(5) Trois essais sur la perspective (en collaboration avec A. Bonfond et G. Labrot) et Jean-François Lacouture : ce que cela donne, parus aux éditions de La Différence, respectivement en 1983 et 1986.

(6) Sur l'ontologie grise, de Descartes (VII, 1973, réédité en 1981), Sur la théologie blanche de Descartes (PUF, 1981), Sur le primat métaphysique de Descartes (PUF, 1986).

(7) Questions cartésiennes, méthode et métaphysique, PUF, collection « Philosophie d'aujourd'hui » (264 p., 180 F.).

(8) PUF, Collection « Épiméthée » (372 p., 140 F.).

(9) Textes de Michel Henry, François Laruelle, Jean Gracq, Jean-Luc Marion, Revue de métaphysique et de morale, numéro 1, 1991 (144 p., 83 F.).

## Derrida mode d'emploi

JACQUES DERRIDA  
de Geoffrey Bennington  
et Jacques Derrida.  
Seuil, coll. « Les contemporains »,  
380 p., 69 F.

Tenter d'expliquer comment fonctionne l'œuvre de Jacques Derrida. Savoir pertinemment que c'est là une mission impossible, pour des raisons que cette œuvre ne cesse d'exposer et de mettre en jeu. Persister pourtant, et faire d'impossibilité vertu. Telles sont les tensions qui animent *Derrida*, l'essai, paradoxal et finement conduit, de Geoffrey Bennington, jeune universitaire britannique (1).

Ces pages sont à la fois une banque de données consacrée aux thèmes de la pensée de Derrida, un exposé analytique et synthétique de ses questions-clés et de leur enchaînement, une étude de ses relations à Kant, à Hegel, à Heidegger ou à Lévinas. C'est aussi une mise en lumière précise du lieu, si difficile à situer, de son écriture – sa pensée, à travers l'examen des oppositions et connivences de la philosophie et de la littérature, de la métaphysique et de sa déconstruction, du signe et du sens, de l'antique et de l'avenir – par exemple...

Geoffrey Bennington montre comment Jacques Derrida est à la fois en chacun de ces pôles, entre eux, et toujours ailleurs, s'inscrivant dans un mouvement qui déjoue et rejoue leur opposition, comme pour y ouvrir indéfiniment la mémoire d'un autre espace, ou la chance possible d'une autre histoire. Derrida de son côté, en dessous, en bas de page, sur fond gris, écrit un autre texte, qui tente de surprendre, de n'être pas prévisible ou prédictible par l'étude qu'en haut on fait de ses livres.

Ce texte s'intitule *Circonfession*. Il y est question de la circonfession, de l'enfance, de la

famille juive, de la mère qui finit de vivre et déjà ne voit plus, de saint Augustin et de la confession. Texte bien étrange, presque insupportable d'impudeur et de ruse mêlées, mais aussi de simplicité crue et risquée : « Personne ne saura jamais à partir de quel secret j'écris et que je te le dise n'y change rien. » Des photos échappées de l'album de famille viennent scander le volume, à côté de Rembrandt, du Greco, et de portraits de l'auteur adulte.

Ce Jacques Derrida par lui-même et par un autre peut donc se lire aussi bien comme une introduction à sa pensée que comme la dernière en date de ses publications. L'ensemble est complété par un *curriculum vitae* et une bibliographie sélective des publications de et sur l'auteur. Volume utile pour toutes sortes de lecteurs, ce livre peut aussi susciter un malaise, où ne se départagent sans doute jamais artifice et authenticité, irritation et émotion. Quelque chose d'assez semblable, peut-être, à ce qu'on éprouverait devant une statue qui, réellement, se mettrait à saigner.

R.-P. D.

(1) Traducteur en anglais d'ouvrages de Derrida et de Lyotard, enseignant à l'université de Sussex, Geoffrey Bennington a récemment publié en français *Dualité des noms de Rousseau* (Gallimard, 1990).

\* Les éditions de Minuit publient *L'Autre Cap* de Jacques Derrida (124 p., 65 F.). On y trouve, sous une forme plus ample, deux textes publiés dans des suppléments du *Monde*. Centré sur la question de l'identité culturelle de l'Europe, *L'Autre Cap*, paru en octobre 1990 dans le n° 5 de *Libres*, se trouve ici augmenté de notes abondantes, et se prolonge la lecture des textes de Paul Valéry consacrés à l'Europe. *La Démocratie* ajoutée a été publiée, en janvier 1989, dans le premier numéro du *Monde de la Révolution*.

## La foudre et le sacré

Jean Hamburger souhaite voir naître « une science des équilibres biologiques ».  
Jean Cazeneuve insiste sur le besoin de transcendance

LES BELLES IMPRUDENCES  
de Jean Hamburger.  
Odile Jacob, 158 p., 90 F.  
ET SI PLUS RIEN  
N'ÉTAIT SACRÉ...  
de Jean Cazeneuve.  
Perrin, 234 p., 125 F.

Zeus avait chargé les Cyclopes de manier la foudre divine contre ceux qui voulaient changer l'ordre du monde, même avec les meilleures intentions. Ce mythe inspire le dernier livre de Jean Hamburger, qui avait entamé sa carrière d'humaniste bien avant de troquer le scalpel contre l'épée d'académicien.

Son propos s'énonce aisément. L'homme est beaucoup plus dépendant qu'il ne le croit. Aussi bien de la couche d'atmosphère que des dons de la mer, de l'énergie solaire, des végétaux, etc. Dépendant, mais émerveillé devant ce « chef-d'œuvre physique, chimique et biologique auquel nous avons la chance d'appartenir ». Nous sommes asservis aussi par les générations qui nous ont précédés, le programme inscrit sur l'extraordinaire molécule dite ADN, les relations sociales, politiques, intellectuelles, passionnelles.

Mais parce qu'il a la liberté de choisir sa route, l'homme a décidé non seulement de conquérir la nature mais souvent d'enfreindre ses lois pour le meilleur et pour le pire. Ainsi, l'acte médical est une révolte contre le phénomène naturel que représente la maladie; l'hygiène et la médecine quintuplent la population

humaine, bouleversent la pyramide des âges, prolongent les sujets atteints de maladies héréditaires. L'homme refuse la sélection naturelle parce que sa grandeur est l'aspiration fondamentale à la justice.

Ces « belles imprudences » qui alarment certains biologistes font partie du phénomène humain. Mais il faut trouver des contre-poids aux déséquilibres que nous créons et Jean Hamburger souhaite voir naître « une science des équilibres biologiques et des exigences qu'ils imposent à l'organisation sociale ». Notre auteur ne se contente pas de rejoindre – par le haut – les écologistes. Il a de très belles pages sur les révoltes contre l'absurde, contre l'idée de mort, contre les hasards malheureux et le sort contraire.

Sur quelques points, Jean Hamburger pose plus de questions qu'il n'en résout. Qui définira les exigences de l'ordre biologique ? Qui dira, par exemple, combien la Terre peut nourrir d'hommes ? Il est vrai qu'il en est déjà qui meurent de faim ! Mais tout porte à croire qu'il ne s'agit pas d'une carence de la nature, mais des effets de l'imprévision et des monstrueux égoïsmes qui président au « système de la planète ». Face à l'étude des « exigences de l'ordre biologique », il faudrait une recherche portant sur les « exigences de l'ordre humain ». Ce que pressent fort bien Jean Hamburger dans ses pages sur la responsabilité.

Il est moins convaincant, en revanche, dans sa révolte contre l'absurde. Curieux : les savants luttent de toutes leurs forces pour répondre à la question « Com-

ment ? », mais, sous le prétexte que ce n'est pas leur office, ils s'éloignent de la question du « Pourquoi ? ». Personne ne leur demande de mettre leurs règles professionnelles au service de cette recherche, mais l'évacuer comme le fait Jean Hamburger paraît vraiment rapide. Il dit, au fond, que le mieux est de ne pas se poser la question, car si on le fait, c'est par une sorte de réflexe anthropomorphiste. La politique de l'autruche, en somme. Jean Hamburger respecte l'appel du sacré, tout en reconnaissant que rien n'est plus subjectif.

« La revanche de Dieu »

Au sentiment du sacré, Jean Cazeneuve vient de consacrer tout un livre. Son entreprise n'a pas la prétention de rivaliser avec celle de Mircea Eliade. Le but est de débarrasser pour le grand public toutes les formes du sacré dans l'histoire et de nos jours où la religion s'effiloche. Ainsi passera-t-on des sacres des rois aux cultes de la personnalité, au phénomène du charisme, au « dieux » du chant, du cinéma, du stade, etc. Pour nous parler du sacré dans la vie sociale, Jean Cazeneuve retrouve ses souvenirs d'ethnologue, puis regarde le domaine privilégié des religions monothéistes.

La partie qu'il consacre à l'essence et aux origines du sacré est sans doute la plus féconde parce qu'il déblaie avec talent un terrain difficile. Durkheim disait que la religion n'a pas pour fondement l'idée de Dieu mais la distinction entre le sacré et le

profane. Cela paraît un peu simple à notre auteur qui préfère se ranger derrière l'opinion de Jacques Grandmaison, qui voyait dans le sacré « une relation avec l'au-delà assumée par l'homme ». Freud est évidemment visé sur la question, qui finit par présenter comme sacré ce que la pulsion bestiale nous inciterait à faire et que la civilisation nous interdit.

Pour son compte, Jean Cazeneuve est clair : la société a un besoin de transcendance et il faut « lui laisser la possibilité de la satisfaire autrement qu'avec des substituts et des fac-similés ». C'est précisément quand tout se transforme qu'on a le plus besoin de principes stables. Et si la « revanche de Dieu » est là, c'est justement à cause du vertige que ressent l'homme face à la modernité. Jean Cazeneuve insiste, avec d'autres, sur cette attente, mais il reste trop prudent sur la manière d'y répondre.

Pierre Drouin

(Publicité)

Madame MATH VERTHEUX demande à toute personne en possession de documents ou de témoignages concernant Hélène Parmelin, dont elle écrit la biographie, de communiquer avec elle au Département d'Études françaises, Université Concordia, 1455, bd de Maisonneuve Ouest, Montréal, Qc., H3G 1M6, Canada.



LIVRES • IDÉES  
SCIENCES

# Le cœur d'Irène

Une biographie de la fille de Marie Curie :  
une traversée de la première moitié du siècle au service de la physique

IRÈNE JOLIOT-CURIE  
de Noëlle Lorient.  
Presses de la Renaissance,  
310 p., 98 F.

Aux cars de touristes près, L'Arcouest est resté le même. Dérouté par ses plages de galets, ses vents violents, le vacancier du bord de Manche lui préfère l'effervescence voisine de Paimpol. Mais qui, dans le hameau, se souvient encore du temps de « Sorbonne-plage », de ce début de siècle où se jouait là, en famille, l'avenir de la physique française ? De ce « Fort de science », seule la maison de l'histoire Charles Seignobos a véritablement gardé la mémoire, où venait chaque été se ressourcer une poignée de prix Nobel.

Les Perrin, les Borel, les Chavannes... et, bien sûr, les Curie. Irène Curie a quatorze ans lorsqu'elle découvre l'Arcouest, en 1911. Elle y retournera chaque année de son adolescence, y entrainera Frédéric Joliot, devenu son époux en 1926, y enseignera à leur fille Hélène le silence de la mer. Toute sa vie elle y trouvera refuge, la solitude qui apaisera son esprit sauvage et réservé. Un trait de caractère hérité en droite ligne de sa mère, Marie, avec laquelle



Marie Curie et sa fille Irène : une même rectitude et une même passion pour la science.

Irène partage la rectitude et la passion de la science.

Lorsque s'ouvrent pour Irène les portes de la recherche, cette mère est mondialement célèbre. Deux fois prix Nobel de physique, elle règne sans partage sur l'institut du radium, fondé du vivant de Pierre Curie. En 1921, la journaliste américaine Mary Meloney obtient

d'elle - honneur rarissime - une interview aux Etats-Unis, en échange d'un gramme du précieux radium nécessaire à ses travaux. Avant d'accepter, Marie Curie lui fera câbler une dernière condition : « Madame Curie demande si un grain ou un gramme de radium.

absence du laboratoire car égale 1/15 de gramme ».

La grande dame de la science française sait aussi être une redoutable femme d'affaires. Irène ne l'oubliera pas. Mais c'est à la politique qu'elle consacra, sous l'influence de Frédéric Joliot, le peu de temps que lui laisse son laboratoire.

Première femme ministre

Alors même qu'ils reçoivent en 1935 le prix Nobel de chimie (le troisième remporté par la famille Curie) pour leur découverte de la radioactivité artificielle, les Joliot-Curie, féministes et sympathisants communistes, adhèrent au Comité des intellectuels antifascistes créé par Paul Langevin. Sous la pression de Léon Blum, Irène accepte en 1936 d'endosser pour quelques mois la fonction de sous-secrétaire d'Etat à la recherche scientifique. Pour la première fois en France, une femme devient ministre. Initiatrice quelques années plus tard de la découverte de la fission nucléaire, elle dirigera, à partir de 1945, la section chimie du tout nouveau Commissariat à l'énergie atomique (CEA).

Irène Joliot-Curie, 1897-1956 : cette femme secrète et austère aura traversé la première moitié du siècle dans un permanent combat, avant de succomber - comme Marie vingt-deux ans plus tôt - à la leucémie causée par les radiations. Journaliste et romancière, Noëlle Lorient a choisi de l'aborder côté cœur, d'éclaircir cette haute figure de la physique française de l'entre-deux-guerres par la tendresse infinie qui, toute sa vie, la lia à son illustre mère. Par l'étonnante complexité de ces deux femmes qui radiographient ensemble les grands blessés sur le front en 1916 (Irène n'a pas vingt ans), et qui, dans leur correspondance, dissimulent leur amour derrière les formules mathématiques.

Les scientifiques regretteront peut-être que cette biographie, vivante et attachante, accorde si peu de place à la recherche théorique et à l'application des Joliot-Curie. Les autres y découvriront la vie simple et sage d'une femme d'exception, d'un être que sa sœur Eve décrivait comme « implacablement vrai, qui se montre à tous exactement tel qu'il est, avec ses mérites et ses manques, sans chercher à s'embellir ou à plaire ».

P. D.

Ca. V.

# Les confettis de Joël de Rosnay

Un panorama de l'invention scientifique

LES RENDEZ-VOUS DU FUTUR  
de Joël de Rosnay.  
Fayard, 534 p., 130 F.

Les auditeurs d'Europe 1 ont appris à apprécier « Les rendez-vous du futur » de Joël de Rosnay. Brève rencontre avec une nouvelle scientifique ou technologique qui peut aussi bien modifier la vie quotidienne que bouleverser l'évolution du monde. Heureuse idée d'avoir recueilli dans un fort ouvrage ces confettis de l'avenir ! On a ainsi sous le coude un extraordinaire panorama pointilliste sur les merveilles (plus que sur les démons et c'est là un reproche) des

découvertes les plus récentes et de leurs applications. Notre auteur a eu la sagesse de ne pas suivre l'ordre chronologique de ses émissions mais de les regrouper en cinq grandes catégories : communication, environnement, matériaux nouveaux, biologie et informatique. Sur le terrain il applique un procédé qui lui est cher, la démarche systématique, où les domaines considérés s'éclaircissent mutuellement.

L'intérêt de ce livre est aussi de permettre au lecteur de picorer au gré de sa fantaisie ce qu'il faut savoir sur « la pile qui respire », « les potagers de l'espace », « la voiture recyclée », « la danse des

chenilles », « les œufs anti-cholestérol », « le moteur extra-plat », etc. Au fil des pages, à la lecture des notes et références, on se rend compte à quel point est fournie et variée la banque de données de Joël de Rosnay qui permet d'assurer avec constance cette indispensable « veille technologique ». Sans doute est-il aidé par ce poste d'observation irremplaçable qu'est la Cité des sciences de la Villette dont il assure la direction du développement. N'empêche ! Il faut aussi être doté de ce sixième sens prospectif qui permet de déceler entre les faits qui arrivent tous les jours en vrac ceux qui sont « porteurs d'avenir » et les autres.

P. D.

Ca. V.

# La pipe de Leprince-Ringuet

NOCES DE DIAMANT  
AVEC L'ATOME

de Louis Leprince-Ringuet.  
Flammarion, 254 p., 90 F.

La pipe change quelquefois. L'homme si peu, depuis ses quatre-vingts ans. Il vient d'abandonner cette décennie pour la suivante, mais le pouvoir d'émerveillement est toujours là. On s'en rend compte avec son nouveau livre : *Noces de diamant avec l'atome*.

Il ne s'agit pas d'une initiation aux mystères des particules de la matière. Notre auteur a seulement choisi de nous faire vibrer avec lui à propos des découvertes qu'il fit au fil de sa longue vie et dont une partie seulement se réfère à la science. Il lui doit pourtant beaucoup de ses bonheurs, racontant ses émotions de chercheur et de professeur, nommé à trente-cinq ans à Polytechnique (il était entré parmi les derniers à l'X !). Joie des rencontres aussi, avec des hommes dont il trace de chaleureux portraits : Oppenheimer, Sakharov, Bernard Grégori, brillant chercheur français disparu trop tôt. Il ne déteste pas les anecdotes. L'une des plus savoureuses a trait à son élection à l'Académie fran-

çaise. Lors des fameuses « visites », plusieurs de ses interlocuteurs - il cite notamment André Maurois - lui reprochèrent de ne pas se présenter avec des souliers noirs. La science ne suffit pas à combler ses facultés d'enthousiasme. Dès sa jeunesse, sa foi profonde le conduisit à rallier les « équipes sociales » de Robert Garric. Il se réjouit plus tard du « Quart d'Heure » d'émission libre que la télévision de 1967 lui offre, en alternance avec Emmanuel d'Astier de la Vigerie. Il se bat pour l'environnement avec René Richard, alors que les antinucléaristes le traitent dans la boue dans la *Gueule ouverte*.

Une fois laissée sa chaire du Collège de France, on le retrouve à la tête des Jeunes musicales de France. Mais il croit plus en sa vocation de peintre qu'en celle de flûtiste et accepte d'exposer dans de nombreuses galeries. Il est aussi un « militant viscéral » de l'Europe.

Tant de pistes finissent par donner le tournis, et c'est vers la nombreuse famille qu'il a fondée que ses dians le portent le plus naturellement pour équilibrer tous les personnages qu'il nous retrace avec sa belle humeur de nonagénaire.

P. D.

## ARTS

# Un peintre à la campagne

Corot à la recherche de la clarté

COROT EN ITALIE

de Peter Galassi.  
Traduit de l'anglais  
par Jeanne Bounlori,  
Gallimard, 260 p., 310 ill., 590 F.

« Ce ne sont pas seulement les formes de la nature qu'il faut connaître à fond, ce sont les couleurs relativement à la distance où sont les objets, ce sont les effets qu'ils produisent sur la lumière directe et réfléchie, qu'il est infiniment important d'imiter avec justesse et de bien graver dans sa mémoire ; on ne les devine point et l'on n'y peut parvenir qu'en peignant tout d'après nature (...) » De ces conseils que Corot écrivait à Hubert Robert partant à Rome en 1759, des générations de peintres français établis à Rome ont suivi l'enseignement, surprenante préfiguration des règles « inventées » - croit-on - par l'impressionnisme. Ils ont peint d'après nature, dans les rues et les ruines, sur les bancs de sable du Tibre et dans les bois de chênes de la campagne romaine.

En dépit de son titre, l'étude de Peter Galassi est fort peu monographique. Elle s'applique à démontrer, à l'inverse des idées reçues, que Corot, quand il vient peindre en Italie dans les années 1820, loin d'innover, reprend donc à son compte une tradition fortement organisée depuis le siècle précédent, si ce n'est depuis Poussin, tradition qui s'est développée alors même que le néoclassicisme prétendait imposer contre elle ses exigences de moralité et de peinture d'histoire. Galassi établit ce point irréfutablement et détaille la

chronologie de ce paysagisme méconnu dont les héros, avant Corot, furent Valenciennes et Thomas Jones. Il reconstitue leur géographie du pittoresque et du sauvage, qu'ils allaient chercher dans les rochers de la Serpentina plus volontiers que dans les jardins de Trivoli, trop bien peignés à leur goût.

Aussi le mérite de Corot, auquel est consacré la seconde moitié de l'ouvrage, est-il moins d'avoir découvert des sites inconnus - il en découvrit fort peu - que d'avoir renouvelé leur traitement pictural en simplifiant la touche et la composition. Il les figure par plans résumés et synthétiques quand ses prédécesseurs et ses contemporains laissaient prospérer les détails. De la sorte, il préserve l'effet d'ensemble et l'illusion séduisante d'une perception naturelle et presque brutale. Galassi analyse très adroitement les étapes et les progrès de Corot dans sa recherche de la clarté. Il est d'autant plus convaincant que l'illustration de l'ouvrage est d'une abondance et d'une justesse magnifiques.

Philippe Dagen

\* « (États-Unis) est le nom de la nouvelle collection d'« Ecrits d'artistes » dirigée par Alain Bosman et publiée par l'École nationale des beaux-arts. C'est une série de textes-confidences, carnets intimes ou poétiques, rétrospectives, rétrospectives, rétrospectives de l'art, peintres et sculpteurs de profession. Pierre Bonaparte (Ecrits entre 1962 et 1990), Georges Jauch (Terres), professeurs aux Beaux-Arts, et Daniel Dezaun (Textes et notes 1967-1980), cofondateur du mouvement Support-Surface, inaugurent cette collection.

## AU FIL DES LECTURES

par Catherine Vincent

# Bestiaire d'invertébrés

Que s'est-il passé dans le schiste de Burgess, au cœur des montagnes rocheuses canadiennes ? Car la faune fossile qui repose dans ce fion géologique, dans le Yoho National Park, ne ressemble décidément à aucune autre. Eminent paléontologue qui la mit au jour en 1909, Charles Doolittle Walcott en perdit son latin, et dut trouver des noms nouveaux pour cet étrange bestiaire d'invertébrés : *Opabinia*, doté de cinq yeux et d'une trompe sur le front, *Anomalocaris*, redoutable prédateur à la mâchoire circulaire, *Hallucigenia* et ses sept paires de béquilles...

Avec le talent de vulgarisateur qu'avait révélé le *Pouce du panda* (Grasset, repris en livre de poche) et confirmé le *Sourire du flamant rose* (Seuil), le paléontologue américain Stephen Jay Gould nous conte et réinterprète, avec près d'un siècle de recul, l'histoire de ces « étranges merveilles ». Ardent défenseur de la théorie des « équilibres ponctués » (au cours de l'évolution, la naissance d'une nouvelle espèce se ferait non pas graduellement, mais par sauts dans le temps), il soutient que des alternatives, « sérieuses, raisonnables et extraordinairement différentes », auraient pu produire une évolution des espèces ne conduisant pas à l'intelligence humaine. A l'appui de cette thèse, Gould démontre le poids de circonstances apparemment sans importance dans le déroulement de l'histoire. Comme le faisait déjà Clarence Odobry, l'ange gardien du chef-d'œuvre cinématographique de Frank Capra *It's a Wonderful Life* (1946), auquel le titre de ce livre rend hommage.

► La vie est belle, les surprises de l'évolution, de Stephen Jay Gould, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Marcel Blanc, Seuil, 390 p., 150 F.

# Une nouvelle métaphysique

On ne l'espérait plus, tant le sujet se complique d'années en années : un livre vivant, attrayant et d'actualité, bref un livre vraiment réussi sur la physique et la cosmologie d'aujourd'hui. Des lacunes de la théorie du big-bang aux vertigineux trous noirs, en passant par les neutrinos, les supercordes ou le mystérieux Grand Attracteur imaginé par les astronomes, le physicien américain Richard Morris ne se contente pas d'exposer simplement ces phénomènes complexes. Il démontre également comment les initiateurs de ces avancées, essentiellement théoriques, s'ingénient à introduire dans leurs modèles un nombre croissant d'hypothèses impossibles à tester. A mesure que le monde des particules éloigne les chercheurs de la vérification expérimentale, les frontières entre la science et la métaphysique s'estompent. Ainsi les découvertes conjointes de la physique et de l'astrophysique redonnent-elles, souligne Bernard d'Espagnat dans la préface de cet ouvrage, « une réelle acuité à de grands problèmes classiques de philosophie de la connaissance ».

► Aux confins de la science, de Richard Morris, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Anne Charnière, First, 250 p., 160 F.

# Indispensables lipides

Première cause de décès dans les pays industrialisés, les maladies cardio-vasculaires doivent beaucoup à notre alimentation. Aux graisses, donc, mais auxquelles ? Directeur de recherche à l'INSERM, Jean-Marie Bourre fait table rase du mythe moderne qui entoure le « mauvais » cholestérol, balaye les faux - et dangereux - régimes alimentaires concoctés par les publicitaires : les lipides sont indispensables à la vie, et c'est la dose, seule, qui fait le poison. L'auteur dresse la liste des graisses indispensables à l'organisme, rappelle les mécanismes complexes de leur digestion et plaide pour une diététique « gustative ». A travers les techniques, la cuisine... et la peinture à l'huile.

► Les Bonnes Graisses, de Jean-Marie Bourre, Odile Jacob, 346 p., 140 F.

# La science au tribunal

Pour comprendre le monde, les chercheurs s'appuient sur des paradigmes : un consensus s'établit peu à peu, ou s'impose brutalement - telle la théorie de la relativité d'Einstein - faisant autorité jusqu'à ce qu'une nouvelle théorie vienne éventuellement l'invalider. Partant de ce postulat, John Casti, mathématicien et enseignant à l'Université technique de Vienne (Autriche), examine successivement quelques interrogations de la science moderne. De l'origine de la vie à la réalité quantique, en passant par l'acquisition du langage, l'intelligence artificielle ou la sociobiologie, il campe pour chacune d'elles un « tribunal » scientifique chargé d'examiner les diverses hypothèses qui s'affrontent. Procureur, défense et jugement final : l'approche est originale, la propos rigoureux et le verdict prudent, comme l'impose la science.

► Paradigmes perdus, images de l'homme dans le miroir de la science, de John Casti, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par G. Loudière, InterEditions, 496 p., 285 F.

# Le gardien du soi

Le système immunitaire, l'un des mécanismes les plus ingénieux qu'ait jamais inventé la nature, assure la défense de l'organisme contre les agresseurs pathogènes. La grande public connaît ses désagréments, dont le sida constitue actuellement le plus grave exemple. Il sait moins en revanche la complexité de ce réseau biologique, gardien de l'intégrité du soi, dont on commence à démontrer les multiples interactions avec le système nerveux central. Manquait un ouvrage récent, simple et complet, sur l'immunologie. Directeur de recherche à l'INSERM, Wolf Fridman comble cette lacune avec rigueur et clarté, pour rendre cette discipline en permanente évolution accessible au profane.

► Le Cerveau mobile : de l'immunité au système immunitaire, de Wolf Fridman, Hermann, 216 p., 196 F.

# Gai savoir

« Apporter au lecteur les bases de connaissances, en situant le rôle et la place de l'homme dans la science » : tel est l'objectif de cette collection grand format (28,5 x 19,5 cm), organisée en quatre séries de trois volumes chacune. Déjà parues, les trois premières concernent la vie, l'univers et la matière. A paraître en septembre, les trois derniers volumes traiteront du travail et des techniques. Précise sans être austère (le renvoi dans les marges des définitions allège considérablement le texte), agréablement illustrée, la collection a été entièrement conçue et rédigée par un comité scientifique.

► La Science et les Hommes, collection en douze volumes, Messidor-La Farandole. Chaque volume : 128 p., 140 F.

## HISTOIRE LITTÉRAIRE

## EN POCHÉ

## L'ogre Cendrars

Quand le poète misanthrope brossait des portraits perfides de ses contemporains

## CORRESPONDANCE

de Blaise Cendrars et Jacques-Henri Lévêque. Édition établie et présentée par Monique Cheffon. Tome IX des « Œuvres complètes ». Denoël, 641 p., 380 F.

La correspondance entre Blaise Cendrars et Jacques-Henri Lévêque commence là où finit la vie aventureuse de Frédéric Louis Sauser, citoyen helvétique né en 1887 à La Chaux-de-Fonds, bourlingueur invétéré, poète révolutionnaire, héros de la Grande Guerre, romancier généreux, intraitable conteur, grand reporter, plus connu sous le pseudonyme de Blaise Cendrars. En 1924, l'écrivain a en effet déjà vécu la part la plus étonnante de son existence et a accompli la majorité de ses grands périples. En 1924, il a déjà publié l'essentiel de son œuvre poétique et s'est retiré à l'écart des chapelles littéraires, des systèmes et des dogmes.

C'est à la fin de la guerre, alors qu'il travaillait à Nice avec Abel Gance, que Blaise Cendrars, déboulant avec Modigliani, avait rencontré l'acteur Marcel Lévêque et son fils : une amitié naquit là, quasi des États-Unis, entre le poète de trente et un ans et le jeune homme de dix-neuf. Six ans plus tard, leur correspon-

dance montre la confiance totale que Cendrars le misanthrope accordait à ce jeune critique de cinéma, passionné de littérature, de jazz et de peinture, qui allait devenir son préfacier en 1944 (*Poésies complètes de Blaise Cendrars*, éd. Denoël) et son exégète en 1947 (éd. de la Nouvelle Revue critique).

## Le « vieux grigou » et l'emmerdatoire

Jacques-Henri Lévêque sera également l'un des fondateurs de la revue *Orbes*, publiée au Sans-Pareil puis chez Corti, entre 1928 et 1935, revue d'avant-garde à laquelle Cendrars, mais aussi Soupault, Picabia, Duchamp, Ribamont-Dessaignes, Delteil, Reverdy, Tzara, Stein, Satie collaboreront. Selon Miriam Cendrars, qui écrit la biographie de son père (Balland, 1984), Jacques-Henri Lévêque agaçait quelque peu Cendrars : « [Il] lit trop : beaucoup trop de livres que Blaise n'a jamais abordés. » Lévêque n'en était pas moins son interlocuteur préféré et l'un de ses plus fidèles admirateurs : « Celui qui s'approche de Blaise Cendrars, écrivait-il dans son introduction, voit fondre devant ses yeux tous les faux prestiges de la littérature et s'impose à lui, d'une manière inéluctable, la force de la vie. »

A un ami aussi dévoué, Blaise Cendrars demanda beaucoup : quand il était au loin, lui



Cendrars par Doineau

confiait aussi bien le soin de négocier des contrats avec ses éditeurs, de relire ses épreuves, de rechercher des références bibliographiques à la Bibliothèque nationale que la tâche de

repérer les bistrots qu'il voulait décrire, de trouver au bout de combien de milliers d'années « on change d'étoile polaire » ou quelle était la lettre minéralogique de l'immatriculation des automobiles dans la Somme d'avant 1914, de lui recopier le « Sonnet des voyelles » de Rimbaud, de vérifier un vers d'Apollinaire, ou l'orthographe du nom d'un boxeur noir. Avec verve, il tenait celui qui se disait son « AMI » majuscule, au courant de ses démêlés avec les directeurs de revues – Tavernier et Berté à *Confluences*, Arland à *Saisons*, Thomas à *Terre des hommes*, ou avec ses éditeurs Vigneau ou Denoël. L'écrivain, toujours très sûr de son génie et de ses droits, émaillait sans vergogne ses brèves missives de quelques perfidies sur le milieu de « pédés venimeux » de la NRF, sur « ce vieux grigou » de Gide et son prix Nobel, sur l'« emmerdatoire » Montherlant, sur Cocteau, sur Céline tardif plagiaire de *Moravagine*, sur Charles-Albert Cingria, Paul Claudel, Abel Gance, le Père Bruckberger, Adrienne Monnier, Robert Oudin, entre autres.

Mais, dans ces six cent quarante-sept lettres franches et efficaces (1), on le voit d'abord au travail et plein d'énergie : longtemps attelé à une biographie de John Paul Jones qu'il ne publiera pas de son vivant (2), il dactylographie et corrige, de sa seule main gauche, *L'Or, Moravagine, Dan Yack, l'Homme foudroyé, Rhapsodies gitanes, la Main coupée*... En 1938, est également évoquée « crise » qui le fit se réfugier au cœur de la forêt « shakespearienne » des Ardennes auprès d'Elisabeth Prevost. Et, pendant l'Occupation, on sent bien que Cendrars, satisfait d'une bonne critique dans *Je suis partout* mais inquiet de figurer sur la « liste Otto » de 1943, ne songeait qu'à publier, quitte à « tenir compte des desiderata de la censure ».

Malheureusement, Cendrars n'appartient pas à ces écrivains épistoliers pour qui écrire une lettre à un correspondant privilégié est une activité digne de style et de contenu. Seuls probablement les lecteurs avertis, les fers d'histoire littéraire et les membres de la « Blaise Cendrars International Society » trouveront dans ce volume sous-titré *J'écris. Écrivez-moi* de quoi parachever leur connaissance d'un homme secret qui faisait d'une banale question sans vraie réponse un très court poème définitif : « Pourquoi j'écris ? Parce que... »

Claire Paulhan

(1) Les neuf dixièmes de ces lettres sont des lettres de Cendrars. Celles de J.-H. Lévêque ont pour la plupart été détruites lors du pillage de la maison de Cendrars par les Allemands en 1943.

(2) Des fragments inédits de ce travail ont été réunis sous le titre *John Paul Jones ou l'ambition*, chez Fata Morgana, en 1989.

## Ecrire la vie

Ceux qui lisent pour la première fois un livre de Raymond Carver vont recevoir un véritable choc. Cet auteur qui n'a l'air de rien – pas d'audace formelle, pas de grande somme romanesque, pas de grande pensée, pas de références culturelles, – qui n'a publié que des nouvelles et quelques poèmes, est l'un des plus grands écrivains de sa génération. Carver notait des citations sur des bistrots qu'il épinglait au-dessus de son bureau. Parmi elles, Ezra Pound : « L'exactitude foncière du propos est la seule et unique morale de l'écriture » et Tchekhov : « ... et soudain tout devient clair à ses yeux ». Carver semble avoir construit son œuvre avec ces deux citations constamment en tête. D'un côté un souci presque maniaque d'utiliser le mot juste, en débarrassant son écriture de toute scorie, de l'autre une volonté systématique d'être clair et, dans cette clarté, d'atteindre au mystère, à l'émotion, à l'évidence : « Il est possible, dans un poème ou une nouvelle, d'évoquer des choses et des objets ordi-

naires dans une langue ordinaire, mais précise, et de donner à ces choses (...) une force immense ou même saisissante. Il est possible d'écrire une ligne de dialogue apparemment anodin et de faire frissonner le lecteur des pieds à la tête. »

Cela donne des histoires simples vécues par des gens simples, des bouts d'histoires qui ne reposent généralement pas sur une progression dramatique, écrites avec une efficacité extraordinaire, qui n'est jamais truc ou savoir-faire, mais travail et grâce. Écrivain minimaliste ? Le terme minimal convient peu à un auteur aussi important. Réaliste ? Le but de Carver n'est pas de décrire la vie, mais tout simplement d'écrire la vie.

Alain Salles

► Tais-toi, je t'en prie, de Raymond Carver. Traduit de l'anglais (États-Unis) par François Lesquén, Livre de Poche-« Biblio », 285 p., n° 3160.

## Allégorie de la création

Véritable exercice de géométrie mentale, *La Source sacrée*, écrit en 1900 et publié l'année suivante, porte au paroxysme l'analyse subtile des psychologies, l'exploration de l'énigme des êtres et des liens qui les unissent, que l'on retrouve dans toute l'œuvre de James. En quatorze étapes, exposées en « compendium » dès le début du texte, le narrateur se propose de dévoiler les affinités intellectuelles et affectives qui circulent dans le petit groupe d'invités d'une partie de campagne.

Il se prend, petit à petit, au jeu dangereux des apparences – paroles, gestes et regards – constamment brouillées par de sourdes influences, et s'acharne à déceler, chez les couples officiels et officieux, la nature de la domination que les uns exercent sur les autres : cette « source sacrée » à laquelle « s'abreuve le sacrificateur » et que « fait jaillir le sacrifice ».

Au terme de ce jeu de piste, le narrateur comprendra l'étendue de

sa méprise. C'est, en effet, l'une des protagonistes qui brisera les fondations de son habile « château de cartes », en lui démontrant la fausseté de ses spéculations. Superbe allégorie des vertiges de la création littéraire, ce maître d'œuvre floué apparaît ici comme le double de l'auteur, trahi par ses propres personnages alors qu'il s'imaginait en posséder les arcanes.

Val. C.

► *La Source sacrée*, de Henry James, traduit de l'anglais et préfacé par Jean Pavans, Christian Bourgois éditeur, coll. « 10/18 », n° 2195, 335 p.

► De Henry James viennent par ailleurs de paraître *Reverberator*, un roman traduit par François Rosso (également en coll. « 10/18 », n° 2196), ainsi qu'un recueil de textes choisis par Jacques Flaud, *Owen Wingo*, publié en « Rivages/Poche » (n° 36).

## Le portrait d'Oscar Wilde

Peter Ackroyd est un romancier anglais qui a emprunté les détroits d'Oscar Wilde : il en résulte un livre tout à fait fascinant, à mi-chemin entre les confessions et la biographie, un livre où l'auteur de *Dorian Gray*, à travers un journal intime fictif tenu à Paris durant les quatre mois qui précéderont sa mort, s'interroge sur ce que fut sa vie.

La réussite exceptionnelle de l'entreprise de Peter Ackroyd tient à ce que ce « testament », Oscar Wilde non seulement aurait pu l'écrire, mais qu'on jurerait qu'il l'a rédigé, mettant ainsi un point d'orgue final à une existence qui se devait encore

d'approfondir une œuvre trop brillante par un acharnement dans la déchéance, tout aussi troublant et tout aussi littéraire, que les aphorismes cinglants de *Dorian Gray*. « Moi qui avais bâti une philosophie sur la négation de la réalité conventionnelle, je me retrouvai emporté dessus. »

Peter Ackroyd mérite de figurer aux côtés de Frédéric Prokosh, qui, lui aussi, avait brillamment ressuscité Byron dans le *Manuscrit de Missolonghi*.

R. J.

► *Le Testament d'Oscar Wilde*, de Peter Ackroyd. Traduit de l'anglais par G.-M. Sarotte, « 10/18 », 245 p.

## Papa, maman et moi

A mi-chemin entre *L'Arracheur de Vian* et *Les Enfants tristes* de Nimier, le premier roman de Gilles Paris allie lyrisme et cruauté, bourgeoennements poétiques et fleurs du mal, sirop d'orgeat et vinaigre de vin...

Papa s'envoyait régulièrement en l'air en altitude. Maman tournait dans les films porno de Monsieur Froust. A leur mort, leurs enfants Alice et son jeune frère, le narrateur, s'aiment d'amour tendre et incestueux à travers dérivés et rencontres du troisième type.

Tous les personnages sont orphelins, de père ou de sentiments. Il y a d'abord l'onde Paul, homme fruste et alcoolique, qui « étouffe les mouches dans les replis de son ventre » ; Bérénice, la mère d'adoption, qui fume des paquets de Lucky Strike sous la douche lorsque Tom, sa grande passion, se fait la malle ; Angèle, la pauvre fille du tautier du village, qui se laisse peloter par les clients pour faire plaisir à son père ; Pilou,

enfant trouvé dans un supermarché, qui, par compensation, répand sa semence fécondante dans « tous les réceptacles d'amour ». Et bien d'autres encore aux flèches signalétiques insolites, tatouées par le malheur ou la misère.

Mais *Papa et maman sont morts*, le premier roman très prometteur de Gilles Paris, n'est pas un triste requiem. On y observe la lune, le cœur plein d'étoiles. On y meurt encore d'amour, l'âme trempée de champagne.

Macha Séry

► *Papa et Maman sont morts* de Gilles Paris. Seul, « Point Virgule » (N. 1100).

► Rectificatif. – Dans l'article de Nicole Lapiere, « Des camps en France » (« Le Monde des livres » du 5 juillet), il fallait lire « le gouvernement Deladier de la III<sup>e</sup> République finissante » et non de la IV<sup>e</sup>, comme nous l'avions indiqué par erreur.

## Histoire de K

Hommage à un éditeur qui publia au lendemain de la guerre Bataille, Artaud, Vaché, Césaire...

## K ÉDITEUR

d'Alain Gheerbrant et Léon Aichelbaum. Editions Le temps qu'il fait, 96 p., 80 F.

C'est en 1945 qu'Alain Gheerbrant fit imprimer la nouvelle version de *l'Histoire de K*, livre que Georges Bataille avait signé du pseudonyme de Lord Auch. Six gravures de Hans Bellmer – qui avait remplacé André Masson, illustrateur anonyme de la première édition en 1928 – accompagnaient les 199 exemplaires, sous emboîtement blanc muet, du récit de Bataille. Ainsi naissait K Éditeur. L'auteur du *Bleu du ciel* devait également y publier, en mars 1947, l'un de ses plus beaux textes, *l'Aléluiah* (ultérieurement repris dans le *Coupable*).

Du Dshonneur des poètes de

Benjamin Péret, également publié en 1945, aux *Lettres de guerre* de Jacques Vaché (1), parues en 1949, et aux deux numéros de la revue de poésie K, dirigée par Alain Gheerbrant et Henri Parisot, c'est une aventure exemplaire de l'édition de qualité qui s'est écrite. Aventure marquée par la pertinence des choix (Artaud, Pichette, Césaire...), leur rareté, le soin extrême mis à éditer les textes, l'inventivité des maquettes, la qualité des mises en page, etc.

Pour raconter l'histoire de K Éditeur et rendre hommage à cette aventure, Léon Aichelbaum, qui connaît mieux que personne ce domaine de l'édition, est allé interroger Alain Gheerbrant. Celui-ci parle de l'influence « moderniste » de Hans Arp, dont il publia *le Siège de l'air*, de la féconde collaboration avec Pierre

Fauchoux, du réseau d'amitié et de fidélité autour de la librairie de son frère, la Hune, de la rencontre avec Bataille, Artaud...

Pour compléter l'hommage et faire œuvre d'historien de l'édition, Léon Aichelbaum et Raymond-Josué Seckel ont établi le catalogue raisonné et superbement informé des publications de K Éditeur. L'édition, singulièrement à ce niveau, est aussi un espace de filiation et de proximité. Les Editions Le temps qu'il fait, que dirige Georges Monti, étaient en ce sens parfaitement désignées pour publier cet hommage à leur illustre prédécesseur.

P. K.

(1) Jean-Michel Place publie 43 lettres de guerre à Jeanne Derrien de Jacques Vaché, réunies et présentées par Georges Seckel dans une très belle édition (230 p., 180 F.).

## Une prophétie sexuelle

Suite de la page 21

Tout est noir, donc, mais dans l'expérience intérieure poursuivie par cet inventeur buté et qui veut tout savoir, la nuit s'éclaircit comme en plein midi, ciel bleu et soleil, dans une extase jamais

vue qui traverse la dépréciation systématique des autres et de soi. La débâche négative et sale avec Dirty, la maladie endurée en présence de la pauvre et ridicule Xénie, l'agitation insurrectionnelle et morbide avec Lazare ouvrent, chaque fois, sur un rire navré mais cependant triomphal. « Elle devint hideuse. Je compris que j'aimais en elle ce violent mouvement. Ce que j'aimais en elle était sa haine, j'aimais la laideur imprévue, la laideur affreuse que la haine donnait à ses traits... »

Dès 1935, Bataille, comme Picasso dans *Guernica*, comprend la suite. Non pas de façon abstraite, « poétique », mais dans la convulsion intime, bars, chambres d'hôtel, nudité des corps. Tout le monde est d'accord, au

fond, pour interdire la jouissance et réclamer, sans le dire, la « mardie montante du meurtre ». La mort est l'ersatz de la jouissance sexuelle quand celle-ci est bloquée de tous les côtés.

Cette lucidité visionnaire – si rare – est acquise dans la scène capitale du roman (une des plus belles jamais écrites), à Trèves (la ville où Marx, enterré à Londres, a été « petit garçon »). Scène d'amour ? Oui, dans un cimetière où brûlent des bougies, la nuit : « La terre, sous ce corps, était ouverte comme une tombe, son ventre nu s'ouvrait à moi comme une tombe fraîche. Nous étions frappés de stupeur, faisant l'amour au-dessus d'un cimetière étoilé. Chacune des lumières annonçait un squelette dans une tombe, elles formaient ainsi un ciel vacillant, aussi trouble que les mouvements de nos corps mêlés. » Et plus tard (il s'agit toujours de Dirty) : « Elle colla sa bouche fraîche à la mienne. Je fus dans un état d'intolérable

joie. Quand sa langue lécha la mienne, ce fut si beau que j'aurais voulu ne plus vivre. »

Résultat : Bataille y voit. Et ce qu'il voit, peut-être seul de son temps, est l'ignominie qui va venir. Dans cette gare allemande, une parade de jeunes nazis « raides comme des tringles » avec, à leur tête, « un gosse d'une maigreur de dégénéré, avec le visage hargneux d'un poisson ». Il aboie des ordres. Il tient sa canne de tambour-major comme « un pénis de singe ». Ils sont tous en transe, « envoyés par le désir d'aller à la mort ». Le temps des assassins est là. Et pour cause. Voilà donc ce qui, dans l'ombre, se voulait.

Et aujourd'hui ? Qu'est-ce qui se veut de nouveau ? Le savons-nous clairement ? Pouvons-nous l'entendre ?

Aucune issue collective ? Interroge Bataille. Non, mais le ciel est bleu.

Philippe Sollers



EN VITRINE

LETTRES ÉTRANGÈRES

Le rêve de Lucio Cardoso

Lucio Cardoso nous prévient qu'il s'agit là d'un rêve. Ou plutôt d'un cauchemar, pas de ceux qui terrorisent les enfants, mais un de ceux qui forcent les portes des sentiments intérieurs et imposent à jamais une image en forme d'obsession lancinante et multiforme. Dans *Rogério*, étudiant pâle et fétideux, traîne Lucio, un homme à double face, un père fantasmé, fort et vulgaire, apparence fugace et menaçante, au détour d'une rue, dans une fête foraine ou ailleurs. Au centre du scénario, à base d'éclairs de violence, de morts annoncées et d'espoirs juvéniles, les liens de haine, aussi solides que ceux de l'amour, dont l'enfant dévot en Rogério a tiré l'essentiel de ses forces.

Violeta, la prostituée aux dents d'or, l'adipex Lucas Trindade, amoureux rampant, Duquesa, la matrone aux yeux doux et aux jambes maigres, Stela, la mère supposée, entraîner par nature et putain par dépit : les personnages de ce court roman écrit en 1944, quinze ans avant *Chroniques de la maison assassinée* qui fit la réputation de l'écrivain brésilien, servent de prétexte au voyage intérieur.

Sans fioritures ni histoires particulières, sobre dans son écriture, *Inacio* est un roman à facettes, un

roman d'explorateur, où l'on ne trouvera ni couleur locale, mis à part de courtes allusions aux bas quartiers de Rio-de-Janeiro, ni indication de temps. Des personnages, de leurs relations vives, de leur agencement, on ne saurait guère le mot de la fin. Toute chute demeure d'ailleurs inutile.

Car *Inacio* tourne autour d'un non-dit essentiel, comme un rêve autour d'un mot, d'une situation, d'un geste, d'une peur. Avec ses sécheresses, ses raccourcis, ses méandres compliqués et trompeurs, l'ouvrage d'un objet central qui organise l'économie de l'inconscient. On a beau chercher des échappatoires — la bière, le sentiment existentiel, l'être, le non-être, le rire salvateur et la révolte, — on en revient toujours au même point. Mais lequel ?

Véronique Mortaigne

► *Inacio*, de Lucio Cardoso, traduit du portugais (brésilien) par Mario Carelli, A. M. Métailié, 132 p., 79 F.

NOUVELLES

La folie du quotidien

On a beau dire qu'elle n'attire pas les foules et que, commercialement, surtout quand elle est française, ce n'est pas une affaire, elle s'obstine, ne se lasse pas de nous donner de ses nouvelles. Il arrive qu'elles soient bonnes, très bonnes. Quand elle prend, par exemple, les

vingt-huit visages du recueil de Jean-Paul Dubois qui, après nous avoir fait découvrir le monde de son talent de romancier, fait la cour, lui aussi, à la nouvelle.

Le point commun entre le romancier et le nouvelliste Dubois, c'est d'abord le rythme. Rythme de la construction : telle nouvelle, vingt pages ; telle autre deux ; et, dans tous les cas, un rien de vie qui suffit à fixer un caractère, une façon d'affronter le monde et ses pièges, un destin. Rythme du texte : simples, mélodieux, avec l'éclair soudain de mots qui semblent n'y avoir pas leur place, les phrases s'enchaînent et nous entraînent. Tout est pesé, dosé, adouci. Une fille sado-masochiste et un cadavre putréfié ont chacun leur univers et leur vocabulaire, mais, pour être différents, les notes modulent le même refrain de « la folie ordinaire » de notre quotidien.

Le grand art, ici, c'est de relier, sans artifice, l'étrangeté du sujet à la banalité des réalités. L'anecdote devient le reflet de mille vies — juste dans l'outrance, on se reconnaît, on aperçoit l'éclair d'un de nos fantasmes que le personnage nous impose. On se croit ailleurs, dans l'imaginaire déformant de l'auteur, et l'on se découvre chez soi, en soi, de l'autre côté de notre décor habituel et confortable. Mais c'est notre décor.

P.-R. L.

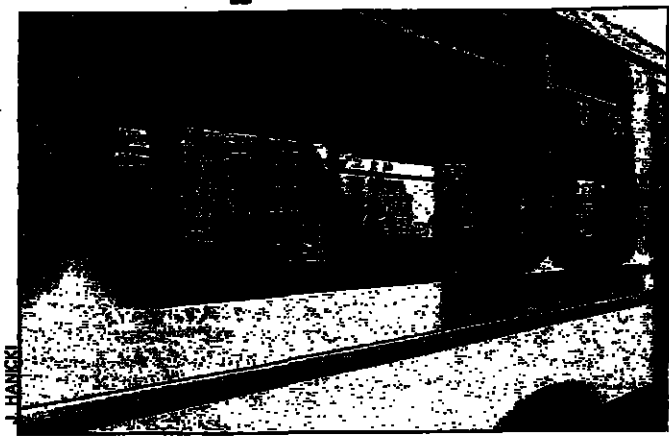
► Vous aurez de mes nouvelles, de Jean-Paul Dubois, Robert Laffont, 240 p., 100 F.

Paris vu par...

LE PASSANT DE PARIS de Jean-Louis André, Lattès, 176 p., 85 F.

Jean-Louis André a découvert la capitale il y a dix ans à peine. Aussi a-t-il encore des émerveillements de néophyte lorsque ses pas le conduisent dans les passages ou les ruelles où se cachent les derniers mystères de la cité. Les photos de Robert Doisneau et de Willy Roris apprennent Paris à Jean-Louis André. Cet apprentissage par la beauté et l'insolite lui a donné la nostalgie de quartiers mis à mal par les promoteurs immobiliers et les urbanistes. Les Halles, sous le béton et l'acier, ont perdu leurs cris et leurs odeurs. Elles sont devenues « *Mère-la-Vierge* ou *Cergy-Préfecture* en plus grouillant ».

La pitié est un animal curieux dont les jambes ne sont que des auxiliaires du cœur. La pratique de la dérive rend disponible à l'inconnu, à la merveille dissimulée derrière une porte cochère que ne verront pas les passants. Après un détour par les boulevards extérieurs et les gares, l'auteur a plongé au cœur de la ville, attentif à capter des instants de poésie. « Cette ville de brassage, où se côtoient et se mêlent des centaines de races et de nationalités, fabrique à chaque instant sa vérité nouvelle », écrit justement Jean-Louis André, qui répond ainsi, à l'avance, à tous les démagogues



de passage. Paris, selon l'auteur, aurait le pouvoir d'absorber avant de les rejeter tous ceux qui l'outragent. On aimerait le croire lorsqu'il prétend que la venue lyrique plantée place de la Bastille n'aura pas raison « *des siècles de tradition* » du Faubourg-Saint-Antoine, mais tout incline au pessimisme.

Un article ne suffirait pas pour recenser tous les écrivains qui furent, à l'instar de Jean-Louis André, des pléiades de Paris. Alfred Delvau (1825-1867), dont on réédite les *Plaisirs de Paris* (1), fut l'un des plus frivoles. La plume et la jambe alertes, il arpentaient les arènes de la capitale avec des colères, ce qui lui permettait de ne pas voir tout

ce qui aurait pu chagriner son sens de l'esthétique. Son Paris de la fin du Second Empire ressemble à un air d'Offenbach, mais ses petites tableaux n'ont même pas le charme désuet de l'ancien. On dirait une succession de décors de théâtre ! Jean-Louis André achève joyeusement son voyage par un survol de la capitale. Vu d'en haut, le puzzle s'articule autour de la Seine, et chaque monument invite à redescendre pour se fondre à nouveau dans ce maélström où la solitude est encore à hauteur d'homme.

Pierre Drachine

(1) Collection « Paris retrouvé », Sorcier, 231 p., 120 F.

CORRESPONDANCES

Lancelot et la naissance du roman

Après la publication de l'article sur l'édition de Lancelot du Lac dans la collection « Lettres gothiques » (le Monde des livres du 21 juin) nous avons reçu une lettre de M. Eric Marty, universitaire, mettant en cause cette édition.

A la suite du très bel article de Philippe Sollers sur *Lancelot du Lac*, dans la traduction d'Elspeth Kennedy, paru au Livre de poche, sans doute faut-il signaler aux lecteurs du Monde que cette édition cache une petite escroquerie. En effet, il ne s'agit nullement, comme le sous-titre de l'article et la quatrième de couverture du livre l'indiquent, d'une « *version intégrale* » du roman, mais plus modestement, ainsi que Michel Zink l'écrit très discrètement dans sa préface du « *texte continu jusqu'au baiser qui scelle l'amour de Lancelot et de la reine* », c'est-à-dire à peine un quart de l'histoire de Lancelot du Lac. Sont ainsi omis de très importants épisodes tant érotiques que mystiques ou ésotériques, qui auraient ravi Philippe Sollers davantage encore que ce simple « commencement ». On pourrait même dire que l'essentiel est omis, à savoir la quête du Graal et la trahison de cette quête (les deux termes étant évidemment nécessaires l'un à l'autre), le « viol » de Lancelot qui donnera naissance à son fils Galaad, tous les épisodes extraordinaires de capture, de détention et de séduction de Lancelot par la fée Morgane, la découverte — scène extraordinaire — par le roi Arthur des amours de la reine et de Lancelot au travers des fresques que ce dernier a dessinées pendant sa détention, etc.

Il est dommage, une fois de plus, que la politique éditoriale soit si peu

respectueuse et si trompeuse à l'égard d'un texte dont Philippe Sollers a eu raison de dire qu'il était à l'origine aussi bien de M<sup>e</sup> de La Fayette, de Laclos et de Sade que de Proust, Joyce ou Céline.

Après avoir pris connaissance de cette lettre, M. Michel Zink, directeur de la collection « Lettres gothiques », nous a fait parvenir la réponse suivante :

Rappelons que E. Kennedy est l'éditeur du *Lancelot* et que le traducteur est F. Moles. Cette première erreur d'Eric Marty rectifiée, je me permets de corriger la seconde : contrairement à ce qu'il affirme, il est précisé en quatrième de couverture que ce premier volume ne contient pas la totalité du roman. La formule de ma préface qu'il veut bien citer y est en effet reprise. Elle dit clairement, me semble-t-il, que l'histoire se poursuit au-delà du baiser de Lancelot et de la reine. Préface et introduction y insistent et rappellent avec quelque détail, à l'intention des lecteurs qui n'ont pas la vaste culture de M. Marty, les problèmes de composition et d'unité posés par l'immense cycle du *Lancelot-Graal* (p. 6-7 et p. 29-32). La suite du *Lancelot*, ainsi que ses prolongements, la *Quête du Saint Graal* et la *Mort du roi Arthur*, paraîtront d'ailleurs dans la collection « Lettres gothiques ». Remercions Eric Marty de nous donner l'occasion d'en faire ici l'annonce. Félicitons-le de connaître quelques épisodes de ce roman. Engageons-le, la prochaine fois qu'un éditeur publiera *Du côté de chez Swan*, à avertir les lecteurs du Monde que la *Recherche du temps perdu* ne se limite pas à ce volume initial.

D'autre part, après l'article de Danièle Sallenave « les fins dernières de la littérature » (« le Monde des livres » du 7 juin), nous avons reçu de Gérard Genette le texte suivant :

Danièle Sallenave porte sur le livre de Massimo Fusillo, *Naissance du roman*, une appréciation qu'il ne m'appartient pas de commenter : la critique est souveraine. En revanche, l'accusation de « *fausseté* » portée contre le titre de cette traduction appelle une réponse de ma part, puisque, comme directeur de la collection « Poétique », je suis responsable de ce choix. Les romans grecs de la fin de l'Antiquité étant aujourd'hui à peu près inconnus du public français, il m'a semblé que le maintien du titre original risquait d'engendrer des malentendus. Or il se trouve que ces récits sont historiquement la première manifestation de ce qui allait devenir pour des siècles, dans la culture occidentale, la tradition romanesque. C'est littéralement ce que montre Fusillo en analysant leurs innovations thématiques et formelles, et en retraçant leur généalogie. Intituler *Naissance du roman* un ouvrage qui décrit ainsi la naissance du roman ne me paraît pas précisément relever de la publicité mensongère.

► Prix de l'Académie française. — L'Académie française a attribué soixante-dix-huit récompenses pour son palmarès 1991. Le grand prix est allé à Jacques Lacarrière pour l'ensemble de son œuvre. Les grands prix de philosophie et de poésie ont respectivement été à Paul Ricœur et à Jean Oriet. Jean-Claude Grumberg et Yves Robert ont reçu, le premier, le prix du Théâtre, le second le prix du cinéma. Citons également : prix Moron à Raymond Boudon ; prix Gobert d'histoire à Maurice Agulhon pour la *République de 1880 à nos jours* (Hachette) ; prix de la biographie à Georges-Henri Dumont pour *Léopold II* (Fayard) ; prix de l'essai à Luc Fraisse pour *L'Encre cathédrale. Proust et l'architecture méditerranéenne* (Corti) ; prix de la nouvelle à Pierre Mertens pour *les Phœques de San-Francisco* (Seuil) et à Rachid Mimouni pour la *Ceinture de l'ogresse* (Seghers). Patrick Griolet a reçu une médaille de vermeil du rayonnement français pour ses travaux sur le cajun ; Patrick Griolet avait été débouté en janvier par le tribunal de Paris dans un procès qui l'opposait à Jean Vautrin, accusé de plagiat.

LA PENSÉE UNIVERSELLE



115, BOULEVARD RICHARD LENOIR 75540 PARIS CEDEX 11 TEL: 43 57 74 74

VOS LIVRES POUR L'ÉTÉ

ROMANS, NOUVELLES	ETIENNE ASSELY	NORBERT MARRAS	JEUNESSE	VOYAGES	HISTOIRE RECITS
DOMINIQUE VALLEE "NOUVELLES PAS FRAÎCHES" Nominé pour le prix Rotary-Club 123 pages 61,20 F.	"DOLOPOLE, ESPACE DU NON-SENS ET DE L'ABSENCE" Fiction sur le pouvoir. 288 pages 109,70 F.	"IMMIGRATION : LA VOIE D'ÈVE" Contribution novatrice à cette question essentielle. 40 pages 45,40 F.	GUY BOURHIS "TROIS PETITS COEURS D'OR" L'amour de trois enfants pour leurs animaux. 32 pages 40,10 F.	MARIE-FRANCE ZEN CHRISTENSEN "UN TOUR D'EUROPE EN DIRIGEABLE" Cinq années en ballon. 80 pages 48,50 F.	CHRISTIAN OFFROY "CATHERINE DE FRANCE" L'épouse du roi Henri IV d'Angleterre. 254 pages 98,10 F.
JEAN MARAIS "LA RUMEUR" L'importance des bruits qui courent. 112 pages 62,30 F.	REMY JAVIER "LA MÈRE DU SOLDAT MORT" Prix de l'Alouette. 228 pages 80,20 F.	OUMAR SA "FAUT-IL GARDER LE FRANÇAIS ?" Un pionnier de la francophonie. 80 pages 48,50 F.	MICHELLE FOGGI "LES CONTES DE MIMI" Pour faire entrer les petits dans un monde imaginaire. 48 pages 33,00 F.	FRANÇOIS BARUCHELLO "VENISE, UNIQUE AU MONDE" L'histoire de cette prestigieuse cité. 240 pages 97,10 F.	ALAIN TEROUANNE "SOURIRES DANS LE DÉSORDRE" Enfance avec des gens d'un autre temps. 256 pages 98,10 F.
GEORGES HENRY "RÉMEMOIRES D'OUTRE-SOMME" 19 nouvelles d'un style alerte et plein d'esprit. 256 pages 108,70 F.	JEAN MARIE LEBLOND "AVENTURES D'UN JEUNE COO GAULOIS AU QUÉBEC" Don Juan au Canada. 299 pages 118,20 F.	THEODORE PÉCHERF "ILS ONT DISPARU DANS LE SECRET" Méthodes bulgares. 96 pages 54,90 F.	CHANTAL KUNTZ "LES CONTES DE CHANTAL" Pour offrir aux enfants un voyage merveilleux. 88 pages 48,50 F.	GUY HENRI PICOT "OUI, J'AI DIT SPÉTSÉS" Paroles grecs. 96 pages 60,10 F.	NINA ALEXANDROVNA "DE SAINT-PETERSBOURG À SAINT-TROPEZ" 4 guerres, 4 passeports, 4 continents. 234 pages 90,70 F.
AHMED YOUSSEF "JOURNAL INACHEVÉ D'UNE ÉTUDIANTE VOILÉE À PARIS" Drame de fidélité au Coran. 112 pages 54,90 F.	ANNIE HESSE "LES FEUX DE LA VENGEANCE" Vengeance d'une adolescence abusée. 240 pages 98,10 F.	LILIANE LAVAILLÉ-LEPASTRE "LA PSYCHO-SOCIOLOGIE AU SERVICE DE L'ENTREPRISE" Concepts et méthodes. 240 pages 98,00 F.	ANDRÉE TINANT "CONTES POUR MON FRÈRE D'AFRIQUE" Vous qui aimez l'Afrique, voici un peu de sa réalité quotidienne. 192 pages 78,10 F.	PAULANGE "PÉRIPE DES SOMMETS" Grèce, Terre Sainte, Égypte, Turquie... par un érudit. 336 pages 112,90 F.	MANUEL XAVIER DE LUCE "LE PARADIS DES FLEURS" 144 pages 72,80 F.
E. AUGER-BAILLY "ÉPIQUES ET AURA D'UN SURSIS" Mais qui est ce Rémy Landré ? 160 pages 40 F.	F. IDJSEN "UNE HISTOIRE D'AMOUR" Les cigognes et les ailes de la nature. 176 pages 67,80 F.	RENEE MOREAU "TANTE SOPHIE A PLUS D'UN TRUC DANS SON SAC" 101 trucs indispensables. 72 pages 48,50 F.	NELLY CHANTAL "DOUKY, NOM D'UN CHIEN" Un petit corniaud qui saura séduire petits et grands. 188 pages 72,80 F.	ROGER SELVA "QU'Y A-T-IL APRÈS LA VIE ?" L'âme peut-elle se manifester ? 144 pages 70,70 F.	GILBERT MIBRAN ATMAJUAN "LA DOUCEUR DE TON NOM" 48 pages 48,50 F.
PIERRE DEN "MOI, NGOLO, PAS SALE NÈGRE" Truculent polar. 272 pages 129,80 F.	GUY BOURHIS "LE CERCLE DE L'OUBLI" Bonheur vécu chez les Quokofs : un témoignage contre le racisme. 152 pages 62,30 F.	MICHEL VADON "MIEUX VAUT VIEILLIR EN MARCHANT" Rester dynamique par les pieds. 112 pages 59,10 F.	THÉRÈSE VUILLEZ-SERRET "L'ARCHÉ DE LA RUE DE LA SAÛNE" L'amour d'une famille pour les animaux. 160 pages 73,90 F.	CHRISTIAN DE BIASI "FUTUR ANTÉRIEUR" Les phénomènes de la Bible éclairés par la science. Une analyse pour l'avenir. 336 pages 160,00 F.	ROY DE COMMANDE Je commande à la Pensée Universelle Titre Mon Nom Mon Adresse Je joins... F. complais. + 12,50 F par livre pour le port.

NOS AUTEURS ONT DU TALENT. DÉCOUVREZ LES.

هنا من الفضل

## LETTRES ÉTRANGÈRES

## Rendre palpable la douleur

Ch'oe Yun sait concilier les pratiques de l'écriture occidentale et une sensibilité imprégnée de culture coréenne

LA-BAS, SANS BRUIT  
TOMBE UN PÉTALEde Ch'oe Yun.  
Traduit du coréen  
par Patrick Maurus.  
version française  
revue par l'auteur.  
préface de Raymond Jean.  
Actes Sud, 130 p., 79 F.

Savoir contraindre une sensibilité à voir pour la couler dans le moule d'un récit ciselé : sans doute est-ce dans ce tour de force que réside un art de l'écriture. Il donne en tout cas au court roman de Ch'oe Yun l'impalpable beauté de l'évidence. Sans effet, le style s'impose pour n'être que davantage au service du souffle qui anime ce texte aussi beau que bouleversant.

Lente remontée vers l'origine du trou noir, de cet événement-limite sur lequel est tombé le rideau de la peur, de la mort. Cheminement dans la mémoire meurtrie d'une jeune fille « fanée à l'ombre de force d'avoir attendu le soleil ». Souvenir d'une main qui hante la forteresse de son esprit dérangé, de la main d'une mère tombée sous les balles, agrippée à la sienne et qu'elle ne se pardonne pas d'avoir détachée pour fuir à corps perdu, sur les chemins comme dans le brouillard de la douleur. Et puis, tout éclate, les souvenirs reviennent au galop, incontrôlables. La mémoire se dilate en des pages affolées, haletantes. Une ville en

insurrection, des corps qui tombent sous les balles, d'autres percés de coups de balonnette. Le sang, les gémissements, la peur, la fuite.

Le moment limite est ici le massacre de Kwangju : mai 1980, une ville qui s'était soulevée contre la dictature et dont la population fut massacrée par les troupes spéciales. Un événement charnière dans l'histoire moderne du peuple coréen. Ch'oe Yun ne fait que l'esquisser, lui conférant en cela un caractère allégorique : la dimension universelle d'un moment de la souffrance humaine. Un printemps, Kwangju : ce pourrait être n'importe quand, n'importe où, chaque fois que chancellent des hommes et des femmes sous la crosse des fusils, que tombe un pétale, telle cette enfant à jamais fauchée dans son enfance, « avec ces yeux perdus et ces gestes inutiles ».

## Deux registres

Remarquablement construit, le récit se développe à trois niveaux : celui de la narration, celui du souvenir de la jeune fille, errante à la recherche de son frère tué par la police, et celui de ses amis qui la recherchent. Trois facettes d'un même récit qui se pénètrent, s'intercalent, s'interpellent. Trois voix qui semblent se répondre comme celles d'une même conscience éclatée, s'arrachant des bribes de vérité sur la douleur vécue par un être.

Écrivain, traductrice (de Marguerite Duras), commentatrice des théoriciens de la littérature, Ch'oe Yun démontre dans ce livre à la fois une pleine assimilation des pratiques d'écriture occidentales et une sensibilité imprégnée de sa culture originelle. Ce roman est un exemple, assez rare, d'une maîtrise parfaite de deux registres : il sait éviter les écueils de la transposition comme de l'exotisme.

C'est surtout un livre où l'on sent que l'auteur a mis beaucoup d'elle-même, où elle ne cherche en rien à se cacher derrière son personnage. « J'avais longtemps écrit ce texte avant de me décider à l'écrire », nous dit-elle. « J'étais à Paris au moment du massacre de Kwangju. Impuissante. Lisant les nouvelles des journaux. Le dégoût, la nausée sont restés longtemps les impressions dominantes. J'ai commencé à écrire une première fois. Puis je me suis arrêtée. Lorsque j'ai repris, j'ai écrit dans un souffle, sans pratiquement de répit. Je ne cherchais pas à témoigner. De quoi ? J'étais absente. En tant que citoyenne, j'ai ressenti une certaine culpabilité. Mais, surtout, j'ai été contaminée par Kwangju, contaminée par cette douleur, par cet événement-limite, cet instant qui transfigure ceux qui le vivent, l'approchent. C'est aussi le cas de la jeune fille : elle a été contaminée à jamais par cette douleur : partout où elle passe, elle apporte le

malheur, en laisse la trace chez les autres comme un stigmate ».

Avec ce texte, lu, apprécié et réédité en Corée, Ch'oe Yun se dégage des grands courants littéraires nationaux (réalisme et symbolisme) dont les écrivains des années 80 ont souvent peine à se déprendre. « Pour moi, dit-elle, le Pétale est un récit réaliste. Le réalisme n'est-ce pas finalement la façon de rendre le processus par lequel le réel est perçu ? Le langage est aussi concret que l'objet ».

« Ce texte est différent des autres que j'ai écrits en ce sens que je ne l'ai pas construit, pas plus que je n'en ai travaillé le style : il s'est imposé. Sans doute est-ce vrai, j'y ai mis beaucoup de moi-même. D'autant plus peut-être que j'aime les personnages de femmes, infiniment plus complexes que ceux des hommes dans leur apparente linéarité ».

Par rapport à l'original, le texte français est-il différent ? « Il a fallu préciser le contexte. J'ai effleuré les choses. Mais des images qui sont évidentes pour des Coréens ne le sont pas forcément pour des lecteurs français. J'ai réécrit en français certains passages ».

Dire l'indicible de la douleur, la rendre palpable, Ch'oe Yun y réussit remarquablement : la commentatrice (et traductrice) de Julia Kristeva ou de Tzvetan Todorov s'est effacée laissant transparaître une vibrante fragilité de l'étre.

Philippe Pons



Paolo Volponi

Les lancées  
de Paolo Volponi

Un beau roman d'initiation et un livre aux confins de la science-fiction de l'écrivain italien

## LE LANCEUR DE JAVÉLOT

de Paolo Volponi.  
Traduit de l'italien par Jean-Marie Lachavanne.  
Flammarion, 240 p., 115 F.

## LA PLANÈTE IRRITABLE

de Paolo Volponi.  
Traduit par Louis Bonalumi.  
Flammarion, 216 p., 110 F.

Alberto Moravia affirmait, enthousiaste : « Deux lignes de Volponi révèlent aussitôt sa profonde originalité. » A côté des grands noms de la littérature italienne d'après-guerre, Elsa Morante, Pier Paolo Pasolini, Giorgio Bassani, Dino Buzzati..., celui de Paolo Volponi s'est imposé dans les années 60.

A cette époque, Volponi, né dans les Marches, à Urbino, en 1924, se détournait de la poésie pour aborder le roman. *Memoirale*, en 1962, raconte, à mi-chemin entre le *Journal d'usine* de Simone Weil et les *Temps modernes*, la vie d'un ouvrier piémontais ; traduit en français sous le titre *Pauvre Albino* (1), ce livre contribue à faire connaître Paolo Volponi en France et à l'étranger. Nous parvenons ensuite trois autres romans : *le Système d'Antonio Crociani* (2), *Corporal et le Duc* et *l'Anarchiste* (3), suivis aujourd'hui par deux nouvelles traductions : *le Lanceur de javélot* et *la Planète irritable*.

Le désir  
et l'attente

Le lanceur de javélot, rappelle Paolo Volponi, les Grecs l'appelaient « acontistes », ce qui veut dire également « lanceur de dards, lanceur de regards, de désirs... lanceur de soi-même ». Ce lanceur de javélot, c'est Dami Possanza, vainqueur d'un tournoi régional d'athlétisme, adolescent sensible et malheureux, en quête de dépassement et de grandeur, et dont nous suivons l'apprentissage de la vie, en plein régime fasciste, de 1933 à 1940. Au fond du jardin, un soir d'été, Dami surprend sa mère, allongée sur le sol avec Trajan Maracci, le chef des fascistes du village.

Image obsédante qui éveille en lui les sentiments les plus contradictoires : la beauté de ce couple

enlacé le pétrifie, en même temps qu'elle lui suggère ses premiers émois sexuels. Mais le spectacle de la faute, l'impureté de sa mère, le font cruellement souffrir : qu'est-ce que cette trahison accomplie contre lui et contre son clan ? Seul aux prises avec ce secret brûlant, Dami se sent peu à peu envahi par une attirance plus forte que la répulsion, un sentiment inavouable d'admiration et d'envie pour le beau centurion Maracci, pour son corps, pour sa « maîtrise de soi et des autres », pour l'idéal de puissance et de « grandeur romaine » qu'il prétend incarner.

Roman de l'attente et du désir, de l'initiation et de la maturité, de l'aveuglement d'une société et de la sauvagerie d'un régime, *le Lanceur de javélot* baigne dans une atmosphère de sensualité et de tension qui débouche inéluctablement sur la folie et sur le meurtre. Sexe, mort, faute primitive qu'un personnage, seul contre tous, s'épuise vainement à conjurer, double sacrifice final : tous les ingrédients sont ici réunis pour faire de Dami un authentique héros tragique.

Franchissant allègrement les années pour se projeter dans le vingt et unième siècle, Volponi, dans la *Planète irritable*, s'aventure sur des territoires aux contours imprécis, aux confins de la science-fiction et de la fable d'anticipation. Sur une planète ravagée par un conflit atomique, survivent, échappés d'un cirque, un aïen, un éléphant, une oie savante et un bouquin qui, tous ensemble, partent à la recherche d'un monde meilleur. Mais le climat d'obscurité cauchemardesque, et la symbolique somnolente toute assez floue de l'ensemble laissent, après *le Lanceur de javélot*, l'impression d'une construction intellectuelle froide et théorique, d'un roman moins fouillé et finalement beaucoup moins convaincant.

Florence Noiville

- (1) Grasset, 1964.  
(2) Grasset, 1969.  
(3) Laffont, 1975 et 1978.

\* Paolo Volponi vient d'obtenir le prix Strega - le Goncourt italien - pour son roman *la Strada per Roma*, publié aux éditions Einaudi (à paraître en France chez Flammarion).

## Alouette ou la laideur

Une parabole du malheur bourgeois par le satiriste hongrois Desző Kosztolanyi

## ALOUETTE

de Desző Kosztolanyi.  
Traduit du hongrois par Peter Adam et Maurice Regnaud.  
Editions Viviane Hamy.  
250 p., 129 F.

« Faire un roman sur rien », complétait Flaubert en amorçant *Madame Bovary*. Après lui et un peu plus à l'est, dans une ancienne province de l'Empire austro-hongrois, aujourd'hui située en Yougoslavie, Desző Kosztolanyi (1885-1936) avait dû recevoir son écho. Cet écrivain, un des plus importants de la littérature hongroise du vingtième siècle, a publié dans les années 20, ce curieux roman, *Alouette*, qui, s'il n'est pas son plus grand livre, n'en est pas moins surprenant par la cruauté

satirique avec laquelle il fige un monde fait sur presque rien.

Rien d'autre qu'un vieux couple dont l'ennui se trouve perturbé par un détail, qui tourne à l'excroissance monstrueuse : leur fille, surnommée par antiphrase « Alouette », porte sur elle toutes les ingratitude du monde. Car Alouette, la pauvre, n'a rien d'une alouette. Elle est laide, très laide, douée vraiment pour rien, sinon pour se dévouer corps et âme aux tâches ménagères de ses vieux parents, chez qui elle vit à trente-cinq ans, et pour qui elle constitue une préoccupation obsédante. A son vieux père, chaque jour enlève sa lueur d'espoir. « Il avait pitié d'elle, et pour atténuer cette pitié, il se faisait souffrir lui-même. Il la regardait fixement, avec une attention méticuleuse, presque agressive. Il regardait

cette chose à quoi s'habituer était impossible, ce visage à la fois gros et maigre, ce nez charnu, ces larges narines chevalines, ces sourcils d'une austère virilité, ces minuscules yeux vireux qui faisaient penser quelque peu aux siens (...). Sous le flot de lumière rose du paradis, dans cet éclairage presque théâtral, la chose apparaissait enfin dans toute sa vérité. Une chenille sous un buisson de roses, à-t-il pensé ».

La chenille, dans la maison bourgeoise, prend des proportions effrayantes. Mais s'y habituer, c'est aussi, comme dans *l'Amédée* de Ionesco, ne plus vouloir s'en débarrasser. Or un jour, rien ne va plus, tout est sens dessus dessous. C'est le grand départ : Alouette, invitée à la campagne, quitte le domicile familial, pour une semaine. Cette semaine de vide creusé par l'absence d'Alouette, chez ce petit couple au quotidien si précisément programmé, provoque l'effacement des parents : parce que le vide soudain crée le manque et parce que le manque offre tout à coup, rétrospectivement, la révélation d'un trop-plein.

« Une rage vieille  
comme le monde »

Comme la scène de l'aveu, au beau milieu des tragédies, la semaine sans Alouette ouvre le temps, pour les vieux parents, des soirées au théâtre et au restaurant, d'une liberté toute nouvelle dans le monde de la ville ; et le temps, surtout, d'une insoutenable prise de conscience : après une nuit passée dans le club qu'il ne fréquentait plus, plein de jeu et de bière à en vomir, *in vino veritas* : le père hurle son dégoût et son désespoir : « Elle est laide, elle est laide et rien d'autre, a dit Alouette presque avec volubilité, elle est laide et déjà vieille, la pauvre, aussi laide que ça - il a fait une grimace affreuse en tordant sa bouche et son nez, - aussi laide que moi ».

Les vieux parents ont beau essayer de se convaincre, en se consacrant névrotiquement à l'étude des arbres généalogiques, au menu du lendemain soir ou à la broderie des nappes, que la vie est pleine de choses passionnantes, il leur en reste une en trop, cette Alouette énorme dont l'envahissement prend chez eux la forme d'une frustration profonde ; la même sorte d'aspiration condamnée qu'éprouvent ces chiens, qui hurlent à la lune : « Avec une rage vieille comme le monde, en écartant de biais à chaque fois leurs

Les morales  
de la banalitéJOURNAL  
D'UN HOMME HUMILIÉ  
(Diario de un hombre humillado)de Felix de Azua.  
Traduit de l'espagnol par Eric Beaumatin avec le concours de l'auteur.  
Gallimard, 360 p., 150 F.

S'enfoncer, s'oublier en elle, est une manière de répondre à l'humiliation. L'homme auquel Felix de Azua fait tenir son journal est une manière d'ascète, mais au lieu de rencontrer au terme de son détachement le vide et le blanc, il croise en s'enfonçant dans les bas-fonds de Barcelone tout un monde, réplique risible ou tragique de celui qui a cours plus haut, dans la « vraie société ». « Je me suis réduit à une seule passion que je travaille avec patience, sans grande curiosité quant aux résultats. C'est une passion dépourvue de nom, mais pas de qualificatifs : elle est rancunière, farouche, ingrate. Elle n'est pas

drole du tout. C'est une passion moderne, bien sûr, et urbaine, sans les ornements de la tradition classique. Une passion sèche, âpre, aux couleurs de la lumière industrielle, à l'éclat du néon, cette lumière morte qui brille en dénonçant les âmes mercantiles... »

Felix de Azua, qui a autant de culture que de don pour la caricature, sait jouer de l'humour et de l'ironie (1). Il déploie toute la richesse d'une truculence jamais relâchée. Moraliste reconverti dans l'imaginaire, penseur qui se cherche - et se trouve - dans les délices de la fiction, il projette ses idées sur un écran romanesque où les séquences se déroulent et s'enchaînent, souvent avec bonheur, parfois - surtout dans la seconde partie du roman - avec ennui.

Patrick Kéchichian

(1) Professeur d'ecclésiologie à Barcelone, Felix de Azua avait publié il y a quelques années, avec un grand succès, *l'Histoire d'un idiot racontée par lui-même*, traduit en français par Eric Beaumatin (Ed. Sylvie Messinger, 1987).